Lectures en vacances (16 pages)



DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14121 — 5 F — VENDREDI 22 JUIN 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY — DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Etats-Unis-OLP : le dialogue suspendu

AINSI, rien ne va plus entre les Etats-Unis et l'OLP. Après trois semaines d'hésitation, le président Bush a annoncé – comme à regret – qu'il « suspendait » le dialogue officiellement noué il y a dix-huit mois entre Washington et la centrale palestinienne. Cette décision – attendue – ruine, sans doute pour longtemps, le bilan déjà maigre des laborieux efforts de paix de l'administration américaine au Proche-Orient.

M. Bush n'avait guère le choix. En refusant de condamner spécifiquement la récente tentative d'attentat palestinien sur une plage israélienne, qui fut à deux doigts de tourner au drame, M. Arafat rendait la riposte américaine inéluctable. Car les termes du contrat moral conclu entre Américains et Palestiniens reposaient dès l'origine sur la répudiation sans équivoque par l'OLP de tout acte de terrorisme. Dès lors que l'un des membres de la direction palestinienne – Aboul Abbas en l'occurrence – violait cet engagement sans être puni ni même nommément désavoué par M. Arafat, ce dernier ne pouvait échapper aux représailles diplomatiques de la Maison Blanche.

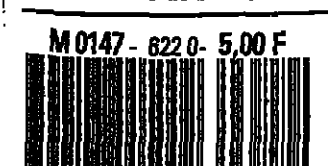
L'ÉPISODE souligne, une fois de plus, à quel point les acteurs, directs ou non, du conflit proche-oriental disposent d'une étroite marge de manœuvre. Harcelé depuis trois semaines par les nombreux « amis d'Israël », dont l'influence au Congrès n'est plus à démontrer, M. Bush se devait, sauf à sombrer dans l'inconséquence, de faire respecter la parole et le crédit des Etats-Unis. Il s'y est résolu sans aucun enthousiasme et en prenant soin de laisser la porte ouverte à la reprise future du dialogue.

En face, M. Arafat a fait une nouvelle démonstration de sa faiblesse. Vilipendé depuis des mois par ses nombreux rivaux palestiniens qui l'accusent d'avoir, pour les besoins d'un dialogue resté infructueux, trop concédé aux Etats-Unis sans obtenir rien de concret en échange, le chef de l'OLP ne pouvait à nouveau prêter le flanc aux critiques des « radicaux », encouragés notamment par les harangues guerrières du président irakien Saddam Hussein. En outre, toute nouvelle concession de M. Arafat ne pouvait qu'être mal comprise des Palestiniens des territoires, à un moment où ceux-ci se sentent plus que jamais menacés par les intentions belliqueuses qu'ils prêtent à tort ou à raison au nouveau gouvernement israélien.

QUOI qu'il en soit, la suspension du dialogue américano-palestinien est pain bénit pour les extrémistes de tous bords. En Israël, l'équipe au pouvoir se sent renforcée dans son rejet de toute négociation avec l'OLP, même si elle sait que son immobilisme irrite de plus en plus à Washington.

Dans le monde arabe, où resurgissent les vieux soupçons contre l'Amérique jugée trop pro-israélienne, les partisans d'une logique militaire se sentiront réconfortés dans leur intransigeance envers l'Etat juif. Ici et là, des voix de plus en plus nombreuses mettent en garde, pour la première fois depuis longtemps, contre les risques de voir l'impasse diplomatique conduire à une nouvelle aventure guerrière.

Lire page 2 l'article de JAN KRAUZE



Violente secousse dans le nord-ouest du pays

Près de deux mille morts lors d'un séisme en Iran

Un violent tremblement de terre a éprouvé toute la région du nord-ouest de l'Iran, proche de la mer Caspienne, dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 juin. La secousse, de magnitude supérieure à 7, aurait fait, selon le bilan provisoire établi dans l'après-midi du 21 juin, environ deux mille morts et cinq mille blessés. La ville de Racht (300 000 habitants) a été la plus touchée. Cette région appartient au même système tectonique que l'Arménie, ravagée en décembre 1988 par un séisme de magnitude 6,9. (Lire page 32.)

L'avenir de M. Gorbatchev

De plus en plus critiqué par les conservateurs, le président soviétique pourrait renoncer à diriger le PC.



Lire l'article de notre correspondant page 4

Tous gaullistes !

par André Fontaine

AUTRES temps, autres mœurs : vingt et un ans après avoir mis le général à la porte, voilà les Français devenus quasiment tous gaullistes. Qu'importe si à Villeurbanne les électeurs du second tour n'avaient le choix qu'entre des candidats dont les chefs de file ont bâti l'un et l'autre leur carrière sur l'opposition résolue au fondateur de la Ve République. A plus de 80 %, les sondés de l'IFOP jugent satisfaisant le bilan de son action à la tête de l'Etat. Et ils sont 91 % à penser qu'il a eu « une bonne influence » (sic) sur la place de la France dans le monde.

Ainsi, pour le centenaire de sa naissance, de Gaulle rassemble-t-il davantage nos compatriotes qu'il n'a réussi à le faire de son vivant. Mais n'est-ce pas parce qu'il est enfin sorti du débat politique, domaine de la passion, pour entrer dans l'Histoire ? Parce que la nation, déçue par un présent peu exaltant et trop mal assurée de son avenir, a tendance à chercher dans son passé matière à se consoler ? Le temps est loin où un René Haby, ministre de l'éducation de Valéry Giscard d'Estaing, pouvait se permettre de pratiquement supprimer l'enseignement de l'Histoire : aucune discipline aujourd'hui ne comble autant ceux qui l'ont choisie, et les innombrables livres, magazines ou émissions de radio-télé qui lui sont consacrés connaissent, dans l'ensemble, un grand succès.

LE phénomène n'est pas confiné à la France. Si la deuxième révolution de 89, celle qui a libéré l'Europe de l'Est, a un sens, c'est bien la réhabilitation, sur les ruines d'une hégémonie se réclamant de la seule idéologie, non seulement de la démocratie et du marché, mais aussi du sentiment national. A preuve l'imminente réunification de l'Allemagne, à laquelle si peu de gens, il y a quelques mois encore, acceptaient de croire. Il n'est pas jusqu'à la Russie qui ne se dégage aujourd'hui de son corset « soviétique. »

Lire la suite page 10

Le sacre raté de M. Iliescu

La cérémonie d'investiture du président roumain n'a pas atténué le malaise suscité par son rôle ambigu lors de la répression à Bucarest

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Tout y était sauf l'émotion. L'événement pourtant aurait pu provoquer, et dans le monde entier, un immense mouvement de sympathie. L'investiture, après quarante années d'une dictature atroce, du premier président élu au suffrage universel de la nouvelle République roumaine, ce n'était pas rien ! Or ce mercredi 20 juin, sous les lambris dorés de l'Athénée de Bucarest, lorsque M. Ion Iliescu prononça le serment rituel et que les personnes présentes entonnèrent l'hymne national roumain, c'était en fait un arrière-goût d'amertume, un sentiment mêlé de gâchis et de colère qui dominaient. A l'image des ambassadeurs des pays européens qui restèrent de glace et n'applaudirent à aucun moment durant toute la cérémonie.

Le discours du nouveau président ne contribua pas à dissiper le malaise. Certains en effet pensaient que M. Ion Iliescu profiterait de cette occasion pour lancer un véritable appel à la réconciliation nationale et trouverait les mots justes pour apaiser la douleur de tous ceux qui ont souffert des derniers événements. M. Iliescu réaffirma l'irréversibilité du processus démocratique roumain et la nécessité de poursuivre la marche vers l'économie de marché, il fit appel à tous les Roumains pour réaliser cette tâche en n'oubliant ni les minorités nationales, ni les jeunes, ni les femmes...

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite page 4

Les orphelins de Bernard Pivot

« Apostrophes » disparaît. Des éditeurs s'inquiètent. Des libraires espèrent retrouver leur rôle traditionnel de conseillers

De sa part, au moins, on attendait une note discordante. Un grincement dans le concert des louanges et des larmoiements. L'ombre d'une critique, d'une distance. Une goutte d'acide.

Mais non ! Jérôme Lindon, PDG des éditions de Minuit, éditeur de Beckett et du nouveau roman, le plus médiatiquement réfractaire aux médias des éditeurs français, le seul sans doute à se passer d'attachée de presse, n'a rien, résolument rien à déclarer contre « Apostrophes » et son animateur. Il ne faut pas compter sur lui pour troubler les cérémonies, mi-adieux de Greta Garbo, mi-funérailles de Victor Hugo, qui entourent le sabordage du grand paquebot. Certes, il s'est toujours refusé à imposer *« cette corvée »* à ses auteurs, trouvant *« quelque chose d'un peu dégradant »* dans le fait d'aller se faire voir devant les caméras de Bernard Pivot. Il sait que *« les gens qui regardent « Apostrophes » ne s'intéressent pas à l'écriture »* et admet que le départ de l'animateur le concerne *« aussi peu que si l'on supprimait le prix Goncourt »*.

Mais c'est pour affirmer aussitôt que si Pivot n'était pas remplacé, le livre y perdrait des plumes. *« Au moins, il lisait les livres,* confie-t-il. *Quand il a interviewé Marguerite Duras, il avait le trac et ça se voyait. Il avait du respect pour un certain nombre d'écrivains. »* N'en jetez plus ! Si Jérôme Lindon, éditeur autoproclamé de la Vraie Littérature, celle qui *« n'intéresse qu'un petit nombre de gens »*, y va lui aussi de sa couronne sur le très provisoire cercueil de Bernard Pivot, inutile alors de chercher, dans toute l'édition parisienne, la moindre réserve.

A l'unisson de la presse, qui n'eût sans doute pas consacré davantage de couvertures si l'Académie française avait décidé de s'autodissoudre, l'édition, comme un seul homme, met chapeau bas devant son Grand Sorcier des courbes de ventes.

LAURENT GREILSAMER et DANIEL SCHNEIDERMANN

Lire la suite page 44 - section D

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

ÉTRANGER

La suspension par Washington de son dialogue avec l'OLP

Dix-huit mois de politique américaine au Proche-Orient presque réduits à néant

WASHINGTON

de notre correspondant

La décision était à peu près inéluctable, du moins dans la logique politique américaine : le président Bush a donc annoncé, mercredi 20 juin, que les Etats-Unis *« suspendaient »* leur dialogue, commencé il y a dix-huit mois, avec l'Organisation de libération de la Palestine. Washington sera disposé à reprendre ultérieurement ce dialogue, mais pas avant que l'OLP ne satisfasse aux exigences des Etats-Unis, à savoir une condamnation spécifique de la tentative de débarquement d'un commando palestinien sur une plage israélienne, le 30 mai dernier, et des sanctions contre le commanditaire présumé de l'opération, Aboul Abbas, membre de la direction de l'organisation.

Le président Bush a pris note du fait que Yasser Arafat avait rejeté toute responsabilité dans l'opération et avait condamné *« toute attaque contre des civils »*, mais, a-t-il ajouté, *« ce n'est pas suffisant »*. Les responsables américains n'ignoraient pas, que dans le contexte actuel, M. Arafat pouvait très difficilement se plier à leurs conditions, mais, une fois ces conditions posées, ils ne pouvaient eux-mêmes les oublier sans encourir de véhémentes critiques des amis d'Israël aux Etats-Unis et se faire taxer d'inconséquence. La solution choisie par l'administration ne faisait donc à peu près aucun doute, et la Maison Blanche a préféré agir avant que le Congrès ne donne de la voix, sous la forme d'une résolution.

M. Bush a tout de même attendu assez longtemps avant de passer à l'acte, comme pour apporter la preuve de ses hésitations et de sa bonne volonté, et, en annonçant sa décision, au cours d'une brève conférence de presse donnée en marge d'un déplacement dans l'Alabama, il n'a pas caché qu'elle lui pesait, ou du moins qu'il en distinguait clairement les graves inconvénients.

Ainsi le président américain a fait observer que cette décision allait à l'encontre des souhaits de certains *« proches alliés »* des Etats-Unis (il s'agit des pays d'Europe et des pays arabes modérés). Quand on lui a demandé si la suspension du dialogue américano-palestinien ne risquait pas de faire dérailler définitivement le processus de paix, il a reconnu que ce risque le *« préoccupait »*. Même réaction quand on a suggéré que l'attitude américaine constituait un encouragement aux extrémistes, ou quand on a évoqué la possibilité d'un regain de violence (la veille, le secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient, M. Kelly, avait lui-même reconnu qu'une interruption du dialogue pourrait bien aboutir à ce résultat).

Un aveu d'impuissance

En fait, M. Bush donnait l'impression d'un homme qui agit contraint et forcé, et en est réduit à *« espérer »* – il a utilisé l'expression à de multiples reprises – que les choses se passeront moins mal que prévu. Ainsi, il *« espère »* que le processus de paix *« avancera »*, et que *« les Etats-Unis auront un rôle à jouer, en dépit du pas en arrière fait aujourd'hui »*.

Cela sonnait presque comme un aveu d'impuissance et semblait un peu étrange dans la bouche d'un président américain sur un sujet où la responsabilité et l'engagement des Etats-Unis sont déterminants. Mais ce n'est pas la première fois que M. Bush semble baisser les bras, tout particulièrement dans les conflits où les forces paraissent trop inégales : on l'a bien vu à propos des contestataires chinois ou des Lituaniens.

Le président américain a cependant tenté de ménager l'avenir. Ainsi, il s'est efforcé de présenter sa décision comme *« modérée »* – il a utilisé lui-même l'expression, – et il a aussi eu quelques propos relativement louangeurs à l'égard de Yasser Arafat. Sans vraiment tenir la balance entre Palestiniens et Israéliens, il a rappelé que les Etats-Unis étaient opposés *« à la violence et à la terreur »*, le premier terme désignant souvent dans le vocabulaire politique américain les actions israéliennes dans les territoires occupés, le second étant exclusivement réservé à celles des Palestiniens.

Enfin M. Bush a rappelé qu'il avait écrit récemment à M. Shamir pour lui poser des questions *« relatives au sérieux du processus de paix »*. C'est l'expression qu'avait utilisée il y a huit jours le secrétaire d'Etat James Baker lorsqu'il avait, sur le mode caustique, suggéré aux Israéliens de téléphoner à la Maison Blanche lorsqu'ils seraient *« sérieux à propos de la paix »*.

Mais il y a là beaucoup plus l'expression d'une frustration qu'une volonté d'action. Loin de constituer une menace, ces propos paraissent indiquer que l'administration Bush va *« laisser tranquille »* pour un temps M. Shamir, comme l'a relevé avec satisfaction un commentateur aussi favorable aux *« durs »* israéliens que William Safire.

La *« suspension »* du dialogue formel, et fort peu productif, entre Washington et l'OLP ne signifie pas forcément que tous les contacts entre Américains et membres de l'organisation palestinienne cesseront : ces contacts datent d'ailleurs de bien avant l'ouverture du *« dialogue »*. Mais dix-huit mois de politique proche-orientale des Etats-Unis semblent réduits à peu près à néant.

Le geste le plus délicat – la reconnaissance de l'OLP comme interlocuteur légitime – avait été épargné à M. Bush, puisque la décision avait été prise dans les toutes dernières semaines de l'administration Reagan, ce qui réduisait les risques politiques de l'opération, et avait été d'autant mieux admis que M. Reagan et son secrétaire d'Etat George Shultz étaient considérés comme d'excellents et sincères amis d'Israël.

M. Bush, qui n'a pas tout à fait cette réputation, ni peut-être l'audace politique de son prédécesseur, pourrait éprouver plus de difficulté à refaire le même geste, en tout cas en cette année d'élections au Congrès. Tout indique donc que le processus de paix, du moins tel que les Américains, à la suite des Israéliens, l'envisageaient, va subir un long coup d'arrêt, sinon être définitivement enterré dans l'attente d'une autre approche.

La décision de M. Bush a été applaudie par les principales organisations juives américaines et approuvée par tous les dirigeants du Congrès. Mais, dans certains cas, avec bien peu d'enthousiasme, et presque un soupçon de mauvaise conscience : *« Le président n'avait vraiment pas le choix »*, a déclaré, par exemple, M. Robert Dole, le chef de file des républicains au Sénat, mais *« cette décision ne remplit personne de joie »*. Le représentant de la Ligue arabe à Washington, M. Clovis Maksoud, y a vu *« un coup porté à la paix »*, qui *« pénalise la modération arabe, en particulier la modération palestinienne, et récompense l'intransigeance israélienne »*.

JAN KRAUZE

Un succès diplomatique pour Israël

JERUSALEM

de notre correspondant

La décision du président Bush de suspendre le dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP constitue indéniablement un succès diplomatique pour Israël. Un succès que l'on salue avec d'autant plus de satisfaction à Jérusalem qu'il intervient au moment où le nouveau gouvernement de droite de M. Shamir se trouve extrêmement isolé sur la scène internationale. Le premier ministre israélien voit dans la décision du président Bush *« une mesure importante et positive que nous attendions depuis longtemps »*. *« Les Etats-Unis*, ajoute-t-il, *ont reconnu une nouvelle fois qu'avec l'OLP ils avaient affaire à une organisation qui pratique le terrorisme et qui à notre avis constitue un obstacle à la paix. »*

En fait, depuis le début de ce dialogue, il y a un an et demi, les responsables israéliens ont continuellement essayé de convaincre les Américains que l'OLP n'avait jamais respecté ses engagements de renoncer au terrorisme. C'était essentiellement M. Moshé Arens en tant que ministre des affaires étrangères dans l'ancien gouvernement d'union nationale qui menait cette campagne anti-OLP auprès des Etats-Unis. Aujourd'hui, M. Arens, qui détient le portefeuille de la défense dans le nouveau cabinet, considère la décision du président Bush comme un succès personnel.

A bien des égards la suspension du dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP est aussi un défi pour Israël. Le nouveau gouvernement Shamir dispose d'un répit pour améliorer le climat de ses relations avec Washington. Un répit qui risque d'être bref. Pendant ce laps de temps, le nouveau gouvernement Shamir sera mis en demeure de prouver qu'il existe, comme il l'affirme, d'autres voies – en dehors de l'OLP – *pour promouvoir un dialogue* avec les Palestiniens. L'opposition travailliste ne croit pas qu'il réussira. Tout en se félicitant de la suspension du dialogue avec l'OLP, le numéro deux travailliste, M. Itzhak Rabin, a en effet déclaré : *« L'interruption du processus de paix par le gouvernement de droite israélien va mener à l'impasse et va remettre à l'ordre du jour l'idée d'une conférence internationale au Proche-Orient sous la tutelle des Nations unies. »*

Pressions américaines sur M. Shamir

La décision du président Bush va accroître les pressions américaines sur M. Shamir pour qu'il fasse un geste, estiment la plupart des commentateurs de la presse. Depuis plusieurs jours le ministre de la défense, M. Moshé Arens, a annoncé qu'il entendait rétablir les contacts directement avec des personnalités palestiniennes des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. L'idée, qui en fait n'a rien de nouveau, est donc de trouver parmi les *« Palestiniens de l'intérieur »* des interlocuteurs qui pourraient négocier avec Israël sans le feu vert de l'OLP.

Est-ce possible? Après la décision du président Bush, toutes les personnalités palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza réaffirment au contraire leur allégeance à l'égard de l'OLP. Et au-delà d'un sentiment de colère contre les Américains, ils expriment aussi la crainte d'une escalade. L'un d'entre eux, M. Saïd Kanaan, a déclaré : *« C'est un coup porté aux modérés et un encouragement aux extrémistes de tout bord. A présent les partisans du recours aux armes à feu dans les territoires diront qu'ils avaient raison. »* – *(Intérim.)*

Une décision qui va renforcer les extrémistes

déclare le numéro deux du Fath

TUNIS

de notre correspondant

La suspension du dialogue américano-palestinien, annoncée par le président Bush, ne semble pas devoir modifier la position de l'OLP arrêtée au lendemain de l'ultimatum que lui avait adressé Washington, le 31 mai, à la suite du raid palestinien de la veille sur les côtes israéliennes.

« Tout ce que nous pouvions donner, nous l'avons déjà donné », a déclaré, mercredi 20 juin, M. Salah Khalaf (Abou Iyad), adjoint de M. Yasser Arafat à la direction du mouvement Fath et l'un des rares dirigeants palestiniens actuellement présents à Tunis.

Depuis trois semaines, la direction de l'OLP répète qu'elle n'est impliquée ni de près ni de loin dans le raid du 30 mai, et qu'elle condamne toute action militaire contre des civils. Au moment où son autorité dans les territoires occupés est de plus en plus souvent battue en brèche par les extrémistes et les courants religieux, il lui est difficile, à l'évidence, d'aller plus loin en condamnant formellement l'opération montée par le groupe du FLP d'Aboul Abbas. De même, elle ne peut exclure ce dernier du comité exécutif où il a été élu par le Conseil national palestinien (Parlement en exil), qui est seul habilité à le sanctionner.

Pour M. Salah Khalaf, l'OLP *« ne souhaite pas une rupture du dialogue »* avec Washington et ce sont les Etats-Unis qui mettent celui-ci *« dans l'impasse »* en posant *« des conditions impossibles »*. *« La décision annoncée par le président Bush, que nous regrettons, aura pour conséquence de geler les efforts de paix*, a ajouté le dirigeant palestinien. *Elle va en outre renforcer les forces extrémistes et conforter Israël dans sa politique de blocage de la paix. »*

MICHEL DEURE

ASIE

CHINE : libéré par Pékin

Le chanteur dissident Hou Dejian s'est réfugié à Taïwan

PÉKIN

de notre correspondant

On s'en doutait un peu depuis la réapparition mercredi 20 juin à Pékin des deux dissidents Zhou Duo et Gao Xin (*le Monde* du 21 juin) après trois semaines de silence : le troisième membre du groupe, le chanteur Hou Dejian, allait réémerger à son tour, mais à Taïwan, l'île nationaliste dont il est originaire. Il s'est en effet présenté le même jour aux autorités de Taïpeh, après avoir, selon ses déclarations à la télévision locale, gagné l'île clandestinement à bord d'un bateau de pêche. *« Tout ce que je puis dire est que j'ai dû quitter le continent »*, s'est-il borné à indiquer sur les circonstances de son départ.

Si les trois hommes n'ont guère été explicites sur les reproches qui leur furent adressés, il va de soi que Pékin avait pris ombrage de leurs déclarations réclamant la libération de leur quatrième compère en dissidence, M. Liu Xiaobo, universitaire accusé d'avoir *« trahi »* la Chine en dénigrant son patrimoine culturel.

L'administration étant aussi tatillonne d'un côté que de l'autre du détroit, M. Hou a passé sa première nuit à Taïwan... en prison, pour être entré sans visa dans cette République de Chine qu'il avait quittée pour Pékin en 1983. Sa discrétion renforce cependant les soupçons qu'on pouvait entretenir sur le marché tacite passé avec les autorités communistes, qui ne pouvaient le traiter comme un vulgaire *« contre-révolutionnaire »* sous peine de déplaire à l'opinion taïwanaise, que Pékin cherche à séduire.

Des dissidents bien traités

Les deux autres dissidents ont, en effet, rapporté avoir été traités fort civilement par la police, qui a chargé lourdement, par contraste, le musicien expatrié. M. Gao a ainsi indiqué à l'AFP qu'il avait été emmené au réservoir de Miyun, au nord-ouest de la capitale, et autorisé à écouter la radio et à aller à la pêche. Ce n'est pas précisément le sort réservé ici à un prisonnier politique.

Le PCC, de son côté, s'en est pris une nouvelle fois avec virulence à M. Liu Xiaobo, jeudi, par la voix du *Quotidien du peuple*. Mais le nouveau numéro de prestidigitation auquel on vient d'assister confirme la chute vertigineuse d'autorité du régime. Il y a onze ans, le dissident Wei Jingsheng était condamné à quinze ans de prison pour avoir traité M. Deng Xiaoping de despote. Il est toujours en détention.

Nombre de ceux qui ont été libérés ces derniers mois après avoir été incarcérés pour leur participation au soulèvement de 1989 tombaient *grosso modo* dans la même catégorie des prisonniers de conscience. Aujourd'hui, Pékin s'arrange pour évacuer un problème similaire par une pirouette. L'Histoire progresse, même en Chine.

FRANCIS DERON

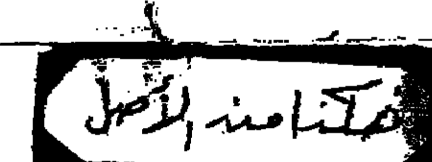
□ **JAPON : explosions à bord du porte-avions américain « Midway ».** – Deux marins sont portés disparus et seize autres ont été blessés – dont six grièvement – à la suite de deux explosions qui se sont produites mercredi 20 juin à bord du porte-avions américain *Midway* alors qu'il se trouvait au large des côtes japonaises. – *(AFP.)*

THAILANDE

Le général Chaowalit refuse le poste de conseiller du premier ministre

Le général Chaowalit Yongchaiyuth a rejeté sa nomination au poste de conseiller du premier ministre, M. Chatichai Choonhavan, la qualifiant d' *« inacceptable »*, a rapporté, jeudi 21 juin, la presse de Bangkok. Cette nomination, annoncée la veille, visait à mettre fin à la crise politique déclenchée par la démission, le 11 juin, du général Chaowalit de ses fonctions de ministre de la défense et de vice-premier ministre, et qui avait fait craindre un coup d'Etat militaire (*le Monde* du 13 juin).

Après avoir nommé le général au poste de *« conseiller personnel »*, avec des responsabilités en matière de sécurité nationale, de diplomatie et de lutte anti-drogue, M. Chatichai avait déclaré aux journalistes que cette décision *« satisfaisait l'armée »*. Le général Chaowalit avait pris sa retraite de commandant en chef des forces armées pour rentrer au gouvernement en avril. Il en a démissionné à la suite des attaques d'autres ministres l'accusant sans le nommer de corruption. – *(AFP.)*



Le sommet franco-africain de La Baule

M. Mitterrand lie l'octroi de l'aide française aux efforts de démocratisation

Le passage du discours de M. François Mitterrand, mercredi 20 juin, à La Baule, à l'ouverture du seizième sommet franco-africain, dans lequel il a annoncé la décision de Paris de ne plus faire que des dons aux pays les moins avancés a été apprécié. En revanche, l'annonce que l'octroi d'une aide serait désormais lié aux efforts de démocratisation a reçu un accueil plutôt mitigé.

LA BAULE

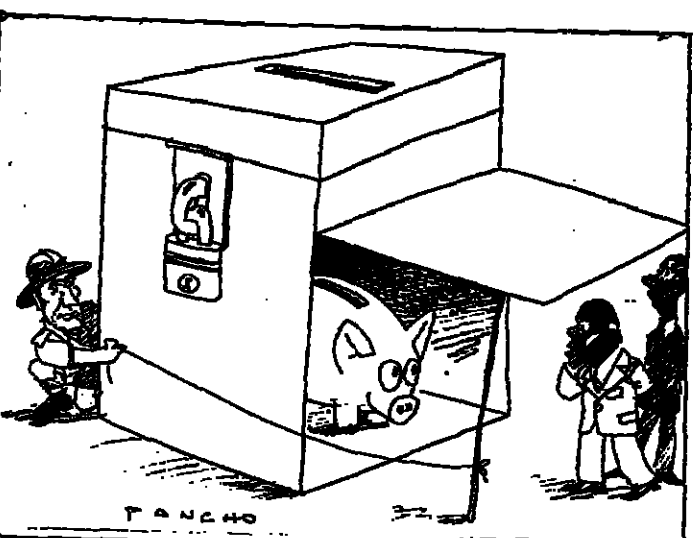
de notre envoyé spécial

Peut-être n'était-ce ni le moment ni le lieu d'exprimer des états d'âme? Mais plus d'un responsable africain présent à La Baule a qualifié de *« réaliste »* le discours de M. Mitterrand. Ce qui n'est pas toujours un compliment, dans la mesure où le « couplet » sur la démocratie, pour n'en être pas moins attendu, a un peu irrité. *« Si, pour obtenir une aide, il faut aller vers plus de liberté, ça n'engage à rien de le promettre »*, a commenté un ministre africain.

M. Abdou Diouf, chef de l'Etat sénégalais, qui, lui, pratique, non sans mal, depuis 1981, le multipartisme, *« adhère totalement »* aux propos du président français. Justifiant la conditionnalité de l'aide, il estime qu' *« il faut donner une certaine prime aux pays qui se lancent dans le pluralisme politique »* et invite même ses pairs africains à agir dans ce sens, *« avant d'y être poussés par les événements »*.

« Liberté » : ce fut le mot de la fin. *« Ce sera votre meilleure amie »*, a conclu M. Mitterrand. Comprenne qui voudra parmi les vingt-deux chefs d'Etat présents. Conseil d'ami ? Le président français avait pris la précaution de dénoncer, quelques instants plus tôt, cette *« forme subtile de colonialisme »* qui consiste à *« faire la leçon en permanence aux pays africains »*.

Pour aborder le sujet brûlant des libertés, M. Mitterrand y va sur la pointe des pieds. Leçon de modestie, pour rappeler que la démocratie s'est installée en France *« non sans mal, non sans accidents répétés »*, et qu'en Europe, dans les



années 40, sévissaient à la fois le nazisme, le fascisme, le stalinisme, le franquisme et le salazarisme...

Cela dit, constate M. Mitterrand pour s'en réjouir – *« Enfin on respire, enfin on espère »* – le souffle de liberté venu de l'Est *« fera le tour de la planète »* et le continent noir n'y échappera pas. Et d'évoquer un *« schéma de rêve »*, qui n'est pas pour demain : élections libres, refus de la censure, multipartisme, indépendance de la magistrature, etc. *« La démocratie est la seule manière de parvenir à un état d'équilibre »*, souligne-t-il, pour ajouter aussitôt qu'en la matière la France s'interdit d'*« imposer des solutions toutes faites »*, et ne se reconnaît que le droit de *« dire son mot »* à ses amis africains, de *« tracer le chemin »*.

« Aller plus loin »

A chaque pays de fixer les étapes et l'allure de cette démocratisation. *« Certains ont pris des bottes de sept lieues »*, remarque M. Mitterrand. D'autres, dont il conseille de suivre l'exemple, *« marcheront pas à pas »*. Et de glisser avec habileté, dans son adresse, une petite phrase qui en dit long et résume tout son propos : *« La France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté. »*

Dans cet appel, il y avait du souffle, même des accents gaulliens par moments. Mais aussi beaucoup de silences. D'aucuns auront ainsi regretté que le président français ait omis de « tirer un coup de chapeau » à la jeunesse africaine, qui vit des jours difficiles, se contentant d'évoquer la nécessité de *« restaurer la confiance entre un peuple et ses dirigeants, le plus souvent entre un Etat et un autre Etat, entre l'Afrique et les pays développés »*. Certains se seront en outre étonnés de l'absence de toute référence explicite au respect des droits de l'homme, qui sont pourtant sérieusement malmenés sur le continent noir.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, M. Mitterrand avait longuement évoqué la crise économique que traverse le continent noir, refusant de joindre sa voix à celles de tous ceux qui dénoncent, *« avec complaisance, parfois même avec satisfaction »*, les maux dont souffre l'Afrique, *« l'oubliée »* de la croissance, la *« laissée-pour-compte du progrès »*. Le président français s'exprime alors en homme de cœur et de... parti pris.

« Colonialisme pas mort, lance-t-il, *celui des affaires et des circuits parallèles, pas celui de l'Etat. »* A ce propos, il dénonce de nouveau *« l'insouciance et l'irresponsabilité »* des pays les plus riches. Sur un ton de grande fermeté, M. Mitterrand répète que, *« fidèle à son histoire et à son avenir, la France ne se retirera pas de l'œuvre engagée depuis si longtemps »* en Afrique.

Dans la foulée, il annonce la *« décision unilatérale »* de la France de *« ne plus accorder que des dons aux pays les moins avancés »* et de *« limiter à 5 %, au lieu de 10 %, les taux d'intérêt des prêts publics aux pays dits à revenu intermédiaire »* (Cameroun, Congo, Côte-d'Ivoire et Gabon). Deux mesures qui représentent un futur manque à gagner, étalé sur une quinzaine d'années, d'environ 1 450 milliards de francs. Pas question d'en rester là. Le président français dit son intention d'entraîner les autres pays riches dans le sillage de sa politique et même *« d'aller plus loin »*. Il évoque la possibilité d'*« allonger les délais de remboursement des Etats les plus endettés par des moyens divers »*. Il relance, en outre, son idée d'un *« Fonds spécial mondial »*, alimenté par des droits de tirage spéciaux (DTS). Il se dit, au passage, *« hostile »* à une dévaluation du franc CFA qui, selon lui, *« ne réglerait aucune difficulté »* et il se *« porte garant »* du rattachement du franc CFA à la future monnaie européenne.

Pas d'« évaporation » des crédits

Fausse naïveté? M. Mitterrand semble croire que tout va pour le mieux dans le monde de la coopération franco-africaine. D'« évaporation » des crédits, il n'en soupçonne pas. Pas de mauvaise gestion de l'aide depuis qu'il est aux affaires : *« Je n'étais pas responsable au moment où ces pratiques ont pu exister »*, assure-t-il. Aux pays africains qui souffrent *« d'une évasion illicite de capitaux »*, il offre une assistance renforcée en matière douanière. Il n'en dira pas plus sur ce chapitre délicat de la moralité publique, se gardant, pour ne pas agacer son auditoire, de prononcer le mot « corruption ».

« Pour qui sonne le glas ? se demandera enfin M. Mitterrand. *On croit qu'il sonne pour l'autre. Il sonne toujours pour soi. »* Le président interpellait ainsi, sur un mode littéraire, tous ceux qui se réjouissent un peu trop vite du malheur de l'Afrique...

JACQUES DE BARRIN

Les retards d'Hassan II

LA BAULE

de notre envoyé spécial

C'est triste à dire : l'exactitude n'est plus la politesse des rois, en tout cas pas celle du souverain marocain. La séance d'ouverture du seizième sommet franco-africain n'a-t-elle pas commencé avec près d'une heure de retard? Sa Majesté, qui devait prononcer la première allocution en qualité d'hôte du précédent sommet, s'est fait désirer.

Bloqué sur son bateau, le ferry *Marrakech*, ancré dans le port voisin de Saint-Nazaire, Hassan II attendait, paraît-il, que le ciel se dégage pour gagner le palais des congrès. Tout au long de la journée, de séances de travail en réjouissances diverses, il a accumulé les retards, comme à son habitude avec une royale indifférence.

Accompagné d'une suite de quelque trois cents personnes, des ministres d'Etat aux serviteurs, en passant par les agents de la sécurité, le souverain chérifien avait embarqué, entre autres, avec lui, une Mercedes 600 et une Rolls-Royce. Ses pairs africains, qui ne dédaignent pas un certain décorum, ne tenaient pas la comparaison...

Le roi marocain sut avec talent, dans son discours, se poser en démocrate devant son auditoire africain, puisque, officiellement, le multipartisme existe dans son pays. Il sut aussi se faire le brillant avocat de ses pairs auxquels on demande de négocier *« un virage à 180 degrés »* et trouva cette formule pour traduire leur humeur un peu morose : *« Les pays ne meurent jamais de pauvreté mais de honte. »*

J. DE B.

« Impossible de proposer un système tout fait »

« Nous continuerons d'être présents en Afrique et d'assister nos amis africains qui sont les compagnons de l'Histoire », a assuré M. François Mitterrand en annonçant la limitation des taux d'intérêt sur les prêts accordés aux pays africains francophones à revenus intermédiaires. Le chef de l'Etat a ajouté qu'il demanderait le mois prochain à ses partenaires des sept pays les plus industrialisés (G 7) réunis à Houston d' *« aller plus loin »*.

Il s'en est pris aux spéculations sur les matières premières, dont le résultat est de défaire *« en quelques heures »* ce qui a nécessité plusieurs années de travail. A propos de l'aide de la France, il a ajouté : *« Peut-être fut-il des époques où l'argent se répandait avec prodigalité, sans contrôle, tentation permanente à de mauvaises gestions. Moi, je n'ai pas connu ce temps-là. »*

En ce qui concerne les changements politiques, M. Mitterrand a indiqué que, *« parce que la démocratie est un principe universel, il ne faut pas oublier les différences de structures, de civilisations, de traditions, de mœurs. Impossible de proposer un système tout fait »*. *« La France n'a pas à dicter je ne sais quelle loi constitutionnelle qui s'imposerait* de facto *à l'ensemble des peuples qui ont leur propre conscience et leur propre Histoire »*, a-t-il ajouté.

M. Mitterrand a réaffirmé qu'il n'était pas dans l'intention de Paris d'intervenir dans les *« affaires intérieures »* africaines. Il a dénoncé *« cette forme subtile de colonialisme aussi perverse que toute autre »* qui consiste *« à considérer qu'il y a des peuples supérieurs qui disposent de la vérité et d'autres qui n'en seraient pas capables »*.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

ALGÉRIE : 54 % des voix pour le FIS, 28 % pour le FLN

Les résultats officiels des élections risquent de prêter à contestation

Les résultats des récentes élections locales ont failli devenir le secret le mieux gardé d'Algérie. Il a en effet fallu près de dix jours aux autorités pour qu'elles fournissent enfin, mercredi 20 juin, les seuls chiffres vraiment significatifs du scrutin : le total des suffrages obtenus par chaque parti et non pas celui des communes, seuls résultats jusqu'alors officiellement accessibles (*le Monde* du 16 juin). Or ces résultats risquent d'être vivement contestés.

ALGER

de notre correspondant

Officiellement, 7 870 000 électeurs ont pris part au scrutin municipal : 4 331 472, soit 54,25 % des votants, ont choisi le FIS ; 2 245 798, soit 28,13 %, ont opté pour le FLN. Les autres listes se partagent les électeurs restants.

Il faut croire que les longues vérifications invoquées par les autorités pour expliquer leur retard n'ont pas toutes été aussi minutieuses qu'annoncé, tant ces chiffres laissent parfois perplexes. Lors d'une conférence de presse, deux jours après le scrutin, le ministre de l'intérieur, M. Mohammedi, avait annoncé 8 366 760 votants. Entre ce nombre et celui donné maintenant quelque 500 000 électeurs ont disparus... Dans plusieurs villes, le nombre des inscrits a connu des fluctuations similaires, de même que le nombre des listes enregistrées lors de la limite du dépôt.

Sans doute faut-il faire la part de l'inexpérience et de la désorganisation due notamment au déménagement, trois semaines avant le scrutin, du ministère de l'intérieur. Mais d'autres données sont plus surprenantes. D'après les premiers chiffres fournis par le ministre de l'intérieur, le FIS aurait gagné 55,42 % des communes contre 31,64 % au FLN.

Compte tenu du fait que le FIS a conquis toutes les grosses concentrations urbaines, le pourcentage de ses électeurs par rapport aux votants aurait dû être sensiblement supérieur à celui des communes gagnées. Or c'est l'inverse qui s'est produit : avec 55,42 % des communes, le FIS ne recueille, d'après le ministère de l'intérieur, que 54.25 % des suffrages exprimés. Le FLN a lui conquis 31,64 % des communes avec seulement 28,13 % des suffrages.

Telles qu'elles sont, les statistiques du ministère de l'intérieur risquent fort de faire l'objet de vives polémiques. Dans son journal, *El Monquid*, paru jeudi, le FIS publie en effet les chiffres collationnés par ses militants lors du scrutin départemental qui se tenait en même temps que le scrutin municipal. N'ayant pu rassembler à temps les chiffres de toutes les communes, le FIS ne publie pas en revanche les résultats du scrutin municipal.

Pour les islamistes, le FIS a recueilli au scrutin départemental 82,51 % des suffrages (soit 6 582 534 voix) contre 17,49 % au FLN (soit 1 441 568 voix). Le ministère de l'intérieur, lui, ne donne au FIS que 57,44 % des votants mais en accorde 27,53 % au FLN. Les résultats des scrutins municipal et départemental devant être normalement assez voisins, le FIS déduira facilement de ses relevés que le ministère de l'intérieur a maquillé au détriment des islamistes les véritables résultats.

Quoi qu'il en soit, M. Abassi Madani se comporte comme s'il était le véritable maître du jeu. Lundi soir, le porte-parole des islamistes est apparu sûr de lui et dominateur lors d'un débat télévisé sur *La Cinq*. S'il n'a dit qu'une seule chose c'est bien celle-ci : il est en faveur d'élections législatives rapides et, menace à peine voilée, il est prêt à faire entendre sa voix dans la rue.

Silence du président Chadli

Le responsable du FIS ne semble en effet pas autrement impressionné par les pronostics faits ici ou là sur une intervention de l'armée pour contrecarrer son irrésistible ascension. Sans doute sait-il que les militaires n'échappent pas aux aspirations qui agitent la société civile, et que, qu'à l'image du corps électoral, l'armée compte désormais dans ses rangs bon nombre de sympathisants du FIS. Comme pour montrer qu'ils n'avaient rien à craindre de ce côté-là, les islamistes ont d'ailleurs déja annoncé que leur gouvernement réduirait sensiblement les crédits militaires pour financer leur politique.

De son côté, le président Chadli n'a toujours pas dit un mot. Climat surréaliste : alors que la direction du FLN se déchire comme jamais et que chacun attend de rapides décisions, le président affecte ostensiblement de se livrer à ses activités habituelles : *El Moudjahid* publie la sempiternelle photo où l'on voit le président serrer la main du visiteur de passage.

Dans de nombreux secteurs du pouvoir, on est convaincu que de nouvelles élections sont inéluctables. Depuis une semaine, l'Etat marche au ralenti et les grandes directions administratives du pays, prudentes, ne fonctionnent plus que par inertie. L'appareil guette le sens du vent avant de s'engager. Comme le dit un important membre du FLN pourtant peu suspect de sympathie à l'égard du FIS : *« Nous sommes en état de survie. Il ne sert à rien de prolonger l'acharnement thérapeutique, il faut dissoudre le Parlement, organiser de nouvelles élections et réfléchir aux moyens qui nous permettront d'y participer honorablement. »*

GEORGES MARION

EUROPE

POLOGNE : les conflits au sein de Solidarité

M. Lech Walesa veut « provoquer une guerre au sommet »

« Je ne veux pas être président. Mais il faudra que je devienne président. » M. Lech Walesa a relancé l'offensive contre ses anciens conseillers, dans une interview publiée mercredi 20 juin sur deux pages de *Gazeta Wyborcza*, le quotidien de Solidarité.

Particulièrement visés sont ceux qui représentent « la gauche » de Solidarité, MM. Adam Michnik et Bronislaw Geremek, mais aussi le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki. *« Mes collègues ont choisi une conception erronée de développement du scénario que j'avais moi-même construit*, dit-il. *« Maintenant, pour faire de l'ordre, je vais provoquer un orage, une guerre au sommet, afin que les généraux me rejoignent et que nous reprenions la route du pluralisme. »*

« Je joue contre ma carrière et je me bats pour un nouveau système, parce que je n'aime pas le système qu'ils sont en train d'édifier », poursuit M. Walesa, qui se prononce en faveur de *« divisions, au nom du pluralisme »*, au sein de Solidarité, entre la gauche et le centre-droit, dont il se réclame. *« Tous ceux qui cherchent à escamoter cette différence sont contre moi. Il faut barrer la route au monopole de la gauche. »*.

Le président de Solidarité affirme que sans son soutien personnel, *« Mazowiecki aurait continué d'être journaliste à* Wiez (revue catholique qu'il dirigeait avant 1980) *et Geremek ne serait pas Geremek. Au moment de la table ronde* (en 1989), *c'est moi qui ai dit : sans Michnik et Kuron à mes côtés, pas de négociations. Mazowiecki et Geremek étaient prêts à lâcher leurs collègues. Ils n'ont pas de sens politique. »* – *(UPI, AFP, Reuter.)*

Les suites du massacre de Katyn

Varsovie demande à Moscou l'autorisation d'identifier les corps de nouveaux charniers

La Pologne a demandé à l'URSS l'autorisation d'exhumer et d'identifier les corps de deux fosses communes découvertes près de Kalinine (Russie) et de Kharkov (Ukraine), qui pourraient contenir les corps de milliers d'officiers polonais exécutés par les Soviétiques en 1940, a fait savoir mardi 19 juin le ministère des affaires étrangères de Varsovie.

Près de 15 000 militaires polonais avaient été faits prisonniers par l'armée rouge lors de l'invasion de la Pologne, en septembre 1939, et répartis dans trois camps. Les corps de plus de 4 000 d'entre eux, détenus dans le camp de Kozielsk, furent retrouvés dans des charniers de la forêt de Katyn, en Biélorussie, en 1943. On ignorait tout depuis du sort des dix mille prisonniers restants, qui avaient été détenus dans les camps d'Ostaszkow et de Starobielsk.

Moscou n'a reconnu que cette année la responsabilité du NKVD, la police politique de Staline, dans le massacre des officiers polonais. – *(UPI).*

URSS : la conférence des communistes de Russie

L'offensive des conservateurs pourrait hâter le départ de M. Gorbatchev du secrétariat général

Après de longs débats, les délégués russes ont finalement voté, mercredi soir, la reconstitution du Parti communiste de la Fédération socialiste soviétique de Russie. Ils devaient désigner jeudi les organes dirigeants.

MOSCOU

de notre correspondant

Le ton avait été donné dès le premier jour, mais les interventions qui se sont succédé mercredi 20 juin depuis la tribune du congrès constitutif du Parti communiste de Russie ont permis de mieux éclairer encore la formidable opposition que rencontre la politique menée par Mikhaïl Gorbatchev dans les rangs des communistes.

L'âpreté des critiques à l'encontre de la direction soviétique et les rappels constants de l'héritage idéologique du parti fondé par Lénine donnaient l'image de communistes en proie à une véritable crise existentielle. On cherchait en vain dans les discours l'ébauche d'un projet ou d'un programme. *« Quelle idéologie avons-nous aujourd'hui ? »*, s'est exclamé un délégué de Novossibirsk après avoir critiqué, sans le nommer, Vadim Medvedev, l'idéologue du Kremlin.

L'amertume de M. Ligatchev

Ce n'est pas un hasard si plusieurs orateurs ont souligné la nécessité de préserver l'étiquette *« communiste »*. Sans la légitimité idéologique que de nombreux communistes *trouvent dans Lénine*, leur parti n'a plus de raison d'être. On ressentait également très nettement l'appréhension des communistes de voir peu à peu s'affirmer le pouvoir d'Etat et d'être progressivement marginalisés de la vie politique.

L'intervention remarquée de M. Egor Ligatchev, qui n'a jamais caché au sein du bureau politique ses vives réticences aux changements, a *été très révélatrice* à cet égard. *« De nombreuses questions*, a-t-il déploré, *n'ont pas fait l'objet de délibérations, ni au bureau politique, ni au cours d'un plénum du Comité central. »*

M. Ligatchev, chargé de l'agriculture au comité central, s'est lamenté d'avoir été obligé d'envoyer de multiples *« mémoires »* au bureau politique pour défendre ses positions. *« Parmi les dirigeants du Parti communiste ces derniers temps, commencent à disparaître le sens de la collectivité et de la démocratie, ainsi que le respect des opinions »*, a-t-il relevé.

« L'entente socialiste s'est effondrée, mais les positions impérialistes se sont énormément renforcées », a-t-il ajouté. M. Ligatchev a enfin souligné la profonde affinité idéologique qui le liait aux communistes russes dont le congrès *« reflète mieux que tout autre congrès*, selon lui, *les sentiments actuels dans le parti et dans la société en général. Tout le monde est inquiet de ce qui se passe dans le parti »*.

Face à ce malaise et à ces critiques constantes, Mikhaïl Gorbatchev a laissé soudain éclater sa colère. *« Les camarades s'adressent très facilement au secrétaire général, au président du pays. Cela ne me concerne pas. Peut-être demain déjà, ou dans dix jours, ou dans douze jours, il y aura un autre secrétaire général ou président du parti. »* Une déclaration qui faisait l'effet d'une bombe *(nos dernières éditions du 21 juin)*, mais que plusieurs personnalités s'employaient les heures suivantes à atténuer.

M. Iouri Prokofiev, le chef du Parti communiste de Moscou, assurait ainsi dans une conférence de presse que Mikhaïl Gorbatchev présenterait sa candidature au 28e congrès du PCUS, qui s'ouvre le 2 juillet. Si un autre homme devait lui succéder à ce poste, *« beaucoup dépendra alors de la personne qui sera élue et de la convergence de ses idées avec celles de Mikhaïl Gorbatchev »*.

M. Gorbatchev a déclaré à plusieurs reprises ces derniers mois qu'il souhaitait conserver les deux fonctions de secrétaire général du PC soviétique et de chef de l'Etat, mais pas éternellement. L'offensive des conservateurs pourrait toutefois précipiter les choses. – *(Intérim.)*

La visite du premier ministre hongrois à Paris

« La France devrait jouer un rôle beaucoup plus important en Europe centrale »

déclare M. Jozsef Antall

Pour sa première tournée officielle à l'étranger depuis sa confirmation à la tête du nouveau gouvernement conservateur hongrois, M. Jozsef Antall a choisi de se rendre en RFA puis en France où il doit rencontrer, vendredi 22 juin, le président François Mitterrand.

BUDAPEST

correspondance

Dans un entretien accordé avant son départ pour Bonn à des journaux français dont *le Monde*, il a expliqué sans ambages les raisons de la priorité donnée à l'Allemagne : sur les vingt et un milliards de dollars d'endettement hongrois, 40 % sont des crédits japonais et 40 % des crédits allemands.

« Ces 40 % soulignent bien l'importance de la relation traditionnelle avec la RFA » mais, ajoute-t-il aussitôt, *« nous voulons développer la coopération dans toutes les directions, surtout avec la France, qui selon nous devrait jouer un rôle beaucoup plus important dans cette région d'Europe centrale »*.

M. Antall donne en exemple la possibilité de création de sociétés mixtes franco-soviéto-hongroises. *« S'il n'y a pas de crise grave en Union soviétique »*, précise-t-il.

Lors du dernier sommet du pacte de Varsovie à Moscou, M. Antall a joué les francs-tireurs : poussé par l'opposition et la force du sentiment populaire hongrois à ce sujet, il a annoncé sa volonté de retirer la Hongrie du pacte d'ici un an et demi et de ne plus participer aux manœuvres communes.

Mais le premier ministre a reconnu qu'il n'a pas été suivi par les autres membres de l'organisation : *« Les Bulgares se sont prononcés ouvertement pour son maintien. Les Polonais veulent garder l'organisation militaire, les Roumains n'ont pas pris de position claire, les Tchécoslovaques sont plutôt pour réformer et renforcer le rôle politique du pacte au détriment du militaire. L'attitude de la RDA est déterminée par le processus de réunification allemande. »*

Le chef du gouvernement hongrois se refuse à lier, comme le fait Moscou, un démantèlement de l'alliance Atlantique – qui estime-t-il *« n'est pas en crise »* – à toute dissolution du pacte de Varsovie, qui est selon lui *« dépassé et inutile »*. En tout état de cause, précise M. Antall, une *« dissolution de l'OTAN ne peut être demandée que par ses membres »*.

Quant à l'appartenance future de l'Allemagne unifiée à l'OTAN, la Hongrie n'y est pas opposée si l'alliance transforme ses structures et offre des garanties à l'URSS et aux autres pays qui gardent des réserves à cet égard, précise-t-on au ministère des affaires étrangères hongrois.

Concernant ses relations avec les autres pays de l'Est, M. Antall précise qu'il a limité ses entretiens à Moscou, en marge du sommet du pacte, à ses homologues polonais, tchécoslovaque et allemand, outre bien sûr ses discussions avec MM. Gorbatchev et Ryjkov. *« Je n'espérais pas grand-chose*, dit-il, *d'une rencontre avec mes homologues roumains et bulgares »*.

Propos recueillis
par LAZSLO LIZSKAI

Le sacre raté de M. Iliescu

Suite de la première page

Mais s'il dit son souhait de voir la Roumanie collaborer avec tous les pays, M. Ion Iliescu n'apparaissait pas vraiment convaincant. Etait-il *réellement convaincu*?

Tel était donc le paradoxe: six mois après la chute de Ceausescu, un mois après son élection triomphale – plus de 85% des voix – M. Iliescu apparaît finalement comme bien seul. Et les événements des 13, 14 et 15 juin n'ont fait que renforcer cet isolement.

Isolement diplomatique. Certes, les ambassadeurs des Douze étaient présents à l'investiture de M. Ion Iliescu, bien que les ministres des affaires étrangères dela CEE aient déclaré à Luxembourg que la Communauté serait représentée *«au plus bas niveau»*. Il reste que leur attitude, mais aussi l'absence de tout représentant des Etats-Unis, témoignent de la méfiance des occidentaux.

Isolement économique. Les lenteurs des réformes, la pesanteur des structures existantes, le poids bureaucratique, les ambiguïtés du régime rendaient déjà la Roumanie suspecte aux yeux de ceux qui auraient pu y investir ou développer des relations commerciales. La venue des mineurs à Bucarest est un *symbole qui n'est pas de nature* à atténuer cette impression.

Isolement intellectuel. Comment, en écoutant Ion Iliescu lire son discours d'investiture, ne pas faire la comparaison avec un autre discours, celui que M. Vaclav Havel prononça en janvier? On a l'impression aujourd'hui que les intellectuels roumains à Bucarest, Paris, ou Londres, se voient entrer dans une nouvelle dissidence par rapport au régime.

A l'intérieur du pays, M. Ion Iliescu est toujours le personnage central de la vie politique et les événements des 13, 14 et 15 juin n'ont, semble-t-il, pas affecté sa popularité. Pourtant, quelques questions seulement à propos du déroulement de ces journées tragiques permettent de se rendrecompte de l'absence du nouveau président – ou bien de son manque total de scrupules. Pourquoi, par exemple, la police et l'armée ont-elles laissé se développer, le *13 juin, les attaques contre le minis*tère de l'intérieur et le siège de la télévision sans intervenir? Avaient-elles reçu des ordres en ce sens de leur hiérarchie, dans ce cas moins favorable au régime qu'elle veut bien le laisser paraître ? A moins que les militaires et les policiers «de base» n'aient tout simplement pas voulu en découdre avec les manifestants ? Ceux-ci étaient, certes, bien organisés. Par qui ? Une semaine après le début des événements et en dépit de mille arrestations, aucun semblant de preuve crédible n'a été apporté concernant le prétendu complot d'extrême droite dénoncé par les dirigeants roumains.

L'accusation de «dégionnaires» - nom que se donnaient les militants de la Garde de fer pro-nazie de 1940 – lancée à l'adresse de jeunes gens de moins de vingt ans pourrait prêter à rire si elle n'avait pas entraîné pour ceux-ci des conséquences tragiques. Si les manifestants étaient plusieurs milliers devant la télévision ou le ministère de l'intérieur, les images vidéo montrent que les «enragés» n'étaient que quelques centaines.

Fallait-il vraiment faire appel aux mineurs pour en venir à bout? Autre question: lorsque les mineurs arrivèrent à Bucarest au petit matin après avoir été accueillis par M. Ion Iliescu et envoyés place de l'Université, qui les a pris en main? De qui dépendaient ces hommes en civil qui guidèrent les «gueules noires» vers les domiciles des principaux dirigeants étudiants et aidèrent au matraquage de ceux-ci? *«Si Ion Iliescu savait ce qui se passait exactement et l'a organisé, c'est grave. S'il ne savait pas, c'est grave aussi car, dans des journées aussi décisives pour notre pays, il n'a finalement contrôlé ni son armée, ni la police, ni les mineurs, ni les autres...»*, constatait un avocat de Bucarest.

Reste à se poser une dernière question: à qui, en fin de compte, pourront profiter ces trois journées dramatiques, sinon à tous les anciens ministres du régime Ceausescu? Il faut comprendre, en effet, qu'aujourd'hui à Bucarest, la charge de la preuve a été renversée, et que sont suspects, non pas ceux qui pourraient avoir quelque chose à se reprocher pour leur attitude durant la dictature, mais ceux dont l'anti-communisme et *l'antitotalitarisme* sont jugés comme excessifs.

Il y a aujourd'hui plus de gens en prison pour leur participation, loin d'avoir été prouvée, aux manifestations des 13 et 14 juin, que pour leur complicité avec les atrocités – abondamment prouvées – du régime Ceausescu.

JOSE-ALAIN FRALON

□ **RDA : le Parlement reconnaît l'intangibilité des frontières de la Pologne.** – La Chambre du peuple de la RDA s'est prononcée jeudi matin 21 juin, à une écrasante majorité pour la reconnaissance de l'intangibilité des frontières polonaises issues de la seconde Guerre mondiale. Au cours d'une séance retransmise par la télévision est-allemande, seuls six des quatre cents députés de la Volkskammer ont voté contre la résolution qui garantit la ligne Oder-Neisse comme frontière entre la future Allemagne et la Pologne. Dix-huit parlementaires se sont abstenus. Réuni à Bonn, le Bundestag ouest-allemand devait voter la même déclaration dans la journée. La reconnaissance des frontières orientales de la Pologne constitue un pas supplémentaire vers l'unification allemande, à la veille de la reprise des négociations *« deux plus quatre »* à Berlin-Est entre les deux Allemagnes et les quatre Alliés vainqueurs de la seconde Guerre mondiale. – *(Reuter.)*

□ **TCHECOSLOVAQUIE : les chrétiens-démocrates participeront au gouvernement.** – Le mouvement chrétien-démocrate slovaque du vice-premier ministre sortant, M. Jan Carnogursky, a finalement accepté de participer au prochain gouvernement fédéral, a annoncé mercredi 20 juin le Forum civique. M. Carnogursky lui-même ne souhaite cependant pas être membre de ce nouveau gouvernement, dont la composition est attendue pour la semaine prochaine et que le premier ministre sortant, M. Marian Calfa, a été chargé de former. – *(AFP).*

DIPLOMATIE

« Il existe un coût du désarmement »

constate M. Chevènement

« Il existe un coût du désarmement », a déclaré, mercredi 20 juin, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui était l'hôte à Paris de la session européenne des responsables d'armement réunissant, depuis le 17 avril, une quarantaine de hauts fonctionnaires civils et militaires de dix pays de l'OTAN. *« Le climat actuel*, a-t-il expliqué, *n'atténue pas la nécessité de pourvoir à la sécurité et de disposer de bons armements. »*

C'est la deuxième année consécutive que la France a été chargée d'organiser une telle session dans le but d'améliorer les relations entre les directions d'armement, les états-majors, les responsables et les cadres d'entreprise de la défense. M. Chevènement a insisté sur le besoin de garder *« un niveau suffisant de recherche et de développement »* en matière militaire pour trois raisons essentielles.

D'abord, *« le désarmement touchera inévitablement les matériels les moins performants*, a déclaré le ministre, *et il aboutira à échanger la quantité des armements contre leur qualité. Certains ont parlé de « réarmement qualitatif ». La formule est suggestive, mais le sens général n'est cependant pas loin de traduire une réalité »*.

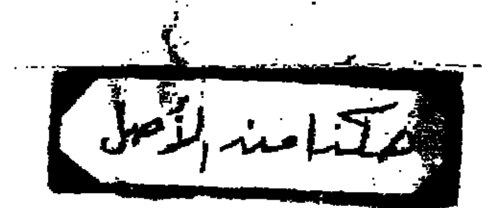
Ensuite, *« nous nous attendons à ce que, du fait de la réduction des marchés d'armement américains, les Etats-Unis se montrent encore plus actifs sur les autres marchés. Il s'agit d'une compétition normale, naturelle, mais à laquelle nous, Européens, devons nous préparer en maintenant, à un niveau aussi élevé que possible, notre compétence technique. Il faut d'ores et déjà y penser et, sans aller jusqu'à rendre obligatoire « la présence communautaire », il faut nous attacher, dès l'amont, à intensifier nos recherches communes. Car il n'est pas normal que les Européens achètent davantage de matériels aux Etats-Unis qu'ils n'en achètent entre eux »*. Enfin, conclut M. Chevènement, *« les situations politiques peuvent un jour se retourner et nous devons, en matière d'armement, maintenir notre savoir-faire. Ici, comme ailleurs, la veille est de beaucoup préférable aux rêveries optimistes »*.

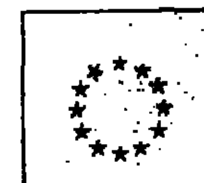
C'EST A VOUS QUE NOUS LE DEVONS

CLAUDIO ABBADO · JEAN-PHILIPPE ALLARD · COLETTE ALLIOT-LUGAZ · JEANINE ALTMEYER · LYCOURGOS ANGELOPOULOS BERNADETTE ANTOINE · PATRICK AUBAILLY · ANNE AZEMA · PIERRE BARRAT · CHRISTIAN BARRIER · AGNES BASTIAN · JULES BASTIN · MARCO BEASLEY · HERMANN BECHT · PIERRE BELFOND · DENISE BENABENQ · JOSEP BENET · TEREZA BERGANZA ANDRE BERKVENS · ROMAIN BISCHOFF · DANIEL BIZERAY · CHRISTIAN BOESCH · BERNARD BONALDI · JEAN-LOUIS BONNIN BRUNO BOTERF · MALCOLM BOTHWELL · VINCENT BOUCHOT · RAPHAEL BOULAY · PIERRE-ANDRE BOUTANG · JAMES BOWMAN CHARLES BRETT · DEE DEE BRIDGEWATER · LAURENCE BRISSET · JEAN-PATRICE BROSSE · JEAN-PIERRE BROSSMANN · ALAIN BRUNET · JOSEP CABRÉ · MARIE-FRANCE CALAS · PIERRE CAMANI · PHILIPPE CANTOR · CONSUELO CAROLI · TONI CASALONGUE MARYSE CASTETS · MARGARITA CASTRO-ALBERTI · CLAUDIO CAVINA · GLENN CHAMBERS · ALAIN DE CHAMBURE · MICHAEL CHANCE · JEAN-LOUP CHARVET · PATRICE CHEREAU · WILLIAM CHRISTIE · SHIRLEY CLOSE · CHERYL COBB · PAMELA COBURN THIERRY CONSIGNY · BRUNO CONSTANTIN · SHARON COOPER · JEROME CORREAS · JEAN CORTOT · FREDERIC COUBES · JEAN-PHILIPPE COURTIS · GUY COUTANCE · PHILIPPE COUTANT · EVA COUTAZ · REGINE CRESPIN · HOWARD CROOK · LELLA CUBERLI PAOLO DA COL · LUIS ALVEZ DA SILVA · VINCENT DARRAS · DOMINIQUE DEBART · FREDERIQUE DEJOIE · MICHEL DELAVAUD HELENE DELAVAULT · RICHARD DEMBO · NADINE DENIZE · GRETA DE REYGHERE · DOMINIQUE DESCAMP · BERNARD DESGRAUPES · PATRICK DEVERGNE · PHILIPPE DIBOS · GHENA DIMITROVA · ZDZISLAWA DONAT · ALAIN DUAULT · CATHERINE DUBOSC · RAYMOND DUFFAUT · LOUIS DUNOYER DE SEGONZAC · VIVIANE DURAND · ALAIN DUREL · JOHN ELWES · LOUIS ERLO PASCAL ESCANDE · SIMON ESTES · JEAN-PAUL FAUCHECOURT · JILL FELDMAN · WILHELMENIA FERNANDEZ · JACQUES FEUILLIE MAURICE FLEURET · LAURE FLORENTIN · ALAIN FONDARY · DELPHINE FOURMENT · BRIGITTE FOURNIER · DOMINIQUE FOURNIER · ERIK FREULON · THOMAS FULTON · JEFFREY GALL · CHRISTIAN GANGNERON · JEAN-FRANÇOIS GARDEIL · GEORGES GAUTIER · MICHEL GAUVIN · NICOLAI GEDDA · VERONIQUE GENS · STAN GETZ · SYLVIA GOMEZ-VAËZ · LAURA GORDIANI · RITA GORR · ULRIKA GORIG · HANS-PETER GRAF · MAUD GREDER · JACQUES GRIMBERT · JEAN GUEFFIER · ANTOINE GUERBER · JEAN-LOUIS GUILLAUMON · ERIC GUILLERMIN · ROBERT HALE · PETER HARVEY · ROLAND HAYRABEDIAN · BARBARA HENDRICKS DIDIER HENRY · PHILIPPE HERREWEGHE · HERMAN HILDEBRAND · GEORGES-FRANÇOIS HIRSCH · IAN HONEYMAN · EMMANUEL HOOG · MICHEL HUBERT · LORRAINE HUNT · RENE JACOBS · ANNE-MARIE JAN · MAREK JANOWSKI · WILLIAM JOHNS · GWYNETH JONES · HELENE JOSSOUD · FRANCIS JOUIS · ANDRE JOUVE · JEAN-FRANÇOIS JUNG · SENA JURINAC · SŒUR MARIE KEYROUZ MARIA-CHRISTINA KIEHR · RENE KOERING · PETER KOOY · VLADIMIR KOUJOUKAROV · PATRICIA KWELLA · HELLEN KWON ALAIN LACOMBE · NICOLE LACOMBE · PIERRE LACROIX · BRIGITTE LAFON · MICHELE LAGRANGE · GARY LAKES · JEAN DE LAMBERTYE · HERVE LAMY · THOMAS LANDER · MICHEL LAPLENIE · SUSAN LARSON · FRANÇOISE LASSERRE · MICHEL LASSERRE DE ROZEL · GUILLEMETTE LAURENS · JEAN-MARIE LECOQ · CLAUDINE LE COZ · JEAN-MARIE LEHEC · GERARD LESNE · VINCENT LE TEXIER · STEPHANE LEYS · HEDWIGE DE LIME · FLORENCE LIMON · ENEDINA LLORIS · JACQUES LOSSE · JANY MACABIT · JAMIE MAC DOUGALL · RENAUD MACHART · STEPHAN MACIEJEWSKI · JAMES MADDALENA · MATHIEU MAESTRINI · JEAN-CLAUDE MALGOIRE · FRANCIS MARECHAL · MARGARET MARSHALL · EVA MARTON · AGNES MELLON · HELEN MERRILL · ULRICH MESSTHALER · JOCELYN MICHALON · JULIA MIGENES · DANIELE MILLOT · DREW MINTER · EDDA MOSER · HANS GEORG MOSER PASCALE MOUREY · PATRICK MOUYREN · SAMUEL MULLER · ROSEMARY MUSOLENO · KENT NAGANO · DOUGLAS NASRAWI CLAIRE NEWMAN · SIEGMUND NIMSGERN · MARTINE OLMEDA · LUBA ORGONASOVA · CLAUDE PANTERNE · MICHEL PAZDRO MARCEL PERES · HELENE PERRAGUIN · JANET PERRY · LEONARD PEZZINO · PETER PHILLIPS · TOM PHILLIPS · FRANÇOIS PICHAT MICHEL PIQUEMAL · IVETE PIVETEAU · MICHEL PLASSON · FRANÇOISE POLLET · DIANE POLYA · PASCALE POULARD · ISABELLE POULENARD · ISABELLE POUSSEUR · CHRISTOPH PREGARDIEN · MIREILLE QUERCIA · FLORENCE QUIVAR · DEREK LEE RAGIN THOMAS RANDLE · FRANÇOISE REBOUL · GREGORY REINHART · JANINE REISS · JEAN-CLAUDE RIBER · FREDERIC RICHARD · JEAN-VINCENT RICHARD · JEAN-PAUL RIGAUD · NOEMI RIME · ROBERT RIOCHET · YVES SAIGRE · MATTI SALMINEN · CLAUDE SAMUEL JORDI SAVALL · HANNA SCHAER · ANTON SCHARINGER · BARBARA SCHLICK · INGRID SCHMITHUSEN · GILLES SCHNEIDER INGEBORG SCHNEIDER · ANDREAS SCHOLL · HANNA SCHWARZ · PETER SELLARS · SKIP SEMPE · ANTOINE SICOT · CRAIG SMITH CAROLINE SONRIER · JEAN-LUC SOULE · KURT STREIT · NATHALIE STUTZMANN · JOEL SUHUBIETTE · JOSEF SVOBODA · JEFFREY TATE · RICHARD TAYLOR · PIERRE THAU · INGE THEIS · PIERRE THIRION-VALLET · HUGUES TOUSSAINT · GERD TÜRK · BEATRICE URIA-MONZON · BETTY ET PAUL VAN DEN BERGHE · BERNARD VAN DEN MEERSCH · WERNER VAN MECHELEN · DOMINIQUE VELLARD · BIEKE VERKINDEREN · DOMINIQUE VERKINDEREN · ISABELLE VERNET · ALAIN VERNHES · JEAN-LUC VIALA · HERVE VIEL · DOMINIQUE VISSE · VINCENT VITTOZ · ENRICO VOLONTIERI · JUSTUS VON WEBSKY · MALCOLM WALKER · CAROLYN WATKINSON · MARY WESTBROOK-GEHA · PAUL WILLENBROCK · HELENE WILTZ · GOSTA WINBERGH · LORNA WINDSOR STEPHEN WOODBURY · MONIQUE ZANETTI · TERESA ZYLIS-GARA

LA FONDATION FRANCE TÉLÉCOM, MÉCÈNE DE LA MUSIQUE VOCALE, REÇOIT L'OSCAR DU MÉCÉNAT 1990.







Le lancement du débat sur l'union politique au conseil européen de Dublin

Un casse-tête : la répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres

Lundi 25 et mardi 26 juin, les douze chefs d'Etat ou de gouvernement de la Communauté européenne, réunis à Dublin à l'occasion du conseil européen clôturant la présidence irlandaise, débattront notamment de l'union politique européenne. Un thème que plus personne n'aborde sans évoquer le principe de subsidiarité.

Ne leur parlez pas des palombes ! Ni aux uns ni aux autres... ni à ceux qui craignent l'Europe ni à ceux qui la souhaitent plus forte. Le pigeon ramier est devenu le symbole d'un malaise. La révolte des chasseurs de palombes du Sud-Ouest, indignés de voir que c'est à Bruxelles que leur loisir est réglementé, alimente le discours des détracteurs de la « machine bruxelloise ».

« Est-il normal qu'une pratique locale soit régie par de lointains bureaucrates ? », demandent ceux qui redoutent une « mainmise » de l'appareil européen. Et à Paris, dans les allées mêmes du pouvoir, les plus ardents défenseurs de l'Europe leur donnent raison. Aujourd'hui il est de bon ton de le dire haut et fort : les textes européens ont une fâcheuse tendance à s'immiscer dans les domaines où on ne les attend pas... Il est donc nécessaire de clarifier les choses afin de couper court aux arguments des nationalistes et, ce faisant, pouvoir aller plus loin.

« Il faut remettre l'Europe sur ses pieds. Qu'elle s'occupe du grand marché, non des entreprises artisanales, des très grands programmes de recherche, non des courses de taureaux, et des fusils de guerre au lieu des fusils de chasse », s'exclamait en avril dernier, à l'Assemblée, un député national et européen, fervent adepte de l'Europe, M. Alain Lamassoure. C'était, en quelques mots, et avec quelques exemples vécus sur le terrain (M. Lamassoure est élu dans une région où l'on chasse la palombe), plaider pour le principe de subsidiarité, ou – succinctement, – une répartition efficace des compétences entre Etats et Communauté européenne.

M. Jacques Delors ne prononce plus un discours sans en parler. Les parlementaires européens, M. Valéry Giscard d'Estaing en tête, réfléchissent à la question. Depuis quelques mois, dès qu'il est question d'Europe, à Londres, comme à Paris et à Bonn, la « subsidiarité » est sur toutes les lèvres. Mot barbare, qui fait les choux gras de ceux qui se gaussent de l'« eurolangage ».

Un adepte : M. Jacques Delors

A l'origine de ce phénomène, une rencontre. En mai 1988, le président de la Commission européenne est en visite à Bonn. Il y voit les onze ministres-présidents des Lander. Le débat est serré : depuis l'entrée en vigueur de l'Acte unique, un an auparavant, les régions ouest-allemandes se sentent des saisies de leurs prérogatives au profit de la Communauté européenne. Les ministres-présidents exposent alors à M. Delors leur conception de la répartition des pouvoirs.

A la base, un principe, qui n'est pas inscrit dans la Loi fondamentale, mais n'en régit pas moins les relations entre pouvoir fédéral et pouvoir fédéré en RFA, le principe de subsidiarité. Si le terme est abscons, l'idée est simple : il s'agit d'organiser les responsabilités de manière décentralisée, *« afin de ne jamais confier à une plus grande unité ce qui peut être mieux réalisé par une plus petite »*.

Cette définition est l'une de celles qu'énonce M. Delors un an et demi après sa visite à Bonn, dans un discours prononcé à Bruges. Visiblement, le président de la Commission a « mordu » aux arguments des ministre-présidents allemands : son discours, considéré comme une réponse au fameux discours de Bruges de Mme Thatcher sur l'Europe des patries, est émaillé neuf fois du mot « subsidiarité ».

Si le terme n'a pas les honneurs du Robert, on en trouve une définition dans ... l'encyclique *Quadragesimo Anno* de 1931, traitant de la défense de l'individu face à la montée du totalitarisme : *« ... On ne peut enlever aux particuliers, pour les transférer à la communauté, les attributions dont ils sont capables de s'acquitter de leur seule initiative et par leurs propres moyens, aussi ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes. »*

« Cependant, note une universitaire, *la notion de subsidiarité contient non seulement la suppléance, mais aussi le secours (...). l'idée de secours signifie que l'autorité la plus haute, celle qui possède davantage de moyens et de prérogatives, se doit d'aider l'instance la plus restreinte quand celle-ci en exprime le besoin* (1). *»*

Une idée consensuelle

Le principe de subsidiarité se calque sur le schéma suivant : la personne est supérieure à la société ; la société est constituée d'unités (de la famille à la structure fédérale) dont la plus haute ne doit intervenir qu'en cas d'incapacité de l'inférieure ; mais l'unité supérieure se doit d'aider l'inférieure si celle-ci est dans le besoin.

Appliqué à la Communauté européenne, ce principe – étudié notamment en France par le patronat chrétien et dont on ne s'étonnera pas qu'il ait séduit M. Delors – est défini dans le projet de traité instituant l'union européenne, projet de M. Altiero Spinelli, voté par le Parlement européen en 1984 : *« L'Union n'agit que pour mener les tâches qui peuvent être entreprises en commun de manière plus efficace que par les Etats membres œuvrant séparément. »*

On retrouve le terme dans l'Acte unique, à propos de l'environnement, domaine dont les dimensions dépasse évidemment les frontières. Un article du traité stipule que la Communauté agit dans la mesure où les objectifs *« peuvent être mieux réalisés au niveau communautaire qu'au niveau des Etats membres pris isolément »*.

Un moyen d'offrir des garanties

Cette idée de ne confier à la Communauté que ce qui peut être mieux réalisé ensemble que séparément ne peut être que consensuelle. A gauche comme à droite, tout le monde est pour. Mme Thatcher se réclame du principe avec la même détermination que M. Jacques Delors. Seul détracteur affiché, M. Jean-Pierre Cot estime que *« ça arrange M. Delors d'être d'accord avec Mme Thatcher sur un malentendu »* et souligne que l'extrême droite applaudit lorsque le principe de subsidiarité est évoqué dans l'hémicycle. Pour le président du groupe socialiste du Parlement européen, le concept restera *« ambigu, confus et dangereux »* aussi longtemps qu'il ne sera pas clarifié.

Il est vrai que bien des zones d'ombre demeurent. Si tout le monde – ou presque – défend le principe, les idées divergent quant aux modalités d'application. Faut-il, selon la méthode prônée par Mme Thatcher, procéder en déterminant d'abord ce qui n'est pas du ressort de la Communauté ? Ou faut-il, comme l'estime M. Delors, d'abord définir ce que la Communauté doit – ou devrait – faire, parce qu'elle le fait – ou ferait – mieux que les Etats ?

Faut-il, comme le disent les plus fédéralistes, établir la liste des compétences qui devraient relever de la Communauté ? Ou faut-il, comme le souhaitent les plus pragmatiques, garder à l'esprit que la construction européenne est une « dynamique », ce qui exclut une répartition figée des compétences, la « zone grise » des pouvoirs partagés entre capitales et Communauté étant un facteur d'impulsion ?

M. Giscard d'Estaing, qui peaufine un rapport sur le sujet, estime que l'essentiel est de donner une définition du principe, de l'inscrire dans les traités à venir et de faire en sorte que les juristes puissent l'appliquer – ce qui suppose la transformation de la Cour de Luxembourg en une cour constitutionnelle qui serait garante du principe.

Selon le président du groupe libéral du Parlement européen, ou l'on étudie la question dans la perspective de l'élaboration d'une Constitution européenne, auquel cas il faut dresser les listes des compétences communautaires, des compétences partagées et des compétences nationales, ou le traité à venir va moins loin qu'un traité d'union – ce qui est fort probable – et alors la rédaction de listes est inutile.

La plupart de ceux qui réfléchissent à la question plaident pour le caractère évolutif de la construction européenne. Autrement dit, ils se refusent à effectuer un partage de compétences en termes de domaines : pas question de dire une fois pour toutes que le social ou le culturel, par exemple, relèvent ou de la compétence communautaire, ou de la compétence nationale. En revanche, avant d'arrêter toute décision, il faut réfléchir, se demander s'il est préférable de la prendre au niveau communautaire. *« Le principe de subsidiarité doit agir comme un réflexe, il faut toujours le garder à l'esprit – ce qui n'était pas toujours le cas auparavant »*, estime un de ses adeptes.

Mais, surtout, la subsidiarité est perçue comme le moyen de faire avancer la construction européenne sans provoquer de réflexes nationalistes. La Communauté aborde une période délicate. Il est question de politique étrangère commune, de monnaie unique... Mieux vaut offrir des garanties à ceux qui redoutent des transferts de souveraineté importants. Mieux vaut leur dire que, quand bien même Bruxelles traiterait de la monnaie par exemple, Paris continuerait à mener sa propre politique fiscale.

En un mot, prôner le principe de subsidiarité, c'est rassurer. Et c'est une façon d'ouvrir le débat sur la question fondamentale : la Communauté pour quoi faire, et comment la faire ?

MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) « Le principe de subsidiarité : origines et fondements », par Chantal Millon-Delsol, Institut La Boétie, numéro 4, avril 1990.

□ **Le premier ministre grec satisfait de sa tournée européenne.** – *« J'ai le sentiment que la CEE fera tout ce qu'elle pourra pour aider notre pays dans cette période économique difficile et qu'elle reconnaît l'effort que nous faisons »*, a déclaré le premier ministre grec, M. Constantin Mitsotakis, qui a eu mercredi 20 juin à Bruxelles une rencontre et un déjeuner de travail avec le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors. M. Mitsotakis, au pouvoir depuis début avril, achevait une tournée des capitales des Douze dans le but de rétablir la *« crédibilité »* de la Grèce, qui souffre d'une inflation supérieure à 20 % et de déficits records. Athènes souhaite notamment obtenir une aide pour financer la part à sa charge dans les plans de développement régionaux qu'elle a soumis à la CEE. Dans ses conversations avec le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, M. Mitsotakis a également évoqué la question chypriote. La Grèce a obtenu que celle-ci soit mise à l'ordre du jour du sommet européen de Dublin. – *(AFP.)*

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Les députés ont rejeté le projet de loi réformant les professions juridiques et judiciaires

Par 288 voix contre 285, les députés ont rejeté, dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 juin, le projet de loi réformant certaines *professions juridiques et* judiciaires, présenté au nom du gouvernement par M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux. Depuis le début de cette législature, c'est la première fois que la conjonction des voix « contre » des groupes RPR, UDF, UDC et PC *permet le rejet d'un* texte,puisque le gouvernement n'a pas voulu recourir à l'engagement de sa responsabilité (article 49-3 de la Constitution). Seuls cinq députés de l'opposition n'ont pas suivi les consignes de vote de leur *groupe : M. René André (RPR) a* voté pour, M. Bruno Durieux (UDC) s'est abstenu, MM. Jacques Barrot, Jean-Jacques Hyest et Bernard Stasi, tous trois membres de l'UDC, n'ont pas participé au vote. Si le gouvernement décide de maintenir *l'examen de ce projet par* le Parlement, à la prochaine session, il sera soumis au Sénat dans sa version initiale.

Un immense silence incrédule a accueilli, à l'aube du jeudi 21 juin, l'annonce des résultats du scrutin public qui concluait au rejet du projet de loi réformant les professions juridiques et judiciaires. Le garde des sceaux en est resté pétrifié sur son banc, les députés socialistes se sont dévisagés avec inquiétude pour s'assurer qu'ils avaient bien entendu la même chose, les membres de l'opposition abasourdis par leur propre score n'ont pas bronché, et les représentants des groupes de pression, toujours présents dans les tribunes, en ont lâché de stupéfaction leur stylo et leurs notes. A croire que personne *n'avait gagné*.

La politique venait de prendre une bien étrange revanche. Rarement un texte n'avait été soumis à une telle pression des lobbies ; rarement les groupes n'avaient connu de *telles divergences en leur* sein ; rarement les amendements avaient donné lieu à une telle *diversité de parrainages* ; bref, rarement un texte n'avait semblé moins politique. Et c'est pourtant celui-là qui a signé la première défaite parlementaire du gouvernement.

Le gouvernement et sa majorité battus, il est donc logique d'attribuer la victoire par K.-O., à l'intergroupe de l'opposition. Mercredi dernier, il avait adopté le principe d'un vote « contre » des groupes UDF, UDC et RPR. Après l'échec cinglant, jeudi 14 juin, de sa motion de renvoi en commission du projet de loi, en raison de l'in*discipline de certains députés*, l'intergroupe peut, cette fois, se prévaloir du respect de ses consignes de vote.

Mais la victoire a semblé bien amère à plus d'un élu de l'opposition. L'orateur du groupe centriste, M. Jean-Jacques Hyest (Seine-et-Marne), qui, à titre personnel, n'a pas participé au scrutin, ne décolérait pas contre les *« oukases déplacés »* de l'intergroupe. Pendant toute la journée du mercredi, il avait tenté en vain de décider ses collègues de l'UDC à s'abstenir. Mais on lui avait répondu en substance que l'opposition *ne pouvait* pas se permettre de *« renouveler les conneries de la semaine dernière »* .

Le groupe UDF avait, en outre, opportunément diffusé, le même jour, un communiqué très sévère rappelant, *à ses membres en parti*culier et à tous ceux de l'opposition en général, que les votes personnels ne devraient désormais être autorisés que sur des projets touchant à l'éthique ou à la morale de chacun. Même en poussant très loin la conscience professionnelle, les députés avocats, notaires, conseils juridiques ou experts-comptables pouvaient difficilement faire entrer dans ce champ, le projet de loi réformant les professions juridiques et judiciaires.

Si la majorité des élus UDF, RPR ou UDC, qui avaient travaillé sur le texte et déposé de multiples amendements, ne le trouvaient pas satisfaisant en l'état, nombreux toutefois étaient ceux qui croyaient à son amélioration *au cours des navettes parlementaires*. En fait, chacun semblait lâchement compter sur l'autre pour prendre le risque de désobéir à l'intergroupe et éviter ainsi le rejet du projet. C'est d'ailleurs dans cette indiscipline de quelques *députés de l'opposition, qui* avaient à plusieurs reprises adopté une position plutôt favorable au texte, que le gouvernement et le groupe socialiste espéraient de leur côté, trouver les voix nécessaires à la constitution d'une majorité.

« L'opposition devra assumer son vote »

En théorie, le compte y était. Le président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), avait fait et refait ses comptes : à une voix près, le projet devait être adopté. Mais c'était compter sans l'absence, au moment du scrutin, de M. Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine), qui avait annoncé sa *volonté* de voter pour, et sans les « erreurs » dans le maniement des clés de certains non-inscrits.

Si l'opposition semblait avoir du mal à savourer réellement sa victoire, les députés socialistes ne parvenaient pas à réaliser ce qui venait de leur arriver. D'autant que, à l'exception de ses membres professionnels du droit, directement concernés par la réforme, la majorité du groupe n'éprouvait pas *de passion politique particulière* pour un projet jugé d' *« inspiration très largement libérale »*. *« L'opposition devra assumer son vote maintenant que le texte est rejeté*, expliquait M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), *après tout, c'est son électorat... »*. Quant aux représentants des groupes de pression, qui ont suivi de bout en bout la *discussion parlementaire, ils ne* s'attendaient pas non plus à une telle conclusion. A l'annonce du scrutin, ils ont soudainement déserté les tribunes, visiblement agacés par ce retour inattendu de la politique, qui, après des mois d'efforts, venait de les renvoyer sèchement à la case départ.

P. R. – D.

□ **Réforme de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA).** – Les députés ont adopté définitivement, mercredi 20 juin, le projet de loi relatif à la réforme de l'OFPRA, présenté par Mme Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères. *Ce projet tend à accélérer* le traitement des demandes de statut de réfugié présentées devant l'office (*le Monde* des 23, 30 mai et daté 17-18 juin) .

Par une proposition de loi sur le droit au logement

Les socialistes veulent faire obstacle à la spéculation foncière

Les députés socialistes doivent déposer sur le bureau de l'*Assemblée nationale*, d'ici à la fin de la session parlementaire, une proposition de loi destinée à *lutter contre la spéculation fon*cière et à favoriser la construction de logements sociaux. Les grandes orientations de ce texte ont été présentées, mercredi 20 juin, devant le groupe socialiste, par M. Guy Malandain (PS, Yvelines). Cette proposition pourrait être soumise à l'examen du Parlement dès la session d'automne.

Les députés socialistes, qui semblent toujours rechercher désespérément « leur » réforme « de gauche », *l'ont peut-être trouvée* avec leur proposition de loi destinée à lutter contre la spéculation foncière. La mise en œuvre du droit au logement est, en effet, devenue un symbole politique pour un PS en manque d'identité. Appuyée par *le président de la* République, qui a indiqué à plusieurs reprises – et, récemment encore, à Auxerre – sa préoccupation face à la hausse immodérée du prix du foncier, cette réforme semble de plus faire l'objet d'un très large consensus au sein du gouvernement et du groupe socialiste. Elle est, d'ailleurs, la suite logique de la loi Besson sur le logement, adoptée au cours de cette session, qui renforce les pouvoirs des préfets *en matière d'attribution de* logements sociaux.

Cette loi, qui pose, en son article *premier, le principe du droit au* logement pour tous et partout, s'efforce de répondre au souci d'une meilleure gestion du patrimoine immobilier social existant. Dans l'esprit du gouvernement, il fallait lutter contre la constitution dans les communes *« de ghettos de riches et de ghettos de pauvres »*. La proposition de M. Malandain poursuit le même *objectif, mais* en s'attachant, cette fois, à développer la construction de *logements* sociaux par une meilleure maîtrise de la spéculation foncière.

Le projet de réforme contient trois grandes orientations : obligation pour les communes de présenter *une politique locale de l'habi*tat, lutte contre la hausse du prix du foncier, modification des règles d'urbanisme afin de renforcer le droit de préemption des communes sur certains terrains.

Sur le premier point, la proposition Malandain tend à donner un contenu plus réel à l'obligation, pour les communes, de développer *une politique* locale de l'habitat, afin de répondre au devoir de fournir un logement à toutes les catégories sociales de la population. La révision du plan d'occupation des sols (POS), soumise pour approbation au représentant de l'Etat dans *le département, devrait désormais* s'accompagner d'un programme local de l'habitat, comprenant des logements sociaux. En cas de refus de la commune, l'Etat pourrait intervenir et présenter des exigences en matière de construction de logements sociaux. *« Nous devons considérer le logement social comme un équipement public,* explique M. Malandain, *au même titre qu'une autoroute ou un hôpital.* » Le préfet aurait un pouvoir de contrôle sur l'application de *cette politique locale de* l'habitat, par le suivi de l'attribution des permis de construire.

Compenser le surcoût de l'urbanisation

Deuxième *orientation* : la lutte contre la spéculation foncière. Pour justifier la rareté de l'offre de logements de type HLM dans leurs communes, les maires invoquent souvent le problème du surcoût foncier (la différence entre le prix *plafond* pour la construction d'HLM, fixé par décret, et la valeur réelle du terrain, souvent beaucoup plus élevée).

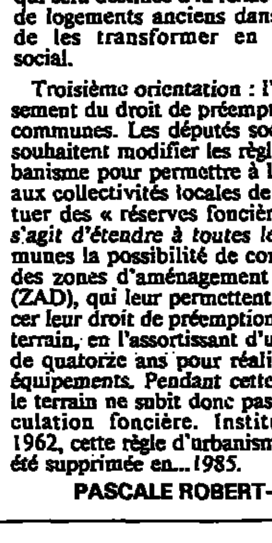
Ce surcoût foncier est généralement lié à la rareté des surfaces disponibles et à l'urbanisation plus ou moins grande de la commune (existence de transports en commun, grandes surfaces commerciales, services et commodités diverses), qui augmentent la valeur *du terrain*.

La proposition Malandain prévoit donc la possibilité de faire supporter en partie le surcoût foncier par ceux qui contribuent à l'urbanisation du terrain. Les conseils municipaux pourraient, sur délibération, décider que toute opération immobilière doit produire un pourcentage d'assiette foncière qui sera forcément utilisé à la construction de logements sociaux. Par exemple : lorsqu'une grande surface commerciale désire *s'installer dans une commune*, le conseil municipal pourrait lui demander de fournir à la commune un certain pourcentage (de 5 % à 10 % au maximum) de la surface du terrain au prix HLM, sur place ou à un autre emplacement. C'est donc la grande surface qui supporte le surcoût foncier, en payant le prix du terrain à sa valeur et en le revendant à la commune au prix *HLM*. A charge ensuite, pour la commune, de le céder à une société d'HLM qui sera chargée de construire des logements sociaux.

En cas de rareté des terrains, le même principe s'applique, mais en compensation financière. La grande surface ou le promoteur immobilier devra reverser à la commune une somme correspondant à un pourcentage de la valeur du terrain, toujours au prix HLM, qui sera destinée à la réhabilitation de logements anciens dans le but de les transformer en habitat social.

Troisième *orientation* : l'élargissement du droit de préemption des communes. Les députés socialistes souhaitent modifier les règles d'urbanisme pour permettre à l'Etat et aux collectivités locales de constituer des « réserves foncières ». Il *s'agit d'étendre à toutes les com*munes la possibilité de constituer des zones d'aménagement différé (ZAD), qui leur permettent d'exercer leur droit de préemption sur un terrain, en l'assortissant d'un délai de quatorze ans pour réaliser des équipements. Pendant cette durée, le terrain ne subit donc pas la spéculation foncière. Instituée en 1962, cette règle d'urbanisme avait été supprimée en...1985.

PASCALE ROBERT-DIARD

□ **M. Carignon et l'élection présidentielle.** – M. Alain Carignon, maire de Grenoble, mis en congé du RPR pour avoir prôné la constitution d'un « front républicain » contre l'extrême droite, se démarque une nouvelle fois de la ligne de l'opposition. Dans une déclaration à *Paris-Match*, il critique le système des « primaires » pour l'élection présidentielle, alors qu'il l'avait prôné dès novembre 1988. Il écrit aujourd'hui : *« Organisons un premier tour complètement ouvert à tout le monde, où tout le monde se présenterait, où seule compterait la qualité des hommes. Pour la gauche Lajoinie, Delors, Tapie, Fabius, Rocard, Jospin, par exemple. Pour la droite Giscard, Chirac, Noir, Pasqua, Briant, Léotard. Au second tour, seuls resteraient en lice les deux candidats arrivés en tête. Le Pen serait ainsi laminé et les clivages anciens auraient disparu. »*

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises.
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN :0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20
Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Le Monde PUBLICITE S A
André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans, directeur du développement
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Téléfax : 45-55-04-70 - Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE
code d'accès ARO

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUIS.-BELG. LUXEMB.	AUTRES PAYS voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aerienne tarif sur demande.
Pour vous abonner,
RENVOYER CE BULLETIN
Accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ______ ☐
6 mois ______ ☐
1 an ______ ☐

Nom : ______
Prénom : ______
Adresse : ______
Code postal : ______
Localité : ______
Pays : ______

011 MONO1

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.
PP.Paris RP

POLITIQUE

Au Palais du Luxembourg

M. Pasqua fait adopter par les sénateurs une réforme du droit de la nationalité

La majorité sénatoriale a adopté, jeudi 21 juin au matin, la proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité présentée par les quatre présidents de groupe de la droite sénatoriale : MM. Charles Pasqua (RPR), Ernest Cartigny (Rassemblement démocratique), Daniel Hœffel (Union centriste) et Marcel Lucotte (Républicains et indépendants). Cette proposition de loi a été examinée dans la nuit du 20 au 21 juin, à la suite d'une demande signée par trente sénateurs appartenant à la majorité sénatoriale.

Les sénateurs seraient-ils nostalgiques de la période «héroïque» pendant laquelle ils avaient résisté avec la plus grande énergie aux assauts des gouvernements socialistes, de 1983 à 1986? Après s'être opposée à la discussion de la proposition antiraciste et avoir solidement «verrouillé» le projet de loi constitutionnelle, la majorité sénatoriale a réussi un nouveau coup politique en faisant adopter, contre l'avis du gouvernement, une proposition de loi modifiant le droit de la nationalité (*voir encadré*).

Préparée au cours de la réunion hebdomadaire de coordination du 19 juin, l'affaire a débuté rondement. La motion demandant la discussion immédiate de la proposition de loi, cosignée par MM. Cartigny, Hœffel, Lucotte et Pasqua, a été déposée au tout début de la séance du mercredi 20. Les sénateurs ne pouvant statuer sur cette demande qu'après la fin de l'examen des projets inscrits en priorité à l'ordre du jour, la discussion de cette motion n'a débuté que plus de treize heures plus tard, au beau milieu de la nuit.

Le mentor de la majorité, M. Pasqua, a gravi l'escalier conduisant à la tribune de l'hémicycle alors que 4 heures du matin venaient de sonner au carillon du Sénat. Sur un ton un peu monocorde, le président du groupe RPR a expliqué que la société française était menacée par une *«véritable crise d'identité nationale, sous la pression de l'immigration, de l'intégrisme et de l'affaissement des valeurs»*. *«La question juridique de la nationalité n'épuise pas le problème de l'identité ni celui de l'immigration. Mais une bonne réponse à cette question est le préalable nécessaire à toute politique d'intégration et de renforcement de la cohésion nationale»*, a-t-il poursuivi. *«Il est nécessaire et urgent que le législateur affirme que le droit de la nationalité a pour finalité d'assurer la pérennité de la nation française, ce qui est incompatible avec des mécanismes d'acquisition automatique»*, a conclu M. Pasqua.

M. Guy Allouche, opposé à la discussion immédiate, a attaqué sur tous les tons. *«Est-il sérieux de vouloir examiner un tel sujet à une telle heure? La proposition vient d'être déposée* (1), *la commission n'a pas désigné de rapporteur et on veut nous imposer de délibérer dans des conditions douteuses»*, a-t-il souligné. *«La vérité est que M. Pasqua veut montrer à M. Chirac que lui seul est capable de réunir l'opposition. Messieurs les présidents de groupe de la majorité, jusqu'à quand accepterez-vous d'être «tuteurisés» ou «tutellisés» par le RPR?»*, a persiflé M. Allouche.

«Mauvais coup au petit matin»

M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, a condamné pour sa part *«ce mauvais coup au petit matin»*. Laconique, il a invité le Sénat *«à se ressaisir»*. Après l'adoption de la motion, M. Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) a défendu en vain une question préalable (indiquant qu'il n'y a pas lieu de délibérer), qui lui a donné l'occasion de tomber à bras raccourcis sur la proposition de loi. *«Il y a ceux qui combattent le racisme et ceux qui l'entretiennent, votre proposition porte atteinte aux droits de l'homme et à la tradition d'accueil de la France»*, a-t-il assuré sous les protestations de la majorité. M. Hœffel lui a répondu en mettant l'accent sur l'évolution récente de *«zones proches et sur la montée de l'intégrisme»*. A la suite du rejet de la question préalable, les sénateurs socialistes et communistes ont quitté l'hémicycle pour montrer leur hostilité à l'examen du texte, très succinct du fait de l'absence de rapporteur.

M. Etienne Dailly a tiré à sa manière les leçons de la *«lecture»* de la proposition. Après avoir déploré le fait que le texte n'ait pas été examiné en commission, d'où il serait sorti selon lui profondément modifié, il a exprimé sa gratitude aux présidents de groupe pour avoir fait *«un rappel à l'ordre au gouvernement et à l'Assemblée nationale»*. La proposition de loi a été adoptée à la quasi-unanimité de la droite, seuls neuf sénateurs du Rassemblement démocratique et européen se sont abstenus et la gauche n'a pas pris part au vote.

Lucides sur le sort que devrait faire le gouvernement à leur proposition – qui a peu de chances d'être inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale –, les sénateurs de la majorité n'ont pas manqué, néanmoins, de se congratuler pour ce succès. Le contraste était saisissant avec l'atmosphère pesante qui avait régné pendant la séance de nuit du 12 décembre dernier, au cours de laquelle une initiative similaire de M. Pasqua – l'examen d'une proposition sur le référendum d'initiative populaire – s'était heurtée à l'opposition d'une partie de la majorité sénatoriale, alors divisée.

GILLES PARIS

(1) La proposition de loi comportant les signatures des quatre présidents a été déposée le 7 juin dernier. Elle reprend, en des termes identiques, une proposition de loi du groupe RPR retirée pour l'occasion. La commission devait procéder à la désignation du rapporteur le vendredi 22 juin.

Au nom des « sages »

Si le droit de vote des étrangers apparaît d'une simplicité biblique – on est pour ou on est contre –, le code de la nationalité offre, en revanche, la possibilité de mille débats. Un avant-goût en avait été donné en 1986 et 1987, quand M. Jacques Chirac était premier ministre de la cohabitation. Gauche et droite s'étaient alors affrontées avec passion, découvrant au fur et à mesure les articles et les sous-articles d'une loi à tiroirs qui touchait à des thèmes aussi sensibles que l'identité nationale, le droit des enfants ou les conséquences de la guerre d'Algérie.

Le débat s'est immédiatement focalisé sur l'attribution de la nationalité française aux fils d'immigrés. Selon la loi en vigueur depuis le 1er janvier 1973, l'enfant d'étrangers né en France est français à la naissance si l'un de ses parents est lui-même né ici (article 23). Quant à l'enfant d'étrangers né en France de parents nés tous deux à l'étranger, il devient français à dix-huit ans, sauf s'il en exprime le refus dans l'année précédant sa majorité (article 44).

«Il n'est pas admissible de devenir français sans le vouloir ou sans le savoir», déclarait la droite en 1986. Au caractère *«automatique»* de la loi, elle opposait la nécessité d'une *«démarche volontaire»* et même *«solennelle»* qui prendrait par exemple la forme d'un serment public. En face, la gauche opposait son veto, refusant le principe même d'un réexamen de la loi votée... sous Georges Pompidou. De nombreux syndicats et associations se joignaient à elle, tandis que la droite se fissurait. Désireux de sortir de ce bourbier, M. Chirac constituait, le 22 juin 1987, une commission de «sages», présidée par M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat.

Cette commission pluraliste a bien travaillé, prenant même le risque d'organiser des auditions publiques, télévisées en direct. Son rapport, adopté à l'unanimité et remis à M. Chirac le 7 janvier 1988, ne remettait pas en cause le principe du «droit du sol» mais préconisait une série de réformes.

Une démarche personnelle

Pour les enfants d'étrangers nés en France, les «sages» souhaitaient une démarche individuelle exprimant la volonté de devenir français. Mais selon une formule très souple, pouvant prendre différentes formes, au choix de l'intéressé. Il s'agirait simplement de remplir un formulaire, à l'occasion d'une démarche administrative (comme la demande d'une fiche d'état-civil). Cet acte individuel de volonté pourrait intervenir à n'importe quel moment, entre seize et vingt et un ans. La commission réclamait, d'autre part, une renégociation d'accords bilatéraux – notamment avec l'Algérie – pour contraindre les titulaires d'une double nationalité à effectuer leur service militaire dans le pays de résidence, c'est-à-dire, pour les beurs, en France.

Les «sages» proposaient également de mieux lutter contre les «mariages blancs» n'ayant d'autre but que de permettre à un étranger de devenir français. Selon eux, il faudrait que le candidat justifie d'une communauté de vie d'un an avec un conjoint français, et non de six mois comme c'est le cas actuellement. Le rapport suggérait aussi de rendre les procédures de naturalisation plus rapides et plus transparentes.

Ce n'était pas tout à fait ce que souhaitait M. Chirac... Il a remercié chaleureusement la commission et rangé le dossier. La gauche, de nouveau au pouvoir en 1989, allait se charger de l'enterrer.

C'est en se réclamant du rapport des «sages» que la droite revient aujourd'hui à la charge. Sa proposition de loi ne reprend pas toutes leurs suggestions car certaines d'entre elles étaient de nature réglementaire et d'autres concernaient des conventions internationales. Mais elle incorpore toutes les mesures législatives préconisées par la commission, soit quarante-huit mesures sur soixante. La nouvelle version de l'article 44 serait ainsi rédigée : *«Tout étranger né en France de parents étrangers a le droit, à partir de l'âge de seize ans et jusqu'à l'âge de vingt et un ans, de se prévaloir de la qualité de Français à condition qu'il en manifeste la volonté...»*.

La gauche, elle, ne veut toujours pas entendre parler d'une réforme du code de la nationalité, même si certaines associations, enhardies par le débat, réclament désormais une loi... encore plus libérale. M. Michel Rocard n'a retenu du rapport des «sages» que la nécessité d'accélérer les procédures de naturalisation et d'informer les candidats déboutés de la raison du refus. Cela n'exige pas une réforme de la loi. Le premier ministre a néanmoins créé un haut comité à l'intégration, dont le président n'est autre que M. Marceau Long.

ROBERT SOLÉ

Les dirigeants socialistes veulent mettre en valeur leur contribution à la politique d'intégration

Les dirigeants socialistes contestent à M. Bernard Tapie l'exclusivité de la lutte «sur le terrain» contre le Front national. *«Faire croire que rien ne se fait, tenter d'accréditer l'idée qu'il s'agit de découvrir aujourd'hui une politique d'intégration est une injure pour tous ceux qui travaillent depuis des mois ou des années»*, déclare M. Pierre Mauroy dans un entretien publié par l'hebdomadaire du PS, *Vendredi*, dans son numéro du 22 juin, au sujet des propos de M. Tapie sur Antenne 2 le 12 juin.

Le bureau exécutif du parti, réuni mercredi 20 juin, a décidé de préparer un Livre blanc sur l'action menée dans ce domaine. Il a arrêté le principe d'une séance de travail associant la direction du PS et les maires d'une quinzaine de villes où sont situés certains des quartiers faisant l'objet d'un programme particulier géré par la mission Dauge. En outre, l'instance dirigeante du PS tiendra une réunion «décentralisée» dans une de ces villes.

Le bureau exécutif s'est préoccupé, aussi, de la préparation du projet de budget pour 1991, qui donnait lieu, jeudi, à une rencontre entre le premier ministre et les ministres concernés, d'une part, M. Louis Mermaz et les représentants du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, d'autre part. La question a été posée de l'éventuelle présence de M. Mauroy à cette réunion, afin de marquer l'attention que le parti porte à cette affaire. Le bureau exécutif s'est finalement rangé à l'avis de M. Michel Sapin, rocardien, qui a fait valoir que le parti devait conserver le statut d'instance entre le groupe et le gouvernement.

M. Mauroy a indiqué, au sujet de la préparation du budget, qu'il allait intervenir auprès du gouvernement pour que la justice soit une priorité inscrite dans la prochaine loi de finances. Il est revenu, d'autre part, sur le discours social de M. Michel Rocard et sur les propos de M. François Mitterrand dans l'entretien accordé au *Monde*, afin de ur souligner que la «nouvelle étape sociale» reste nécessaire.

P. J.

Après l'entretien accordé au « Monde » par le président de la République

Le RPR et le CNI reprochent à M. Mitterrand sa position sur le vote des étrangers

La commission exécutive du RPR a déclaré, au lendemain de sa publication dans *le Monde* du 20 juin, que l'entretien de M. François Mitterrand n'est qu' *«un simple exercice de style, fait de soupirs et de lamentations visant à redresser une image qui se dégrade de plus en plus dans l'opinion publique»*. *«Révélatrice des incertitudes et des contradictions dans lesquelles le chef de l'Etat se trouve empêtré»* depuis plus de deux ans, cette interview ne donne, selon le RPR, aucune *«direction claire et affirmée de ce quoi doit être la politique de la France»*. Le RPR reproche au chef de l'Etat, sur la question de l'immigration, *«de raviver le foyer qu'il avait allumé, en soulignant la place prépondérante qu'occupe dans sa pensée le droit de vote des étrangers»*.

De son côté, M. Edouard Balladur, dans un entretien publié par *le Figaro* le 21 juin, affirme que M. Mitterrand *«prend des libertés avec les faits»* lorsqu'il nie toute responsabilité dans la montée du Front national. Pour l'ancien ministre de M. Chirac, le président de la République *«ne peut nier qu'il y a concomitance rigoureuse entre l'avènement du socialisme en France et la croissance de l'extrême droite»*. M. Balladur observe, cependant, que *«dans les causes qui expliquent la montée du FN, il y a, bien sûr, aussi* [les] *divisions»* de l'opposition.

Le président du CNI, M. Yvon Briant, estime que les propos de M. Mitterrand traduisent ses *«incohérences»*, sa *«malhonnêteté»* et son *«mensonge»*. Il observe que face à la montée du *«lepénisme»*, le chef de l'Etat a décidé *«de remettre le «turbo», en provoquant une nouvelle fois la France avec son projet de vote des étrangers»*.

POLITIQUE

L'Année de Gaulle

Tous gaullistes !

Suite de la première page

De Gaulle se faisait moquer comme anachronique, y compris *dans ces colonnes*, quand il affectait de toujours dire « la Russie », plutôt que l'URSS. Mais l'Histoire dont il était nourri lui avait appris que les idéologies passent et que les nations restent.

*L'événement lui donne aujour*d'hui raison. Quelque amour cependant qu'on puisse éprouver pour elle, la nation n'est pas tout, n'a pas réponse à tout. De Gaulle était le premier à le reconnaître, qui a préconisé, dès le temps de la France libre, un regroupement des pays de l'Ouest du continent, ratifié après coup la construction communautaire, et lancé dès *1962, avec le plan Fouchet*, l'idée, au demeurant bien vague, de confédération aujourd'hui reprise par François Mitterrand. Et ce n'est pas parce que tout un chacun découvre aujourd'hui l'immensité du tribut payé au Moloch stalinien qu'on peut se permettre d'oublier les millions de victimes sacrifiées aux idoles du nationalisme, hérésie à maintes reprises *dénoncée par les papes et assi*milée par Einstein à une *« maladie infantile... la rougeole de l'humanité »*.

LES chiffres, de toute manière, limitent l'ambition d'une nation comme la nôtre. La population de la planète augmente actuellement de trois individus par seconde. Celle de la France ne représente plus qu'un centième de l'humanité. Le raccourcisssement des distances, la fabuleuse intensification des échanges de tous ordres dressent à l'exercice de l'indépendance d'infranchissables limites. Les idées, les modes, la compétition économique se jouent de surcroît des frontières, et il faudrait un nouveau rideau de fer, surveillé en *permamence par une véritable* armée, pour fermer hermétiquement celles de l'Hexagone à tous ceux, innombrables, qui rêvent de s'y établir.

La réponse au problème posé par le fait, maintenant reconnu par tous, que notre pays abrite d'ores et déjà un trop grand nombre d'étrangers à la CEE (6,5 % de la population totale, contre 5,3 en RFA et 4 en Grande-Bretagne) ne peut pas, sauf à le tranformer en état policier, résulter seulement de mesures défensives. Ce qu'il faut, c'est décourager au départ, autant que faire se peut, par une aide efficace au développement du Maghreb et de l'Afrique francophone, les flux migratoires en provenance de ces contrées. C'est encourager l'intégration d'un maximum d'immigrants et plus encore d'enfants d'immigrants dans une communauté nationale qui n'a cessé, en mille ans d'histoire, de s'enrichir d'alluvions étrangères. Les ex-tenants de l'Algérie française devraient *être, sauf à se contredire, les* derniers à s'y opposer.

Aux Français qui paniquent *devant l'avenir* et *cherchent à* quelle planche se raccrocher, les hommes politiques dignes de ce nom devraient avoir à cœur de dire comment ils conçoivent la réponse à ces questions qui commandent la *survie de ce qu'il faut bien* appeler, même si le mot a été dévoyé par certains, l'identité nationale. De même qu'à celle de son articulation avec l'identité européenne dans le cadre des institutions communau*taires de demain.*

L'homme et ses racines

L'HOMME de cette fin de siècle est facilement porté à retrouver ses racines, qu'elles soient familiales, régionales, religieuses, nationales, voire *tout simplement ethniques ou* tribales. Il lui reste à accepter l'idée que des appartenances multiples, loin de s'exclure, s'ajoutent.

Rien certes ne serait plus préjudiciable à notre continent que de vouloir copier – sous quelle autorité – le système du creuset, du *melting-pot* qui pendant plus d'un siècle a poussé des millions d'Européens désespérant de l'Europe à se placer sous la rude protection de la bannière étoilée et à accepter pour ce faire l'hégémonie sociale et culturelle des Wasp, *des anglo-saxons blancs et pro*testants. Leurs cousins demeurés de ce côté de l'Océan ont préféré rester fidèles à leur terre, à leur langue, à leurs coutumes. L'union qu'ils réalisent pas à pas entre eux tire une bonne partie de sa force de leur diversité, de leurs contrastes, de leur complémentarité, étant entendu qu'elle repose sur un même héritage culturel, où, passé le temps des anathèmes et des guerres fratricides, Rome et Athènes *font bon ménage* avec le christianisme et les Lumières.

*En un temps où les impéria*lismes perdent partout de leur vigueur, l'Europe a un bel avenir devant elle si chacune de ses nations, et notamment la nôtre, veut bien prendre la mesure de ses chances et des moyens de les saisir. *« La volonté de bâtir en commun*, disait François Mitterrand dans un dîner que lui offrait à Paris, il y a peu, le pré*sident de la République fédé*rale, *c'est l'espérance.* » Le peuple français n'a-t-il pas besoin qu'on lui parle plutôt que des « courants » des partis ou des candidatures à de lointaines élections de ce que l'on peut *précisément « bâtir en com*mun » et qu'on lui en parle sérieusement ?

ANDRÉ FONTAINE

La seconde guerre mondiale au feu des enchères à Drouot

« Les Français ont toujours un problème avec leur mémoire », faisait remarquer l'historien Pierre Azéma. Cela s'est vérifié le mardi 19 juin à Drouot. On y dispersait des documents historiques, du traité de Versailles aux dernières heures du régime de Vichy. De nombreux lots restèrent *invendus*. Le lendemain, en revanche, la France combattante, résistante et libérée ne manqua pas de susciter de nombreuses vocations.

C'est sans doute la première fois qu'une vente de cette qualité et de cette importance se déroule sur un tel thème. Au total, près de trente mille documents (tracts, photos, cartes postales, affiches, presse, *correspondance, dessins*, documents administratifs ou historiques) auront été soumis aux enchères. Ils proviennent en quasi-totalité d'un fonds constitué pendant près de trente ans par Gérard Silvain, ancien directeur de magasin à succursales multiples. *« La source est aujourd'hui tarie »*, explique ce dernier. Les musées français et étrangers étaient donc au rendez-vous.

Furent d'abord dispersés un ensemble de documents sur le Berlin de la guerre civile, au lendemain de la *signature* du *traité* de Versailles, avec des tracts pro et antispartakistes (1 000 F), puis des photographies de l'incendie du Reichtag et des brochures, vignettes et papillons nazis (1 500 F). Un marchand allemand dans la salle ne s'y est pas trompé : ces documents sont aujourd'hui rares et valent bien plus cher outre-Rhin. Le seul « frisson » de cette *journée fut* l'adjudication (19 000 F) de la carte de membre du Parti communiste français de Jacques Doriot. Ni les partis politiques français de l'entre-deux-guerres ni la vie quotidienne des Allemands avant 1938 ne déchaînèrent les passions. Comme les traces de l'Occupation qui laissèrent de marbre un public qui n'était pas tout jeune. *« Ce sont de trop mauvais souvenirs »*, explique l'expert Marc Lefebvre. *Personne n'a envie d'acheter les cartes de rationnement qui les ont privés de dessert pendant quatre ans ! »*. Le Musée pour la paix de Caen fit sans doute une bonne affaire en achetant pour sa future photothèque un ensemble de cinquante-six documents sur le cinéma de cette période (1 500 F). La bataille fut plus difficile pour décrocher le catalogue de l'exposition « Le juif en France » au palais Berlitz (4 200 F). *« C'est sans doute surévalué*, dira Françoise Le Boulanger, responsable du Centre de documentation, *mais je n'en ai jamais vu dans les marchés de papiers anciens. »* Un autre ensemble de documents antisémites était *préempté par les* Archives nationales pour 4 000 F.

Ces dernières se manifestèrent à de nombreuses reprises pour acquérir des documents concernant le régime de Vichy. En particulier les doubles dactylographiés de la correspondance entre le maréchal, Laval et Abetz (ambassadeur d'Allemagne à Paris) aux toutes dernières heures du régime entre le 17 et le 20 août 1944 (1 700 F).

Les enchères reprirent le lendemain avec des documents concernant de Gaulle, la Résistance et la Libération. Aux acteurs de la veille s'étaient joints les inconditionnels du « grand homme ». La France résistante n'eut pas les états d'âme de la France de Vichy. On ne compta qu'une dizaine d'invendus à l'issue *de la séance. Faux dollars* et fausses livres sterling imprimés par les nazis, fausses chansons (propagande antibritannique), et fausse édition de *l'Humanité* éditée par la propagande allemande le 10 août 1942 après la rupture du pacte germano-soviétique et qui titrait : *« Les Staliniens ont trahi ; la France et le socialisme doivent payer. Voir l'acte d'accusation »*) *sont tous partis*. Beaucoup de ces acquisitions iront rejoindre les collections du futur Musée de la presse. En revanche, Françoise Le Boulanger verra partir, *« la mort dans l'âme »*, plus d'une centaine de documents du débarquement en Normandie (instructions secrètes, photographies, discours du général de Gaulle le 6 juin 1944, tracts allemands sur les *troupes françaises et américaines*). Ces documents ont été adjugés pour 27 000 F à un collectionneur américain qui depuis le début des enchères, avait maintenu son doigt levé jusqu'à ce que le marteau tombe sous les applaudissements de la salle.

ALICE SEDAR

□ **L'enregistrement du procès de Klaus Barbie.** – A l'occasion du réexamen, jeudi 21 juin, par la commission des lois de l'Assemblée *nationale*, de la proposition de loi contre le racisme et l'antisémitisme, le groupe socialiste devait déposer un amendement tendant à autoriser la diffusion télévisée du procès de Klaus Barbie. L'ensemble du procès du criminel nazi, qui *s'est tenu à Lyon de juin à juillet* 1986, avait été exceptionnellement enregistré par des caméras de télévision, mais sa diffusion n'est autorisée qu'au terme d'un délai de vingt ans.

A l'Assemblée nationale

18 juin ou 10 juillet 1940 ?

« Le 18 juin les Français ont chaleureusement célébré l'appel du général de Gaulle. Notre Assemblée s'associe tout entière à cet hommage ! ». En ouvrant la séance des questions au gouvernement, mercredi 20 juin, M. Laurent Fabius a souhaité, après cette introduction, souligner également le courage et la lucidité des quatre-vingts parlementaires qui avaient refusé, le 10 juillet *1940, de voter les pleins pou*voirs au *« vainqueur de Verdun »*. *« Au moment du choix décisif, quatre-vingts de nos anciens collègues refusèrent de saborder la démocratie et de voter les pleins pouvoirs »* à Philippe Pétain (1).

Le président de l'Assemblée nationale a alors précisé que *trois députés étaient encore* vivants, et que l'un d'entre eux – M. Maurice Montel, – se trouvait dans les tribunes. Tous les députés se sont alors levés pour applaudir longuement et chaleureusement M. Montel. *« Cinquante ans après, il est juste que nous rendions hommage aux quatre-vingts. Je leur dis la reconnaissance de l'Assemblée nationale. »*

Sur leurs bancs, plusieurs députés RPR qui n'avaient pas entendu le début de l'intervention de M. Fabius commençaient à bouillir. M. Gabriel Kaspereit (RPR, Paris) s'exclamait rageur : *« Un hommage sans citer le nom du général de Gaulle... »* Le calme revenait quand le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen reprenait la parole pour signaler que le chef de l'Etat, *« averti de cet hommage, le tient pour particulièrement opportun (...) »* Sur les bancs RPR, la colère explosait. M. Pierre Bachelet (Alpes-Maritimes) criait : *« Citez de Gaulle ! »*. D'autres voix : *« Et de Gaulle !, Et de Gaulle ! »*. M. Kaspereit : *« C'est une honte, inadmissible ! »*.

Mme Michèle Alliot-Marie (RPR, Pyrénées-Atlantiques) profitait alors de sa question pour repartir à la charge. *« Je voudrais rappeler à l'Assemblée, puisque cela n'a pas été fait, que le 18 juin est avant tout le jour de l'appel du général de Gaulle »* s'indignait-elle. Vifs applaudissements, les députés de droite et du centre – M. Raymond Barre en tête – se levèrent, bientôt suivis... par tous les députés socialistes et communistes, ainsi que les membres du gouvernement. Malgré cela, M. Jacques Toubon hurla de son banc, soutenu par M. Pierre Mazeaud : *« Le 18 juin, ce n'est pas le 10 juillet (...) et nous parlerons du vote des socialistes en juillet 1940... »*

P. S.

(1) La Chambre des députés et le Sénat réunis en Assemblée nationale à Vichy le 10 juillet 1940, ont voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain par 569 voix contre 80 (dont Léon Blum). Les députés communistes déchus de leur mandat et les parlementaires embarqués sur le *Maslila* n'ont pas participé à ce vote.

SOCIÉTÉ/CULTURE

Andy Warhol, un peintre de vanités

Toute sa vie, il a joué avec la mort, même si cette obsession se dissimulait derrière les mille et un visages de la mondanité. Rétrospective au Centre Pompidou

Le Centre Georges-Pompidou étant entré dans une ère d'austérité depuis qu'Hélène Arhweiler en est la présidente, la rétrospective Andy Warhol a bien failli ne pas s'y tenir. Il aurait fallu le regretter, car, en dépit des apparences, la peinture de Warhol, comme d'ailleurs son cinéma, n'est la plupart du temps connue que partiellement, à travers deux ou trois images-flashs des années pop, et sous forme de reproductions.

Or non seulement cette peinture de Warhol médiatiquement occultée par le phénomène Andy, dandy des *sixties*, bouffon de la *jet set* des *seventies*, et produit commercial des *eighties*, n'a jamais fait l'objet d'une grande exposition d'ensemble, mais encore elle souffre beaucoup d'être reproduite. Ce qui peut paraître paradoxal d'une œuvre qui use (abuse, diront les mauvais esprits) justement de la reproduction. Mais qui est normal d'une peinture qui se vit en surface pardessus la mise à plat d'images répétées mécaniquement jusqu'à l'usure et la perte du modèle dans le report sérigraphique. Jusqu'à sa disparition, parfois, dans des masses d'ombres tramées, un encrage retravaillé par de nouveaux passages de couleurs brossées large, à l'acrylique, qui leur donne une nouvelle consistance.

Si, comme le disait Warhol, n'importe qui pouvait reproduire le motif aussi bien que lui, cela ne voulait pas dire qu'il ne touchait pas aux images, ni même qu'il intervenait dessus comme une machine. Que Warhol soit un peintre bien plus peintre qu'on ne croit est un des premiers constats que l'on peut faire en visitant sa rétrospective posthume. D'où il ressort aussi que le peintre Warhol pourrait bien devenir l'un des vrais classiques du XXe siècle. Ce qui n'est pas encore tout à fait acquis, la surenchère des grands médias sur son œuvre (proportionnelle à celle du marché) ayant plutôt pour effet de la rendre suspecte de superficialité.

Or, et là encore, c'est un paradoxe, si effet de surface il y a dans l'*œuvre de Warhol, qui s'orne* d'ailleurs de toutes les plumes dont se pare une société du spectacle, on ne peut pas pour autant en conclure qu'elle est futile et sans profondeur. Au-delà des gestes de provocation néo-dada, l'artiste, à froid, s'en est pris à la peau des images courantes, la sienne, qu'il ne supportait visiblement pas, celles des stars, Marilyn, bien sûr, et Liz, et Elvis, celles d'accidents de voiture atroces. Il y a achevé le travail de neutralisation de la réalité entamé par le processus de diffusion massive de ces images, forçant ainsi la réflexion sur le devenir de notre perception du monde par médias interposés. Par papier, toile, soie, pellicule et écran interposés.

Terrible Warhol, qui choisit de dépecer le cas Marilyn et nous *montre en multipliant son image* et son sourire hollywoodien, stéréotypé, comment se perd une identité, et comment, sous le maquillage, la mort fait son œuvre. La mort qui est le compagnon du peintre presque des débuts jusqu'à la fin. Un peintre de portraits en série, qui n'a jamais peint que deux portraits : celui, implacable, de la société vue du dedans, et celui, beaucoup plus sensible, de l'homme qui justement vit dedans. Et dont l'histoire, qu'il soit héros, vedette, ou passant anonyme, finit immanquablement de la même façon : par une désincarnation. Warhol, justement, a choisi de traiter ce phénomène sur fond immatériel d'icône.

C'est sans doute pour rompre avec cette gravité de la peinture que Bernard Blistène, commissaire de l'exposition, l'a enveloppée dans le papier peint à motif de vache (bleu sur fond jaune) que l'artiste a imaginé en 1965, dans la *foulée de ses grosses fleurs, pour* changer d'air après deux ou trois années d'exercice intensif autour d'images sinistres, qui d'ailleurs étaient invendables.

La détestation de soi

Quel collectionneur aurait voulu de ses suicidés, de ses voitures retournées avec cinq cadavres dedans, de ses chaises électriques ou de ses scènes d'émeutes raciales ? Leur rassemblement après les boîtes de soupe Campbells, les paquets d'emballage de lessive Brillo, et les stars, fait définitivement pencher la balance en faveur d'un Warhol qui est tout sauf l'indifférence, même sous des dehors passifs, aussi passifs que l'image de la vache du papier *peint, qu'en bon citadin Warhol* a fatalement raccrochée à l'idée de conserve et non à celle des grands espaces du western.

Warhol avait aussi, bien sûr, de l'humour et de la fantaisie. Il était double, triple, multiple, lui aussi. Et prompt à gérer ses contradictions et ses zones d'ombres en toute lucidité. A preuve les autoportraits interrogateurs qui ponctuent toute sa peinture, tantôt positifs, tantôt négatifs, tantôt sérieux, tantôt grotesques, tantôt moches, tantôt beaux, reflet de son drame de visage pâle, qu'il grime, qu'il camoufle, dont il plonge une moitié dans le noir et le flou artistique, mais dont il révèle aussi le grain grossier au Polaroïd.

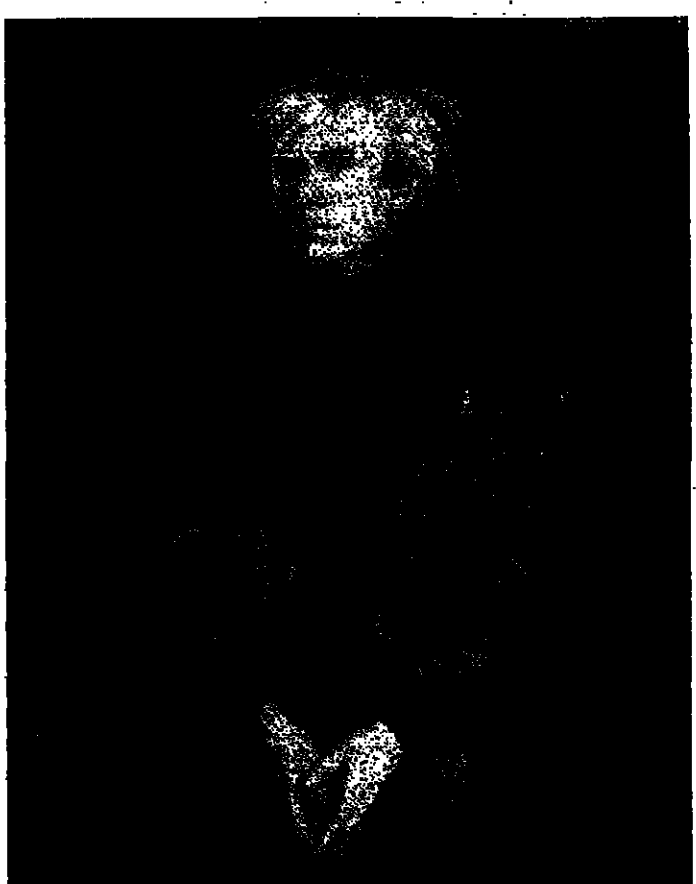
Warhol, sûrement, se détestait bien plus qu'il ne s'aimait. Warhol, sûrement, est le peintre de ses rêves de beauté, de gloire, de célébrité, et de sa propre vanité. Avant d'être un peintre de vanités, au sens traditionnel, qui étale les *richesses du monde, peint des dollars* à la place des pièces d'or, des boîtes de conserves à la place des fruits et légumes, et des portraits de stars à la place des princes. Où le crâne est toujours présent. La même tête de mort.

Quant aux fleurs, qui font tache avec la vache dans son œuvre, des critiques y ont vu un rapport avec les gouaches découpées de Matisse. C'est bien possible, Matisse étant – on le voit à travers quelques dessins du temps où Warhol était illustrateur de mode – visiblement une des références de l'artiste. Celui-ci, on pouvait s'en douter, n'a pas forgé son style en partant seulement des bandes dessinées dont il a fait l'un des sujets de ses premières peintures pop. Avec d'autres.

L'exposition montre tout cela fort bien en début de parcours, comme elle montre très bien, à la fin, l'irrépressible besoin de l'artiste de repenser son œuvre en la confrontant, à sa manière, à la peinture du passé (Raphaël et Vinci). Autre vanité. A un moment où justement on est moins sûr de la qualité et de la richesse de sa peinture, qui ne tient plus le rythme époustouflant des années 60.

GENEVIÈVE BREERETTE

▶ **Andy Warhol, rétrospective. Grande galerie du Centre Georges-Pompidou (5e étage), du 21 juin au 10 septembre. Catalogue, 480 p., 380 F.**



ROBERT MAPPLETHORPE

Le touche-à-tout

On a beaucoup dit qu'Andy Warhol touchait à tout. Encore faut-il préciser qu'il y touchait à peine. Moins il en fait, plus ça marche. Il photographie un chien dans la rue, au polaroïd, et revend la photo quelque 80 000 francs au maître du chien. C'est idiot, c'est admirable, c'est parfaitement logique. Cela s'appelle la valeur ajoutée. Elle peut n'être qu'une signature au bas d'un torchon quelconque. Warhol n'est pas le premier à poser son nom sur un objet banal. Au contraire, il ne fait que reprendre une tradition de milliers d'années, celle qui vous fait aimer le profil des rois sur les monnaie.

Ce thaumaturge touche-à-tout a affleuré le rock n'roll. Pas longtemps. Il découvre en 1965 dans une boîte de Greenwich Village une bande de musiciens, Lou Reed, John Cale, Maureen Tucker qui forment le Velvet Underground, un groupe météorique de rock noirâtre porté sur les mauvais garçons et la chimie amusante. Il leur adjoint Nico, un ancien mannequin, actrice fugitive, mijote une pochette toute simple, blanche, avec une belle banane jaune grandeur nature, ou contre nature, censée vous faire penser à Dieu sait quoi. Là-dessus, le Velvet Underground entre dans l'éternité éphémère de la marginalité musicale, et jusqu'à présent John Cale et Lou Reed se portent fort bien, merci, ce qui n'était pas si évident au départ.

Au cinéma aussi, Warhol n'aura donné qu'une touche de ses doigts multiplicateurs de dollars. On connaît bien la période de sa collaboration avec Paul Morrissey à partir de 1968, les films *Trash, Flesh, Heat,* etc. avec des stars comme Joe Dalessandro, Viva, Ultra Violet, gigolos et travelos. En revanche, la période antérieure est de loin la plus riche. Warhol réalise de 1963 à 1967 des films muets en noir et blanc, *Kiss,* un baiser de trois minutes, *Sleep,* le sommeil du poète John Giorno pendant six heures (filmé non pas en temps réel comme on l'a cru, mais en diverses séquences, remontées, ralenties, répétées, somnifères au possible), *Empire,* un plan fixe de l'Empire State Building de l'aube au coucher du soleil, pendant huit heures, etc.

Ce n'était pas le premier, ni le dernier, à découvrir l'esthétique de la répétition – La Monte Young, Terry Riley en musique,– ni celle de la banalité. John Lennon avait filmé lui aussi plusieurs heures de ciel bleu, vide. Bien d'autres le feront ensuite sans le savoir, par bêtise. Warhol aura du moins compris mieux que tous la puissance des images, la magie du nom qui les touche et les porte, la solitude qui occupe tout l'espace entre l'œil et l'écran.

MICHEL BRAUDEAU

Warholmania

Il paraît de plus en plus de livres sur Warhol mais on préfère ceux qu'il a écrits lui-même

« Je n'aime pas livrer mon background et, de toute façon, je l'invente différemment chaque fois que l'on m'interroge. Ce n'est pas tellement que ça fasse partie de mon personnage de ne pas tout dire, mais j'oublie ce que j'ai dit la veille et je dois tout réinventer (...). *Je ne m'inquiète de rien de ce qu'on écrit sur moi. De toute façon, je ne lis pas grand-chose de ce qui s'écrit à mon propos, je regarde seulement les photos dans les articles, ce qu'on dit de moi n'a aucune importance. »* (Andy Warhol, propos recueillis par G. Berg en 1967).

Si ceux qui, depuis sa mort, écrivent sur Warhol, sa vie, son œuvre, avaient médité ces sages maximes d'indifférence, peut-être auraient-ils renoncé à leurs ouvrages, ou publié seulement des albums de photos.

Ce n'aurait pas été plus mal, car il y a fort à craindre que leurs livres, essais, biographies, n'aient guère, au fond, d'importance. Les uns parce qu'ils étaient trop proches de lui, les autres parce qu'ils en sont trop loin, ne voient que l'apparence. La mise au point est floue.

Piété encyclopédique et malveillance

Ultra Violet, l'une des héroïnes de la Factory, publie-t-elle, avec une admirable célérité, *Ma vie avec Andy Warhol*? C'est pour y parler d'elle-même avec passion et suggérer que Warhol eut bien de la chance de la rencontrer. Aussi est-il à ses yeux légitime de se rembourser désormais aux dépens du défunt et de poser, si l'on ose dire, à la veuve de la main gauche.

David Bourdon, autre proche de l'artiste, se consacre-t-il à la défense de sa mémoire?

Il a la piété encyclopédique, la vénération démonstrative, et s'emploie à ranger en ordre chronologique événements, films et scandales. Mais il a le respect si exigeant qu'il lui faut affirmer que Warhol a inventé le pop-art sans le secours d'aucun précédent et faire croire qu'il devint, tout naturelle*ment, le grand ami de Lichtens*tein, Rosenquist and Co.

Etrange thèse, quand on sait combien les peintres new-yorkais furent réticents à accueillir le transfuge de la publicité. Avec le même zèle purificateur, Bourdon réussit ce prodige d'ôter aux mises en scène de la Factory qu'il décrit tout comique et toute efficacité provocatrice. Son Warhol *soft* n'est plus qu'un monument pour visites guidées.

Autre biographe, aussi malveillant que Bourdon est révérencieux, Victor Bockris. Il travaille « à l'américaine », il collationne anecdotes, interviews, souvenirs des proches, coupures de presse, ragots, potins et calomnies, les coud bout à bout, et se garde comme de la gale de toute interprétation.

Son ouvrage peut ravir qui souhaite savoir avec quels amis Warhol eut des aventures, quand, combien de fois, le jour ou la nuit, quelles drogues il préférait, ses maladies infantiles, l'heure de sa mort – 6 h 31 – sa marque favorite de vêtements – Saint-Laurent *of course* – et la liste complète des invités à la party du tant chez Z.

Il ne faut rien en attendre d'autre, ni analyse des œuvres, ni esquisse d'une réflexion picturale. Rarement vit-on biographe s'empêtrer aussi complètement dans le petit fait, vrai ou faux, et manquer l'essentiel.

Dans un genre antithétique, un essai, qui se veut sans doute polémique, a paru sous le titre *Andy Warhol n'est pas un grand artiste.* L'auteur de ce supposé brûlot, Hector Obalk, a contre Warhol un terrible grief : il œuvrait en publicitaire et non en artiste « véritable ». Que ce détournement des procédés puisse avoir un sens, il semble n'en rien soupçonner, ni l'obsession du vide qui faisait écrire à Warhol des acheteurs de ses tableaux : *« Je voudrais les aider à vider leur espace »*.

Cette littérature warholienne pèse très peu en comparaison des deux volumes d'écrits de l'artiste traduits en français. *Ma philosophie de A à B* expose sous forme de pseudo-dialogues et de saynettes burlesques les conceptions de Warhol sur l'art, l'amour, la vie, la mort, les sous-vêtements masculins et le téléphone.

Tout n'y est pas drôle. Il arrive même que l'on s'ennuie quelques pages durant avant de retrouver des aphorismes foudroyants tels que : *« Ce qu'il y a de plus beau à Stockholm, c'est le McDonald's. »* Ou, plus profond : *« Le sexe est la nostalgie du sexe. »*

Une ou deux pages par jour

Le *Journal*, vingt mille pages de manuscrits, de 1976 à 1987, près de huit cents dans l'édition française, contient le même mixte d'historiettes mondaines, de conversations rapportées ou imaginées, de portraits et d'observations acides.

Il ne peut se pratiquer qu'à la manière d'un dictionnaire ou d'une anthologie, une page un jour, deux le lendemain, et il y manque l'index et le glossaire que tout travail d'édition convenable exige d'ordinaire.

Mais sa lecture est aussi instructive que divertissante, comme l'on disait jadis. Parmi cent autres anecdotes qui peignent l'époque et son chaos, on en citera une, dédiée amicalement à tous les amateurs de peinture pompier : il paraît que William Bouguereau est le peintre préféré de Michael Jackson.

PHILIPPE DAGEN

▶ ***Ma vie avec Andy Warhol,* Ultra Violet. Albin Michel, 320 p., 120 F.**

▶ ***Andy Warhol,* David Bourdon, trad. J. Bourniot. Flammarion, 432 p., 595 F.**

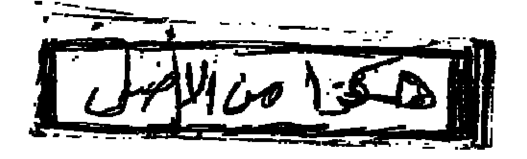
▶ ***Andy Warhol,* Victor Bockris, traduction P. de Mezamat. Ed. Plon, 370 p., 170 F.**

▶ ***Andy Warhol n'est pas un grand artiste,* Hector Obalk. Aubier, 148 p., 90 F.**

▶ ***Ma philosophie de A à B,* Andy Warhol, trad. M. Véron. Flammarion, 220 p., 79 F.**

▶ ***Journal,* Andy Warhol, édition établie par Pat Hackett, trad. J. Jacob et J. S. Stehli. Grasset, 794 p., 195 F.**

□ **M. Jack Lang et le Musée de Nice.** – Le ministre de la culture a fourni des précisions sur la durée du boycottage, par lui-même et par certains artistes, du Musée d'art moderne et d'art contemporain (MAMAC) de Nice inauguré jeudi 21 juin (*le Monde* du 20 juin). M. Jack Lang a indiqué qu'il avait *« suggéré aux artistes d'accepter que leurs œuvres soient déposées au musée une fois l'inauguration passée »*. Il a ajouté qu' *« il fallait distinguer la ville de son maire »* et qu'il *« comptait bien aller visiter le Musée de Nice »*.



CULTURE

LA FÊTE DE LA MUSIQUE .

Bruno Lion, samaritain du rock ou cheval de Troie de l'Etat

Le rock est en première ligne de la Fête du 21 juin
Musique rebelle, il est devenu un enjeu politique

Il y a un peu plus d'un an, le ministre de la culture nommait Bruno Lion au poste de chargé de mission pour le rock et les variétés. La mesure marquait le passage d'un seuil. Depuis 1981, l'Etat n'avait pas manqué de sollicitude pour le genre, de la construction des Zénith de Paris et Montpellier à la loi de 1985 sur les droits des auteurs et des interprètes. La nomination de Bruno Lion était avant tout l'affirmation d'une volonté : coordonner l'action de l'Etat dans un domaine culturel qui s'était jusqu'ici passé de sa présence.

A l'instant du premier bilan, les sentiments des acteurs de la scène rock française, musiciens, managers, producteurs phonographiques, vont de l'enthousiasme raisonnable au soulagement. Malgré l'absence de budget propre, Monsieur Rock a vite dépassé la condition de gadget-alibi que d'aucuns lui avaient assignée et certaines des actions engagées commencent à porter leurs fruits. Mais le rock fait aussi l'apprentissage de l'action culturelle. L'irruption des subventions, l'assimilation de règles du jeu qui n'ont plus rien à voir avec celles du show-business ou du milieu alternatif, ne vont pas sans douleurs.

Pour atténuer le choc de la première rencontre, Bruno Lion s'est révélé un intermédiaire plus qu'adéquat. Né et élevé dans le sérail (fils de Robert Lion, actuel président de la Caisse des dépôts et consignations, il a étudié le droit administratif), il est à l'origine du Centre d'information du rock (CIR), pierre angulaire du rock officiel comme ses tenants l'appellent par auto-dérision. En arrivant au ministère, il y a apporté une connaissance intime, celle du consommateur et celle de l'animateur, de la scène rock.

Instrument de la convivialité urbaine ...

Bruno Lion explique l'absence de budget propre affecté à son poste par le refus de placer le rock dans un ghetto. En aidant les groupes à tourner dans des conditions décentes, en subventionnant les labels phonographiques indépendants et en soutenant l'effort de diffusion du rock français à l'étranger, il a réussi à désarmer les méfiances. Il l'a fait en s'appuyant sur le réseau associatif, en se gardant le plus possible de choix artistiques (généralement délégués à des personnalités de la scène rock) et surtout en imposant une symbiose entre l'action de l'Etat et la vitalité nouvelle du rock français.

Cette renaissance avait obéi au double canon du rock (rebelle, ne trouvant d'autre justification que le succès public) et du mouvement alternatif (nourri de l'anti-étatisme autonome). Le discours des fondateurs du Réseau rock – « *Nous estimions que le rock devait être pris en compte par la collectivité au même titre que les autres formes d'expression* », dit Maurice Lidou, actuel directeur du CIR – se heurtait à une méfiance instinctive. « *La politique en direction du rock relève de l'intégration, de la création de nouvelles convivialités urbaines, il n'y a aucun mystère à ce sujet. Ce qui m'étonne c'est le temps que mettent les collectivités locales à comprendre cet enjeu* », explique Bruno Lion.

A l'épreuve des faits, les oppositions de principe sont tombées. Lors d'une première incarnation, sous le nom de Réseau rock, le CIR a fédéré diverses initiatives locales. «*Finalement, nous sommes convenus qu'il fallait prendre le problème par l'information* », explique Maurice Lidou. Cet organisme a officiellement vu le jour au printemps 86, avec une subvention de 300 000 F accordée juste avant le changement de locataire rue de Valois.

La première année fut exclusivement consacrée à une espèce de recensement de la France rock, associations, labels, lieux et artistes. De cette compilation fut tiré *l'Officiel du rock*, guide à peu près exhaustif de la scène française. Cet outil destiné aux professionnels a cristallisé les demandes d'information et de formation des professionnels ou aspirants professionnels

... ou acharnement thérapeutique ?

Mais les oppositions de principe ont laissé la place aux critiques circonstanciées. L'attribution de 3 millions de francs aux labels indépendants a provoqué quelques grincements de dents. Bertrand Blaha, qui dirige Danceteria, maison de disques lilloise, a refusé de déposer un dossier : « *Nous n'avons jamais disposé d'informations précises sur les critères de choix. Il est impossible à une entreprise comme la nôtre d'établir des prévisions budgétaires précises et d'évaluer des besoins. Ceux qui ont demandé 50 millions en ont eu 30 même s'ils en avaient moins besoin que ceux qui avaient demandé une plus petite subvention* ».

Etienne Imer, qui dirige le label montpelliérain Art Trafic (OTH, les Naufragés), ne cherche pas à dissimuler ces effets pervers de l'apprentissage des relations rock-Etat. « *Nous sommes une corporation naissante, nous devions décider de rester dans l'underground ou pas* ». Mis à part l'accord de licence entre Boucheries Productions et Island, les majors du disque ont pour l'instant préféré piller le catalogue des labels alternatifs ou indépendants sans se soucier de leur avenir. L'Etat est devenu le seul interlocuteur vers lequel se tourner pour régler leurs problèmes de trésorerie ou d'exportation.

« *Aujourd'hui, un groupe n'a plus le choix qu'entre CBS et le ministère* », résume Francis Dordor, rédacteur en chef du mensuel *Best*, l'un des rares opposants déclarés à la politique du ministère. Il y voit un constat d'échec, une espèce d'acharnement thérapeutique sur des groupes de toute façon condamnés.

Mais on ne trouve plus guère d'artistes ou de managers pour refuser ces subventions qu'ils acceptent au nom du besoin ou d'une vision politique. « *Dans un très grand secteur dominé par le business, qui a vocation à le rester et dans lequel on retrouve une très grosse production qui n'a d'intérêt que commercial et une importante production qui a un véritable intérêt culturel, c'est elle que nous avons vocation à aider* », explique Bruno Lion.

C'est là que son action trouve ses limites, que ce soit sur le dossier de la major française, serpent de mer de l'industrie phonographique, ou sur celui de la chaîne musicale, qui apporterait – comme l'a prouvé l'expérience québécoise de Musique Plus – une bouffée d'oxygène à la scène nationale. Mais le changement d'échelle et la taille des enjeux empêchent l'affirmation d'une politique qui prendrait en compte les seuls intérêts de la création. Pour l'instant, le rock de l'Etat fait surtout danser dans les marges du show-business.

T. S.

► **Nous publions en page 17 les programmes de la Fête à Paris.**

Du garage au conservatoire

Les Beatles ont fait leurs classes dans les bars louches du Repperbahn de Hambourg,les Beach Boys répétaient dans le garage de leurs parents,Bérurier Noir a appris à jouer dans les squatts. Personne n'a jamais entendu parler d'un CAP de rocker.

Mais l'enseignement musical français se dit qu'il est peut-être temps de faire les yeux doux au rock. D'abord parce que les conservatoires voient là une manière de retenir leurs élèves et surtout,parce que la demande existe. L'école de musique de Villeurbanne dispense chaque semaine quarante-deux heures d'enseignement de rock,guitare,basse,batterie et chant.

Lors d'un récent colloque organisé par l'Institut de pédagogie musicale et chorégraphique de la Cité de la musique,Louis Chrétiennot,qui dirige ce département créé en 1982,s'est défendu de vouloir mettre le rock aux normes du jazz ou,*a fortiori*,de la musique classique. Chez lui,l'enseignement se fait sur trois ans,le temps nécessaire à l'acquisition des vocabulaires et des grammaires nécessaires à l'expression du rock. Et,son rôle se limite à celui d'un directeur artistique,guidant l'expression des choix musicaux des «*formés*»(surtout pas des élèves)mais jamais ces choix eux-mêmes. Ce n'est qu'un des problèmes que soulèverait un éventuel enseignement du rock :si l'on peut sûrement apprendre à harmoniser comme les Beach Boys,aucun enseignement n'apprendra à jouer aussi mal (mais juste et fort)que les Sex Pistols des débuts,au contraire.

Quand certains intervenants au colloque ont regretté que les collectivités locales fassent des efforts pour l'équipement des salles,mais ne se soucient pas de savoir qui pourrait bien y jouer,on a senti passer l'ombre du modèle théâtral ou classique,avec son complexe salle plus école. En fait,le rock,parce qu'il réclame rarement de grandes prouesses techniques de la part des instrumentistes et des chanteurs bénéficiera surtout d'apports indirects. La formation de manager lancée par le Centre d'information du rock , avec le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle,ou l'initiative de la direction régionale de l'action culturelle de Poitou-Charente,qui a proposé les services de sonorisateurs expérimentés à de jeunes groupes,sont plus proches de la réalité d'un milieu qui,de toute façon,n'a jamais fait très bon ménage avec l'école et les profs.

T. S.

Ouverture moscovite en mineur

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Succès de l'exportation française, la Fête de la musique a vu cette année s'ouvrir devant elle les territoires de l'Est. Déjà, l'an passé ,la possibilité d'organiser une édition soviétique avait été évoquée. Mais il fallait d'abord évacuer un problème de date : beaucoup plus que le solstice d'été et le culte d'Apollon, le 21 juin évoque pour les Soviétiques l'anniversaire de l'invasion allemande de 1941.

Nikolaï Goubenko, le nouveau ministre de la culture, a finalement résolu d'avancer la date de la Fête de la musique et a invité M. Lang à venir prendre part aux festivités. Accompagné de Catherine Lara, Eddy Mitchell, Charlélie Couture et Alain Delon – la présence de ce dernier s'expliquant moins par sa contribution à la chanson française que par sa formidable popularité en URSS, – le ministre français de la culture a pu mesurer en quelques heures la distance qui sépare la Fête telle qu'il l'a développée en France de sa version soviétique.

Dans l'après-midi, les rues de Moscou restaient vierges de toute manifestation musicale spontanée. Sur la place de la mairie, la fanfare de la garnison de Moscou donnait une aubade en se tenant juste au bord de la rue Gorki, presque sur le chemin des tramways, une position qu'on aurait dit étudiée à la fois pour faire plaisir aux automobilistes et pour éviter tout attroupement. Place des Trois-Gares, une version réduite de la même formation se livrait à un exercice voisin.

La Fête de la musique avait pourtant été annoncée par voie de presse et à la télévision. Mais, que les Moscovites préfèrent réserver leur spontanéité à d'autres manifestations que celles initiées par leur gouvernement ou que celui-ci maîtrise mal l'art de mobiliser les masses, l'essentiel des activités musicales du jour devait finalement avoir lieu dans la soirée dans les lieux ordinairement réservés à la musique, théâtres et salles de concert.

En attendant, la délégation française fut accueillie sur les marches du Théâtre des Variétés aux accents de *Sweet Georgia Brown*, interprété par un orchestre qui aurait pu faire les beaux soirs de l'ORTF. Pendant ce temps, le directeur du théâtre, petit homme à chapeau mou, distribuait des fleurs aux dames. Après avoir enchaîné sur une version moscovite de « L'école des fans » (gamins en collant interprétant des airs de variétés), on se dirigea vers le parc Gorki.

Là-bas, comme sur l'Arbat, les éventuels musiciens avaient été découragés par le temps, qui avait viré au froid pluvieux. Après avoir parcouru les couloirs sinistres de l'hôtel Victoria, on arrivait à une chambre à peine assez grande pour accueillir un orchestre *ad hoc*. Pourtant les vingt musiciennes (plus un percussionniste en chapeau haut-de-forme) de l'Orchestre de chambre de Moscou avaient réussi à faire de la place pour deux rangées de fauteuils. Après avoir joué quelques mélodies de Tchaïkovski, Strauss (Johann) et Mozart, les jeunes femmes en noir et blanc posèrent pour un portrait de groupe avec acteur français.

En repartant vers l'aéroport, M. Kilchevski, le vice-ministre de la culture, qui avait joué le cicérone toute la journée, se désolait du temps et de la coïncidence maligne qui avait fait tomber le 20 juin en plein milieu de la semaine. L'année prochaine, promettait-il, la fête pourrait vraiment commencer.

THOMAS SOTINEL

COMMUNICATION

Pour renforcer son réseau de salles et sa production

Gaumont augmente son capital de 232 millions de francs

M. Nicolas Seydoux a confiance dans l'avenir du septième art français. Le PDG de Gaumont a décidé d'augmenter de 232 millions de francs le capital de la célèbre compagnie cinématographique : 281 438 actions nouvelles au nominal de 100 F seront émises au prix unitaire de 850 F, portant la prime d'émission à 750 F par action. A l'issue de cette augmentation de capital, M. Seydoux, qui détient aujourd'hui, directement et par l'intermédiaire de Cinepar, 67,8 % des actions, verra sa participation réduite à 55 %.

Cette augmentation de capital permettra à Gaumont, dont les résultats ont accusé une légère baisse en 1989 (56,4 millions de francs contre 69,1 millions en 1988), de poursuivre sa modernisation et son développement (*le Monde* du 21 mars). Le moment, estime en effet le patron de la société, est particulièrement propice, puisque les investisseurs financiers s'intéressent de plus en plus à l'image et que la situation économique du cinéma s'améliore.

« *Autrefois adversaires, cinéma et télévision sont aujourd'hui partenaires*, a déclaré M. Seydoux au cours d'une conférence de presse, mardi 19 juin. *Vendre aux chaînes des films permet de leur vendre aussi des films plus anciens. La télévision aime le cinéma, elle commence à payer à un prix raisonnable les longs métrages qu'elle diffuse* ». Sans trahir le « secret » des prix de vente aux chaînes, le patron de Gaumont a indiqué que les droits de diffusion d'un grand film pouvaient atteindre « *près de 10 millions de francs* ». Ainsi les ventes du catalogue Gaumont qui comprend plus de deux cents titres, ont progressé en 1989 de 66 à 92 millions de francs.

Ces perspectives favorables sont encore confortées par le développement du marché de la vidéo et par le lancement de nouvelles chaînes consacrées au cinéma. La chaîne câblée C'était hier, dont Gaumont et la Générale des eaux sont actionnaires, permettra ainsi de mieux valoriser les dix mille kilomètres de pellicules détenues par la société.

L'exploitation en salles, elle-même, se présente sous un jour favorable, après des années de crise qui ont vu chuter la fréquentation de 200 à 118 millions de spectateurs annuels entre 1982 et 1989. Le PDG de la Gaumont a en effet exprimé sa confiance dans une industrie « *artisanale à forts investissements* » (20 millions de F par film en moyenne). « *Le cinéma*, a-t-il dit, *doit affirmer sa spécificité en jouant la carte du confort, de l'image, du son, et d'une émotion différente. Les Américains ont gagné ce pari, nous le gagnerons aussi* » .

C'est pourquoi Gaumont poursuivra la modernisation de ses cent quatre-vingt huit salles entamée ces dernières années avec le lancement des Gaumont-Rama, totalement rénovées. Une politique qui a déjà permis au groupe de recueillir 15 % des recettes « salle » en France avec 5 % du parc seulement. Une politique, enfin, que Gaumont renforcera en continuant à investir dans des films à gros budgets après les succès du *Grand Bleu* et de *Nikita* » de Luc Besson.

Enfin la note d'information sur l'augmentation de capital précise que Gaumont attend toujours une indemnisation de l'Etat après la résiliation de la concession de TV 6 au début de 1987 par le gouvernement de M. Chirac. Le principe de cette indemnisation, prévu par le contrat de concession de la chaîne privée, a été reconnu par un jugement du tribunal administratif de Paris mais l'Etat a fait appel.

Face au blocage de la vente de Pathé par M. Bérégovoy

M. Parretti saisit la Commission européenne

« *Nous sommes victimes d'une véritable machination. Il est inadmissible qu'un député français comme M. François d'Aubert se livre à une telle campagne contre M. Gian Carlo Parretti sur la foi de simples bobards racontés par des journalistes. Il est incompréhensible que le ministre des finances accuse M. Parretti de troubler l'ordre public alors que son casier judiciaire est vierge. La presse américaine a fait ses gros titres avec la décision française et cela gène beaucoup notre OPA sur la Metro Goldwyn Mayer.* » MM. Salvatore Picciotto et Jean-René Piollot, administrateurs de Pathé France, avaient réuni la presse, le 20 juin à Paris, pour clamer leur indignation et annoncer la contre offensive après le gel par M. Pierre Bérégovoy de la la vente de Pathé-Cinéma.

Le cabinet Loyrette qui défend les intérêts de M. Parretti, a déjà saisi la Commission des Communautés européennes en qualifiant la décision du ministre de l'économie et des finances de « *détournement de procédure et abus de pouvoir* ». M. Parretti espère que Bruxelles qui l'avait déjà soutenu l'an dernier, fera pression sur le gouvernement français. De plus, les conseils de l'homme d'affaires italien vont engager une procédure en diffamation contre M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne, qui a demandé une commission d'enquête parlementaire sur l'origine des fonds de M. Parretti.

« *M. d'Aubert et le gouvernement français servent objectivement les intérêts du cinéma américain*, affirme M. Piccotto. *Hollywood qui a déjà vu passer Columbia aux mains des Japonais, ne veut pas perdre la MG M. Et tandis qu'une entreprise européenne tente courageusement de prendre le controle d'une* major *américaine, le gouvernement français, lui, favorise l'implantation en France de parcs d'attractions américains et bloque la restructuration de Pathé* » .

M. Parretti, lui, est resté aux Etats-Unis où il tente de rassembler avant le 23 juin, les fonds nécessaires pour boucler son OPA. Le quotidien britannique *Financial Times* affirmait le 19 juin que Time Warner, associé à l'homme d'affaires italien dans l'opération, songeait à retirer son offre de financement. Le *Wall Street Journal* fait état du septicisme croissant des analystes financiers américains sur l'issue de l'opération. Interrogée, la direction de Time Warner indique qu'elle examine toujours le plan de financement de M. Parretti et qu'aucune décision n'est encore prise.

J.-F. L.

La crise de la SFP

Mme Tasca met en cause la gestion de M. Guilhaume

Le plan d'entreprise prévoyant cinq cents suppressions d'emplois à la SFP – dont trois cents licenciements – est « *cruel certes, mais c'est aussi un plan solide et cohérent* », a déclaré, mercredi 20 juin, le ministre délégué à la Communication, Mme Catherine Tasca. Répondant à une question du député communiste Georges Hage, Mme Tasca a estimé que « *l'issue des problèmes très graves que vit la SFP réside dans des solutions responsables et durables.* »

Le ministre qui s'exprimait à l'Assemblée nationale, a rappelé que pour le seul dernier exercice, la SFP affichait un déficit de 383 millions de francs. « *La situation financière s'est dégradée en 1989 par une maîtrise incertaine tant des dépenses que des modalités de financement*, a-t-elle poursuivi. *C'est la nouvelle équipe dirigeante qui assume aujourd'hui ce déficit* ». Sans jamais nommer le précédent président de la SFP, M. Philippe Guilhaume, élu depuis PDG d'Antenne 2 et FR 3, Mme Tasca a rappelé que « *dès 1988, le gouvernement avait demandé un plan d'entreprise au PDG d'alors. Celui-ci a quitté la SFP sans avoir fait de propositions* ».

Des propositions, M. Guilhaume en fait aujourd'hui, recevant à leur demande les organisations syndicales de son ancienne société. Dans une lettre adressée mercredi 20 juin à M. Jean-Pierre Hoss, son successeur, il suggère ainsi qu'Antenne 2, FR 3 et la SEPT s'efforcent d'évaluer le volume de commandes qu'elles pourraient adresser dans les années à venir à la société en difficulté.

□ **M. Michel Hommel élu administrateur de « l'Est Républicain ».** – M. Michel Hommel, patron d'un groupe de presse spécialisé dans l'automobile et la télévision (*Echappement, Télé K7, TV Hebdo, TV Câble Hebdo...*), a été élu mardi 19 juin au conseil d'administration de l'*Est Républicain*. En achetant en octobre dernier 6,5 % des actions du quotidien de Nancy, M. Hommel avait permis au PDG, M. Gérard Lignac, de consolider sa position, alors que le groupe Cora tentait de prendre le contrôle de l'entreprise.

La journée de protestation des magistrats

Un front uni des gens de justice

urnée de protestation orga- e jeudi 21 juin par les trois sations de magistrats a reçu je appui des autres profes- de justice. Le garde des x, de son côté, a réaffirmé gement du gouvernement forer, en 1991, le budget de inistère.

nouvement de mécontentement agistrats a suscité un large écho ; de tous les gens de justice. La dération syndicale des avocats rée) a fait savoir qu'elle approu- *totalement»* les revendications ges. Le Syndicat des avocats de e (gauche) avait décidé de *«ne opposer au mouvement de grève»* é par le Syndicat de la magistra- que justifie, selon lui, justifie *ence de réformes en profondeur».* idérant que les lenteurs de la justice *«aboutissent à de véritables dénis de justice»*, la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (modérée) avait, elle aussi, décidé de *«s'associer»* au mouvement de protestation des magistrats. La branche parisienne de la même fédération avait déclaré qu'elle l'*«approuvait».*

Au sein de l'administration pénitentiaire, ce mouvement a été également encouragé, notamment par l'Union générale des syndicats pénitentiaires (CGT), qui lui a apporté son *«total soutien».*

Au sein des juridictions, le mécontentement des magistrats est, de même, partagé. Le Syndicat national CGT des fonctionnaires et agents des chancelleries, cours et tribunaux et conseils de prud'hommes s'y *«associe pleinement».* Quant à l'Association des greffiers de France, elle avait, elle aussi, appelé à une *«journée nationale d'action»* pour jeudi. Le Syndicat autonome des fonctionnaires de justice avait fait part, de son côté, de son *«soutien»* aux magistrats, de même que le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (Fédération de l'éducation nationale).

Sens des responsabilités

Répondant mercredi 20 à l'Assemblée nationale à une question de M. Jacques Toubon (RPR, Paris), M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, avait déclaré que *«depuis des décennies, le Parlement et les gouvernements n'ont sans doute pas été assez attentifs à l'ample mutation des fonctions de l'institution judiciaire».*

Le 19 juin, M. Arpaillange avait demandé par lettre aux premiers présidents et procureurs généraux de *«prendre toutes dispositions utiles pour assurer la continuité du fonctionnement du service public de la justice».* Il leur avait demandé *«de faire appel aux sens des responsabilités des magistrats afin que, dans le cadre de cette journée, ne soit menée aucune action de nature à arrêter ou entraver le fonctionnement régulier des juridictions, ce qui à l'évidence serait contraire à leur statut».*

De son côté, le bureau exécutif du Parti socialiste a estimé mercredi que *«la justice* (devait) *être une priorité budgétaire pour 1991». «Le parti,* a-t-il annoncé, *va intervenir en ce sens auprès du gouvernement pour une revalorisation significative de ce budget.»* Pour des raisons proches de celles de leurs collègues français, certains magistrats belges avaient décidé de ne pas prononcer de jugements, jeudi, pour obtenir, eux aussi, les moyens de s'acquitter de leurs tâches dans des conditions satisfaisantes.

La sujétion des juges

par Bertrand Le Gendre

INDÉPENDANCE de la magistrature, que les juges ont réclamée nouvelle fois le jeudi 21 juin, est : de ces revendications récurtes qui allient l'hypocrisie à la sinité. Antienne des magistrats : re statut nous subordonne de nière inadmissible au pouvoir en ce. Refrain des politiques : exercer s pressions sur la magistrature, us? Jamais de la vie!

Chacun se voile ainsi la face devant e réalité fort banale : l'indépendance *des juges ne s'use que s'ils ne* 'en servent pas, à l'encontre des ouvernants en particulier dont la ntation, de tous temps et sous outes les latitudes, est de mettre ette *indépendance à l'épreuve.*

Les textes codifiant ladite indépendance peuvent la conforter. Ils ne la garantiront jamais, parcequ'elle est d'abord une affaire de tradition et de caractère. Or, de Bonaparte à de Gaulle, les juges se sont toujours accommodés des pouvoirs parlant haut et fort. Il n'y a eu, par exemple, qu'un seul magistrat pour refuser, en 1941, de faire allégeance au régime de Vichy. Tous les autres jurèrent *«fidélité à la personne du chef de l'Etat».* Si la magistrature s'enorgueillit d'actes de résistance aux pouvoirs en place, ces manifestations de courage sont généralement le fait d'individus isolés. Collectivement, les juges font rarement preuve de témérité : dans les moments difficiles, ils ont plutôt tendance à rendre des services que des arrêts.

Le président de la République ne peut guère s'étonner, malgré tout, que la magistrature redresse aujourd'hui la tête. Il a trop critiqué la sujé*tion dans laquelle les textes fonda*teurs de la Ve République confinent les juges, pour être surpris de voir ces derniers faire chorus.

Héritage du général de Gaulle, le Conseil supérieur de la magistrature est l'instrument prétendu de cette indépendance. Si sa composition est aujourd'hui tant critiquée, c'est que ses neuf membres sont *tous* nommés par le chef de l'Etat, même s'il le fait, pour six d'entre eux, sur une liste de noms proposée par la Cour de cassation. Avant de choisir les magistrats appelés à siéger à cette même Cour de cassation ou à devenir premier président de cour d'appel, le président de la République doit nécessairement s'informer des propositions du Conseil supérieur de la magistrature... qu'il a lui-même nommé et dont les choix sont, de ce fait, rarement de nature à le surprendre.

M. Mitterrand peut ainsi faire valoir, comme il s'y est employé au cours de ses récentes déclarations au *Monde,* qu'il ne lui est *«jamais arrivé en neuf ans de modifier une seule des propositions de nominations faites par cette haute institution».* Et pour cause : les deux femmes et les sept hommes qui composent cette «haute institution» ont généralement pour caractéristique de ne pas vouloir déplaire au pouvoir en place.

Souplesse

Fragilisée de la sorte, l'indépendance des magistrats l'est plus encore par la course d'obstacles qui rythme leur carrière, quatre groupes répartis en deux grades, auxquels s'ajoute un échelon hors hiérarchie. Subordonné aux caprices du pouvoir, le franchissement de ces obstacles exige beaucoup de caractère de la part des magistrats ou beaucoup d'indifférence quant à leur avenir professionnel. L'indépendance est une vertu facile chez le premier président de la Cour de cassation (le plus haut poste – inamovible – de la magistrature), surtout s'il est déjà commandeur de la Légion d'honneur. Mais pour les autres?

Après avoir dénoncé cette situation puis avoir promis d'y remédier, le président de la République, aujourd'hui, se tait. Au cours de son interview au *Monde,* il n'a pas eu un mot pour rappeler son engagement ancien d' *«assurer (...) l'indépendance de la magistrature (...) par la réforme du Conseil supérieur de la magistrature».*

L'explication officielle est désormais que cette indépendance *«dépend de la conscience des juges»* (M. Mitterrand) ou – variante – qu'elle est *«beaucoup une question de caractère»* (M. Pierre Arpaillange, garde des Sceaux). Ce qui n'est pas faux mais un peu court. Car on n'a jamais entendu dire que le président de la République se fasse beaucoup d'illusions sur le courage des magistrats. Miser sur la seule «conscience» des juges, n'est-ce pas, du coup, laisser entendre qu'on s'accommode fort bien de leur souplesse?

Pour avoir autorisé l'interview d'un terroriste détenu

Le directeur de la prison de la Santé a été limogé

M. Jean Macé, le directeur de la maison d'arrêt de la Santé à Paris, a été relevé de ses fonctions, mercredi 20 juin, et muté, à Bordeaux, comme adjoint au directeur de l'ad*ministration régionale pénitentiaire.* Le ministère de la justice reproche à M. Mace d'avoir autorisé une équipe de télévision affirmant travailler pour TF1 à filmer, dans sa cellule, André *Olivier, l'un des chefs de la* branche dite «lyonnaise» du groupe terroriste Action directe.

M. Etienne Mougeotte, vice-président de la chaîne, nous a déclaré que cette interview lui avait été proposée, après sa réalisation, par un producteur indépendant, M. Alain Blanchet, mais qu'il ne l'avait pas commandée et l'avait refusée. M. Mougeotte considère que TF1 n'a pas à diffuser un entretien *«faisant l'apologie du terrorisme»* comme c'était, selon lui, le cas.

Menacé, sans que cela lui ait été *officiellement signifié, de révocation,* M. Macé a préféré demander lui-même sa mutation.

De nombreux journalistes ont été autorisés à visiter la Santé lorsqu'il en était le directeur. Comme l'administration pénitentiaire, dont c'est toujours la politique officielle, M. Macé estimait indispensable que l'opinion *fût informée de la réalité – peu reluisante* – des prisons. Coupable d'une imprudence, il en paie, aujourd'hui, le prix.

Agé de trente-neuf ans, M. Macé a été, notamment, directeur de la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines) et de la maison centrale de Moulins (Allier), avant d'être promu, très jeune, directeur des prisons de Paris (le titre officiel du directeur de la Santé). En 1978 et 1981, il avait été candidat RPR aux législatives dans le Val-de-Marne, le département qui abrite la maison d'arrêt de Fresnes, dont il était, à l'époque, l'un des sous-directeurs. M. Macé n'est plus, aujourd'hui, militant du RPR.

Agé de quarante-sept ans et actuellement détenu à la Santé, André Olivier a été condamné le 29 juin 1989 (*le Monde* du 30 juin 1989) à la réclusion criminelle à perpétuité dont dix-huit années «incompressibles», la peine maximum prévue actuellement par le code pénal. *Il est considéré* comme l'un – sinon le principal – des responsables de la branche lyonnaise d'Action directe, à laquelle on doit notamment trois meurtres, cinq tentatives d'homicides volontaires, quatre prises d'otages et trois attentats à l'explosif.

B. L. G.

Poursuivi pour avoir traité M. Le Pen de nazi

M. Roger Hanin relaxé par le tribunal de Toulon

La justice française, par la voix du tribunal de grande instance de Toulon (Var), a pour la première fois mercredi 20 juin mis sur le même plan les thèses de M. Jean-Marie Le Pen et l'idéologie nazie. Saisi d'une plainte en diffamation de MM. Le Pen et Le Chevallier, secrétaire du Front national dans le Var et député européen, contre M. Hanin, le tribunal a en effet débouté les dirigeants du FN. Dans une intervention par le journal *Var-Matin,* l'acteur avait déclaré que les responsables du FN *«ne sont pas seulement des fascistes mais de véritables nazis»,* rappelant que l'holocauste, *«ce n'est pas un détail». (le Monde* du 1er juin).

Dans ses attendus, le tribunal estime qu'il existe *«une troublante et essentielle adéquation entre les théories de M. Le Pen et celles des fascistes et nazis».* Se référant à la déclaration qualifiant de *«point de détail»* l'existence des chambres à gaz et au jeu de mots *«Durafour-crématoire»,* le tribunal souligne *«le caractère révélateur de l'ensemble de ces déclarations et comportements»* et relève *«une surprenante complaisance à l'égard du nazisme»* de la part de M. Le Pen. Ce jugement de relaxe n'est pas définitif, les dirigeant du FN ayant la possibilité d'en interjeter appel.

M. Le Pen a déjà été condamné récemment trois fois au civil : deux fois pour le *«point de détail»* et une fois pour ses propos sur quatre journalistes d'origine juive. Lors de sa dernière condamnation pour le *«point de détail»* le 23 mai à Nanterre, les magistrats s'étaient bornés à reprocher à M. Le Pen d'avoir *«commis une faute»* en *«banalisant»* les persécutions infligées aux juifs et aux Tsiganes par les nazis.

Portes fermées au tribunal de Reims

Les juges peuvent toujours juger, si l'intendance ne suit pas. Au tribunal de Reims, les greffiers se font rares et les permis de conduire restent dans les mains des chauffards condamnés. Aussi magistrats et fonctionnaires ont-ils décidé ensemble de fermer les portes de leur tribunal, jeudi 21 juin. Et ce, bien avant que les syndicats ne fixent à ce même jour la date de leur journée d'action.

REIMS

de notre envoyé spécial

Mme Marie-Françoise Préteux, premier greffier, responsable de l'application des peines, ouvre son tiroir secret. Là, s'accumulent les fiches de condamnations en attente d'exécution. La prison ferme y côtoie les annulations de permis de conduire. *« La notification des jugements ne me parvient pas, je ne peux donc assurer leur suivi »,* dit-elle tout simplement.

Les greffiers sont chargés de cette notification, mais, faute de personnel, ils ne peuvent l'effectuer en temps voulu. On ne pourvoit les postes vacants qu'avec plusieurs mois de retard ; on ne pallie pas les absences pour congé de maternité ou parental. L'effectif est rempli à 75 %, dont la moitié ne sont que des agents techniques de bureau (ATB).

Il n'y a donc plus grand monde pour dactylographier les jugements. Sauf procédure d'urgence, les jugements rendus à l'audience pénale « juge unique » (par exemple pour les conduites en état d'ivresse) ne sont plus dactylographiés et donc plus exécutés depuis avril 1989. *« Il est vraiment délicat de réclamer l'application de la peine deux ans après le jugement,* estime M. Georges Gutierrez, substitut *du procureur de la République. Si les condamnés ont trouvé un emploi stable, la mesure risque de tout briser. »* Les justiciables et leurs avocats avancent cet *argument pour obtenir un aménagement,* voire une levée de la peine, ce qui entraîne encore un surcroît de travail judiciaire.

Il semble, en revanche, que le Trésor ne montre pas *la* même « compréhension » et que les amendes soient toujours recouvrées. Si, du moins, elles sont prononcées en correctionnelle. *« La « tuciste » du tribunal de police qui notifiait les amendes aux intéressés nous quittera en septembre,* explique M. Joël Berson, greffier en chef. *Elle ne sera pas remplacée. La perte sèche avoisinerait les 5 millions l'an. Soit de quoi engager quelques personnes.. »*

Toilettes réquisitionnées

Pas remplacé non plus, ce juge des enfants qui a obtenu sa mutation. *« Pendant six mois, nous ne serons plus que deux magistrats au tribunal des enfants,* confie Mme Marie-Dominique Vergez, premier juge des enfants. *En conséquence, nous ne pourrons traiter les affaires concernant des mineurs délinquants ou en danger grave (abandons, sévices...) sur le secteur de Reims. »*

Si le tribunal d'instance ne déploie aucun poste vacant, il voit cependant sa charge considérablement alourdie. *« Entre 1980 et 1989, les affaires à traiter ont doublé, sans que l'effectif augmente,* assure M. Jean-Pierre Franco, juge d'instance. *Et l'on doit ajouter la loi Neiertz sur le surendettement. Songez que le siège rémois de la Banque de France, qui tente une première conciliation, a pu engager six personnes, à titre temporaire certes, et nous aucune. »*

Ce *fonctionnement* au ralenti lèse bien évidemment les victimes. Le personnel affirme traiter en priorité les cas entraînant le versement de dommages et *intérêts, mais un jeune* avocat répond qu'une de ses clientes, à la suite d'un accident de la route, a dû patienter quatorze mois après le jugement pour être *indemnisée.*

Venir se plaindre et réclamer son dû, c'est bien beau. Encore faut-il frapper à la bonne porte et, pour cela, être bien aiguillé. L'an dernier, magistrats et fonctionnaires avaient bénévolement mis sur pied un service d'accueil et de conseil. Dix mois plus tard, ils renonçaient faute de temps. Aujourd'hui, une hôtesse déléguée par la préfecture renseigne les visiteurs. *« Ce poste nécessite pourtant une personne formée et durablement installée,* insiste M. Denis d'Ersu, juge à la première chambre civile. *Il faut écouter les gens pour leur indiquer le tribunal compétent. Sinon, ils errent de service en service, et tout le monde perd son temps. »* Depuis l'expiration du contrat TUC de la standardiste, le 1er juin, les fonctionnaires se relaient pour assurer *une permanence téléphonique.*

Pour présenter ses revendications, le personnel du tribunal de Reims, réuni en assemblée générale, a préféré les portes fermées aux portes ouvertes. Tant mieux pour le coût, tant pis pour l'image. Les locaux illustrent, en effet, les propos. On rafistole les moquettes comme les services d'accueil, on transforme des couloirs en bureaux comme des agents techniques en greffiers. Le juge des enfants vous installe dans des fauteuils défoncés et les dossiers en retard s'empilent dans les corridors. Même les toilettes sont réquisitionnées pour la photocopieuse.

CHRISTOPHE DE CAEVEL

FAITS DIVERS

La mort d'un jeune homme au cours d'une interpellation à Paris

Le policier auteur du coup de feu placé en garde à vue

Un jeune homme a été tué d'une balle tirée par un *enquêteur de police, mercredi* 20 juin dans le sixième arrondissement de Paris, au cours d'une interpellation en flagrant délit opérée par des policiers de la sous-direction des affaires économiques et financières de la police judiciaire parisienne. Selon les témoignages, le suspect *était maîtrisé et ne paraissait* pas dangereux quand le coup de feu est parti *(nos dernières éditions du 21 juin).*

Il est presque une heure de l'après-midi et la foule du Quartier latin est dense quand huit policiers en civil interpellent cinq personnes à l'angle du boulevard Saint-Germain et du boulevard Saint-Michel. Les policiers surveillent depuis une semaine trois hommes et deux femmes, qui leur semblent constituer une équipe de malfaiteurs spécialisés dans l'écoulement d'Eurochèques et de chèques de voyage falsifiés. Mercredi 20 juin, la filature permet aux policiers – qui appartiennent au cinquième cabinet de délégation judiciaire, spécialisé dans les infractions sur les chèques, et au dixième cabinet, chargé de la recherche des infractions à caractère économique et financier – d'intervenir en flagrant délit, après que les cinq suspects, *tous dotés de faux papiers, eurent* changé des chèques de voyage volés dans deux agences bancaires du Quartier latin.

Les trois hommes et les deux femmes sont *plaqués au sol par les* policiers. Les quatre premiers sont facilement menottés. Le dernier se débat, face contre sol, alors que deux policiers tentent de lui passer les *menottes.* L'un d'eux le menace avec son arme de dotation, un revolver Manurhin 38. Un coup de feu atteint le jeune homme en pleine tête et celui-ci décédera au cours de son transport à l'hôpital.

Le policier qui a fait usage de son arme est un enquêteur du 10e cabinet de délégation judiciaire, «l'antigang» de la police judiciaire spécialisée dans la délinquance financière. Cet enquêteur, M. Jean-Louis Scombart, trente-six ans, en poste dans ce service depuis 1978, a été placé en garde à vue. L'Alcootest et la prise de sang effectués après les faits se sont révélés négatifs.

Du côté policier, on insiste sur les circonstances «accidentelles» de la mort du jeune homme. Entendus par l'inspection générale des services (IGS), qui a été chargée de l'enquête, les inspecteurs et enquêteurs présents sur les lieux ont expliqué que le jeune homme aurait fait un mouvement pour se dégager au cours d'une interpellation qui fut mouvementée.

Des témoignages précis et accablants

Pour d'autres témoins directs des faits, qui nous ont spontanément contactés à la rédaction du journal, il s'agit d'une *«bavure».* D'après ces témoignages concordants, le jeune homme, plaqué face contre sol, ne paraissait pas dangereux et ne plaçait visiblement pas les policiers en situation de légitime défense; les témoignages divergent sur la question de savoir si le suspect était ou non menotté au moment du coup de feu. Un étudiant en sciences politiques qui revenait *de la Sorbonne à cyclomo*teur raconte : *«Le jeune homme était à terre et paraissait maîtrisé par les deux policiers, dont l'un appuyait le canon de son arme sur l'arrière du crâne. Je n'ai pas eu l'impression qu'il essayait de se débattre au moment où le coup de feu a claqué et où j'ai vu le sang gicler.»*

Un coursier, qui se tenait à 2 mètres de la scène, a assisté, lui, à l'ensemble de l'interpellation : *«Le policier qui appuyait son pistolet sur la tempe de l'homme lui a crié à plusieurs reprises :* «Arrête de bouger, sinon je te plante.» *Il paraissait très énervé. Le coup est parti alors que le gars avait été menotté dans le dos.»* La femme et le fils d'un docteur, qui faisaient des courses dans le quartier sont formels : *«L'homme avait des menottes dans le dos quand le policier a tiré à bout portant. Le coup de feu a claqué dans un moment de calme.»* Selon M. Sébastien Jullien, un lycéen de vingt ans qui se trouvait dans un taxi au moment des faits et qui a contacté l'AFP, *«le jeune homme était allongé sur le ventre et n'avait pas encore les menottes. Il avait deux policiers sur lui. L'un pressait un pistolet sur sa nuque, tout en le tenant au col. L'autre était assis sur lui et s'apprêtait à lui passer des menottes derrière le dos, essayant de lui dégager la main droite pour lui passer les menottes dans le dos. Le premier policier était très énervé. Le suspect a fait un mouvement pour dégager sa main et le coup de feu est parti sur le côté arrière gauche du crâne, dont une grande partie a éclaté»,* a déclaré le lycéen à l'AFP, précisant que le policier a paru *«horrifié par son acte».*

L'inspection générale des services a été saisie de l'enquête sur les circonstances de la mort du jeune homme, lequel, dans la soirée de mercredi, n'avait, pas plus que les quatre personnes arrêtées, pu être identifié.

ERICH INCIYAN

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Dessous-de table au CHU de Nancy

Un médecin urologue inculpé d'extorsion de fonds

NANCY

de notre correspondante

Un médecin urologue nancéien, le professeur Jacques L'Hermite, quarante-quatre ans, a été inculpé mercredi 20 juin par M. Gilbert Thiel, juge d'instruction, d'extorsion de fonds et tentative d'extorsion de fonds. M. L'Hermite a été placé sous contrôle judiciaire.

Cette inculpation, qui a suscité une vive émotion à Nancy, une ville déjà secouée par l'affaire des fausses factures, survient quelques mois après un incident provoqué au sein du conseil d'administration du CHU de Nancy, lors de l'examen de la candidature de M. L'Hermite au poste de chef du service d'urologie.

Lors de cette réunion les représentants FO et CFDT avaient jeté *un pavé dans la mare, accusant le* professeur L'Hermite de toucher des dessous de table. Les syndicats affirmaient être en possession de témoignages de patients accusant *le spécialiste de les avoir* contraints à verser de l'argent en liquide pour être opérés ou soignés par lui.

Le professeur L'Hermite avait riposté à ces attaques en déposant une plainte pour dénonciation calomnieuse. Mais l'affaire était lancée. La nomination du médecin *était suspendue. Dans les semaines* suivantes, les syndicats et l'Union fédérale des consommateurs de Nancy rassemblaient des témoignages contre le professeur L'Hermite, *et, le 19 janvier, ils déposaient* auprès du procureur de la République de Nancy une plainte contre X pour extorsion de fonds.

L'enquête préliminaire, diligentée par les inspecteurs de la section économique et financière du SRPJ, a abouti cette semaine au placement en garde à vue du médecin, puis à *son inculpation*. D'autres médecins bien connus de Nancy ont été entendus ces derniers jours. Le professeur L'Hermite, quant à lui, nie absolument les faits qui lui *sont reprochés*. Il s'estime *« victime d'une cabale et d'un règlement de compte »*. A la fin du mois de juin, le conseil régional de l'ordre des médecins statuera sur son cas.

MONIQUE RAUX

ÉDUCATION

Au congrès du SNI

Socialistes et communistes se disputent le contrôle du syndicalisme enseignant

Réuni à Limoges du 19 au 23 juin, le congrès du SNI-PEGC (Syndicat national des instituteurs et des professeurs d'enseignement général des collèges) est l'occasion d'un nouveau bras de fer entre majorité socialisante et minorité communiste. A quelques mois du congrès de la FEN (Fédération de l'éducation nationale), ce débat préfigure l'avenir – incertain – du syndicalisme enseignant.

LIMOGES

de notre envoyé spécial

On ne pouvait attendre moins d'un congrès d'instituteurs. La direction du SNI avait inscrit au *tableau, derrière la tribune*, le thème de la leçon que les trois cent quarante délégués étaient invités à *retenir de leurs cinq jours de travaux : « La vocation du syndicalisme n'est pas de dresser les travailleurs les uns contre les autres, mais bien de les réunir. »*

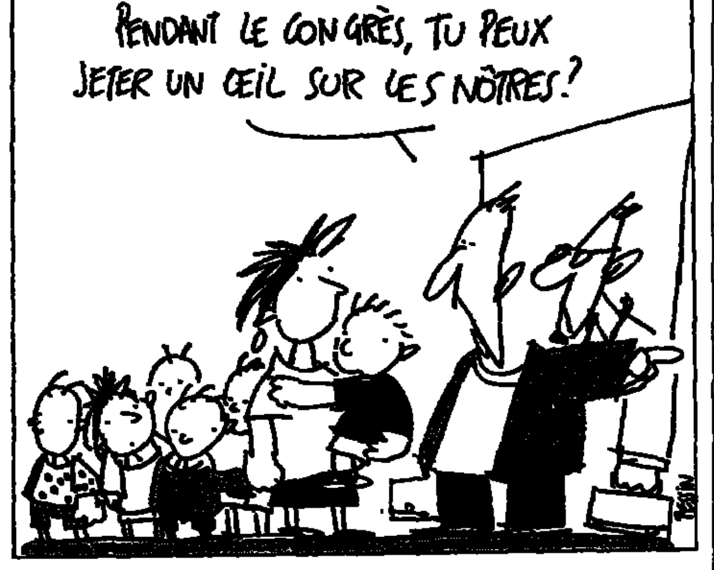
Tout un symbole que cette citation d'Henri Aigueperse, Limousin d'origine, figure historique du militantisme enseignant et secrétaire général du SNI entre 1946 et 1952 au moment de la rupture avec la CGT communiste et de la naissance d'un syndicalisme enseignant autonome. D'emblée, le congrès était placé sur le terrain politique. Celui des affrontements anciens, mais plus que jamais à vif, entre la *majorité* du SNI (la tendance socialisante Unité, indépendance et démocratie) et sa minorité, *Unité et Action*, où militent notamment les enseignants communistes (1).

Un gouvernement « frileux et pingre »

Et, en pédagogue classique, M. Jean-Claude Barbarant a enfoncé le clou avec application. Le secrétaire général du SNI avait *prévenu* : le congrès de Limoges serait celui de la *« clarification »*. Il l'a fait bille en tête en exposant *longuement les enjeux de pouvoir*, de structure et d'appareil, qui animent plus volontiers, d'habitude, *les empoignades de couloirs que les* discussions publiques

Certes, M. Barbarant fit bien mention de la prochaine rentrée scolaire, qui s'annonce *« mauvaise »*. Il dressa le bilan insuffisant de la revalorisation des traitements des instituteurs et PEGC. Il évoqua, sans enthousiasme, la loi d'orientation trop floue sur bien des points, notamment sur son calendrier de mise en œuvre. Il fustigea le manque de moyens *« flagrant »*. Il appela à la vigilance *face au « ducissement » de* l'enseignement catholique et revint longuement sur les principes de la laïcité. Enfin, il épingla un gouvernement *« frileux et pingre »* et un ministre trop *« hésitant et timoré »*.

Mais tout cela n'était à l'évidence que motifs de variations sur un même thème, central, presque *obsédant : comment surmonter* les divisions et les luttes intestines qui minent le SNI depuis des années ? *La crise était déjà en gestation* lors du précédent congrès du syndicat à Lille, en 1987. Elle était encore en *filigrane dans les réactions contradictoires* de la majorité du SNI et de sa principale minorité à l'occasion de chaque *initiative* gouvernementale depuis deux ans (revalorisation, loi d'orientation, formation des maîtres, etc.).



Elle éclate aujourd'hui au grand jour et M. Barbarant a déballé le linge sale sans ménagement. *« Les courants minoritaires organisés utilisent leur droit à la différence pour fonctionner comme des contre-syndicats, mobilisant sur des leurs propres options contre les choix retenus majoritairement. Ce n'est pas nouveau, mais cela s'aggrave. Nous devons tirer les leçons de ces dévoiements »*, devait avertir le secrétaire général, avant de dénoncer les *« démagogies »*, les *« mensonges »*, les *« surenchères racoleuses »* de ses minoritaires d'Unité et Action, *« inféodés »* à la CGT.

Et ceux-ci le lui rendaient bien en soulignant, au fil des interventions, les *« capitulations »* de la direction transformée en *« VRP »* des réformes proposées par le gouvernement socialiste. Ou en dénonçant une opération de reprise en main uniquement dictée, à leurs yeux, par une volonté de *« contrôle d'appareil »*. Bref, comme dans un vieux couple au bord du divorce, lassé des réconciliations de façade, des faux-semblants et du respect des convenances unitaires, M. Barbarant a longuement vidé son sac : *« Pourquoi faire mine d'être ensemble si, décidément, l'essentiel nous sépare ? Et, si nous voulons rester ensemble, pourquoi faire comme si tout nous séparait ? »*

Forte baisse d'influence

Tout a contribué à cette cassure, qui semble irrémédiable. La persistance inquiétante, *tout d'abord*, de l'érosion du syndicalisme enseignant dans les écoles et les collèges. *En cinq ans, le SNI a perdu près de* 50 000 adhérents. Avec ses 170 000 membres (dont 30 000 retraités), il ne syndique plus que *40% de la* profession. Le score paraît respectable par rapport au taux de syndicalisation moyen en France (de l'ordre de 10 % des salariés). Mais il est en chute libre par rapport à la situation des années 60, quand plus de 80 % des instituteurs adhéraient encore au SNI. Plus le déclin du syndicat est patent, plus sa difficulté à mobiliser les enseignants est évidente, plus les tensions sont aigres et les reproches amers.

Mais cette forte baisse d'influence s'est doublée d'une mutation du système éducatif qui a grandement contribué à déstabiliser la profession et son système de représentation. L'allongement régulier de la scolarité et, maintenant, l'objectif d'amener à 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat poussent vers les lycées une part croissante des élèves... et des enseignants. Or les lycées échappent à l'influence du SNI et constituent, au contraire, la chasse gardée du frère ennemi, le SNES, *deuxième syndicat de la FEN*, et animé en particulier par des enseignants communistes. L'évolution *du système éducatif* menace donc inéluctablement, à terme, la prééminence du SNI et de sa direction socialiste dans la galaxie du syndicalisme enseignant.

Face à cette situation, M. Jean-Claude Barbarant a choisi de brusquer les choses. L'éducation, *estime-t-il, devient un processus* continu, de la maternelle au baccalauréat. Cela impliquera, à terme, *la constitution d'un « corps unique »* d'enseignants. Cette vieille revendication, hier encore utopique, *lui paraît* désormais à portée de la main.

Cette unité de statut, de niveau de recrutement, de durée de formation et de rémunération devrait ouvrir la voie, à ses yeux, à la création d'un *« syndicat unique »* des enseignants de la FEN, dont le SNI serait l'axe principal.

La querelle de ménage, au sein du syndicat des instituteurs, s'inscrit donc dans un bagarre beaucoup plus large pour le contrôle de la Fédération de l'éducation nationale, dont le congrès aura lieu en février 1991 et dont le secrétaire général, M. Yannick Simbron, est favorable à une *« grande confédération syndicale »*, avec la CFDT ou les syndicats autonomes. D'ici là, les accusations vont, sans nul doute, voler de plus en plus bas.

GÉRARD COURTOIS

(1) Les élections pour le renouvellement du bureau national ont été marquées par une grande stabilité des rapports de forces entre les tendances : 61,74 % (+ 1,81 %) pour les listes Unité, indépendance et démocratie, 30,80 % (+ 0,48 %) pour Unité et Action, 5,71 % pour l'Ecole émancipée et 1,71 % pour le Front unique ouvrier.

MÉDECINE

La conférence de San-Francisco et la discrimination

Les spécialistes du sida s'associent aux protestations des gays

Des manifestants homosexuels ont cherché à perturber, mercredi 20 juin, l'ouverture de la sixième conférence internationale sur le sida, à San-Francisco. Pour leur part, les 10 000 participants à la séance inaugurale ont exprimé leur désaccord avec la politique américaine qui interdit le séjour prolongé sur le territoire national des séropositifs et des malades.

SAN-FRANCISCO

de notre envoyé spécial

« Si vous pensez que la politique des services d'immigration et de naturalisation, empêchant les personnes infectées par le virus du sida de se rendre aux Etats-Unis, est mauvaise, levez-vous ! » Sans hésitation, les dix mille personnes présentes dans la grande salle du Moscone Convention Center de San-Francisco ont répondu à cette invitation de Peter Staley, un jeune militant d'ACT UP (The Aids Coalition To Unleash Power). Dans un tonnerre d'applaudissements, la sixième conférence internationale sur le sida venait symboliquement de se prononcer contre toute forme de discrimination envers les séropositifs. Peter Staley insista : *« Président Bush, comment pouvez-vous affirmer que ce pays est en guerre contre le sida quand, dans le même temps, et comme votre prédécesseur, vous refusez de nommer quelqu'un pour conduire cette bataille ? Président Bush, comment pouvez-vous dire que vous êtes contre les discriminations et dans le même temps conduire une politique qui restreint le droit de voyager et d'immigrer ? »* Ce fut une nouvelle ovation. La cause était entendue, le congrès *pouvait commencer*.

A la même heure, mais à l'extérieur, plusieurs centaines de militants d'ACT UP achevaient un long face-à-face avec la police. Depuis près de deux heures, sous un soleil de plomb, ils manifestaient contre la politique américaine en matière de lutte contre le sida. Curieux spectacle que ce rassemblement, parfois violent – les policiers n'hésitant pas à recourir à la force pour arrêter les manifestants qui voulaient pénétrer dans le Moscone Center, – à quelques mètres d'un congrès scientifique. D'un côté, des séropositifs et des malades du sida face aux forces de l'ordre, de l'autre des milliers de scientifiques et de médecins écoutant avec attention les discours d'inauguration.

Dans la salle, le maire de San-Francisco avait rappelé aux congressistes que, depuis le début de l'épidémie, le sida avait fait dans sa ville trois fois plus de victimes que les deux guerres mondiales, la guerre de Corée et la guerre du Vietnam réunies. Pour sa part, le *professeur Jay Lévy*, de l'université de San-Francisco, avait affiché un certain optimisme, estimant que l'on *« commençait à apercevoir l'horizon du jour où le sida serait vaincu »*.

« Comprenez notre angoisse »

Comme l'an dernier à Montréal, certains scientifiques critiquaient pêle-mêle le gigantisme de ce congrès, la présence de malades et de militants associatifs *« tout juste bons à perturber les séances et à mettre en accusation les médecins et les chercheurs »*. C'était négliger le fait que, à cause de ses implications sociales, économiques, sociologiques et politiques, une réunion scientifique sur le sida ne peut pas ressembler à un congrès conventionnel. Les malades et les militants activistes présents ont d'ailleurs voulu éviter le divorce avec la communauté médicale et scientifique. Plusieurs ont rendu hommage au travail des chercheurs et des médecins : *« Vous êtes notre plus grand espoir. Comprenez simplement que, quand nous manifestons, nous voulons d'abord exprimer notre angoisse. A la fois notre peur et notre refus de mourir. »*

Dans la matinée du 20 juin, avant l'ouverture officielle, avait eu lieu un symposium sur le programme mondial de lutte contre le sida mis en place par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). *Ce fut l'occasion d'entendre pour* la première fois s'exprimer devant un vaste auditoire le successeur du docteur Jonathan Mann, le docteur Michael Merson.

Aux discours visionnaires empreints d'humanisme de son prédécesseur, le docteur Merson préfère la concision, la sobriété et, il faut bien le dire, la langue de bois si chère aux fonctionnaires de l'OMS. Une seule phrase – sans équivoque il est vrai – pour condamner la politique américaine d'immigration, mais beaucoup de chiffres plus impressionnants les uns que les autres. Selon le docteur Merson, sept cent mille personnes dans le monde auraient déjà été atteintes du sida. Et il y aurait actuellement entre six et huit millions de séropositifs (environ deux tiers d'hommes).

Le nouveau directeur du programme mondial de lutte évalue entre cinq et six millions le nombre de cas de sida en l'an 2000, et entre quinze et vingt millions le nombre de personnes qui seront infectées par le virus.

Montée inquiétante en Asie du Sud-Est

De son côté le docteur Mann, qui a quitté ses fonctions à l'OMS le 14 juin et pourrait être prochainement nommé professeur de santé *publique* à l'université Harvard et directeur du Centre international sur le sida de cette même université, nous a donné sa vision des tendances actuelles de la pandémie. *« Le pire est devant nous*, estime-t-il. *Partout, l'épidémie progresse. Ainsi 10 000 à 30 000 personnes seraient déjà infectées dans les pays d'Europe de l'Est. Dans les pays arabes, plusieurs travaux indiquent qu'il existe une transmission par l'intermédiaire des prostituées, des homosexuels et des toxicomanes. Mais c'est surtout en Asie du Sud-Est que la situation est à la fois la plus nouvelle et la plus inquiétante. En Thaïlande, au moins 50 000 personnes, certains parlent de 100 000, seraient déjà séropositives. Même chose en Inde où plusieurs études font apparaître que sur les cent mille à quatre cent mille prostituées de Bombay, 7,5 % à 20 % d'entre elles sont infectées par le VIH. L'épidémie dans le sous-continent indien a déjà dépassé en ampleur celle qui sévit en Thaïlande. Et ce n'est pas fini. Songez par exemple que seulement 20 % des cinq millions de toxicomanes qui utilisent dans le monde des drogues par voie intraveineuse sont aujourd'hui infectés. 80 % demeurent donc aujourd'hui dans un état d'extrême vulnérabilité. Un nouveau front de l'épidémie est d'ailleurs en train d'apparaître dans le « triangle d'or ». Outre la partie est de l'Inde et la Thaïlande, la Birmanie et une partie de la Chine sont à leur tour touchées par le sida. »*

« Dans un tel contexte, ajoute le docteur Mann, *on ne peut que déplorer la faiblesse de l'aide apportée par les pays industrialisés aux pays en voie de développement pour lutter contre le sida. A peine 200 millions de dollars. Soit cinq fois ce que dépense l'Etat de New-York en une année contre le sida. » « Cette épidémie*, conclut-il, *a provoqué une véritable révolution. Elle a rendu obsolètes bien des concepts de santé publique, elle a fait prendre conscience du fait qu'il n'y a pas de politique de santé cohérente sans un respect absolu des droits de l'homme. »*

FRANCK NOUCHI

ENVIRONNEMENT

La conférence de Londres sur la protection de la couche d'ozone

Les riches paieront pour les pauvres

Les experts des cinquante-six pays signataires du protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone sont réunis depuis le mercredi 20 juin, à Londres, pour tenter de répondre *à la question suivante* : combien les pays riches sont-ils disposés à payer pour que les pays en voie de développement limitent leur recours aux substances qui détruisent la couche d'ozone ?

LONDRES

de notre correspondant

Des savants britanniques en 1985, puis japonais, travaillant dans les stations de l'Antarctique, avaient remarqué que la couche d'ozone diminuait de moitié pendant le printemps austral. Les principaux responsables de ce « trou » sont les chlorofluorocarbones (CFC) utilisés dans les systèmes de réfrigération, les isolants, les emballages alimentaires, le nettoyage des composants électroniques, les aérosols et la fabrication de mousses synthétiques pour l'ameublement.

Les pays signataires du protocole de Montréal en septembre 1987 ont pris l'engagement de réduire leur production et leur consommation de CFC de 50 % d'ici à 1998. Les pays en voie de développement bénéficient d'un délai de grâce de dix ans, avant de procéder à leur tour à ces limitations. Des produits de substitution sont peu à peu mis au point, souvent par les firmes productrices de CFC (l'américain Du Pont de Nemours, le britannique ICI, le français Atochem, filiale d'Elf-Aquitaine). En effet, les pays riches financent dès à présent les reconversions nécessaires, les produits de substitution étant généralement plus chers que les CFC.

Le cas de la Chine et de l'Inde

La réunion de Londres, qui précède celle des ministres de l'environnement (27-29 juin), doit fixer le cadre et le montant de l'aide devant permettre aux pays en voie de développement de respecter les clauses du protocole de Montréal. L'estimation la plus basse est de 150 millions de dollars (855 millions de francs) sur trois ans (1991-1993). La plus élevée de 260 millions de dollars pour la même période.

On est très loin du chiffre avancé mercredi par le représentant chinois – 1,5 milliard de dollars – qui permettrait à son seul pays de se reconvertir dans des produits moins dangereux pour la couche d'ozone que les CFC. Le délégué chinois a d'ailleurs suggéré que son pays se contenterait de recevoir 42 millions de dollars du futur fonds international pour adhérer au protocole de Montréal. La Chine et l'Inde n'ont en effet pas signé ce document.

C'est précisément une somme de cet ordre que le Dr Mustafa Tolba, directeur du Programme des Nations unies pour l'environnement propose *de consacrer à la Chine et à l'Inde*. Il reste encore à calculer les contributions des pays développés. Seront-elles fixées sur la base des quote-parts en vigueur aux Nations unies ou bien sur celle des émissions de substances destructrices pour la couche d'ozone ?

Le « trou », en tout cas, est toujours là. M. Chris Patten, ministre britannique de l'environnement, a rendu publiques mercredi les conclusions du groupe de recherches sur l'ozone présidé par M. John Pyle, de l'université de Cambridge. Elles confirment la diminution croissante de la couche d'ozone sous l'effet des CFC et des halons (des produits utilisés dans les extincteurs). *« Le trou apparu au-dessus de l'Antarctique a été aussi considérable en 1989 qu'en 1987. Il semble d'autre part que le niveau d'ozone dans l'hémisphère nord diminue régulièrement chaque hiver »*, a déclaré M. Patten. Le Dr Tolba propose donc d'aller plus loin qu'à Montréal et d'abandonner totalement la production et la consommation des CFC et des halons d'ici à l'an 2000.

DOMINIQUE DHOMBRES

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

• Le Brésil rejoint l'Italie avec trois victoires • L'Ecosse échoue d'un souffle • Grande première pour le Costa-Rica, qualifié ; grande déception pour la Suède • Carnet de chèques à la main, les dirigeants de club font leur marché • Le Soviétique Alexander Zavarov, de la Juventus à Nancy • Villes mortes puis folles, la passion des téléspectateurs italiens •



La cruelle douche écossaise

Il suffisait d'un match nul, aux Britanniques, pour se qualifier. Ils l'avaient. Puis, à deux minutes de la fin, le Brésil...

GROUPE C :
ésil b. Ecosse : 1-0

TURIN

de notre envoyé spécial

Les Ecossais, pendant quatre-gts minutes, ont pu croire qu'en-ils allaient vaincre le mauvais t, qu'enfin leur rêve d'accéder à huitièmes de finale d'une coupe monde allait devenir réalité. Un e, oui, vraiment, après lequel ils rent depuis des années et des nées, au point de les obséder.

Depuis 1978, ils n'ont jamais raté rendez-vous planétaire, mais pour, chaque fois, voir ce ballon se goafler comme une vieille corne-se et eux venir se casser les cram-s devant les premières marches l'escalier d'honneur. Presqu'une ate pour un pays qui a vu naître le tball et qui, à chaque fois, quand nt l'heure des lauriers, se voit iquer la direction des vestiaires.

Cette année pourtant, surtout puis la victoire sur la Suède, on sait du côté de Glasgow tenir le n bout, prouver à la Terre entière e le football du pays est parfaite-ent exportable. Les calculs avaient é faits et refaits. Que la Suède, à la ème heure, se débarrasse du petit osta-Rica et un match nul devant s Brésiliens suffirait amplement à ur bonheur. Las, c'est à croire que s dieux du football ne peuvent sup-orter les chants pourtant si pro-onds et si beaux des supporters cossais.

Ceux-ci, depuis la veille avaient nvahi par milliers Turin dont ils espéraient faire leur *paradis*, débordant les troupes brésiliennes qui y tenaient pourtant campement depuis plus d'une semaine. Ils étaient venus pour faire la fête, bravement, avec ce goût du folklore qui reste leur vraie réponse aux hordes de skinheads dont, eux, n'ont jamais compris les basses mœurs. En toute quiétude et mansuétude, les autorités locales avaient d'ailleurs, exceptionnellement, laissé ouvertes, dans leur cité, les pompes à bière. Ils n'eurent point à le regretter.

Dans le stade tout neuf, tous communièrent dans la même et saine passion du sport. Le ciel lui-même avait semblé s'être mis de la partie pour ces Écossais. Quelques heures avant la rencontre, la pluie était venue, donnant un peu plus à cette valeureuse équipe le sentiment de jouer à domicile, comme un samedi soir à l'Hampden Park de Glasgow.

On espérait encore que, comme le ciel, les dieux y mettraient du leur et que ces diables de Brésiliens ne chercheraient pas, outre mesure, à les contrarier. Avec deux victoires dans la besace, ils avaient, depuis longtemps, l'assurance du passeport pour l'aventure suivante. Ils pouvaient voir venir. On aurait admis que leur nouvelle réputation ne pâtisse point d'un score nul, étant entendu qu'il leur reviendrait quand même d'y mettre les formes...

On pensa effectivement pendant longtemps le marché ainsi conclu. Privé dans sa défense, pour cause de suspension, de leur Marseillais Carlos Mozer, les Brésiliens se contentèrent, en première mi-temps, de s'ins*taller bien confortablement* sur le terrain, de parfaire leurs marques sur ce gazon qui restera leur cour pour les prochaines récréations.

Comme à l'entraînement, on s'amusait à priver le plus longtemps possible l'adversaire de ballons. En attaque, le Brésilien du PSV Eindhoven, le *fameux Romario* avait été lancé dans ce petit bain écossais, pour montrer comment il gambadait après quatre mois de convalescence. Conduite par son numéro 5, Brito Alemao, régnant au milieu du terrain, cette belle limousine brésilienne se contentait d'afficher la beauté de ses pare-chocs, se bornant par quelques accélérations, à confirmer, pour rassurer, la puissance bridée de ses cylindres.

Ce fut terrible, affreux même

Face à une aussi belle *mécanique*, les Ecossais faisaient comme ils pouvaient, avec les moyens du bord. Défense renforcée, milieu de terrain bien garni, la peur de perdre étouffaient leur ardeur naturelle pour l'attaque à corps perdu. Sur de simples coups de pied arrêtés, les Brésiliens soulignaient qu'ils étaient les maîtres. Redoublant les passes à l'arrière, les Ecossais semblaient trop accepter le marché. Il était, par conséquent, fatal que l'affaire finisse par tourner pour eux au marché de dupes.

A la reprise, les Brésiliens, histoire de s'amuser un peu, commencèrent insensiblement à accélérer leurs attaques. Passes redoublées, longues chevauchées des arrières sur les ailes, le désir de victoire semblait les tarauder, pour le panache, et répondre ainsi à distance, dans la guerre des nerfs qui a commencé, aux Italiens et aux Allemands, les autres favoris.

La douche écossaise était décidée. Muller, l'attaquant vedette du Torino s'en vint remplacer Romario qui n'avait rien prouvé. Dix minutes plus tard, sur une percée d'Alemao, sa tête faisait tomber celles des Écossais. 1-0, le Brésil qui a appris, dût-on le regretter, à s'économiser, tenait son troisième succès en trois matches. Le vieux rêve de l'Ecosse s'éloignait.

A la même minute, ou presque, s'affichait sur le grand tableau du stade le succès du Costa-Rica. Ce fut pour eux terrible, affreux même, quand, à la dernière seconde, Mo Johnston, l'ancien Nantais, rata le but d'égalisation qu'il ne pouvait, qu'il ne devait pas rater. La tragédie était complète. Elle faisait de ce Johnston, qui sort d'une saison infernale, pour avoir, lui, l'ancien du Celtic catholique, offert ses services aux Rangers protestants, son acteur principal.

Aujourd'hui, classés troisièmes de *leur groupe, mais avec seulement* deux points, les Écossais peuvent encore espérer un miracle, un tout petit miracle. Les dieux du football leur consentiront-ils sur le papier ce qui leur fut refusé sur le terrain ? Les Brésiliens, eux, sont tranquilles. C'est simple : le Brésil croit de nouveau au *Brésil !*

DANIEL CARTON

L'ardoise magique de Bora Milutinovic

L'entraîneur yougoslave est à l'origine de la qualification des Costariciens

• GROUPE C :
Costa-Rica b. Suède : 2-1

NAPLES

de notre envoyé spécial

Quand on s'apitoyait sur son sort, Bora Milutinovic haussait les épaules : « *Je préfère en rire.* » Privé de ses internationaux à cause des intérêts médiocres des clubs costariciens, l'entraîneur yougoslave, appelé au chevet d'un fantôme d'équipe, n'a eu que quelques semaines pour éviter le ridicule. Il peut rire aujourd'hui, Bora. Et sans retenue ! Le minuscule Costa-Rica, tache infinitésimale sur la carte du football, a contraint les Suédois, et probablement les Ecossais, à faire leurs valises prématurément.

Un fameux coup de contrebandier, cette victoire sur la Suede, mercredi 20 juin à Gênes. Après un premier but de Johnny Ekström (31e minute), les Scandinaves s'appliquaient, en effet, à creuser l'écart, dans l'espoir d'établir le goal average le plus favorable possible.

Mais, sur la touche, Bora Milutinovic se livrait à d'autres calculs. Puisqu'un début de match prudent n'avait pas suffi à préserver le score nul, synonyme de qualification, il griffonna de nouvelles configurations sur son ardoise magique. C'est Hernan Medford qui fut chargé de les exécuter, grandeur nature, sur la pelouse génoise.

Son entrée en jeu, en deuxième mi-temps, a comme pétrifié l'adversaire. Cet inconnu de vingt-deux ans, ailier de débordement comme les écoles européennes n'en produisent plus, a vu s'ouvrir devant lui de grands espaces anormalement déserts. Il s'y est engouffré, alternant les courses rapides et les combinaisons avec ses compères de l'attaque, Juan Cayasso et Claudio Jara. Le danger s'installait dans le camp des Suédois, réduits à user d'expédients pour le repousser. L'une des nombreuses fautes commises sur Medford causa leur perte : Roger Flores, libre de ses mouvements au premier poteau, reprenait de la tête le coup-franc ajusté par Cayasso (76e minute).

Hernan Medford achevait lui-même le chef-d'œuvre à quatre minutes de la fin. Seul face à Thomas Ravelli, son pied n'a pas tremblé. D'un tir croisé, il a expédié son pays au paradis des huitièmes de finale. Sur les trois matches disputés en Italie, cette qualification n'est pas usurpée. Petit Poucet du groupe C, le Costa-Rica a produit un spectacle à la brésilienne, inspiré et efficace.

Comment diable Milutinovic s'y est-il pris pour discipliner à ce point ces joueurs fantasques ? Pédagogue, ce technicien aime faire passer ses idées sur le football, mais il choisit soigneusement son auditoire. Ainsi, il a créé un petit scandale en retirant de l'équipe des vedettes comme le défenseur Enrique Diaz et l'attaquant Evaristo Cornado, abonnés *depuis dix ans à la sélection. Bora* les jugeaient peu perméables au nouveau discours. Déjà vénéré au Mexique après le Mundial de 1986, il retournera en héros à San-José. A cinquante et un ans, il est en passe de devenir le grand homme de cette région du monde.

Cocktail d'expérience et de jeunesse

Pour le Costa-Rica, la participation au second tour du Mondiale est une apothéose, venant après une série de succès internatio*naux : qualification aux Jeux* olympiques de 1984, participation au Mondial cadets de 1985, puis au Mondial juniors de 1989. La Suède, en revanche, rentre bredouille alors qu'elle était venue chercher confirmation de ses progrès. Absente des phases finales de la Coupe du monde depuis 1978, elle n'a pas non plus participé aux trois derniers championnats d'Europe. Mais cette traversée du désert touche à sa fin. La Suède sera au prochain Euro 92 puisqu'elle l'organise.

Les Suédois gardent l'espoir d'y briller. Leur football tire en effet bénéfice de la mise en place progressive du professionnalisme dans le pays. Les clubs ont montré la voie. Après Malmoë, finaliste de la coupe d'Europe des clubs champions en 1979, l'IFK Göteborg a remporté deux fois la Coupe de l'UEFA en 1982 et en 1987. *Nommé en 1985, Olle Nordin*, le sélectionneur suédois, a utilisé ces fondations pour rebâtir une équipe tout en entreprenant la rénovation du style suédois, jusque-là limité à une défense frileuse.

La Suède de 1990 est un cocktail d'expérience et de jeunesse. Les *anciens comme Glenn Strömberg*, Christ blond peu enclin à tendre la joue gauche, sont les garants de la tradition musclée. Jonas Thern, Joakim Nilsson, Klas Ingesson et surtout Tomas Brolin, un attaquant joufflu que guignent les recruteurs européens, représentent l'avenir.

Olle Nordin a deux ans pour donner du rythme à l'ensemble et résoudre les carences offensives. C'est à ce prix que le football suédois peut espérer succéder à son voisin danois parmi l'élite mondiale.

JEAN-JACQUES BOZONNET

La bourse aux surdoués du ballon

Les affaires vont bon train autour des transferts de joueurs. Principaux acteurs, les opulents clubs italiens

ROME

de notre envoyé spécial

Le Belge est en hausse, le Soviétique en baisse . L'Africain ne cesse de grimper, l'Allemand reste une valeur sûre. Le Yougoslave ? En sursis. Le Néerlandais ? Prudence. Le Mondiale des affaires, celui qui compte en dollars et non en lires, va de pair avec celui du ballon. Vaste « corbeille » où les agents de joueurs et les présidents de clubs se pressent comme les yuppies obsédés du Dow Jones, la Coupe du monde s'apparente parfois à une gigantesque foire aux surdoués de la balle. Les prestations convaincantes appellent les offres alléchantes. Les mauvaises performances entraînent une chute de la cote.

Si les vedettes internationales, les Van Basten, Maradona et autres Waddle, tentent surtout de tenir leur rang, d'autres joueurs, un peu moins connus et beaucoup moins exigeants du point de vue financier, profitent du tournoi pour séduire les recruteurs qui pullulent en Italie car tous les clubs complètent justement leurs effectifs en cette période estivale.

Les rares Brésiliens, Uruguayens ou Argentins qui évoluent encore en *Amérique* du *Sud* cherchent à démontrer qu'ils savent manier le ballon ailleurs qu'à Rio, Montevideo ou Buenos-Aires. Les Egyptiens ou les Camerounais, par leurs performances du premier tour, incitent les clubs européens à se tourner vers le réservoir africain (*le Monde* du 20 juin). Le fait que cette quatorzième édition du tournoi mondial ait lieu au pays du football roi ne fait qu'accroître la motivation. Quel joueur ne rêve pas de planter ses crampons sur les pelouses de cet eldorado dont huit équipes participeront aux différentes Coupes d'Europe la saison prochaine ?

Tous les ans, les dirigeants italiens sont les « golden boys » du marché. Présidents et imprésarios parcourent la planète, les devises dans une poche, la calculette dans l'autre. Cette année, consécration suprême, ils n'ont pas à se déplacer. Les joueurs sont là, à portée de carnet de chèques. Alors, ils multiplient les contacts. La rubrique « *mercato* » (marché) occupe chaque jours deux pages des quotidiens sportifs. Elle connaît davantage de succès que tous les compte-rendus de match. L'Italie du football se passionne toujours plus pour ses clubs que pour les sélections, fussent-elles les meilleures du monde.

Outre les transferts de joueurs italiens, les tifosis sont donc informés des tractations internationales. L'entraîneur de Torino s'intéresse à l'Anglais Gary Lineker ? Base de négociation : 20 millions de francs. Le président de Bologne voudrait engager le Roumain Florin Raducioiu ? Le dossier est sur le bureau *du ministre des sports*, à Bucarest.

Vendre ou mourir

De Naples à Bari, de Cagliari à Udine, les rumeurs circulent. L'AS Roma serait prête à débourser *33 millions de francs pour le Brési*lien de Benfica Lisbonne, Santos Aldaïr. La Sampdoria de Gênes serait tentée par le Suédois Joakim Nilsson, l'autre club de la ville, la Genoa, étant disposée à enrôler le second Soviétique de la Juventus, Sergueï Aleïnikov. Le Belge d'Auxerre, Enzo Scifo, aurait, quant à lui, été approché par l'équipe de Lecce mais il restera en Bourgogne. Et Maradona en personne aurait téléphoné à la vedette allemande Lothar Matthaus pour le convaincre de quitter l'Inter de Milan pour le rejoindre à Naples...

Au-delà des rumeurs, certains contrats viennent d'être conclus : le Soviétique Alexander Zavarov (Juventus de Turin), d'abord annoncé à Parme, vient de signer à Nancy pour trois ans. La vedette roumaine Marius Lacatus jouera en Italie, à la Fiorentina.

Avec leurs francs, leurs pesetas ou leurs *livres sterling*, les autres clubs européens sont relégués sur le banc de touche. Ils observent, notent, approchent mais concluent rarement et doivent parfois se contenter d'une sorte de « second marché », celui des joueurs d'avenir encore relativement peu demandés. Les vraies vedettes sont réservées aux Italiens.

L'opulent et prestigieux Real Madrid lui-même n'est pas mécontent d'avoir acquis le meneur de jeu Roumain Gheorghe Hagi (6 millions de dollars) avant la coupe du monde, autrement dit avant qu'il ne succombe aux appels d'offres du Calcio.

Cette frénésie, si elle profite aux joueurs et à leurs comptes en ban*que, irrite au plus* haut point les entraîneurs soucieux de les protéger contre les nuisances extérieures. Déjà occupés à les préserver de toute tentation festive ou sexuelle, ils sont obligés de les mettre en garde contre ces propositions parfois mirobolantes qui *feraient tourner la tête à plus d'un* avant-centre à la veille d'un match important. Certains entraîneurs vont jusqu'à soupçonner des manœuvres de déstabilisation orchestrées par de futurs adversaires...

Mais au sein de ce vaste marché qu'est le Mondiale, les plus déboussolés restent sans aucun doute les dirigeants de clubs des pays exportateurs de joueurs. Qu'ils soient brésiliens, uruguayens ou yougoslaves, ils ne savent plus s'ils doivent se réjouir des flots de devises à venir ou craindre les conséquences sur le rendement de leur équipe.

Ont-ils vraiment le choix ? Vendre est impératif. Les dollars amassés dans les banques de Rio ou de Belgrade, permettent à leurs clubs de survivre, comme le confirme Josef Berensztejn, vice-président de Flamengo (Rio) le club le plus populaire du Brésil qui laisse partir chaque année ses meilleurs joueurs : « *Je peux tout au plus leur offrir 2 500 dollars par mois. Comment pourrais-je refuser les centaines de milliers de dollars que l'on me propose pour les engager ? Cet argent me permettra de former les six mille jeunes que compte Flamengo, d'améliorer les structures, les installations. Pour tous les clubs brésiliens, le problème est le même : c'est vendre ou mourir.* » C'est le moment où jamais.

PHILIPPE BROUSSARD

HORS-JEU

Trente millions de tifosis

CAGLIARI

de notre envoyé spécial

Malheureux touristes améri*cains ! Ils croyaient découvrir le* pays de la douceur de vivre et de la culture, des souliers de cuir et des tagliatelles au saumon et les voilà chez les fous ! Ils quittent le Michigan en quête d'histoire et d'exotisme raffiné et se retrouvent confrontés à un *peuple qui, tous les trois jours*, cesse de rire, manger, lire, sortir, et penser.

L'affaire dure tout au plus une heure et quarante cinq minutes, le temps d'un match (mi-temps comprise) de l'équipe d'Italie. A chaque fois, c'est le même *scénario. L'Italie retient* son souffle avant de se déchaîner. A Milan, la place du Dôme est aussi déserte que le Ténéré un soir de vent de sable et les marches de la Scala n'accueillent que des pigeons trop heureux de l'aubaine.

A Rome, il est enfin possible de dépasser les cinquante kilomètres à l'heure en voiture. A Vérone, les fiancées abandonnent les fraîches ruelles de la vieille ville. Dans les restaurants de Bologne, la capitale gastronomique, il est conseillé de passer commande avant *le match* pour être servi à la mi-temps.

Jusque dans les plus petits villages du Frioul, le visiteur non averti entendra à chaque coin de rue le même commentaire enthousiaste. Il sursautera aux mêmes cris, de colère ou de joie, parfois ponctués de bris de vaisselle. Mardi 19 juin, ils étaient près de trente millions à suivre à la télévision le match contre la Tchécoslovaquie. Des modestes Pouilles à l'opulente Emilie-Romagne, l'Italie ne vit pas le football, elle le dévore. Surtout lorsqu'il est fait maison.

Si la Squadra de Roberto Baggio et de Franco Baresi gagne, l'affaire tourne en effet à l'hystérie. Les villes fantômes se peuplent soudain d'une foule délirante et joyeuse. Les jeunes romaines plongent dans les fontaines d'une ville éternelle plus *embouteillée que jamais. Même* la paisible Bari, « porte de l'Orient » tournée vers l'Adriatique, dans le sud du pays, s'encanaille au jeu de la fibre patriotique, sort ses crécelles et ses drapeaux.

A Cagliari, un interminable ballet motorisé anime les avenues du bord de mer jusqu'à une heure avancée de la nuit. Chez lui, dans les quartiers résidentiels, le maire de la ville sarde, M. Paolo de Magistris, qui passe pour un dangereux *hurluberlu car* il n'aime pas le foot, se demande sans doute une nouvelle fois : « *Mais pourquoi se passionnent-ils tant pour ce sport ?* »

Ph. Br.

Le point

GROUPE C

Brésil b. Ecosse 1-0.
Costa-Rica b. Suède 2-1.
Classement : 1. Brésil, 6 pts ; 2. Costa-Rica, 4 pts ; 3. Ecosse, 2 pts ; 4. Suède, 0 pt.

A LA TELEVISION

Jeudi 21 juin : Belgique-Espagne à 17 heures (TF1) ; Corée du Sud-Uruguay à 18 h 45 en différé (la Cinq) ; République d'Irlande-Pays-Bas à 21 heures (A2) ; Angleterre-Egypte à 23 h 25 en différé (FR3).

Vendredi 22 juin : pas de retransmission (journée de repos avant les huitièmes de finale).

(Publicité)





SOLDES D'ÉTÉ

CETTE SEMAINE,

Une page pleine de bonnes affaires. En effet, le cœur de la capitale bat au rythme des soldes des collections printemps-été. Redonnez un coup de jeunesse à votre garde-robe estivale, sans que cela ne grève votre budget. Nous avons ici réuni tous les éléments nécessaires pour cela. Il vous suffit maintenant de lire cette page et de prendre le temps d'aller droit au but ! Mais il faut également « fouiner » car, si nous avons fait une sélection en vous racontant quelques détails, ici et là, les boutiques vous réservent encore plein de surprises. Pour les découvrir, à vous de faire un peu de « sport », tout de même ! Vous verrez que l'effort en valait bien la chandelle !

• CHAUSSEZ-VOUS BIEN

Bowen c'est, comme vous le savez, une marque de chaussures absolument superbes, qualité et style *confondus ! Et c'est l'heure de* ses soldes pour des chaussures au « look » authentique. Voici de toutes les couleurs imaginables les fameux tennis classiques hommes, femmes et enfants, soldés a 100 F. Les chaussures « bateau », pour *hommes et femmes*, à seulement 300 F. Puis, ce que tout le monde attend, les chaussures classiques anglaises et américaines, cousues Good Year, afin de durer encore plus longtemps, en voici donc en soldes, elles aussi, à partir de 500 F. C'est le rêve à *vos* pieds autrement dit ! Bowen : 50, rue du Bac, 30, rue de Miromesnil à Paris et dans les grands magasins !

• PROMOTION DE SOLEIL

Michel Swiss, ce sont deux adresses que les étrangers en visite à Paris connaissent bien, et, pourquoi pas vous ? Chez lui on consent des remises importantes en perma*nence* ! Vous avez, *par exemple*, en ce moment, une promotion spéciale sur les produits solaires. Pour l'achat de produits tels Lancaster, Clarins, Orlane, Héléna Rubinstein... on vous offre, gracieusement, une eau fraîche d'été ! Bien entendu, Michel Swiss, c'est aussi et toujours la caverne d'Ali Baba pour les parfums, la maroquinerie, les foulards, les cravates, et on y *trouve depuis peu de la porcelaine* Haviland. 24, avenue de l'Opéra (ouvert de 9 h 30 à 19 h) et 16, rue de la Paix à Paris [2e étage, asc.] (ouvert de 9 h à 18 h 30).

• IMPERMÉABLES A 1 900 F

Dans le magnifique magasin Old England, les bonnes affaires ne *manquent vraiment pas*, pour madame d'abord, des vestes matelassées, longues, en coton, et réversibles à 1 500 F au lieu de 2 260 F. *Grand choix d'imperméables à partir* de 1 900 F, des tailleurs pantalon à 1 500 F au lieu de 2 260 F, la petite robe en coton de style safari, *à 590 F, soldée 390 F* sans oublier le rayon « chemisiers » dont les prix débutent à 350 F, en coton blanc autrichien, manches courtes, col Claudine et personnages brodés. Dans le rayon enfants, 30 % de réduction sur un grand choix de modèles. Pour messieurs, plein de costumes soldés à 2 650 F, prince-de-galles, habillés croisés, fantaisie, unis ou, encore, en laine fine et de divers styles à 1 650 F. 12 bd, des Capucines 75009 Paris.

• *50 % CHEZ DAKS.*

Chez Daks, il s'agit de véritables soldes et, si vous avez eu l'œil sur quelque chose de spécial, c'est le moment d'agir ! Voici, par exemple, les vestes typiquement Daks, en laine fine, coton ou lin, soldées à 30 % et, sur certaines autres vestes, les remises vont jusqu'à 50 %. Si vous aimez les chemises 100 % coton suisse, les voici soldées à 30 %. Pour madame, des vestes, des tailleurs et des jupes soldées de 30 à 50 %. Vous trouverez égale*ment une sélection de chemisiers* manches courtes soldés à 50 %. Rappelons que la mode Daks réussie à marier le style classique à une touche personnelle, ce qui a fait d'elle en quelques années un des grands noms de la mode britannique. Daks Paris, 269, rue Saint-Honoré 75001 Paris.

• FÊTE OU SOLDES !

Chez Good Life, les soldes ressemblent plutôt à une fête, comme chez Harrod's à Londres où c'est un peu la folie, car ici, les soldes sont vraies et les gens qui le savent font la queue depuis le petit matin ! Des remises allant de 20 % jusqu'à 60 %, et parfois plus encore sur certains articles. Voici donc des vêtements de loisir anglo-saxons avec, notamment, une très, très belle *qualité de cuir comme* par exemple, des déclinaisons de leur fameux blouson « l'Introuvable », à col et à boutons, au prix de 4 880 F *mais qui sera soldé à moins de* 2 000 F. Pour le rayon des chemises, pyjamas et caleçons, vous avez un choix impressionnant de *coloris et de tailles, toujours griffés* « Good Life », *of course !* 33, rue de l'Assomption et 3, rue de Solférino à Paris.

• ON BRADE TOUT

C'est la plus grande braderie de Paris, en ce moment, au Club des Dix où tout doit disparaître avant la fin du mois. Alors courez-y pour *trouver, par exemple, de magnifiques* blousons Valentino, en laine, pour seulement 500 F, c'est aussi le prix des blazers en pure laine. Plein de costumes *dans des styles* différents et des matières diverses à partir de 900 F. Signés du grand couturier Louis Féraud, vous trouverez trois chemises pour 500 F et deux pantalons, également au prix de 500 F. Les cravates en soie sont à 100 F. N'oublions pas davantage le rayon pour femme qui propose des robes à partir de 300 F et des jupes à partir de 200 F. Alors, on y court, 58, fbg Saint-Honoré 75008 Paris au 1er étage.

• POUR UN HOMME ÉLÉGANT

L'élégance masculine ne change jamais d'adresse, c'est pourquoi La Vogue se trouve toujours à deux pas de l'Opéra Garnier, au 38, bd des Italiens. M. Chataignier vous y proposera un grand choix de chemisettes en voile de coton, d'une finesse extrême, signées Pierre Cardin, à 419 F. Voici également la ligne Alain Delon, avec un costume en draperie légère à 3 250 F et ses cravates très fleuries à 319 F. Un ensemble de soie : caleçon, cravate et pochette dans un coffret pour papa à *727 F. Un costume fantaisie* Louis Féraud, très agréable et très léger, à 2 690 F. Pour votre yacht sur la Côte d'Azur, vous aimerez sans doute les blousons à manches kimono, en plusieurs coloris, à 590 F, ou alors les polos en coton mercerisé de Christian Dior, à 519F.

• LA CHAUSSURE ANGLAISE A PARTIR DE 450 F

L'élégance hors du temps, c'est un cadeau toujours sûr pour un père, surtout lorsqu'il s'agit de chaussures. Et, justement, les modèles que propose Ashford ont tous cette élégance-là. Fabriquée en Angleterre, la collection demeure classique on ne peut plus. Les modèles sont proposés en trois coloris, gold, noir ou bordeaux, dans des styles richelieu, mocassins, derby boots ou chaussures de golf. Toujours cousus Good-Year pour assurer une longue vie. Bref, un rapport qualité-prix extraordinaire les jours normaux, et encore plus maintenant puisqu'ils sont en solde. Voici des richelieu à partir de 450 F. Existent du 38 au 48 1/2 par demi-pointures et plusieurs largeurs. 4, rue du Général-Lanrezac et 24, rue de Châteaudun à Paris.

• LA *GRIFFE* A PRIX DOUX

Chez Aquascutum, on solde, et même le summum, à savoir les grands classiques ! Les imperméables, tissés à l'ancienne, à moins 20 % ! les trench-coats pour homme et femme raglan et simple, également moins 20 % en pur coton et 25 % en matérian mélangé, enfin, 30 % sur les autres imperméables divers. Pour madame, les tailleurs superbes en laine et soie à 5 000 F sont soldés à 50 %. Pour messieurs, les vestes sont soldées de 30 à 50 % et les costumes de 40 à 50 %. Les pulls classiques en cachemire à 20 %, les cardigans en lambswool violet, jaune ou crevette soldés à 30 %, les pulls en camel-hair à col cheminée au prix de 2 300 F sont soldés à 1 150 F, les chemises classiques en popeline de coton à 20 % et les jupes, pour ces dames, à 50 %, entre autres ! 10, rue Castiglione à Paris.

• UNE LIGNE COMPLÈTE POUR HOMME

Marcel Lassance griffe une ligne complète pour homme. C'est ici que se donnent rendez-vous les hommes politiques et les comédiens et plus que jamais puisque voici les soldes ! Par exemple, les fabuleux costumes en soie lavée à 3 950 F au lieu de 5 990 F, en super 100 à 4 350 F au lieu de 6 350 F. Voici encore des vestes en fin de série à 950 F. Pour les pantalons en gabardine de coton, il y a un choix d'une dizaine de couleurs à 560 F au lieu de 795 F. Les chemises à 495 F au divers cols soldées à 290 F tandis que toutes les chemises imprimées, y compris les fleuries sont soldées à 50 %, tout comme les cravates. Les pulls et les polos, ainsi que le sportswear à 40 % et les chaussures à 35 %. 17, rue du Vieux-Colombier et 21, rue Marbeuf à Paris.

Ça vient de sortir

Faites la valise

Une valise dure et rigide comme du béton, mais légère, ne pesant que 4,3 kg pour une capacité de 74 litres ! Elle est signée Supérior. Il s'agit d'une valise injectée qui s'appelle « S », et « SL » pour la version luxueuse. Facile à utiliser, avec poignée et roulettes solides. Aménagement intérieur subtil avec sangles et poches. Un rêve, comme son prix, de 580 F à 850 F.

Laissez-vous guider !

Voici le livre indispensable pour tout homme qui se prépare au célibat du mois d'août, la Cuisine au micro-ondes, *paru dans la série des guides verts chez Solar. Il contient 400 recettes et permettra de tout préparer, même si vous êtes nul, car chaque recette est clairement expliquée, point par point, 150 F. Pour se refaire une santé spirituelle, voici, chez Vernal/Philippe Lebaud,* les Refuges de l'âme, *un guide des lieux de méditation et de renaissance, « testés » par Monique Cabré et Pierre Dhombre, 78 F. Et enfin, chez* Sélection du Reader's Digest, *un guide de la France routière et touristique très astucieux, avec un pliage étonnant qui permet d'avoir la carte routière avec, à l'intérieur, une sélection touristique du département, c'est vraiment très bien fait ! Par correspondance au tél. : 46-64-16-16.*

Au soleil.

Dans la gamme solaire Pier Augé, la grande nouveauté de l'été est le soin solaire anti-rides haute protection à indice 11/13, spéciale pour les peaux très sensibles et résistant à l'eau, 140 F le tube. Les « Ambre Solaire » ne sont plus dans leur flacon en verre mais dans des tubes en plastique, pourtant ils sentent toujours délicieux et proposent, (c'est nouveau) un soin autobronzant hydratant pour le visage, et qui ne graisse pas, 35 F ! Chez Estée Lauder il y a un nouveau lait après solaire pour le visage et le corps à base de l'aloë vera et de vitamine E qui chasse les vilains radicaux libres !

L'échelle intelligente.

Voici pour 595 F chez Castorama une échelle multipose tout à fait surprenante. Elle peut se plier de plusieurs façons et ainsi trouver des utilisations très différentes, puisqu'elle peut aussi bien devenir escabeau qu'échafaudage et bien d'autres choses encore, 595 F.

Un été exotique.

C'est ce que propose Christian Dior avec son maquillage au pourpre flamboyant, au blanc multicolore qui adoucit le gris et illumine le bleu. Tout un programme, et, pour les yeux, voici la nouvelle teinte de mascara parfait, le Jade, jusqu'au bout des cils vous serez irrésistible. 90 F le mascara et 190 F la palette de cinq couleurs.

Peau sèche ?

Si vous avez besoin d'hydrater votre peau, ce qui n'a rien d'étonnant, voici une crème nouvelle et formidable d'Yves Saint Laurent, « Hydra Perles », qui non seulement hydrate la peau mais la protège en même temps, tout en la laissant respirer. Cela grâce à un système ternaire à base de perles, d'huile perfluorée, d'huile de silicone et de solution aqueuse. C'est une grande première en cosmétologie, qu'on se le dise ! 240 F.

Prêts pour l'aventure.

Gérard Henon, le maroquinier, vient de créer une nouvelle ligne de bagages pour les sportifs, « Original Explorers », en polyester enduit mais restant souple et très résistant, rebrodé de son nom et d'une panthère en plein élan, tout pour plaire aux petits durs prêts pour l'aventure. En cinq versions différentes de couleurs bicolores endiablées. 325 F le sac marin à double portage !

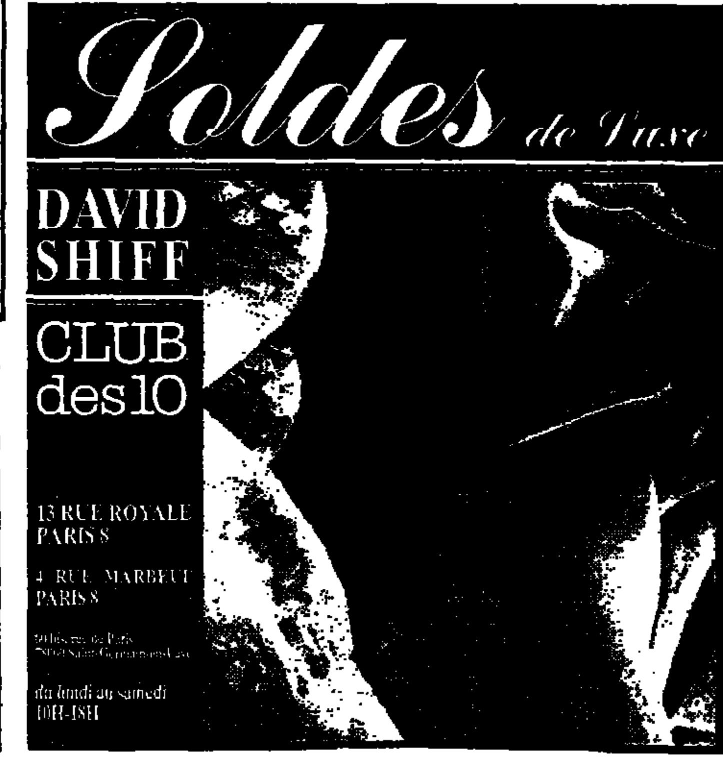
GUNNAR P.

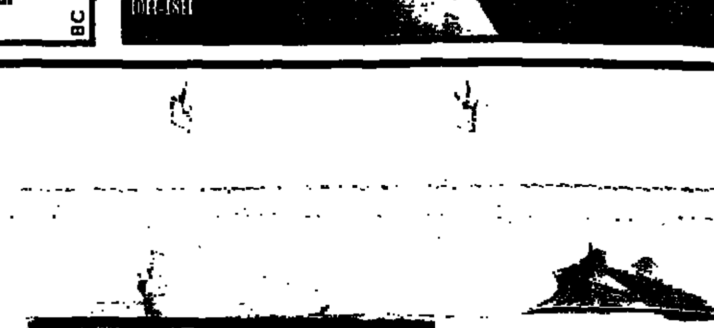
Dans la page « FÊTE DES PÈRES » du 14 daté 15 juin, il fallait lire dans le commentaire concernant la boutique LAVOGUE : **Polos en coton mercerisé de Christian DIOR à 519 F.**











AGENDA

EXPOSITIONS

JEUDI 21 JUIN

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

MARINA ABRAMOVIC & ULAY. Galeries contemporaines. Jusqu'au 19 août.

LES CONCOURS D'ARCHITECTURES PUBLIQUES. Forum. Jusqu'au 27 août.

RAYMOND HAINS. Galeries contemporaines. Jusqu'au 19 août.

IMAGE, IMAGES. Atelier des enfants. Jusqu'au 1 septembre.

METRO-ART. Art et architecture des métropoles. Galerie du forum. Jusqu'au 2 juillet.

NOUVEAU DESIGN A LONDRES. Galerie des brèves Cci. Jusqu'au 27 août.

JEAN-LUC PARANT. Musée national d'art moderne. Jusqu'au 10 juillet.

EDOUARD PIGNON. Musée d'art moderne. Jusqu'au 10 juillet.

ALVARO SIZA. Galerie des dessins d'architecture. Jusqu'au 3 septembre.

TERRE ÉLUE - TERRE RÊVÉE. Else Lasker-Schüler, Mania Cho'Hat. Galerie de la BPI 2 étage. Du 26 juin au 3 septembre.

ANDY WARHOL, RÉTROSPECTIVE. Grande galerie, 5 étage. Du 21 juin au 10 septembre.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-53-17). T.l.j. sf mar. de 12 h à 21 h 45.

ACQUISITIONS RÉCENTES DU MUSÉE. Hall Napoléon. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 23 juillet.

LE GUERCHIN EN FRANCE. Pavillon de Flore. Entrée : 27 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 12 novembre.

HOUEL : VOYAGE EN SICILE. Hall Napoléon. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 26 juin.

LES NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES ARTS GRAPHIQUES. (1984-1989). Pavillon de Flore. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 27 août.

POLYPTYQUES OU LE TABLEAU *MULTIPLE DU MOYEN AGE AU XX• SIÈCLE*. Hall Napoléon. Entrée : 25 F, possibilité de billets couplés avec le ticket d'entrée au musée. Jusqu'au 23 juillet.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 31 décembre.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30. Visite commentée gratuite les jeudis à 15 h.

JEAN-MARC BUSTAMANTE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 juin.

THOMAS SCHUTTE. A.R.C. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 juin.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower.

ART PRÉCOLOMBIEN DU MEXIQUE. Galeries nationales (42-89-54-10). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 30 juillet.

COMPARAISON. Dessin et peinture à l'eau. Nef (42-56-09-24). T.l.j. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 26 juin.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rivages - cent photographies en noir et blanc, huit autochromes. Galeries nationales (42-56-37-11). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août.

JOSEPH WRIGHT OF DERBY. (42-89-54-10). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 23 juillet.

MUSÉES

ANIMAUX ET PAYSANS. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 septembre.

LES ANNÉES V.I.A. Valorisation de l'innovation dans l'ameublement. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 26 août.

ARCHITECTURE EN TERRE DE PIERRE CULOT. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 25 juin.

L'ART DU PAYSAGE DE AU HONIEN. Musée Cernuschi, 7, av. Vélasquez (45-63-50-75). T.l.j. sf lun. et les 14 juillet et 15 août de 10 h à 17 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 septembre.

L'ART PREND L'AIR. Cerfs-volants d'artistes. Grande Halle de la Villette, 211, av. *Jean-Jaurès (42-40-27-28)*. T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 juillet.

BANG & OLUFSEN. Design et technologie. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 septembre.

GLEN BAXTER. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 4 août.

BRONZES ANTIQUES. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h, jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 juillet.

COULEURS DE LA VIE. Bibliothèque Nationale, galeries Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.l.j. de 12 h à 18 h, mercredi jusqu'à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 octobre.

EDWARD S. CURTIS, IMAGES DE L'OUEST AMÉRICAIN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 10 septembre.

DES ARTISTES A LA COUPOLE, MONTPARNASSE 1918-1940. *Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle* (45-48-67-27). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 septembre.

JAMES ENSOR. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Visites-conférences les jeudis et samedis à 14 h 30 (22 F). Entrée : 28 F. Jusqu'au 22 juillet.

FRÈRE CASTIGLIONE, 1688-1766, PEINTRE DE L'EMPEREUR DE CHINE. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 16 F. Jusqu'au 16 juillet.

GO WEST. Photographies de l'Ouest américain à la fin du XIX• siècle. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (comprenant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 15 septembre.

HOMMAGE AUX TILLEULS ET A RODIN PAR FRANÇOIS MORELLET. Musée Rodin, hôtel Biron, parc, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h. Du 26 juin au 30 septembre.

IMAGINAIRE POSTAL 1990. *Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard* (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 30 juillet.

JEUX DE MIROIR. Actualités d'hier et d'aujourd'hui. Bibliothèque Nationale, passage Colbert, galeries-vitrines, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. sf dim. et fêtes de 9 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

ANDRÉ KERTESZ. Ma France. *Palais de Tokyo, 13, av. du Président-*Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comprenant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 20 août.

MALI-MAAO BOGOLAN, ARTS GRAPHIQUES. Musée national des arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F (13 F dim.). Jusqu'au 3 septembre.

JULES ET PAUL MARMOTTAN COLLECTIONNEURS PRESTIGIEUX AU MUSÉE. Marmottan. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (42-24-07-02). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre.

PARIS D'HOSPITALITÉ. Pavillon de l'Arsenal, 2 étage mezzanines Sud et Nord, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, *dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au* 9 septembre.

PARIS RACONTÉ PAR L'IMAGE D'EPINAL. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Cycle de conf. : histoire générale de Paris le jeudi de 18 h 15 à 19 h 30 Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 août.

FRANÇOIS ALEXANDRE PERNOT (1793-1865). *Musée de la vie romantique* - Maison Renan-Scheffer, 16, rue Chaptal (48-74-95-38). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 juillet.

PIÈCES D'ÉCHECS. Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.l.j. de 13 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

PLUMES & EN-TÊTES. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 22 septembre.

PRIX NIEPCE 1990, PHOTOGRAPHIES DE HUGUES DE WURSTEMBERGER. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 10 septembre.

LA PROPAGANDE SOUS VICHY. 1940-1944. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, cour d'honneur (45-55-30-11). T.l.j. sf lun. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 16 F. Jusqu'au 21 juillet.

RODIN ET LA CARICATURE. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne *(47-05-01-34). T.l.j. sf lun. de 10 h à* 17 h 45. Entrée : 20 F. Du 26 juin au 30 septembre.

LE ROI GUSTAVE III ET LE THÉÂTRE AU XVIII• SIÈCLE. Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (45-62-39-94). T.l.j. de 10 h à 18 h 30. Visite-conf. les mar. et jeu. à 12 h 30, sam. à 14 h 30. Rens. : 42.25.08.77. Entrée : 35 F. Jusqu'au 31 juillet.

ROUGEMONT - ESPACES PUBLICS ET ART DÉCORATIF. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 19 août.

SCULPTURES CONTEMPORAINES DU ZIMBABWE. Musée national des Arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30 sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F, 13 F (dim.). Jusqu'au 30 juin.

LE THÉÂTRE DE LA MODE. Musée des Arts de la mode, pavillon de Marsan, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre.

TREMPLIN POUR DES IMAGES N• 8. Centre national de la photographie, *Palais de Tokyo, 13, av. du Président-*Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 10 septembre.

TROIS CONCOURS LANCÉS PAR *LA VILLE DE PARIS*. Pavillon de l'Arsenal, galeries d'actualité, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de *11 h à 19 h*. Jusqu'au 31 août.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 16 F (billet donnant droit à la visite du musée). Jusqu'au 1 octobre.

CENTRES CULTURELS

EXTRAITS LA COLLECTION DU MUSÉE DE L'ELYSÉE. Un musée pour la photographie, Lausanne. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-38-38). T.l.j. sf lun. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 6 juillet.

BAYA, CHAIBIA, FAHRELNISSA, TROIS FEMMES PEINTRES. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-*Saint-Bernard* (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 août.

VINCENT BIOULÈS. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 17, quai Malaquais (42-60-34-57). T.l.j. sf mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 14 juillet.

BÉNIN, TRÉSOR ROYAL. Collection du Museum für Völkerkunde, Vienne. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. de 11 h à 19 h. Visites guidées jeudi à 15 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 23 septembre.

CENT RECETTES DE CUISINE DE DANIEL SPOERRI ILLUSTRÉES. Gœthe Institut, annexe Condé, 31, rue de *Condé* (43-26-09-21). T.l.j. sf sam. et dim. de 12 h à 20 h. Jusqu'au 28 juin.

LES COMPAGNONS DU DEVOIR : *LA GRANDE ÉCOLE DES MÉTIERS*. Espace AGF Richelieu, 87, rue de Richelieu (42-44-16-43). T.l.j. sf sam. et dim. de 8 h 30 à 18 h. Jusqu'au 27 juillet.

DESSINS VÉNITIENS DES COLLECTIONS DE L'ECOLE DES BEAUX-ARTS. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). T.l.j. de 13 h à 19 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 juillet.

DESSINS A *CHAUD*. Centre culturel de la République démocratique allemande, 117, bd Saint-Germain (46-34-25-97). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h, sam. de 15 h à 20 h. Jusqu'au 7 juillet.

LÉON GISCHIA. Paris Art Center, 36, rue Falguière (43-22-39-47). T.l.j. sf dim., lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 7 juillet.

NEMOURS. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (45-63-90-55). T.l.j. sf mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 juillet

OUKIVA TRENE SEBOT. *Par Jandu Bufé*, livres en jargons, livres illustrés. Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres (47-34-12-63). T.l.j. sf sam. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 6 juillet.

PLEINS FEUX SUR LA HAYE. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.l.j. sf lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 1 juillet.

PROMOTION 1990. Ecole d'Art Maryse Eloy, 48, rue Beaubourg (42-78-53-50). T.l.j. de 11 h à 19 h. Du 22 juin au 23 juin.

ERNESTINE RUBEN. Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des *Halles, place Carrée - 4 à 8, Grande* Galerie (40-26-87-12). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 15 juillet.

SUR LES PAS DE PALISSY. Le Louvre des antiquaires, 2, pl du Palais-Royal (42-97-27-00). T.l.j. sauf lun. de 11 h à 19 h. Entrée · 20 F Jusqu'au 7 juillet.

THE MARKET STREET GROUP. Group d'artistes contemporains de San Diego, Californie. Fondation Mona Bismarck, 34, avenue de New-York (47-23-38-88). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h. Du 21 juin au 7 juillet.

TIRE LA LANGUE, OU LES IRRÉGULIERS DU LANGAGE. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaunord, 125-127, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 août.

TRÉSORS DE LA FRISE. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.l.j. sf lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 1 juillet.

VIENNE 1815-1848. Un nouvel art de vivre à l'époque de Biedermeier. Château et trianon de Bagatelle, domaine de Bagatelle, bois de Boulogne (45-01-20-10). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 30 F, entrée du parc : 5 F. Jusqu'au 15 août.

PÉRIPHÉRIE

AUVERS-SUR-OISE. Autour du docteur Gachet. Musée Daubigny et office de tourisme, rue de la Sansonne (30-36-10-06). T.l.j. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 29 juillet.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Voyage en musique, cent ans d'exotisme. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. de 10 h à 21 h, dim. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 13 juillet.

BRÉTIGNY-SUR-ORGE. L'Injustifiable. Espace Jules Vernes, parc du Carouge, rue Henri-Douard (60-84-40-72). T.l.j. sauf dim., lun. de 10 h à 19 h. Du 21 juin au 28 juillet.

CHARENTON-LE-PONT. L'Estampe de Picasso à Soulages. Hôtel de ville, pavillon d'Antoine de Navard, 48, rue de Paris (43-68-62-60). T.l.j. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 juin.

LA DÉFENSE. Cent ans d'art belge. Grande Arche, foyer, socle de l'Arche (47-08-13-33). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 26 août. Cesar à La Défense. Espace Art Défense - Art 4, 15, place de la Défense (49-00-15-96). Jusqu'au 5 septembre.

IVRY-SUR-SEINE. Situation(s) Ivry. Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gosnat (46-70-15-71). T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h, dim. de 11 h à 17 h. Fermé le sam. et dim. pendant le mois d'août. Jusqu'au 23 septembre.

JOUY-EN-JOSAS. Andy Warhol System : pub pop rock. Fondation Cartier, 3, rue de la *Manufacture* (39-56-46-46). T.l.j. de 12 h à 19 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 9 septembre.

PONTOISE. Autour d'Otto Freundlich, œuvres du XX• siècle des collections du. Musée. Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier (30-38-02-40). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 2 septembre. œuvres impressionnistes et post-impressionnistes des collections. Du musée. Musée Pissarro de Pontoise, 4, rue Lemercier - 17, rue du Château (30-38-02-40). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 2 septembre.



LA FÊTE DE LA MUSIQUE A PARIS

Premier arrondissement

– *19 heures* : Théâtre du Châtelet : l'Ensemble orchestral de Paris joue Mozart. *20 h 30* : église Saint-Roch : Beethoven, par l'Orchestre symphonique et la Chorale ... , Sainte-Chapelle : Palestrina, Monteverdi, Brahms, Poulenc et Britten, par le Chœur Accentus. Auditorium du Louvre : les plus grands succès de la musique classique (retransmis en direct sur Canal Plus). Forum des Halles : Ensemble de la Fondation Rachmaninov. *21 heures* : rock sous le pont des Arts ; nuit brésilienne, place Sainte-Opportune. *21 h 30* : Palais Royal : podium RMC. (Malavoi passera à partir de 23 h 30).

Deuxième arrondissement

– *19 heures* : Auditorium de la Bibliothèque nationale : musique classique et jazz sans interruption jusqu'à 1 heure. *19 h 30* : Opéra-Comique : répétition publique de *Manon*, de Jules Massenet ; Grand Rex : le Trio d'Orsay interprète des fox-trot, des polkas, ragtimes, valses, marches des années 30.

Troisième arrondissement

– *20 heures* : square du Temple : les Gloires locales reprennent les *Beatles, Pink Floyd et les Rolling Stones*.

Quatrième arrondissement

– *20 heures* : place des Vosges : la chorale du CNRS chante de la musique française, italienne, espagnole et anglaise des seizième et dix-septième siècles. *20 h 30* : église Saint-Louis en l'Ile : le chœur d'hommes de Paris chante Brahms et Liszt ; hôtel de Sully : Emile Naoumoff et l'Ensemble Strings and Co, place Lépine : Orchestre d'har*monie des gardiens de la paix* ; rock place Stravinsky par Elephant et Castle. *21 heures* : cathédrale Notre-Dame de Paris : l'Orchestre national d'Ile-de-France, dans *l'Enfance du Christ*, de Berlioz. Hôtel d'Albret : soirée brésilienne. *22 heures* : place du Bourg-Tibourg : concert jazz.

Cinquième arrondissement

– *19 heures* : la Schola Cantorum reçoit dans sa salle (269, rue Saint-Jac*ques*). *Institut du monde arabe* : musiques arabes plurielles ; place Monge : podium rock. *20 heures* : jazz, place de la Contrescarpe. *21 heures* : concert rock par Opdekade, place de la Sorbonne.

Sixième arrondissement

– *18 heures* : Ecole des beaux-arts : rock et musique électroacoustique. *19 heures* : jardins du Luxembourg : concert jazz. *20 h 30* : à l'église Saint-*Germain des Prés, chants liturgiques* orthodoxes russes, par le Chœur Tchaikovski. Galerie de Nesle : groupes sud-américains ; rue Gozlin : l'Orchestre de chambre du Royaume de la musique interprète Bach, Vivaldi et Mozart. *21 heures* : place Saint-Sulpice : Festival de la foire Saint-Germain ; parvis du Théâtre de l'Europe : Festival des variétés.

Septième arrondissement

– *18 heures* : le Conservatoire national supérieur de musique joue sur une péniche, du Musée d'Orsay au parc de La Villette. *19 h 30* : Maison de l'Amérique latine : musique chilienne. *20 heures* : Champs-de-Mars : fanfare de l'Afreubo. *21 heures* : palais de l'UNESCO : musique classique et chants d'Europe centrale.

Huitième arrondissement

– *19 h 30* : Matignon : l'Orchestre *de Paris dans l'Ouverture des Noces de Figaro* et Bizet. *20 h 15* : salle Gaveau : audition publique de petites formations classiques et jazz ; place du Trocadéro : soirée variétés de TF1

Neuvième arrondissement

– *18 heures* : station Auber : grand podium RATP rock et jazz. *20 h 45* : mairie : l'Ensemble Jean-Walter Audoli présente Mozart, Barber et Bach.

Dixième arrondissement

– *de 21 heures à minuit* : place de la République : The Cure et The The

Onzième arrondissement

– *19 heures* : Home Plaza : groupes classique, jazz et rock, jusqu'à l'aube ; place de la Nation : spectacle rock et théâtre, place Léon-Blum : concert rock toute la soirée.

Douzième arrondissement

– *18 h 30* : Théâtre national de l'Opéra-Bastille : l'Orchestre de l'Opéra de Paris joue Messiaen, Ravel et Moussorgski. *19 h 45 : place de la Bastille* : concert rock avec Antenne 2 (Mory Kante, Kassav, Toure Kounda, Zouk Machine, Gipsy Kings, en duplex avec Washington). *20 heures* : square Courteline : concert de fanfares jazz. *20 h 30* : au Musée des arts africains et océaniens, hommage à Maurice Flouret.

Treizième arrondissement

– *18 heures* : place Jeanne-d'Arc : variétés, salsa, rhythm'n blues et rock.

Quatorzième arrondissement

– *18 h 30* : parc Montsouris : negro spirituals, bossa nova et jazz par l'Ensemble vocal Amalgam. *20 heures* : Cité internationale universitaire : opéra pour et par les enfants. *20 h 30* : parc Montsouris : musique classique par l'Orchestre de la SNCF (Offenbach, Meyerbeer, etc.)

Quinzième arrondissement

– *18 heures* : gare Montparnasse : musiques du monde, musiques actuelles.

Seizième arrondissement

– *21 heures* : Radio-France : les concerts de France-Musique sont ouverts gratuitement au public.

Dix-septième arrondissement

– *22 heures* : Espace européen : départ d'un défilé médiéval de musiciens et de chanteurs qui passera par le boulevard de Clichy et la place Pigalle.

Dix-huitième arrondissement

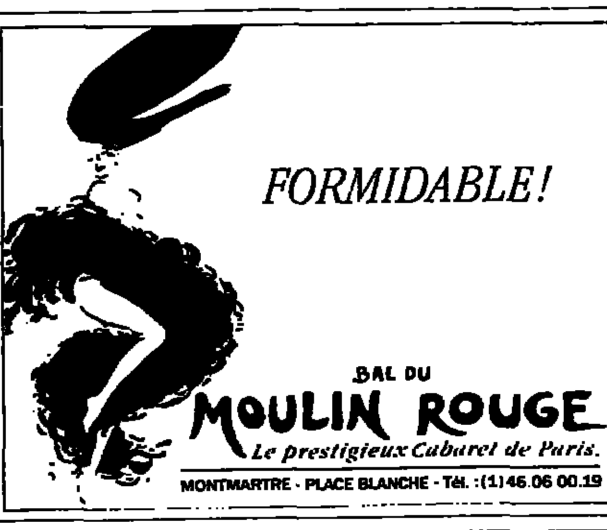
– *18 heures* : place Willette, face au Sacré-Cœur. Musique des troupes de Marine et chorale de quatre-vingt-dix Norvégiens.

Dix-neuvième arrondissement

– *18 heures* : place Stalingrad : rock par Blues du Nord. *20 heures* : Buttes-Chaumont, place Armand Carrel : l'Orchestre Contact interprète tous les styles de musique pour danser. *20 h 30*, Espace Laser : « Paris qui chante », variétés. *A partir de 18 heures* : parc de La Villette : le cent cinquantième anniversaire du saxophone est célébré par l'Orchestre d'harmonie du Conservatoire national de la région de Lille (Gluck, Ellington, etc.) ; à *19 heures*, Orchestre du Conservatoire national supérieur de musique de Paris (Satie, Bizet, Berlioz...) ; à *19 h 45*, Ensemble de saxophones du Conservatoire national de la région de Lille (Gershwin, Rimski-Korsakov, etc.) ; à *20 h 15*, Orchestre d'harmonie de la Garde républicaine et un quintette de cuivres (Debussy, Borodine, etc.) ; à partir de *21 h 30*, jazz avec le Big Band du Conservatoire national supérieur de musique de Paris.

Vingtième arrondissement

– *20 h 30* : église Saint-Germain de *Charonne* : chant choral par l'Ensemble vocal du Conservatoire municipal. *21 heures* : square Michel-de-Bourges : Des pieds et des mains, musique et danse africaines.



PARIS EN VISITES

VENDREDI 22 JUIN

« Exposition Wright de Derbie », 13 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (Approche de l'art).

« Grande arche et quartier de la Défense », 14 h 30, hall du RER la Défense, sortie L (P.-Y. Jaslet).

« Rues, maisons du Moyen Age autour de Saint-Gervais », 14 h 30, façade de Saint-Gervais (Paris pittoresque et insolite).

« Riches heures de la place Dauphine. La rue des Orfèvres et le grenier à sel au temps des corporations moyenâgeuses. Le Pont aux pleurs et les plus vieilles maisons de Paris », 14 h 30, 12, place Dauphine (I. Hauller).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Histoire du Marais : la rue du Temple, de la Barre-au-Bec à l'hôtel Jean-Bart », 15 heures, place de l'Hôtel-de-Ville, devant le bureau de poste (Monuments historiques).

« Le château de la reine Blanche, l'hôtel de Julienne et l'hôtel Scipion », 15 heures, 17, rue des Gobelins (D. Bouchard).

« Le quartier juif du Marais », 15 heures, métro Saint-Paul.

« Le Montparnasse des artistes », 15 heures, 171, boulevard du Montparnasse (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

Auditorium du Musée du Louvre, 12 heures (salle de conférences) : « Jordanie. Epoques nabatéenne et romaine : fouilles sur le site de Khirbet edh-Dharith », par F. Villeneuve (entrée gratuite) ; 12 h 30 : « Un peri muséographique audacieux à l'abbatiale Toussaint : la galerie David d'Angers », par V. Huchard ; 19 heures : « Vers le grand Versailles », par J.-P. Babelon.

11 *bis*, rue Keppler, 20 h 15 : « Définition et buts de la Loge unie des théosophes ». Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

AGENDA

EN BREF

□ **Un communiqué des sapeurs-pompiers de Paris.** – *La brigade de* sapeurs-pompiers de Paris informe les chefs d'entreprise que les seuls organes habilités à représenter les œuvres sociales sont : Allô 18 et La nuit du feu. Toute vérification peut être obtenue au 42-96-18-18.

□ **Solidarité avec les étudiants libanais.** – L'organisation Etu*diants du monde, fondée* en 1989 pour apporter une aide matérielle aux universités et aux lycées des pays démunis, après des opérations réussies en Roumanie et au Mali, crée un *« réseau de solidarité morale avec les étudiants libanais ».* Au nombre de quatre-vingt mille, ceux-ci poursuivent leurs études dans une douzaine d'universités du pays, en dépit des aléas dus à l'état de guerre, et ils ont surtout besoin de maintenir le contact avec le monde extérieur. Etudiants du monde vient de lancer l'opéra*tion « Correspondants* du Liban » et compte jumeler, en six mois, dix mille étudiants libanais avec autant de jeunes Français.

► **Etudiants du monde (président Mathieu Séguéla), BP 2136, 34026 Montpellier. Tél. : (16) 67-25-28-11. Télécopie : *67-66-18-93.***

□ **Admission des personnes âgées à titre temporaire pendant l'été.** – Comme chaque année, l'Assistance publique-hôpitaux de Paris met à *la disposition des personnes âgées* dépendantes des lits hospitaliers à titre temporaire pendant les trois mois d'été (juillet, août, septembre). Cet hébergement a pour but *d'apporter une aide momentanée* aux familles qui ont la charge à domicile d'un parent âgé et dépendant.

► **Les inscriptions sont reçues à : Assistance publique-hôpitaux de Paris, bureau d'accueil et de l'hospitalisation des personnes âgées, bureaux 155 et 156, 3, avenue Victoria, 75004 Paris. Tél. : (1) 40-27-38-26 ou 31-55 ou 39-18 ou 31-56 ou 37-36.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5287

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I						■			
II									
III					■				
IV				■		■			
V		■							■
VI				■					
VII				■					
VIII		■						■	
IX						■			
X	■				■				
XI			■						

HORIZONTALEMENT

I. Son oiseau l'aide à construire des nids. Où certaines ne pensent qu'à se remplir les poches. – II. Nombreuses sont celles qui se retrouvent un jour ou l'autre avec un bâton à la main. – III. Visible sur une dent. Limitent le nombre des sorties. – IV. Condamné *aux arrêts forcés. Ce qu'on met des*sus n'y reste guère longtemps. – V. Pour qu'il soit fauché, il a bien fallu *faire certaines dépenses.* – VI. *Avait,* auparavant, un nom bien plus long. Ceux qui ont échappé à l'hécatombe. – VII. A un lit « jaune » et « rouge ». Employé par celui qui a le dernier mot. – VIII. Femme à tout faire. – IX. Fait un travail qui peut porter sur les nerfs. Qui ne doit pas craindre d'aller se faire voir. – X. Ses mem*bres avaient plutôt intérêt* à être actifs. Troublée par celui qui donne un coup d'épée dans l'eau. – XI. Les quatre saisons. Concernées *de près* par un travail qui a pu être fait à l'œil.

VERTICALEMENT

1. Un qui a du travail sur la planche. – 2. *Conseillés à celui* qui veut faire le point sans tarder. Pronom. La femme à barbe. – 3. Des femmes que l'on *met véritablement à l'épreuve.* – 4. Echappe à la foule. Permet à la foule de s'échapper. – 5. Conjonction. Pas assez forte pour tenir les rames. – 6. Symbole. Il n'était pas dans son intérêt de trop tirer sur la corde. En trop. – 7. Fait un exercice. – 8. Pour celui qui n'a pas fait un exercice. Est plus importante au Nigéria qu'aux Pays-Bas. – 9. Entre dans le quartier. Destinées à accompagne les légumes.

Solution du problème n° 5286

Horizontalement

I. Godasses. – II. Adorables. – III. Géranium. – IV. Noé. Gr. Aa. – V. *Enucléé.* – VI. *Rai. Psi.* – VII. *Ré.* Sérias. – VIII. Chère. – IX. Four. Anar. – X. Alène. Ame. – XI. Réservoir.

Verticalement

1. Gagneur. Far. – 2. Odéon. Ecole. – 3. Doreur. Hués. – 4. Ara. Caserne. – 5. Sanglier. Er. – 6. Sbire. Réa. – 7. Elu. Epi. Nao. – 8. Sema. Salami. – 9. Acis. RER.

GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 21 juin à 0 heure et le dimanche 24 juin à 24 heures.

Vendredi, le temps sera encore perturbé avec de nombreux nuages et de la pluie sur la moitié nord. Une amélioration se produira à partir de la mi-journée sur la moitié sud. Samedi, le soleil se montrera généreux sur la moitié sud, tandis que la pluie sera au menu de la moitié nord. Dimanche, une légère tendance orageuse s'amorcera.

Vendredi : averses sur le Nord, éclaircies au Sud.

Sur la Bretagne, la journée débutera sous un ciel très nuageux, puis des averses se produiront. Ces averses *ensuite gagneront en cours de journée* toutes les régions au nord de la Seine. Sur l'Aquitaine, nuages et belles éclair*cies se partageront* le ciel.

Sur les pays de Loire, le Centre, la Bourgogne, le ciel restera très nuageux *le matin puis il y aura des éclaircies* l'après-midi. Des Pyrénées au sud du Massif Central, aux Alpes du Nord, à la Franche-Comté et à l'Alsace, le temps, le matin, sera gris et pluvieux. Des éclaircies apparaîtront sur ces régions l'après-midi.

Sur l'extrême Sud-Est, le pourtour méditerranéen et la Corse, le temps sera bien ensoleillé malgré la présence de passages nuageux.

Le vent soufflera fort sur les côtes de la Manche : de 50 à 60 km/h le matin, puis il s'atténuera l'après-midi.

Les températures minimales seront douces : 10 à 12 °C sur la moitié nord, 14 à 16 °C sur la moitié sud. Les maximales seront comprises entre 19 et 21 °C sur la moitié nord, 23 et 25 °C sur la *moitié sud,* atteignant 25 à 27 °C sur le Sud-Est.

***Samedi : encore des pluies* sur le Nord, du soleil au Sud.**

Sur la Bretagne, la Normandie et les pays de Loire, les nuages seront abondants. Le temps deviendra pluvieux dès le matin. Sur le Centre, l'Ile-de-France, la Picardie, le Nord - Pas-de-Calais, la *journée débutera sous un ciel nuageux* puis la pluie arrivera l'après-midi. Sur les régions du Nord-Est et de l'Est, après *des éclaircies matinales,* le ciel se couvrira en cours de journée puis il pleuvra en soirée.

Sur toutes les régions situées au sud de la Loire, de l'Aquitaine aux Alpes et au Sud-Est, la journée sera bien enso*leillée. Cependant, des nuages préora*geux feront leur apparition en fin de journée sur les sommets des Pyrénées.

Dimanche : des nuages au Nord, orages probables au Sud.

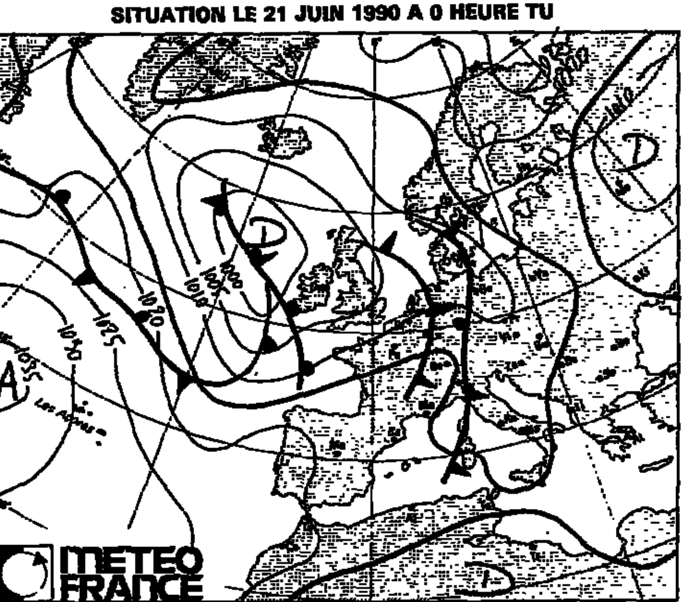
Sur le quart nord-ouest du pays les nuages seront encore au menu, ils *s'épaissiront en cours de journée* et pourront même donner des petites pluies côtières.

Sur le Nord-Est du pays, après un début de journée assez brumeux, passages nuageux et rares éclaircies alterneront.

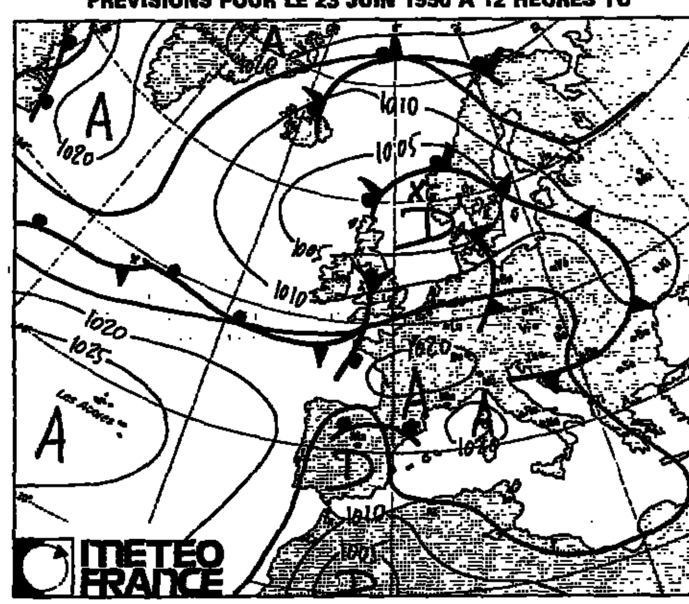
La moitié sud de la France profitera d'un soleil assez généreux. Toutefois des orages pourront éclater en soirée, *notamment sur le relief.*

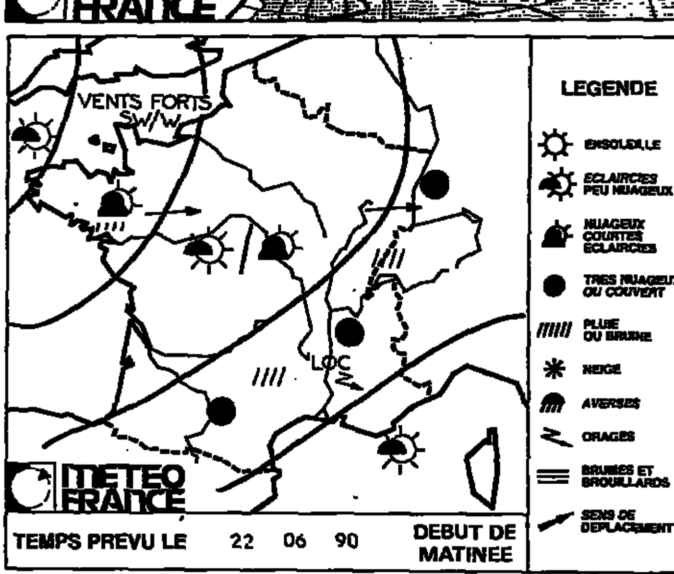
Les températures maximales oscille*ront entre* 17 et 19 °C sur les côtes de la Manche et entre 20 et 24 °C dans l'intérieur sur la moitié nord. Sur la moi*tié sud, elles varieront* entre 23 et 28 °C mais pourront atteindre 30 à 32 °C dans le Sud-Est.

SITUATION LE 21 JUIN 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 JUIN 1990 A 12 HEURES TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 21-6-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 20-6-90 à 6 heures TU et le 21-6-90 à 6 heures TU

Ville	Max	Min	Temps
FRANCE			
AJACCIO	30	19	C
BIARRITZ	30	14	C
BORDEAUX	21	13	C
BOURGES	22	11	C
BREST	17	12	P
CAEN	20	8	C
CHERBOURG	17	10	C
CLERMONT-FER.	21	11	N
DIJON	19	10	D
GRENOBLE-SM-H	23	12	N
LILLE	22	9	D
LIMOGES	19	11	C
LYON	18	10	D
MARSEILLE-MAR.	24	15	C
NANCY	20	11	D
NANTES	20	13	P
NICE	24	17	N
PARIS-MONTS	22	11	N
PAU	20	13	N
PERPIGNAN	24	14	C
RENNES	19	12	P
ST-ETIENNE	17	9	N
STRASBOURG	20	13	N
TOURS	20	11	C
TOULOUSE	22	12	C
POINTE-A-PITRE	32	26	N
ÉTRANGER			
ALGER	32	16	N
AMSTERDAM	20	11	D
ATHÈNES	29	21	D
BANGKOK	33	27	C
BARCELONE	26	17	N
BELGRADE	31	17	D
BERLIN	27	15	O
BRUXELLES	20	10	D
LE CAIRE	31	21	C
COPENHAGUE	19	16	P
DAKAR	28	24	D
DELHI	38	30	N
DJERBA	35	25	N
GENÈVE	18	11	N
HONGKONG	31	27	N
ISTANBUL	27	18	D
JÉRUSALEM	25	15	D
LISBONNE	24	15	D
LONDRES	21	11	D
LOS ANGELES	22	15	N
LUXEMBOURG	19	8	C
MADRID	28	11	N
MARRAKECH	33	15	D
MEXICO	25	15	B
MILAN	27	16	O
MONTRÉAL	22	12	C
MOSCOU	14	7	C
NAIROBI	25	15	C
NEW-YORK	28	18	C
OSLO	22	14	P
PALMA-DE-MAJ.	29	19	C
PÉKIN	30	19	O
RIO-DE-JANEIRO	24	18	D
ROME	30	21	N
SINGAPOUR	33	23	C
STOCKHOLM	19	14	N
SYDNEY	18	7	D
TOKYO	28	23	C
TUNIS	40	21	C
VARSOVIE	30	15	D
VENISE	26	18	P
VIENNE	28	18	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du mardi 19 juin 1990 :

UN DÉCRET

– N° 90-491 du 13 juin 1990 portant organisation de l'Ecole nationale des ponts et chaussées.

Est publié au *Journal officiel* du mercredi 20 juin 1990 :

UN AVIS

– *Relatif à la publication des* décisions prises par la Commission des opérations de Bourse au cours de la période du 26 mars au 11 mai 1990 (art. 7 du décret n° 90-263 du 23 mars 1990).

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Télex : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente. Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

LUNDI 25 JUIN

S. 1. – *17 h Figurines.* – Mes BINOCHE, GODEAU.
S. 2. – Livres de médecine et science. – Mes LIBERT, CASTOR.
S. 5. – Ivoires, bijoux, argenterie et beaux meubles. – Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M. Ferment, MM. Lepic et Nazare Aga, experts.
S. 6. – Tableaux modernes, meubles 18e et 19e. – Mes CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC. Tél. : 42-94-10-24.
S. 7. – 11 h et 14 h 30 Importants tableaux modernes. – Me LOUDMER.
S. 8. – Bijoux, objets de vitrine, argenterie ancienne et moderne. PARIS AUCTION (Mes CARDINET-KALCK) Cabinet de Fommervault, expert.
S. 10. – *14 h Monnaies antiques,* françaises, étrangères. Nombreux lots. Billets de banque. Jetons et médailles. Décorations. – Mes ADER, PICARD, TAJAN. M. Weil, expert. Exposition privée : *chez l'expert, sur rendez-vous, 54, rue de Richelieu,* 75001 Paris. Tél. : (1) 47-03-32-12 ; Fax (1) 42-60-14-18.
S. 11. – 14 h 15. Bons meubles, objets mobiliers. – Mes ADER, PICARD, TAJAN.
S. 14. – Art déco. – Me BOISGIRARD. MM. Marcilhac et Maury.
S. 16. – *Dessins, tableaux, mobilier.* – Mes RIBEYRE, BARON.

MARDI 26 JUIN

S. 1. – Tableaux anciens et modernes, art déco et meubles du 18e. – Mes BINOCHE, GODEAU (expo. : le 23-6 11 h-18 h et le 25-6 11 h-16 h).

MERCREDI 27 JUIN

S. 3. – *14 h 15. Beaux bijoux, objets de vitrine, miniatures, orfèvrerie* ancienne. – Mes ADER, PICARD, TAJAN. MM. Déchaut et Stetten, experts. (Veuillez contacter Aurélie Goupil de Bouillé au (1) 42-61-80-07, poste 429.)
S. 4. – Art nouveau, art déco. – ARCOLE.
S. 5 et 6. – *Dessins et tableaux anciens. Meubles et objets d'art des 18e* et 19e. – Mes COUTURIER, de NICOLAY. MM. Auguier, Herdhebaut et Latreille, Le Fuel, de l'Epée et Saint-Brice.
S. 10. – Saisie en douane. – Mes *LAURIN, GUILLOUX,* BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 11. – Meubles. – Mes LENORMAND, DAYEN.
S. 13. – Volumes, tableaux anciens et modernes, meubles de style. – PARIS AUCTION (Me de CAGNY).
S. 14. – *Tableaux 19e et 20e* – ARCOLE (*Me RENAUD*).
S. 16. – 14 h 15 Art d'Extrême-Orient. MM. Portier, experts. Objets de vitrine 19e. Linge. – Me DELORME. Mme de Heeckeren.

JEUDI 28 JUIN

S. 1 et 7. – PRESTIGES. *Tableaux anciens, bijoux, argenterie, armes,* objets d'art et mobilier. Tapis. – Me BOISGIRARD.
S. 2. – 14 h. Monnaies. Médailles. Jetons. Ordres et décorations. – *Mes AUDAP, GODEAU, SOLANET.*
S. 9. – 14 h 30. ARTS PRIMITIFS : Afrique, Océanie, Amérique. Collection Herbert et Nancy Baker et à divers amateurs. – Me LOUDMER (expo. : 27-6 11 h-18 h et 21 h-23 h et, le 28-6, 11 h-12 h).
S. 10. – Suite de la vente du 27 juin. – Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

VENDREDI 29 JUIN

S. 2. – 11 h et 14 h Suite de la vente du 28 juin. – Mes AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 3. – Bijoux, argenterie. – Me ROGEON.
S. 12. – Tableaux et meubles anciens. – ARCOLE (*Mes* RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY).
S. 13. – Amérique du Sud. – Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 16. – Bibelots, meubles. – Me BONDU.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Télex : 650 873

MARDI 26 JUIN, à 11 H et 14 H 30

TABLEAUX ANCIENS
Mes ADER, PICARD, TAJAN, commissaires-priseurs. MM. Turquin, Herdhebaut et Latreille, Ryaux. Expo. publ. le 25-6 de 11 h à 22 h (veuillez contacter Chantal Grangé au (1) 42-61-80-07, poste 446).

MERCREDI 27 JUIN à 21 H ET JEUDI 28 JUIN A 14 H 15

BIBLIOTHEQUE DU CHATEAU DE PRYE
Mes LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, commissaires-priseurs. Mme Vidal-Mégret, expert.

VENDREDI 29 JUIN à 21 H

TABLEAUX CONTEMPORAINS
Mes BINOCHE, GODEAU, commissaires-priseurs. (Expo. : le 29-6, de 11 h à 18 h.)

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
ARCOLE (groupement de C.P.), 52, rue Taitbout (75009), 48-74-18-84.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHE, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, *rue de l'Université* (75007), 49-27-02-14.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
***JUTHEAU**, 13, rue de la Grange-Batelière (75009)*, 48-00-95-22.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
***LENORMAND, DAYEN**, 12, rue Hippolyte-Lebas (75009)*, 42-81-50-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.
LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89.
PARIS-AUCTION : de CAGNY, CARDINET-KALCK, DEURBERGUE, HOEBANX-COUTURIER, 4, rue Drouot (75009), 42-47-03-99.
RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

MAIRIE DU IX ARRONDISSEMENT
SALLE DES EXPOSITIONS
6, rue Drouot, 75009 Paris
Tél. : (1) 48-00-01-62

MARDI 26 et MERCREDI 27 JUIN à 14 H

ART D'EXTREME-ORIENT
M. Portier, expert. (Exposition publique le 25/6 11 h/18 h, le mardi 26, le 27/6 de 11 h à 12 h).

VENDREDI 29 JUIN A 11 H ET 15 H

ART NOUVEAU, ART DÉCO
Mes ADER, PICARD, TAJAN, *commissaires-priseurs. M. et Mme Camard,* experts. Exposition publique le 28-6 11 h/18 h et le 29-6 10 h/11 h. (Veuillez contacter François Tajan au (1) 42-61-80-07, poste 460).

HOTEL GEORGE-V Salon de « la Paix »
31, avenue George-V 75008 Paris

MERCREDI 27 et JEUDI 28 JUIN à 10 H

COLLECTION « C.S. HOLDER »
LA GUERRE FRANCO-ALLEMANDE DE 1870-1871
Me JUTHEAU, commissaire-priseur. M. Raymond Goebel, Soluphil France, expert. (Expo. : à l'étude, sur rendez-vous le 22 et 25 juin de 11 h à 18 h ; à l'hôtel George-V, le 26 juin 11 h à 20 h).

AGENDA

:ARNET DU Monde

Naissances

Marie-Claire, Jean-Paul REGINENSI et Laetitia TRONCY,

| le plaisir d'annoncer la naissance de

Antoine, Félix,

endi 14 juin 1990.

:Ouchette,
9460 MAGNE.

Décès

Les familles Alonso, Lang-Willar, mann, Haroche, Cottarel, es amis, parents et alliés, la tristesse de faire part du décès de

Eve ALONSO,
née *Lang-Willar,*

venu à Paris, le 20 juin 1990.

es obsèques auront lieu le vendredi juin, au cimetière de Passy, à heures.

éunion porte principale.

10, avenue Denfert-Rochereau,
5014 Paris.

Le directeur
t toute l'équipe du Musée d'Orsay la douleur de faire part du décès de

Eve ALONSO,

ponsable de la Régie des œuvres du isée, survenu le 20 juin 1990, à la te d'une longue maladie.

– M. et Mme Pierre Gasnos,
Son beau-frère et sa sœur, leurs fants et petits-enfants, les Pères et ères de la Compagnie de Jésus, nt la grande tristesse de faire part du écès du

Père Michel AUNET,

urvenu, le 7 juin 1990, dans sa oixante-quinzième année.

Les obsèques ont eu lieu le 11 juin n la chapelle des Pères Jésuites, à Nantes.
Une messe sera célébrée à Paris, le 26 juin à 18 h 30, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sèvres.

– Mme Jacques Dugast,
sa mère,
Ses frères, sœurs, belles-sœurs,
Ses neveux,
Et ses nombreux amis,
font part du décès de

Jacqueline DUGAST,

le 18 juin 1990.

Les obsèques ont été célébrées au Poiré-sur-Vie (Vendée).

Une messe nous rassemblera à la crypte de l'église Saint-Lambert, rue Gerbert, Paris-15e, le mercredi 27 juin, à 19 heures.

10, rue Condorcet,
75009 Paris.

– Tain-l'Hermitage.

Mme Suzanne Jaboulet,
Ceux qui l'ont accompagnée, Marie-Thérèse Bobichon, Fernand Bouvier, *docteurs Geneviève Garnier et Nicole* Kempe,
Parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du retour à Dieu de

Mme Alfred JABOULET,
née Marcelline LAYNAUD,

survenu, le 20 juin 1990, dans sa cent sixième année.

Les obsèques auront lieu en l'église de Tain-l'Hermitage (Drôme) le vendredi 22 juin à 9 h 30, suivies de l'incinération dans l'intimité.

Condoléances sur registre, la famille ne reçoit pas au domicile.

Elle a rejoint son époux, son fils Charles et sa fille Marcelle Julien.

Priez pour eux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M. Georges Darmenté,
premier adjoint,
Les adjoints
Et les conseillers municipaux,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-François PINTAT,
maire de Soulac-sur-Mer
de 1959 à 1990,
sénateur de la Gironde.

Ses obsèques religieuses ont été célébrées le lundi 18 juin 1990, en la basilique Notre-Dame-de-la-Fin-des-Terres, à Soulac-sur-Mer.

– Mme Paulette Rosset, née Muller,
Françoise, Michel, Bernard et Agnès,
Leurs conjoints et enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Alphonse ROSSET,

survenu le *7 juin 1990.*

L'ensevelissement a eu lieu en famille, le 8 juin, à La Rochette (Savoie).

« Heureux les cœurs purs car ils verront Dieu. »

3, rue des Sablons,
78360 Montesson.

Erratum

– Pour le décès de

Mme Hildegard GOTTESMANN ALSLEBEN,

il convenait de lire : survenu le 30 mai.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 2 juin en l'église réformée de Dieulefit.

« Je vous donne ma paix. »
Jean, XIV, 27.

Remerciements

– Luçon.

M. René Desnoux,
ses enfants,
Et toute la famille,
remercient bien sincèrement les personnes qui ont témoigné des marques de sympathie, par leur présence, lors des obsèques de

Mme Michèle DESNOUX.

Anniversaires

– **Nandor CHESNEY**

nous a quittés le 22 juin 1988.

La mort est un scandale.

– Il y a deux ans, le 22 juin 1988,

Jacques WALINE

était brutalement enlevé à l'affection des siens.

Ses nombreux amis,
Son épouse Dominique,
née Ramadier,
Son fils Guillaume,
Sa fille Alix,
Et toute sa famille,
demandent à tous ceux qui l'ont connu de se souvenir de l'homme qui a su allier humour, courage et honneur, et *d'en garder la mémoire.*

A son souvenir sont associés,

Son père, le

professeur Marcel WALINE,
ancien membre
du Conseil constitutionnel,

Son grand-père,

Paul RAMADIER,
ancien président du conseil.

Messes anniversaires

– Le samedi 23 juin 1990, à 11 h 30, en l'église Saint-Roch, sera célébrée une messe de commémoration en souvenir du grand compositeur

Henri SAUGUET,

disparu voilà un an.

Tous les amis du musicien et de la musique sont conviés à cette célébration, qui sera accompagnée d'un hommage musical.

Soutenances de thèses

– Université Paris-IV, le samedi 30 juin, à 14 heures, salle Louis-Liard (Paris-Sorbonne), M. Pierre Rocalve : « Place et rôle de l'islam et de l'islamologie dans la vie et l'œuvre de Louis Massignon ».

– Université Paris-I, le lundi 2 juillet, à 9 h 30, salle C-22-04, centre Pierre-Mendès-France, M. N'Guessan Tchétché : « Une application de la théorie économique de la bureaucratie à l'analyse de la politique monétaire de la BCEAO ».

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaines dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 21 juin

TF 1

20.40 **Cinéma : Meurtres en direct.** ■■ Film américain de Richard Brooks (1982).
22.45 **La Fête de la musique.** En direct du Trocadéro, avec Nick Kamen, Kim Wilde, The Christians, Chris Rea, Black Box, Philippe Lavil, Patrick Bruel, Roe, La Soca dance, Charles D. Lewis...
0.00 **Magazine : Spécial sports.** Club Mondiale 90.
0.10 **Journal, Météo et Bourse.**

A 2

20.40 **Magazine : Antipasti.** Le journal de la Coupe du monde de football.
20.56 **Sport : Football.** Coupe du monde : Irlande-Hollande, en direct de Palerme.
22.50 **Informations : 24 heures sur la 2.** En direct de la place de la Bastille.
23.10 **La Fête de la musique.** En direct de la place de la Bastille. Avec les Négresses vertes, Kassav', Mory Kanté, Cheb Khaled, Les Gypsy Kings, Zouk machine.

FR 3

20.35 ***La Fête de la musique :* L'été de Prague.** Emission présentée par Paul Amar en direct de Prague, en présence du président Vaclav Havel, et en duplex avec le président François Mitterrand. Avec le groupe de rock Minuit, le Syncopated Orchestra, Jim Sturn, Julien Clerc, Didier Lockwood...
23.00 **Journal et Météo.**
23.30 **Sport : Football.** Coupe du monde : Angleterre-Egypte, en direct de Cagliari.
1.15 **Musique : Carnet de notes.** Sonate Arpegione en la mineur, de Schubert.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : Jacknife.** ■ Film américain de David Jones (1988).
22.10 **Flash d'informations.**
22.15 **Cinéma : Frantic.** ■■ Film américain de Roman Polanski (1987). Avec Harrison Ford, Betty Buckley, Emmanuelle Seigner (v.o.).
0.10 **Cinéma : Pain, amour et fantaisie.** ■■ Film italien de Luigi Comencini (1953). Avec Gina Lollobrigida, Vittorio De Sica, Marisa Merlini (v.o.).

LA 5

20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Téléfilm : Strip-teaseuse malgré elle.**
22.20 **Série : Deux flics à Miami.**
23.25 **Sport : *Voile.*** *Kouros cup.*
23.30 **Magazine : Désir.**
0.00 **Journal de minuit.**

M 6

20.35 **Cinéma : Fame.** ■ Film américain d'Alan Parker (1980).
22.45 **Patricia Kaas en concert.** Spectacle enregistré au Zénith.
23.45 ▶ **Magazine : La sixième dimension.** Les Rolling Stones : Le rock est-il rentré dans l'ordre ?
0.30 **Six minutes d'informations.**
0.35 **Informations : Dazibao.**

LA SEPT

21.00 **Fête de la musique.** Tour d'Europe de la musique, animé par Philippe Meyer.

FRANCE-CULTURE

20.00 **Musique : Le rythme et la raison.** Django Reinhardt.
20.30 ***Dramatique.* Hommage à Kateb Yacine** (2e partie).
21.30 **Profils perdus.** André Philip (2e partie).
22.40 **Nuits magnétiques.** Portraits, groupes, hommes
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda. Duke Ellington et le cinéma.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert de tous les carillons de France.** Mixés en direct.
20.40 **La Fête de la musique à l'Est.** Duplex avec Prague, Moscou, Bratislava.
0.00 **Portrait.** Jacques Ibert.

Vendredi 22 juin

TF 1

14.30 **Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.**
15.15 **Série : Tribunal.**
15.45 **Variétés : La chance aux chansons.**
16.15 **Série : Vivement lundi.**
16.40 **Club Dorothée.** Docteur Slump.
17.05 **Série : 21 Jump Street.**
17.55 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.50 **Avis de recherche.**
18.55 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.25 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.55 **Divertissement : Pas folles, les bêtes !**
20.00 **Journal, Météo, et Tapis vert.**
20.35 **Variétés : Avis de recherche.** Invitée : Fabienne Egal. Avec Les Vagabonds, Cock Robin, Christophe, Claude Barzotti, Capelli d'Oro, Desireless...
22.30 **Magazine : Et si on se disait tout.** Invité : Jacques Séguéla.
23.30 **Série : Tous en boîte.**
0.20 **Journal, Météo et Bourse.**
0.40 **Nuit spéciale : Pleins feux sur l'entreprise.** Présentée par Alain Weiller et Emmanuel de La Taille, en direct de Biarritz.

A 2

14.05 **Série : Les cinq dernières minutes.** Paris, le 15 août, de Guy Lessertisseur.
15.40 **Après-midi show.** Spécial Parc Astérix.
17.00 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
17.25 **Magazine : Giga.** Un toit pour dix ; Les années collège.
18.30 **Série : L'homme qui tombe à pic.**
19.25 **Jeu : Dessinez, c'est gagné !**
20.00 **Journal et *Météo.***
20.40 **Apostrophes.** La 742e et dernière. Florilège des meilleurs moments de l'émission. Invité d'honneur : Georges Lubin pour son vingt-quatrième volume de la correspondance de George Sand.
23.00 **Journal et Météo.**
23.20 **Cinéma : Sept ans de réflexion.** ■■■ Film américain de Billy Wilder (1955). Avec Marilyn Monroe, Tom Ewell, Evelyn Keyes (v.o.).

FR 3

14.03 **Magazine : Carré vert.** Châteaux forts d'Alsace.
14.30 **Série : Lady blue.**
16.05 **Magazine : Télé-Caroline.**
17.30 **Dessin animé : Tom Sawyer.**
17.55 **Dessin animé : Molierissimo.**
18.03 **Magazine : C'est pas juste.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 **Jeux : La classe.**
20.35 **Magazine : Thalassa.** Où sont passées les baleines ? de Ramon Gutierrez et Philippe Spinau.
21.35 **Téléfilm : Un Anglais à l'étranger.**
22.40 **Journal et Météo.**
23.05 **Magazine : Faut pas rêver.** Italie : Cinecitta ; Australie : Coober Pedy
0.00 **Musique : Carnet de notes.** Sonate Arpegione en la mineur, de Schubert.
0.15 **Magazine : Aventures de l'esprit.**

CANAL PLUS

15.15 **Magazine : Dontact.**
15.30 **Cinéma : Mignon est partie.** ■ Film franco-italien de Francesca Archibugi (1988). Avec Stefania Sandrelli, Céline Beauvallet, Leonardo Ruta.
17.20 **Cabou cadin.**

En clair jusqu'à 18.30

18.10 **Dessins animés : Ça cartoon.**
18.30 **Sport : Athlétisme.** Meeting de Saint-Denis, en direct.
20.30 **Flash d'informations.**
20.32 **Téléfilm : La marque de la panthère.**
21.55 ▶ **Musique : Opus plus.** Des extraits de films, de publicités, de dessins animés pour redécouvrir les grands airs de la musique classique.
22.50 **Flash d'informations.**
23.00 ***Musique : Opus plus*** (suite). Documentaire : Carmen on ice, de Horant H. Hohlfeld, avec Katarina Witt.

LA 5

12.30 **Magazine : Le journal.** Présenté par Jean-Claude Bourret.
13.00 **Journal.**
13.35 **Série : Arabesque.**
14.30 **Série : Soko, brigade des stups.**
15.25 **Série : *Baretta.***
16.28 **Dessins animés.**
18.50 **Journal images.**
19.00 **Magazine : Reporters.** De Patrick de Carolis.
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles d'histoires.**
20.40 **Série : Sur les lieux du crime.** Illusions, de Walter Grauman.
22.20 **Série : L'inspecteur Derrick.**
23.25 **Sport : *Voile.*** *Kouros cup.*
23.30 **Soko, brigade des stups** (rediff.).
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Soko, brigade des stups** (suite).

M 6

14.45 **Série : Maîtres et valets.**
17.15 **Informations : M 6 info.**
17.20 **Série : L'homme de fer.**
18.10 **Série : *Cher oncle Bill.***
18.35 **Feuilleton : Le jeune Fabre** (4e épisode).
18.55 **Série : Aline et Cathy.**
19.25 **Série : Dis donc papa.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Cosby show.**
20.35 **Téléfilm : Le justicier de la route.**
22.10 **Série : Clair de lune.**
23.05 **Série : Les années coup de cœur.**
23.30 **Magazine : Avec ou sans rock.**
0.15 **Six minutes d'informations.**
0.20 **Informations : Dazibao.**
0.25 **Capital.**
0.30 **Sexy clip.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

14.30 **Cours d'italien** (16).
15.00 **Téléfilm : La promenade au phare** (1re partie). De Colin Gregg.
15.55 **Documentaire : Site 2.** De Rithy Panh.
17.30 **Documentaire : Crossings and meetings.** D'Ed Emshwiller.
18.00 **Téléfilm : Mémoires d'un fleuve.** De Judith Elek (1re partie).
19.30 **Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire.** De Gerhard Vogel, Rainer Aust et Michael Krey (v.o.).
20.00 **Documentaire : Musée d'Orsay** (5). De Pierre Dumayet.
21.00 **Théâtre : La poudre aux yeux.** Pièce d'Eugène Labiche.
22.20 **Danse : Because we must.** Ballet de Michael Clark.
22.30 **Danse : Hail the new puritan.** Ballet de *Michael Clark.*
1.00 **Les nuits de France-Culture** (rediff.).

FRANCE-CULTURE

12.02 **Panorama.** Littérature ; à 12.30, Journal ; à 12.45, Roumanie ; à 13.30, Les décraqués.
13.40 **On commence.**
14.02 **Un livre, des voix.** Lettres de Venise, du Baron Corvo.
14.30 **Musique : Euphonia.** La Chine dans tous ses états. 5. La pollution spirituelle (rediff.).
15.30 **L'échappée belle.** Les aviateurs de l'insolite ; à 16.50, Télex.
17.00 **Le pays d'ici.** Dans l'Aube.
17.50 **Poésie sur parole.**
18.02 **Feuilleton.** De Gaulle dans le texte. 1. L'exilé de l'histoire, de Jean-Luc Barré (5e épisode).
18.45 **Mise au point.**
19.00 **Agora.**
Avec Pierre Lefranc (la France dans la guerre).
19.30 **Perspectives scientifiques.** Le climat d'hier et le climat de demain.
20.00 **Musique : Le rythme et la raison.** Django Reinhardt. 5. Swing dynamique.
20.30 **Radio-archives.** Spécial Fête de la musique.
21.30 **Musique : Black and blue.** La discothèque idéale.
22.40 ***Nuits magnétiques.*** Portraits, groupes, hommes.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Duke Ellington et le cinéma.

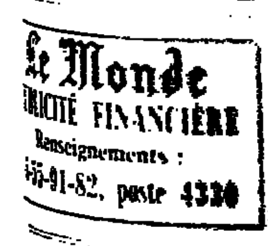
FRANCE-MUSIQUE

12.07 **Jazz d'aujourd'hui.** Actualité internationale du jazz.
12.30 **Magazine international.**
14.00 **Côté jardin,** magazine de l'opérette.
14.30 **Les enfants d'Orphée.**
15.00 **Dossiers.**
16.30 **Premières loges.**
17.30 **Le temps du jazz.** Le jazz en province(s) : Memphis.
18.00 **Un fauteuil pour l'orchestre.**
18.03 **Gravures.** Magazine du disque classique. Diffusé simultanément sur TDF 1.
19.07 **De vous à moi.**
20.30 **Concert** (donné les 1er et 2 février à Baden-Baden) : Les offrandes oubliées, de Messiaen ; Jours de silence, de Zender ; Symphonie no 2 en ut mineur, de Bruckner, par l'Orchestre symphonique du Südwestfunk de Baden-Baden, dir. Hans Zender ; sol. : Roland Herrmann, baryton.
22.20 **Musique légère.** Suite folklorique, de Stanciu ; Divertimento, de Walberg ; Romance sans paroles et rondo, Mazurka, de Wieniawski.
23.07 ***Le livre des meslanges.***
0.30 **Poissons d'or.**

Audience TV du 20 juin 1990 (BAROMÈTRE Le Monde / SOFRES NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	44,9	Roue fortune 14,4	Inc 5,5	Actual. rég. 18,2	Nulle part 1,6	Reporters 4,0	Cathy et Aline 3,4
19 h 45	52,5	Roue fortune 24,9	Dessinez 8,5	19-20 infos 10,0	Nulle part 3,2	Journal 2,9	Dis donc papa 2,8
20 h 16	63,9	Journal 25,3	Journal 14,8	La classe 11,5	Nulle part 3,2	Journal 5,0	Cosby show 4,5
20 h 55	67,7	Sacrée soirée 23,9	Pub 19,9	Monte-Cristo 6,9	Cinéma salles 2,4	Histoires... 11,6	la vie 3,3
22 h08	64,0	Sacrée soirée 18,4	Mondiale 19,0	Monte-Cristo 9,4	Le flingueur 2,8	Histoires... 12,5	Fran la vie 2,9
22 h 44	51,5	Sacrée soirée 20,7	Mondiale 21,7	Mondiale 1,9	Monsieur Hire 0,6	Débat 5,8	Elton John 1,8





BILLET

De la Corse à la Manche

Après la Corse en mai, la Manche en juin... Les car-ferries restent à quai. Hier les dessertes de l'île à partir de Marseille, Ajaccio et Bastia étaient paralysées et les lignes italo-corses en profitaient allègrement. Aujourd'hui, c'est au tour de Calais d'être bloqué et les navires qui, à partir de Douvres, font la navette entre la Grande-Bretagne et le continent se détournent vers Boulogne ou Zeebrugge.

Dans les deux cas, des filiales d'entreprises nationales sont au cœur des événements sociaux et à chaque fois ce qui pose problème c'est le régime d'armement des nouveaux car-ferries mis en service à la veille de la saison touristique. La comparaison, toutefois, s'arrête là puisque dans le conflit corse la SNCM se heurtait à un syndicat minoritaire et autonomiste, celui des travailleurs corses, mais pouvait compter sur l'appui de la CGT, toute-puissante à Marseille. Aujourd'hui, sur le littoral du Nord-Pas-de-Calais, la SNAT, nouvelle filiale maritime de la SNCF, est dans l'impossibilité de mettre en service son car-ferry tout rénové, le *Fiesta*, car les équipages, tant les marins que les officiers, appuyés par la CGT et la CFDT, contestent les modifications d'horaires de travail imposées par la direction. Excédée par des grèves tournantes, et décidée à faire preuve de vigueur, la direction de la SNAT a déposé le rôle d'équipage, ce qui correspond en fait à un lock-out. Une décision « extrême » qui n'a pas été approuvée par les pouvoirs publics. Escalade : les « travailleurs » bloquent les six passerelles du port de Calais et ont arrêté un autre car-ferry de l'ex-SNCF.

Pour améliorer la rentabilité de l'exploitation maritime et essayer de l'aligner sur le « modèle » des bateaux de British Ferries (qui arment un navire identique au *Fiesta* à des conditions plus économiques) la SNAT veut que les équipages passent quarante-huit heures à bord, dont quatorze heures de travail, suivies de deux jours de repos à terre, au lieu de vingt-quatre heures, dont dix-huit heures de travail à bord, suivies de quarante-huit heures de repos à terre dans le régime précédent. Un régime, de toute manière, assez confortable...

Les syndicats devaient être reçus par le ministre de la mer le 21 juin. M. Jacques Mellick n'envisage pas *« d'envoyer les CRS pour une nouvelle bataille de Calais... »*, mais il en appelle plutôt, à juste titre, à la raison et à une période de transition. Elu du Pas-de-Calais, il est en tout cas directement concerné et se doit, lui aussi, d'être sur le pont.

F. Gr.

En contradiction avec le plan Delors

Londres propose que l'écu circule dans la CEE parallèlement aux monnaies nationales

Au lieu d'abolir les monnaies nationales comme le propose le rapport Delors, faisons circuler une monnaie européenne commune parallèlement à celles-ci. Telle est la surprenante proposition faite mercredi 20 juin à Londres par le chancelier de l'Echiquier, M. John Major, avec évidemment l'aval de Mme Thatcher.

LONDRES

de notre correspondant

M. Major a procédé de manière très anglaise en lâchant sa bombe à l'occasion d'un dîner de gala offert au patronat ouest-allemand sans la présenter comme une proposition formelle de son gouvernement avant le conseil européen de Dublin, à la fin de ce mois.

Interrogé à ce sujet, un responsable de son équipe a indiqué que Mme Thatcher ne manquerait sans doute pas d'évoquer à Dublin l'existence de ce projet devant ses onze partenaires, mais qu'elle ne le déposerait pas sous forme d'un document détaillé en bonne et due forme. Cette nouvelle proposition rappelle un peu par son esprit celle que les Britanniques avaient avancée en novembre dernier et à laquelle ils ont apparemment renoncé. Il s'agissait alors de laisser toutes les monnaies européennes circuler librement dans la Communauté, et que la meilleure gagne...

L'élément essentiel est, dans tous les cas, le refus d'une monnaie commune émise par une banque centrale unique, comme le prévoit la troisième étape du rapport Delors. Mme Thatcher a une nouvelle fois été très claire sur ce point lorsqu'elle a affirmé, lundi 18 juin *au micro de la BBC, qu'une telle* monnaie ne verrait pas le jour *« de son vivant »*.

M. Major estime que son projet a le mérite d'être souple et progressif. Il ne s'agit pas d'imposer par décret l'union monétaire européenne en créant des structures rigides, mais de donner sa chance à la monnaie commune, l'écu, tout en laissant une certaine liberté d'action à chacun des douze Etats qui garderaient, pendant une période sans doute très longue, leur propre monnaie. Le chancelier de l'Echiquier propose la création d'une nouvelle institution, beaucoup plus modeste qu'une banque centrale, qui prendrait le nom de Fonds monétaire européen. Sa première mesure consisterait à émettre des billets de banque libellés en écus.

Ceux-ci pourraient être utilisés par les touristes et les hommes d'affaires dans toute la Communauté. *« Cette idée frapperait l'imagination populaire. Et, dans la mesure où ces billets seraient de plus en plus utilisés, ils pourraient aider à constituer un important marché en écus »*, explique-t-il.

Une opération « neutre »

Ces écus seraient émis en échange de la remise au Fonds monétaire européen de dépôts correspondants effectués dans les monnaies nationales. Il s'agirait donc d'une opération « neutre ». Dans une phase ultérieure, l'écu pourrait devenir une monnaie à *part entière, et ne serait pas défini* par référence aux monnaies nationales. Le Fonds monétaire européen aurait pour mission de garantir un tel « écu dur », qui ne serait jamais dévalué. La nouvelle institution fixerait les taux d'intérêt sur cet « écu dur ». Le Fonds monétaire européen aurait également pour tâche de coordonner l'intervention des Etats membres pour la défense de leurs monnaies respectives face notamment au dollar et au yen. La livre appartiendrait alors déjà au mécanisme de régulation des changes du Système monétaire européen. M. Major a réaffirmé mercredi l'intention de son gouvernement de procéder à cette adhésion *« lorsque les conditions seront remplies »*. Cela pourrait être le cas cet automne, selon une *rumeur persistante dont* s'est fait écho le *Financial Times*.

Le chancelier de l'Echiquier admet que son projet va susciter des polémiques. Il sait qu'on va l'accuser de chercher à torpiller le plan Delors ou à faire diversion. Mais il estime que son idée a le mérite de laisser un espace de liberté en matière monétaire aux gouvernements concernés. Il y a encore trop de divergences entre les économies européennes, comme le montrent les niveaux différents d'inflation, pour procéder à l'union monétaire. *« Une tentative prématurée ne serait pas viable et aboutirait à un échec massif, à la fois économique et politique »*, affirme-t-il.

M. Major considère d'ailleurs que son projet laisse l'avenir ouvert. *« A très long terme, si les peuples et les gouvernements le décident ainsi, l'écu pourrait devenir la monnaie unique »*, explique-t-il. Il s'agit en quelque sorte, une fois encore, de laisser jouer le marché. La monnaie européenne commune gagnera la bataille finale si les Européens la préfèrent à leurs monnaies nationales, mises en concurrence.

Cette nouvelle offensive britannique laisse un peu perplexe. M. Major croit-il vraiment que son projet puisse aboutir ? Ou s'agit-il seulement de ne pas apparaître à court d'idées face au plan Delors ? Les responsables du Trésor ont en tout cas réussi à maintenir le secret le plus absolu jusqu'au dernier moment. Londres n'a pas davantage tâté le terrain avec ses partenaires européens. Le texte du discours de M. Major a été envoyé à M. Delors quelques heures seulement avant qu'il soit prononcé.

DOMINIQUE DHOMBRES

Rupture des négociations avec le patronat

Les syndicats italiens appellent à la grève générale après le Mondiale

Rupture des négociations syndicats-patronat, agitation amorcée dès le mercredi 20 juin dans les ateliers, manifestations communistes de soutien *« aux travailleurs en lutte »* annoncées pour le 22 juin, grève de 1,5 million de métallos décidée pour le 27 et appel à la grève générale de l'ensemble des salariés italiens, secteurs privé et public confondus, pour le 10 juillet, soit deux jours après la fin du Mondiale de football. Les modalités de cette mobilisation, sans précédent depuis 1982, devaient être décidées jeudi 21 juin à Rome. L'été sera très chaud dans la péninsule.

ROME

de notre correspondant

Objet du litige : la sacro-sainte échelle mobile des salaires, que la Confindustria, première organisation patronale industrielle du pays, a condamnée à mort, mercredi, par une lettre officielle au gouvernement et aux trois grandes confédérations syndicales du pays (CGIL, CISL, VIL). Le dernier accord sur ce mécanisme d'indexation partielle des salaires sur l'inflation – les augmentations salariales annuelles ne pouvaient pas être inférieures à moins de la moitié de la hausse officielle des prix – datait *de fin 1985 et était automatiquement* reconduit chaque année. En juin 1989 encore, la Confindustria s'était engagée à poursuivre de la sorte. C'est terminé.

« Les coûts du travail dans le secteur industriel, écrit M. Sergio Pininfarina, président de ce CNPF transalpin, qui regroupe environ cent trente mille entreprises (pour 3,5 millions de salariés) *évoluent de manière si grave qu'ils pénalisent lourdement notre système vis-à-vis des autres pays européens. »* Bien entendu, les syndicats dénoncent furieusement cette *« brutale »* remise en question de la parole donnée et, entre *« l'arrogance patronale »* des uns et *« l'irresponsabilité syndicale »* des autres, les partenaires sociaux, qui avaient plus ou moins enterré la hache de guerre depuis quelques années, ont retrouvé sans effort la rhétorique traditionnelle des conflits les plus durs.

Etrange conflit, en vérité, quand on sait que les confédérations syndicales affirmaient se tenir prêtes à réaménager toute la structure des salaires dans le secteur privé, y compris l'échelle mobile. A une condition toutefois : que soient d'abord renégociées les conventions collectives par branche, qui viennent à échéance cette année, et qui, pour certaines, sont déjà en discussion, comme celle de la métallurgie.

Ce sont les revendications jugées *« excessives et irréalistes »* des métallos, réclamant environ 40 % d'augmentation sur quatre ans, qui ont mis le feu aux poudres.

Coût du travail parmi les plus élevés

Pas question d'aller plus loin, a, en substance, rétorqué le patron des patrons. Les statistiques montrent que les coûts du travail en Italie sont déjà parmi les plus hauts d'Europe et qu'ils augmentent beaucoup plus vite que chez ses concurrents directs (+ 4 % en 1988 et + 3,5 % en 1989, contre + 1,3 % et + 2,1 % en France). Les charges sociales sont également plus lourdes – 100 lires d'augmentation pour le salarié équivalent à 226 lires de coût supplémentaire pour son employeur. *« Allons*, disait, le 17 juin, M. Pininfarina, *nous avons déjà perdu trois points de compétitivité l'an dernier et un point de plus dans les premiers mois de cette année. Le déséquilibre est structurel. »* En clair : arrêtons tout cela et essayons enfin d'unifier un peu l'ensemble du système en renégociant, avant toute autre chose, la structure des salaires industriels dans ce pays.

On connaît maintenant la réponse des syndicats. Outre les grèves prévues, les trois grandes centrales font déjà pression sur le Sénat pour qu'il entérine une loi récemment votée par les députés qui contraindrait tous les employeurs de la péninsule à reconduire l'échelle mobile au moins jusqu'au début de 1992. L'épreuve de force engagée par le patronat contre les syndicats, avec prise en otage d'un mécanisme certes coûteux mais cher aux salariés, est, au fond, de nature tactique. En réalité, chacun l'a compris, c'est le gouvernement qui est mis au défi de tenir ses innombrables promesses sur la réduction du déficit public, la chasse à l'évasion fiscale et l'abaissement des charges sociales.

PATRICE CLAUDE

Troisième équipe pour Renault, semaine de quatre jours pour Peugeot

Les constructeurs d'automobiles aménagent le temps de travail de leurs salariés

Les constructeurs d'automobiles français, qui éprouvent des difficultés pour répondre à la demande, tentent d'élever leur capacité de fabrication en aménageant les horaires de leurs salariés. Alors que Peugeot va instaurer dans son usine de Poissy la semaine de quatre jours avec dix heures de travail quotidien, Renault devrait introduire l'année prochaine une troisième équipe à Flins. En espérant que le marché ne se retournera pas...

Multiplier les investissements est devenu trop coûteux. Miser sur la formation des hommes ne peut porter ses fruits qu'à moyen terme. La gestion des stocks à flux tendus s'accompagne de goulets d'étranglement que les nouvelles formes d'organisation de la production ne parviennent pas à résorber. Restait l'allongement de la durée d'utilisa*tion des équipements de montage* grâce à la modification des horaires de travail. Ce gisement de productivité, l'industrie automobile française estime ne plus pouvoir le négliger alors que certains de ses concurrents – General Motors en Belgique et Rover en Grande-Bretagne, notamment – se sont déja lancés sur cette voie.

Pour M. Michel Auroy, directeur de Renault-Flins (Yvelines), établissement construit en 1952, *« développer la production en augmentant les immobilisations est de plus en plus difficile dans des usines anciennes »*. Un nouvel atelier de peinture constituerait en effet un investissement d'un milliard de francs pour la régie qui, à la différence de ses concurrents, est encore lourdement endettée. Dés lors, la création d'une troisième équipe (dont les horaires s'étaleront de 19 h 40 à 1 h 25 pendant quatre jours et jusqu'à 4 h 40 le cinquième jour) est apparue comme la solution la plus efficace.

La décision dépendra de la réponse du marché au nouveau modèle – la Clio – qui y est fabriqué et de la charge de travail des autres unités de la Régie. Mais cette réorganisation bouscule aussi les habitudes et engendre des inquiétudes, que la CGT s'efforce d'entretenir. Aussi, bien qu'il dispose d'éléments lui permettant d'affirmer qu'il ne manquera pas de volontaires pour la future équipe de nuit, M. Auroy reste-t-il *« très prudent »* tout en reconnaissant que *« la sensibilité culturelle »* du milieu professionnel a beaucoup évolué et qu'une telle opération *« aurait été impossible il y a trois ou quatre ans »*. La création de la troisième équipe, d'abord envisagée pour l'automne prochain, ne devrait donc pas voir le jour avant *« le courant de l'année 1991 »*. Ces modifications augmenteront de 16 % à 19 % la capacité de production de Flins, dont les effectifs pourraient s'accroître d'un millier de personnes, facilitant l'accueil d'anciens de Billancourt. Des discussions sont également en cours pour mettre en place des équipes de week-end.

« Il n'y a pas de cas général. Il n'y a que des cas particuliers », assure de son côté M. Roland Vardanéga, directeur central du personnel d'Automobiles Peugeot. *« A Mulhouse et à Poissy, nous allons progressivement passer de 1 200 à 1 500 véhicules/jour. A Mulhouse, avec un investissement d'un peu moins de 100 millions de francs nous y parviendrons sans modifier les horaires au montage, car nous disposons de l'espace suffisant. En revanche, c'est impossible à Poissy : il faudrait reconstruire une usine. Cela coûterait trop cher et la configuration de l'établissement ne s'y prête pas. »*

Dix heures de présence quotidienne

A Poissy, deux équipes opéreront dès mars 1991. Chacune travaillera un peu plus de neuf heures trente-cinq, soit environ dix heures de présence quotidiennne à l'usine avec les repas, contre sept heures et quarante-deux minutes actuellement. La durée hebdomadaire du travail restera inchangée (trente-huit heures trente) mais un jour de repos supplémentaire « mobile » sera institué. Les équipements de Poissy fonctionneront quatre-vingt-seize heures quinze par semaine contre soixante-dix-sept heures actuellement et quelque cinq cents emplois seront créés. Les réactions syndicales oscillent entre méfiance et hostilité, certains militants redoutant une recrudescence des accidents du travail.

Au sein du groupe PSA, la situation de Citroën est sensiblement différente. Comme chez Renault et Peugeot, plusieurs activités hors montage fonctionnent de nuit, mais l'usine de Rennes (d'où sortent les trois modèles de la gamme : AX, BX et XM) dispose en outre de greniers de stockage qui lui procurent une utile marge de manœuvre. *« Nous n'avons pas de projet particulier, car nous disposons d'une souplesse de fonctionnement suffisante »*, souligne M. François Cusey, directeur central du personnel de la firme au chevron.

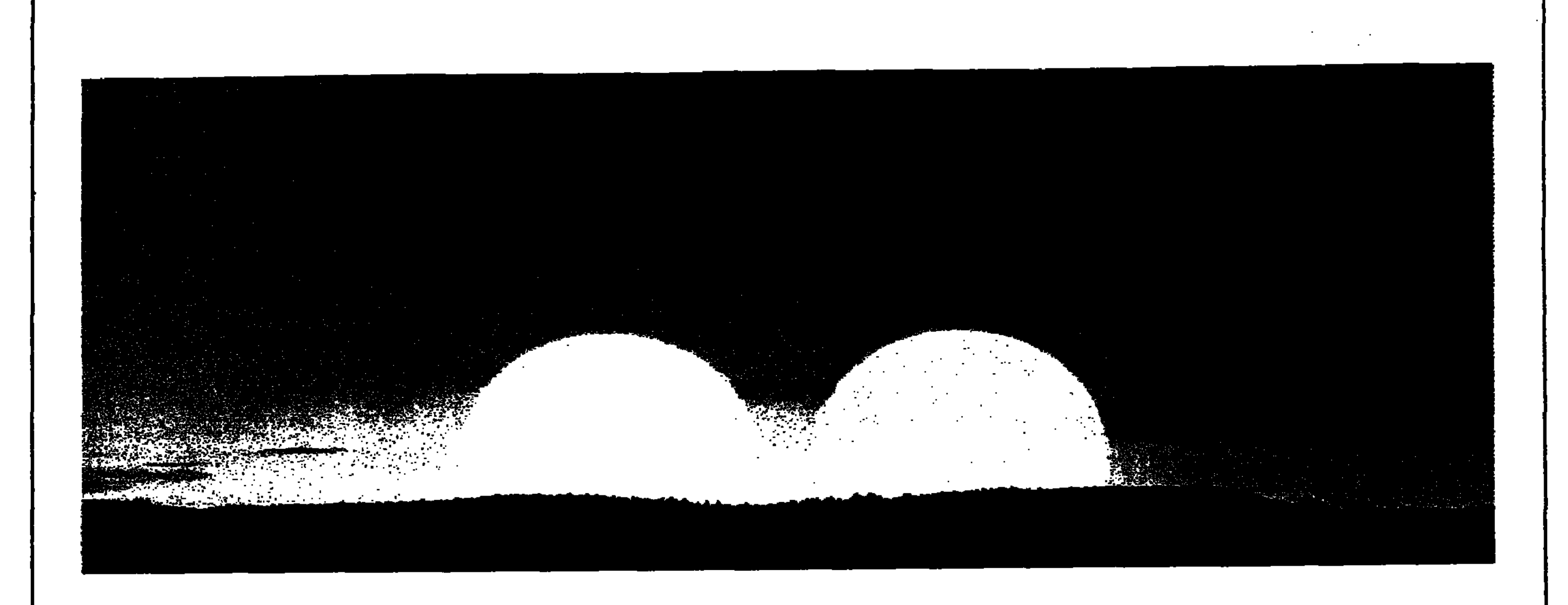
Troisième équipe ou semaine de quatre jours ? D'accord sur le constat, Peugeot et Renault divergent sur les moyens. *« Il nous paraît difficile de fidéliser en permanence un tiers de l'effectif sur une équipe de nuit »*, affirme M. Vardanéga. Par contre, les dirigeants de Renault font remarquer que la semaine de quatre jours implique que les équipes ne seront pas homogènes. *« Nous considérons la stabilité des équipes comme prioritaire. Sans elle, la tâche de la maîtrise et la gestion de la qualité sont plus difficiles »*, considère M. Auroy. Un inconvénient que M. Vardanéga ne cherche pas à nier. *« C'est un vrai défi que nous avons à relever. Dans la semaine, il y aura cinq personnes pour tenir quatre postes. Cela signifie un énorme effort de polyvalence des salariés qui fera l'objet de plans de formation très, très importants. »*

Un avantage non négligeable

Contrairement au schéma prévu à Poissy, une réduction du temps de travail est programmée à l'usine Renault de Flins. La troisième équipe, rémunérée sur la base de trente-huit heures trente, sera présente trente et une heure trente par semaine conformément à l'accord conclu avec tous les syndicats (sauf la CGT). Chez Renault, on ajoute que cette contrepartie tient également à *« des raisons culturelles propres à l'entreprise »*. En revanche, le directeur du personnel de Peugeot exclut une telle éventualité. *« Toute réduction du temps de travail est une réduction du potentiel de production et entraîne des coûts supplémentaires. Nous ne pouvons pas nous le permettre, sauf à accepter de compromettre la compétitivité et l'avenir de nos usines en France. Pour que l'usine de Poissy reste compétitive*, prévient-il, *elle doit augmenter de 25 % la durée de fontionnement de ses équipements. Si l'on exclut la nuit et le samedi, seul le système de quatre jours par semaine le permet. »*

Peugeot et Renault – qui, en dépit de leurs conceptions divergentes, échangent fréquemment des informations – se retrouvent pour reconnaître que l'aménagement du temps de travail offre un avantage non négligeable ; contrairement aux investissements lourds, il n'est pas irréversible. Un atout de poids au regard d'un marché automobile qui reste imprévisible. Accessoirement, il peut également permettre de réduire le recours – onéreux – aux heures supplémentaires.

JEAN-MICHEL NORMAND



ÉCONOMIE

EUROPE

La préparation du marché unique

Les Douze adoptent des directives sur l'assurance automobile et la liberté d'installation des non-actifs

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Franchissant un nouveau pas dans la libération des services de l'assurance, les ministres des Douze ont établi, mercredi 20 juin, un projet d'accord sur la responsabilité civile automobile. Après examen par le Parlement européen, la nouvelle directive pourra être appliquée au 1er janvier 1993.

A l'instar des décisions prises en matière d'assurance-dommages (juin 1988) et d'assurance-vie (décembre 1989), les polices automobiles pourront être contractées auprès d'une compagnie établie dans un autre Etat membre que celui où le souscripteur réside. Les conditions seront celles en vigueur dans le pays du preneur d'assurance.

Toutefois, à la demande de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, la future législation distinguera les « grands risques » (flotte automobile des entreprises) et les « risques de masse » (contrats souscrits par des individus). Dans le premier cas, pour les entreprises possédant un parc important de véhicules à moteur, les polices seront établies selon les règles applicables dans le pays où la compagnie d'assurances est installée. Dans le second, l'Etat dans lequel le risque est situé conservera la faculté de fixer des conditions aux compagnies étrangères.

Moyennant quelques précautions techniques, la France et l'Allemagne fédérale ont finalement accepté cette extension. En fait, il est d'ores et déjà prévu que le but final à atteindre, en principe en 1995, est la généralisation de la règle selon laquelle les compagnies d'assurances pourront vendre des polices dans l'ensemble de la Communauté aux mêmes conditions que celles exigées par leur législation nationale.

Les Douze ont, à l'exception, pour l'instant du Danemark, arrêté les directives ouvrant, au 1er juillet 1992, la liberté d'installation des ressortissants communautaires non actifs (retraités, *étudiants*, rentiers) dans l'Etat membre de leur choix. Le conseil des ministres confirme ainsi sa position arrêtée en décembre dernier, sans tenir compte, toutefois, des recommandations formulées par le Parlement européen.

Pour obtenir le droit de s'installer, les non-actifs devront être couverts par une assurance-maladie et déclarer aux autorités du pays d'accueil qu'ils disposent de revenus suffisants.

Les ministres européens ont aussi décidé qu'à compter du 1er janvier 1993, les transports de marchandises par route ne devront plus, sauf pour les importations des pays tiers, s'arrêter aux frontières entre les Etats membres. Les opérations de contrôle administratif et sanitaire et le paiement de la TVA s'effectueront à la destination finale.

MARCEL SCOTTO

INDUSTRIE

Avant d'autres restructurations

Philips réorganise sa division « ordinateurs »

AMSTERDAM
de notre correspondant

Moins de dix jours après avoir annoncé une baisse importante du bénéfice de l'année en cours *en raison, notamment, du coût des « mesures de restructuration »* en préparation, Philips a commencé de passer aux actes. Deux cent dix emplois vont être supprimés, dont cent soixante d'ici à la fin de l'année, dans la branche *Data Systems (sept cents salariés)*, qui fait partie de la division Systèmes d'information (ordinateurs et software).

Selon le porte-parole de cette division, M. Cor Vreven, cette mesure constitue *« la première phase »* d'un plan de réorganisation *« en profondeur »*; l'objectif étant que la division *« sorte du rouge d'ici deux ans »*.

Le montant des pertes enregistrées en 1989 avoisinerait officieusement 1,5 milliard de francs, *pour un chiffre d'affaires évalué à* quelque 9,3 milliards de francs.

Démentant que la suppression de deux cent dix emplois soit un signe avant-coureur du retrait total de Philips du marché des mini-ordinateurs, M. Vreven nous a néanmoins laissé entendre que ces mesures indiquaient qu'un coup de frein allait être donné à la mise au point de mini-ordinateurs « maison » : *« Le développement se fera désormais à partir de hardware standard et portera sur le software. »*

Bien que Data systems soit appelé à perdre un petit tiers de ses salariés, dont un nombre indéterminé sera licencié, la mesure qui la frappe est de faible portée à l'échelle de la division mère, qui emploie de 15 000 à 16 000 personnes dans le monde entier. Or Philips dit se préparer à opérer des *« choix stratégiques »* dans sa gamme de produits informatiques. D'autres élagages sont en conséquence prévisibles.

CHRISTIAN CHARTIER

SOCIAL

Scrutin renvoyé au second semestre 1993

Accord en vue sur les élections à la Sécurité sociale et la retraite à soixante ans

Les élections destinées à renouveler les caisses primaires de Sécurité sociale auront lieu au second semestre 1993 mais les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale seront renouvelés comme prévu au 1er avril 1991, en tenant compte des résultats des élections de 1983.

Ce schéma devrait être rapidement officialisé par le gouvernement, qui va déposer un projet de loi, un accord définitif entre les organisations syndicales étant acquis. Celui-ci *devrait prévoir le* maintien de FO à la présidence de la caisse nationale d'assurance-maladie (CNAMTS) et de la CFTC à celle de la caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

En revanche, la CFE-CGC abandonnerait la présidence de la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) au profit de la CFDT et prendrait la tête de l'ACOSS (chargée *du recouvrement des cotisations*) qui serait transformée en caisse nationale.

Par ailleurs, le dossier du financement du surcoût de l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite *parait* en voie de réglement. Les partenaires sociaux et l'Etat ont prévu de se réunir en début de semaine, en principe lundi 25 juin, pour se mettre définitivement d'accord sur le renouvellement de l'accord de 1983. En conséquence, la cotisation UNEDIC (assurance-chômage) affectée à l'ARRCO (retraite complémentaire de l'ensemble des salariés) baisserait de 0,2 point au 1er octobre. Le financement de l'Etat pour*rait s'élever à 3,75 milliards de* francs de 1990 à 1993.

J.-M. N.

EN BREF

□ **Rencontre entre le CNPF et la CFE-CGC.** – *Une délégation de la* CFE-CGC, conduite par M. Paul Marchelli, et composée de son nouveau bureau exécutif a été reçue, le 20 juin, au CNPF par M. François Perigot et M. Jean-Louis Giral, président de la commission sociale. Soucieux du sort des cadres, dans les négociations de branches sur les bas et les moyens salaires, M. Marchelli a affirmé avoir obtenu l'assurance que le CNPF est *« décidé à traiter l'ensemble des personnels dans les négociations qui s'ouvrent »*. Dans le cas contraire, a-t-il ajouté, la CFE-CGC *« saurait s'en souvenir et le montrerait en désertant les entreprises françaises et en allant travailler dans d'autres entreprises de la Communauté européenne »*.

□ **Grève de la faim à La Ciotat.** – Trois militants CGT du comité des chômeurs de La Ciotat ont commencé le 20 juin une grève de la faim pour *« exiger du gouvernement qu'il cède l'outillage des chantiers navals au groupe Lexmar »*, candidat à la relance du site, a-t-on appris auprès de la CGT. Les trois militants, qui se sont installés dans une église de la ville, sont *« déterminés à aller jusqu'au bout de leurs forces »*, a affirmé un syndicaliste. Ils réclament en outre *« l'abolition de la notion de fin de droits et la gratuité des transports pour les personnes sans emploi »*.

□ **Suppressions d'emplois chez Vallourec.** – Vallourec Industrie, filiale du groupe Vallourec (10 700 salariés), spécialisée dans le tube en acier non soudé, envisage de supprimer 516 emplois dans ses unités de production du nord de la France. Recueillie auprès de la direction de l'usine d'Aulnoye-Aymeries, cette information devrait être annoncée lors du comité central d'entreprise du 27 juin prochain au cours duquel un plan social sera présenté. Ces mesures, qui devraient concerner les sites d'Aulnoye-Aymeries et d'Anzin employant respectivement 1731 et 239 salariés, pourraient en fait entraîner la fermeture de la tuberie d'Anzin.

□ **Manifestation pour la Sécurité sociale minière.** – Pour défendre leur régime particulier de Sécurité sociale, 5 000 mineurs, selon la CGT, 2 500 selon la police, ont manifesté, le 20 juin après-midi à Paris, et se sont rassemblés devant les locaux de la caisse des mines, avenue de Ségur. La CGT craint un avant-projet de décret qui entraînerait une refonte du régime particulier de Sécurité sociale, puis son intégration dans le régime général. Les mineurs et leurs familles bénéficient d'avantages plus importants dans leur propre régime, et le personnel de la caisse des mines pourrait subir des suppressions d'emplois, en cas de regroupement. Le projet est nécessité par la diminution du nombre de cotisants (60 000), en raison de la fermeture des mines, alors que l'on compte 500 000 bénéficiaires, dont des retraités et des veuves.

□ **Le groupe américain Goodyear supprime 1 100 emplois.** – *Le* groupe américain Goodyear Tire and Rubber, numéro deux mondial du pneumatique, lance un plan de restructuration qui devrait se traduire par la suppression de 1 100 postes de travail (sur environ 114 000) et la constitution d'une provision pour pertes de 35 millions de dollars pour le deuxième trimestre 1990. En même temps le service des ventes aux Etats-Unis sera réorganisé.

Goodyear a enregistré une baisse de 78 % de son bénéfice net (20,9 millions de dollars) pour le premier trimestre. La firme d'Akron attribue ses mauvais résultats à une compétition accrue sur le marché automobile et à un accroissement des coûts de production.

□ **La Chine achète dix avions en crédit-bail.** – Pour la première fois, l'administration aérienne chinoise va acheter des avions en crédit-bail. *Guinness Peat Aviation*, première société mondiale de crédit-bail et de locations d'avions, vient de signer un contrat de 450 millions de dollars (2,5 milliards de francs) pour la fourniture en crédit-bail de dix Boeing-737 à la nouvelle compagnie China Southern, qui opère dans la région de Guangzhou. Jusqu'à présent, la Chine payait comptant ou utilisait des prêts bancaires à long terme.

ÉCONOMIE

Les socialistes et le patrimoine

Une fiscalité de gauche reste difficile à appliquer dans une Europe libérale

Préoccupés par les inégalités en France, les députés socialistes voudraient que les plus-values mobilières réalisées par les particuliers et les entreprises (placements de trésorerie, titres de participations) soient davantage taxées (*le Monde* du 21 juin). Le rapport rédigé par M. François Hollande, député socialiste de la Corrèze, va dans ce sens. Mais le gouvernement qui prépare le marché unique européen n'est pas du tout de cet avis, craignant une fuite des capitaux.

Réduire les inégalités sociales est devenu le leitmotiv d'une gauche qui depuis sept ans a dû corriger la plupart de ses analyses économiques, sous la pression de la crise d'abord (1981-1983) puis sous la contrainte de la construction européenne, accélérée en 1985 par M. François Mitterrand. Une Europe qui s'est révélée beaucoup plus libérale et de droite que ne l'avait imaginé le président de la République.

Au fil des années, la gauche a dû abandonner pas mal des idées auxquelles elle tenait, depuis le rôle qu'il convient de faire jouer au secteur public jusqu'à celui que doit assurer l'entreprise privée. Ces abandons ne vont pas sans remords de conscience et le PS, pour s'absoudre, a pris l'habitude de harceler un gouvernement dont la tâche n'est pas si facile – malgré une bonne conjoncture économique – puisque s'imposent à lui les choix européens du président de la République. Dimanche 17 juin au cours du colloque organisé par les socialistes sur le thème « Réussir la nouvelle étape sociale », M. Michel Rocard a dû de nouveau s'opposer aux impatiences un peu désordonnées des uns et des autres, notamment à celles de MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius, en proposant un *programme de trois ans* à l'issue duquel chacun pourrait le juger.

Le tracassin fiscal qui agite les parlementaires socialistes depuis l'automne dernier ne concerne pas seulement les plus-values mobilières, même si c'est une OPA spectaculaire – celle de Suez sur le groupe Victoire – *qui a déclenché toute l'affaire et est* à l'origine du rapport Hollande sur la fiscalité du patrimoine. Le député socialiste de la Corrèze s'attaque également – si l'on peut dire – aux droits de succession. Et dans ce domaine comme dans celui des plus-values, ses propositions ne sont pas *aussi neutres qu'il y paraît.*

Les contradictions du rapport Hollande

Les droits de succession ne seraient pas globalement alourdis et certaines dispositions proposées vont nettement dans le bon sens, comme l'allégement du régime fiscal des collatéraux et des non-parents, *« excessivement pénalisés »*, souligne à juste titre le rapport qui fournit une information inédite et surprenante : les impôts payés sur les successions en ligne collatérale et entre non-parents ont représenté en 1987 la coquette somme de 8,5 milliards de francs, soit beaucoup plus de la moitié (55,7 % très exactement) des sommes *rapportées à l'Etat par l'ensemble des* droits de succession. C'est assez dire l'importance du problème posé par des héritiers dont l'excessive imposition n'a jamais porté à discussion, parce que chacun ignorait qu'elle concernait autant de Français (1).

Beaucoup plus discutable est la proposition Hollande de modifier les droits de succession en ligne directe. Non que le barème actuel ne souffre aucune critique. Mais partant de la double idée qu'il faut alléger les petits héritages en même temps qu'il est impossible de relever le taux le plus élevé de 40 %, M. Hollande propose un barème « long » qui vaudrait également entre époux et aboutirait à alourdir l'imposition des héritages moyens. Nouvelle contradiction par rapport aux intentions déclarées.

Ce qui différencie le régime des successions à la française des régimes étrangers est – en simplifiant – la lourdeur de l'imposition jusqu'à 5 millions de francs. Or, au lieu d'atténuer cette différence, le rapport Hollande l'accroît. A partir d'une part successorale de 2 millions de francs, l'imposition passerait de 16,7 % de l'héritage à 21,1 % malgré un relèvement de l'abattement à la base de 275 000 à 325 000 francs. Pour une part successorale de 3 millions de francs, l'impôt passerait de 17,8 % à 24 %. S'agit-il là de sommes tellement importantes qu'il faille les imposer beaucoup plus ? Le prix d'un appartement à Paris apporte au moins un début de réponse.

La contradiction qui fausse la démarche suivie par M. Hollande assurant vouloir favoriser les petits et moyens héritages – donc les cadres, catégorie sociale à choyer – apparaît plus clairement encore *dans le haut* du barème. Il s'agit là d'héritages très importants avec des parts atteignant 30, 40, 50 millions de francs. Aussi justifié soit-il, le choix fait de ne pas relever le taux de 40 % *aboutit* à ce qu'une part successorale de 50 millions de francs voit son imposition à peine alourdie : 38,3 % de l'héritage contre 37,4 % dans le barème actuel. *D'une certaine façon, les héritages* moyens « paieraient » à la place des gros, ce qui est la démarche inverse de celle souhaitée par *M. Pierre* Mauroy, qui, dimanche plaidait, de façon assez nouvelle d'ailleurs, *« pour cette immense classe moyenne qui éprouve un sentiment d'abandon ».*

Le barème Hollande aurait un autre inconvénient : il alourdirait la transmission des petites et moyennes entreprises situées pour la plupart dans la zone comprise entre 1 et 10 millions de francs. L'auteur l'a bien vu puisqu'en guise de compensation, il multiplie les propositions d'abattements, de *réductions*, de donations jusqu'à arriver à des baisses de moitié des droits. Point trop n'en faut peut-être.

Multiplication des projets

Les propositions Hollande dont certaines ne sont pas discutables, *quand il s'agit par exemple de* réduire les droits de mutation à titre onéreux (ventes d'immeubles, de fonds de commerce, cessions de droits sociaux), ont le défaut de n'être pas chiffrées, et surtout de ne pas former un ensemble à la philosophie compréhensible par tous, *d'être parfois franchement en contra*diction avec les objectifs affichés : recherche de l'efficacité économique, de la mobilité du capital, allégement de la charge fiscale pesant sur les classes moyennes, nécessité de construire l'Europe, encore que sur ce dernier point, M. Hollande soit *particulièrement discret. Le risque* existerait aussi, en modifiant la taxation des plus-values immobilières, de faire monter les prix en raréfiant l'offre. *Actuellement*, leur taxation pour les particuliers disparaît au bout de vingt-deux ans de détention. M. Hollande propose de porter ce délai à trente-deux ans. Il y a fort à parier *que beaucoup de propriétaires* attendraient quelques années de plus pour vendre. Rétention qui renchérirait les prix et mettrait un peu plus hors de portée des Français l'achat d'un logement *en ville*. Tels sont, qu'on le veuille ou non, les comportements les plus courants.

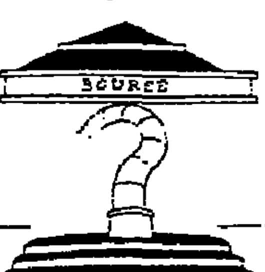
Dans la mesure où le député de la Corrèze reconnaît que la fiscalité *n'est pas* l'arme adéquate pour réduire les inégalités sociales, n'aurait-il pas dû rechercher en priorité à taxer plus lourdement les revenus et les capitaux nés de la spéculation, à la différence de ceux nés du travail et de l'épargne véritable ? La démarche était toute différente ; peut-être *aurait-elle été plus fructueuse*. C'est la période initiale, celle des premiers mois ou des premières années au cours desquels naissent les profits qu'il fallait davantage taxer, non la *période finale...*

A force de multiplier les projets de réforme fiscale – depuis la taxe d'habitation jusqu'aux plus-values en passant par la future contribution *sociale de solidarité* qui ressemble déjà beaucoup à un impôt, – les socialistes vont se créer une fâcheuse image de marque : celle de députés inventant une taxe nouvelle chaque jour. Il n'est pas sûr du tout que leurs électeurs apprécieront. Ni peut-être M. Mitterrand qui pensant aux *législatives* de 1993 *pourrait* intervenir pour calmer le jeu. Après l'avoir désorganisé en inquiétant les milieux d'affaires et la Bourse par des déclarations plus égalitaristes qu'européennes faites à Auxerre le 29 mai. Autre contradiction...

ALAIN VERNHOLES

(1) Sur 210 459 successions déclarées en *1987, 110 425 étaient en ligne collatérale* et entre non-parents.

Le Monde



AFFAIRES

La Bourse de Paris entre les lambris et la City

La place française a bien réussi son internationalisation. Mais dans la perspective du grand marché des capitaux elle ne fait pas le poids face à Londres

LA Bourse de Paris serait-elle cette année à l'image des navigateurs à mi-chemin de leur traversée, ne voyant plus la cote d'origine et n'apercevant toujours pas la terre à rallier? Le tout en voguant sur une mer agitée où il faut à tout prix maintenir son cap et éviter les embuches pour accoster le premier. Derrière elle, la place française a laissé son passé d'agent de change, supprimé en mars 1987 avec le lancement d'une révolution culturelle basée sur l'internationalisation. Devant, à moins de trois ans du grand marché, c'est l'inconnu, avec une seule certitude : la volonté britannique de prendre en main les destinées des Bourses européennes. Et les Anglais en bon marins ont plusieurs milles d'avance.

Pourtant le « Big Bang » à la française a suivi de peu celui de la *City*, concrétisé en octobre 1986. Le 10 mars de l'année suivante, MM. Edouard Balladur, alors ministre de l'économie et des finances, et Xavier Dupont, alors syndic de la Compagnie des agents de change, annonçaient à la surprise générale une réforme des structures de la Bourse mettant fin à une tradition séculaire de corporatisme. L'idée était alors d'ouvrir ce milieu protégé pour lui donner une véritable dimension internationale. Finis les agents de change, on allait leur substituer des sociétés de bourse ayant plus de moyens financiers.

En échange, ces firmes devraient affronter au mieux l'explosion des transactions et l'afflux d'actionnaires amenés par les privatisations. *Une loi* en janvier 1988 avalisait cette orientation ouvrant officiellement le capital des ex-charges aux intervenants financiers. Vint ensuite le temps des unions : mariages de raison plus que d'amour. Les banques françaises, les assureurs, les courtiers s'engouffrèrent dans cette brèche accompagnés par de nombreux intervenants étrangers.

Si les Européens sont nombreux avec une prédominance anglaise, pas moins de six participations à des degrés divers, les Américains arrivent modérément dans deux sociétés de Bourse, mais de manière moins feutrée tout de même que les Nippons. Ces derniers ont opté pour l'entrée symbolique (5 % ou 7 %) dans trois firmes, n'apparaissant pas aux postes de décision. La redistribution des cartes a été extrêmement rapide et a mis fin irrémédiablement à l'ancienne homogénéité des agents de change. Aujourd'hui, même si le paysage n'est pas totalement remodelé, se définissent quatre grandes catégories de société de Bourse de taille sensiblement égale, représentant chacune plus ou moins le quart des quarante-quatre établissements parisiens recensés. A coté des sociétés adossées à des banques françaises dotées de réseaux de collecte, apparaissent celles associées soit à des établissements nationaux n'ayant pas de tels réseaux, à des compagnies d'assurances ou à des firmes de courtages. Viennent ensuite celles ayant choisi l'indépendance et ne s'étant pas doter d'actionnaires de référence; et enfin celles alliées ou reprises par des étrangers.

Tout repenser

Mais, là encore, au sein de chaque catégorie les stratégies ne sont plus les mêmes. Si, par exemple, la Dresdner Bank, via la BIP, a décidé de se constituer un réseau en reprenant pas moins de quatre sociétés, une autre banque allemande Oppenheim a porté son choix sur une seule entreprise. Cette mutation s'accompagne également d'une révolution culturelle profonde provoquée principalement par le bouleversement des courants d'affaires traditionnels mais aussi par l'apparition de nouveaux métiers, et l'émergence de nouveaux hommes. Rien qu'au niveau des dirigeants, entre le tiers et la moitié des anciens agents de



change ont été remplacés dans leurs fonctions... L'effet le plus dévastateur de cette nouvelle donne reste la modification « *du flux de circulation des ordres* » obligeant chaque société à tout repenser pour attirer vers elle les investisseurs.

Les grands pourvoyeurs d'ordres que sont les banques à réseaux (BNP, Société générale, Crédit Agricole...) ont, contrairement à leurs intentions initiales, rapatrié vers leur société de Bourse propre toute la demande de leur clientèle, amputant ainsi le marché d'une part non négligeable du volume de transactions. Seule la Caisse des dépots et consignations, pourtant actionnaire de trois ex-charges, continue à répartir ses besoins entre l'ensemble des intervenants. « *La part du marché libre s'est considérablement réduite.* » « *Tous les jours nous sommes obligés de trouver des clients.* »

Ces réflexions reviennent souvent chez les opérateurs n'ayant pas de marché captif. La concurrence s'est donc amplifiée sur des volumes restreints entraînant de fait une érosion des marges bénéficaires encore plus forte depuis la libéralisation des courtages, voici un an. Il ne fait plus bon aujourd'hui d'être un simple intermédiaire en actions ou obligations. « *Chacun a recherché à définir mieux ses métiers sachant que l'intermédiation, nœud central de l'activité, est attaquée* », raconte Xavier Dupont, ancien initiateur de cette réforme et actuel président de Dupont Denant, une société adossée au Crédit national.

Dans ce cas, tout en restant présent sur le marché des actions et obligations malgré la conjoncture, la politique de sa firme est de renforcer sa position, notamment dans le domaine obligataire, tout en consacrant d'importants efforts à la recherche, à l'analyse financière et en participant aux opérations de fusions-acquisitions dans le cadre du Crédit national.

La démarche est analogue pour de nombreuses sociétés de Bourse qui n'entendent pas se retirer pour l'instant de leur activité de base. Elles s'intéressent à des degrés différents à des nouvelles techniques, comme la contrepartie, ou aux produits du MATIF et du marché des options. Beaucoup souhaitent étendre leur savoir-faire dans l'intermediation à l'ingenierie financiere, au « *corporate finance* » (fusion-acquisition), voire, parfois, à l'immobilier comme le fait désormais Tuffier Ravier Py. Mais, tous ces programmes, s'ajoutant aux indispensables investissements techniques à réaliser dans le cadre des projets de modernisation de la place, nécessitent d'importants fonds propres..

Manque de transparence

A ce jour, la situation est pour le moins confuse. Impossible de se faire une véritable idée sur l'état de santé des intervenants ni sur leur part de marché. Dans le premier cas, il n'est plus possible de comparer leurs résultats.

Grâce à ce manque de transparence, Paris est l'une des rares Bourses à être un marché dont les parts réunies ensemble dépassent les 100 % et surtout la seule place à posséder un podium doté d'une seule marche. Profitant de ce flou, la plupart des intervenants revendiquent des fractions de marché supérieures à la réalité et s'attribuent généreusement des premières places dans leur secteur. Quelquefois des secondes, mais rarement au-delà.

Il semble cependant que, à ce jour, quatre sociétés se détachent nettement du peloton et s'affichent comme les plus actives sur le marché non captif. Il s'agit de deux firmes françaises : Chevreux de Virieux du groupe Suez, et Cholet Dupont dans lequel le Crédit lyonnais a une forte participation. Et de deux britanniques : Bacot Allain, filiale de Warburg, et DLP James Capel.

Un marché trop exigu

Quoi qu'il en soit, de multiples voix s'élèvent pour affirmer que le marché est trop exigu pour autant de monde et que l'année 1990, si elle continue sur cette lancée, sera extrêmement difficile pour de nombreuses sociétés. Et pourtant, paradoxalement, le nombre d'intervenants ne va aller qu'en s'amplifiant. Dès le 1er janvier prochain, la quinzaine de sociétés de Bourses régionales seront autorisées à opérer sur le marché national. Un an plus tard, le *numerus clausus* limitant le nombre de sièges à la Bourse sera supprimé. Et que dire, le 1er janvier 1993, avec l'abolition totale des frontières de la Communauté...

Si les autorités du marché grâce à la réforme et portées par la situation économique française ont atteint leur objectif principal, à savoir réussir l'internationalisation de la Bourse de Paris, il reste à présent à confirmer cette action qui a limité le transfert des transactions en valeurs françaises vers la City. Le combat doit être mené sur deux fronts, l'un local et l'autres bruxellois, l'adversaire étant la Grande-Bretagne. Ce pays, pour la première fois, est nomément désigné comme tel dans un document officiel.

L'éditorial du rapport annuel 1989 de la Société des Bourses françaises (SBF), organisme chargé du fonctionnement de la place financière, n'hésite pas à affirmer : « *La solidité des solutions qu'elle* (la SBF) *a choisies et la rentabilité de son exploitation dans la nouvelle structure du marché sont des conditions nécessaires pour rendre possible l'ambition internationale de la place, et pour promouvoir dans la Communauté européenne un modèle de marché à l'architecture plus affirmée que le modèle londonien.* » C'est dire que le risque d'une domination anglo-saxonne pèse sur l'organisation future des marchés.

« *La grande question*, reconnaît Gérard de la Martinière président de Meeschaert Rousselle, et ancien directeur général de la Bourse, *est de savoir si le futur marché européen des capitaux n'est pas entrain de bouleverser le schéma actuel en réunissant pour la circonstance les Anglais, les Allemands et la Commission autour d'une stratégie basée sur un marché de gré à gré.* »

En effet, si sur l'initiative française les projets prévoient la création d'une cote européenne rassemblant deux ou trois cents des plus grandes valeurs des douze pays de la Communauté et négociable sur chaque place, une deuxième disposition venant d'outre-Manche ajoutée au mois de mai peut tout remettre en cause. Elle prévoit la création d'un marché de gros en valeurs mobilières destiné aux grands institutionnels. Il s'agirait soit d'un marché parallèle à chacune des places fonctionnant entre banques, soit d'une sorte de treizième Bourse sans règle venant s'ajouter au douze existantes. Un développement incontrôlé pourrait à l'extrême vider de leur substance les autres marchés, et surtout mettre un terme à tous les efforts de transparence engagés par plusieurs *pays depuis trois ans.*

Affronter l'assaut

L'un des seuls moyens de résister à cette délocalisation est de renforcer le poids de la place française en la dotant de grands intermédiaires. Pour la SBF, le salut viendra des établissements bancaires et la conclusion de son rapport annuel est sans appel : « *Il reste néanmoins aux plus grands groupes financiers français à engager leurs moyens et leur renommée sur des projets d'intermédiations puissants, ayant Paris pour base, afin que la réforme de la Bourse devienne un plein succès.* » Selon M. Rousselle, président de la SBF : « *Seules les grandes banques peuvent relever un tel défi, profitant de leur réseau international qui est le troisième du monde. Nous n'avons pas de société d'intermédiation indépendante qui ait pu constituer un tel réseau.* » Cette opinion fait grincer les dents de certains courtiers indépendants. Ils rejettent ce jugement de Salomon les excluant de toute possibilité de développement et redoutent si ces projets se concrétisent la tentation d'une main-mise des banques sur le marché à la manière allemande.

S'oriente-t-on alors vers une Bourse à deux niveaux d'intervenants, composés dans un cas de quelques grands français et étrangers se partageant le gâteau et dans l'autre d'une majorité de petits se contentant des miettes? Il est encore trop tôt pour l'affirmer. « *Une chose est sûre*, affirme Michel Jollant, responsable de l'analyse financière chez DLP James Capel, *le marché européen sera contrôlé par des entités appartenant à la Communauté où les Anglo-Saxons seront dominants. Déjà les gens qui investissent le mieux sur ce marché sont ceux de Londres.* » Reste donc à se préparer en conséquence pour affronter cet assaut.

D'autant que les Britanniques ont toujours entendu affirmer leur suprématie. Dans son ouvrage *la Nouvelle Bourse*, Jean-Claude George relate cette anecdote : interrogé en 1988 sur l'existence possible d'une place boursière mondiale, M. Jeffrey Knight, directeur général de la place anglaise répondait « *Oui, au ciel... ou à Londres.* »

DOMINIQUE GALLOIS

Les tours de table

Les quarante-quatre sociétés de Bourse parisiennes (niveau de participation au 1er mars).

• **Alliées à des banques de dépôts ayant des réseaux de collectes :**

Patrick du Bouzet : BNP, 50,27 %.

De Cholet Dupont : Crédit lyonnais, 39,94 % ; Nippon Life (Japon), 5 % ; UAP, 5 % ; Commerzbank (RFA), 5 %.

Delahaye, Ripault : GÉNÉFINANCE-Société générale, 74,91 %.

Dynabourse : Ségespar Titres-Crédit agricole, 99,92 %.

Michel : Ségespar Titres-Crédit agricole, 87,11 %..

Elysées Bourse : Crédit commercial de France, 100 %.

Goy, Hauvette : BRED, 51,02 %.

Hayaux du Tilly : Ségespar Titres, 10 % et SA des Vallées de Brunoy (Crédit agricole), 20 %.

Richard : Société lyonnaise de Banque, 35,93 % ; Ségespar Titres-Crédit agricole, 11,08 % ; SDR du Sud-Est, 8,6 % ; SDR Centrest, 8,2 % ; SDR Sodecco, 8,20 % ; Marusan (Japon), 5 %.

• **Alliées à des établissements financiers sans réseau de collecte :**

Chevreux, de Virieu : Banque Indosuez, 49 %.

Courcoux Bouvet : Paribas UK Holding Ltd, 100 %.

De Compiègne : Banque parisienne d'investissement et d'arbitrage (Duménil Leblé), 35 % ; M. Jacques Barabé, 32,5 %.

Dupont, Denant : Domibourse-Crédit national, 51 %.

Magnin : Omnium industriel et financier (filiale BUE), 75 %.

Nouailhetas : Groupe Pallas, 95 %.

Schelcher, Prince : Compagnie parisienne de réescompte, 100 %.

Soulie, Tellier : Via Banque, Société de banque et de financement, 49 %.

– **Associés à des courtiers :**

Meunier de la Fournière : groupe Viel, 43,25 %.

Finacor Bourse : Finacor, 55 % ; Batif 22,5 % ; Crédit mutuel Artois-Picardie, 22,5 %.

– **Filiales d'assureurs :**

Alphabourse : Banque pour l'industrie française, GAN, 100 %.

Meeschaert Rousselle : Axa-Midi, 100 %.

• **Associées à des étrangers (établissements financiers ou courtiers) :**

Auboyneau, Labouret, Ollivier : France BBL, 90 %, elle-même filiale à 100 % de la banque belge Bruxelles-Lambert.

Bacot, Allain, Farra : Warburg Group (GB), 87,63 %.

Ducatel, Duval : Société de banque suisse, 89,46 %.

Dufour, Lacarrière, Pouget : James Capel (GB), filiale de la Hongkong and Shanghai Banking Corp, 100 %.

FIP Bourse : Premium, filiale de la BIP appartenant à la banque allemande Dresdner Bank, 59,40 %.

Hamant : NMB Bank (Pays-Bas), 100 %.

Massonaud, Fontenay : Amsterdam Rotterdam Bank (Pays-Bas), 50,1 %.

Mélendès : Banque Oppenheim (RFA), 50 % ; Banque Pierson (Pays-Bas), 50 %.

Nivard Flornoy : Morgan Guaranty (USA), 87,23 %.

Didier Philippe : Bankers Trust (USA), 49 %.

Puget, Mahé : Barclays de Zoete Wedd (GB), 75 % ; Odier Bungener et Courvoisier, 2 % ; L'Oréal, 1 % ; Groupe Mornay, 1 % ; Assurances mutuelles agricoles, 1 %.

Sellier : National Westminster Bank (GB), 99,80 %.

– **Actionnaires multiples :**

Fauchier-Magnant : Caisse des dépôts et consignations, 10 % ; UAP, 10 % ; Kleinwort-Benson (GB), 10 %.

Ferri-Germe : Crédit foncier de France, 15 % ; Caisse des dépots, 10 % ; UAP, 5 %.

François Dufour Kervern : Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet, 26,31 %, Caisse des dépôts, 7,92 % ; UAP, 7,92 % ; Nomura International (Japon), 7,92 %.

Oddo : Compagnie financière du Phénix (AGF), 25 % ; Instituto bancario San Paolo di Torino (Italie), 10 % ; Caisse des dépôts et consignations, 4 %.

Tuffier Ravier Py : Caisse centrale des banques populaires, 12,45 % ; Kuwait Investment Authority (Koweit), 6,92 % ; Groupe maison familiale, 4,35 % ; Charterhouse (GB), 4,15 %.

• **Indépendants :**

Boscher ;

Gorgeu, Perquel, Krucker SA ;

Leven, Chaussier SA ;

Jean-Pierre Pinatton SA ;

Saintoin, Roulet SA ;

Patrice Wargny SA.

Les quinze sociétés de Bourse de province : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Nancy (participation au 1er mars).

• **Alliées à des banques de dépôts ayant des réseaux de collecte :**

Blisson Bonasse (Marseille) : Société marseillaise de crédit, 75,36 % ; Holding Saint-Honoré, 15 %.

Gilbert Dupont (Lille) : Crédit du Nord, 34 % ; Domibourse (Crédit national), 15 %.

De Portzamparc (Nantes) : Banque populaire Bretagne-Atlantique, 34 %.

Michaux (Lyon) : Crédit lyonnais, 49,9 % ; société de Bourse Cholet Dupont, 20,1 %.

• **Alliées à des établissements financiers sans réseaux de collecte :**

Brac de la Perrière (Lyon) : Banque d'arbitrage et de crédit, 60 %.

Jean-Louis Champeil (Bordeaux) : Catroux Gestion, 48 %.

Jacques Douilhet (Nancy) : Omnium industriel et financier (BUE), 70 %.

Dubly Motte (Lille) : Omnium industriel et financier (BUE), 51 %.

Girardet (Lyon) : Domibourse (Crédit national), 34 %.

Kempf (Nancy) : Caisse de gestion mobilière (Suez), 100 %.

• **Associées à des étrangers :**

DG Bourse (Bordeaux) : DG Finance, 100 %, filiale de DG Bank (RFA).

Henry de Champsavin (Nantes) : Premium, filiale de la BIP, elle-même contrôlée par la banque allemande Dresdner Bank, 58,35 %.

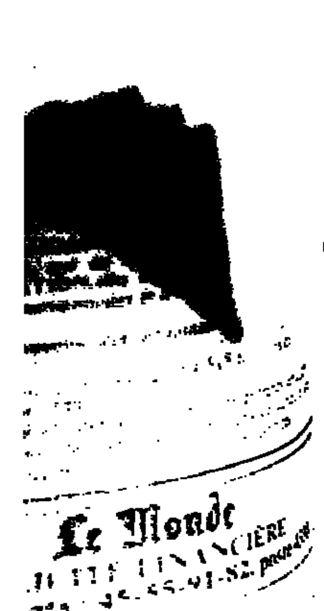
Gérard Delore **(Lyon) :** Premium, 65 %.

De Kerhor (Bordeaux) : Premium, 66 %.

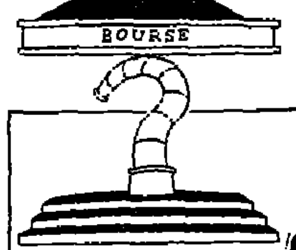
• **Indépendant :**

Dubus (Lille).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SANS VISA







Les petits actionnaires ont-ils déserté ?

Le temps se serait-il arrêté ? Oui si on se réfère aux estimations du nombre de porteurs de *valeurs mobilières en France*. Le dernier chiffre connu, et publié consciencieusement chaque mois par la Commission des opérations de Bourse, porte sur une évaluation faite en... 1987. La France comptait cette année-là 10 millions d'actionnaires, dont *6 millions de petits* porteurs directs. Un niveau record, atteint grâce aux privatisations, laissant loin derrière les 1,5 million recensés en 1977 et les 3 millions de 1982. Depuis, aucune donnée n'a été communiquée, et beaucoup d'interve*nants penchent* pour *une réduc*tion sensible de cet actionnariat direct, dont le nombre oscillerait entre 4 et 4,5 *millions. Un* niveau qui reste encore élevé, battant en brèche l'idée que les petits porteurs ont déserté la Bourse.

Le temps des privatisations a permis de mesurer l'attrait du public pour les entreprises françaises et aussi pour la Bourse casino. Trois ans plus tard, la lecture de l'actionnariat des firmes retournées au privé *(voir tableau)* permet de départager *ces deux conceptions. Les* joueurs sont partis rapidement quelques semaines, voire quelques mois plus tard après avoir engrangé des gains notables. Ne sont restés alors en majorité que des personnes croyant au développement de l'entreprise. *La réduction du nombre de* petits porteurs a été très importante dans toutes les sociétés revenues sur le marché boursier. Elle s'explique également par la concentration des ordres.

Les familles ayant droit à des titres pour chacun de ses membres (parents ou enfants) les ont la plupart du temps rassemblés dans un portefeuille unique. D'autres ayant eu trop peu d'actions ont préféré s'en défausser rapidement en raison des coûts des droits de garde. Tel est le cas principalement de la BTP, devenue depuis Compagnie du BTP, où le million d'actionnaires s'étaient vu remettre individuellement un titre. Démarche analogue pour la BIMP, où avait pu *être attribuée une action et* demie. Des réductions se sont faites également d'office, comme dans le cas de la Sogé*nal. Cette banque de Stras*bourg, qui avait plus d'actionnaires que de clients, les a quasiment tous perdus après l'offre publique d'échange lancée sur elle par la Société générale, possédant désormais 92,9 % des actions.

La part du public représente encore un niveau appréciable dans certaines firmes. A TF 1, les 200 000 actionnaires détiennent entre 10 % et 15 % du capital. Chez Paribas, la part revenant aux 1,250 000 million de petits porteurs avoisine les *7 %. La Compagnie financière* de la rue d'Antin, qui revendique la première place française, voire européenne, en nombre d'actionnaires individuels, a pu tester leur fidélité à deux occasions : lors d'une augmentation de capital et au cours du bras *de fer engagé avec la Naviga*tion mixte.

En 1989, 700 000 personnes ont répondu à la souscription d'ABSA (actions à bons de souscription d'actions), apportant ainsi 30 % des 4 milliards de francs levés lors de cette *opération*. Peu après, ils ont été peu nombreux à se défausser de leurs titres pendant le duel *Paribas-Mixte. Et pourtant la* tentation fut grande. Acquise à 405 F à la privatisation, l'action tombée à 257,50 F en janvier *1988* a culminé *un temps* à 732 F. Elle évolue actuellement aux alentours de 620 F. *« Les actionnaires font preuve d'une grande maturité »*, constate avec *satisfaction Mme Roselyne Pierre*, leur représentante au conseil d'administration, en précisant que Paribas va reprendre sa campagne auprès de ses por*teurs, approche un moment* mise en veilleuse. Ce que n'a jamais arrêté sa grande rivale *Suez. Chez Havas, même souci* des petits actionnaires, et la dernière opération décidée en avril prenait en compte leurs intérêts. Les dirigeants ont décidé d'attribuer une action gratuite pour trois détenues, trois étant le nombre de titres obtenus lors de *la mise en vente publique en* 1987. L'action a dans le même temps été divisée par deux. Le 7 mai, le nombre de titres ayant été augmenté par ses opérations, l'action qui cotait auparavant 1 741 F est tombée en toute logique à 654 F. Comme *souvent dans ces cas-là*, les appels affolés n'ont pas manqué tant aux sièges des banques que *de la société. Preuve que la* culture financière, même si elle progresse chez les détenteurs de titres, a encore du chemin à faire. Et que les cardiologues ont *encore* de beaux jours devant eux...

D. G.

L'actionnariat des privatisées

SOCIÉTÉS	Nombre d'actionnaires (en millions)	
	à la privatisation	en juin 1990
Saint-Gobain	1,547	0,900
Paribas	3,804	1,250
Sogénal	0,850	0,050
BTP	1,030	(*)
BIMP	0,523	entre 0,020 et 0,100
CCF	1,650	entre 0,300 et 0,400
CGE	2,237	1,000
Agence Havas	0,730	0,200
Société générale	2,298	0,700
Suez	1,600	entre 0,800 et 1,000
TF 1	0,415	0,200
Matra	0,285	0,210

(*) Quelques milliers

Une mutation douloureuse et sans gloire

La fin de la Compagnie des agents de change et sa métamorphose se sont accompagnées de turbulences auxquelles la place de Paris n'était guère préparée

QU'ELLE était belle la *Compagnie des agents* de change lorsqu'en décembre 1987 le Parlement vota la loi mettant fin à son monopole des transac*tions à la Bourse de Paris !* Après plus de cent cinquante ans de règne sans partage sur le marché français *des actions et des obligations, ce fut* aussi la fin d'un mythe.

Depuis 1801, l'article 76 du code de commerce lui avait attribué le monopole de la négociation des *titres*, les agents de change jouissant, en outre, du statut d'officiers ministériels nommés par décret du ministre des finances. Pour entrer dans la Compagnie, il fallait montrer patte *blanche, présenter une surface finan*cière suffisante et, surtout, recevoir l'agrément des autres agents de change, soucieux de leur respectabilité : comme au Jockey-Club, il ne fallait pas que l'impétrant reçoive des « boules » noires lors du vote de ses pairs. Ces derniers, au surplus, *responsables, sur leur patrimoine*, de la bonne fin de leurs opérations, se montraient peu désireux d'admettre dans leurs rangs un personnage susceptible d'être défaillant financièrement, la solidarité de la Compagnie devant jouer en ce cas.

Officier ministériel, donc, en même temps que commerçant, l'agent de change jouissait d'un prestige bien établi, dont le symbole était sa présence à la corbeille de la Bourse de Paris, tous les jours ouvrables, *sauf le vendredi saint* évidemment : on ne se livre pas aux jeux d'argent pour l'anniversaire de la mort de Jésus-Christ. Par-dessus tout, la Compagnie avait accumulé ce sacro-saint fonds de garantie, alimenté par les cotisations des agents, qui n'avait pratiquement jamais servi.

Las ! A peine votée la loi de décembre *1987, une première* charge d'agent de change (ou plutôt une « société de Bourse » depuis le 5 janvier 1988), JFA Buisson, était placée en règlement judiciaire par le tribunal de commerce de Paris. Motifs : *« Graves carences de gestion »* et un passif dépassant 100 millions de francs. Une seconde société de Bourse, Baudouin, subis*sait bientôt le même sort*, pour les mêmes motifs (graves manquements dans la gestion et la surveillance de la société). C'étaient déjà de beaux scandales, du jamais vu, mais le pire était encore à venir.

L'émotion fut grande en effet lorsque la Société des Bourses françaises elle-même, l'héritière de la Compagnie, dut révéler en juin 1988 qu'une bonne partie du sacro-saint fonds commun avait été croquée en spéculations malheureuses sur le *MATIF. C'était le coup de grâce* donné à une corporation déjà fortement ébranlée par les scandales précédents.

Carences de gestion

Quoi ! La vertueuse Chambre syndicale des agents de change, chargée *de surveiller et de morigéner* ses adhérents avec un pouvoir de sanctionner qu'elle ne se privait pas d'utiliser au nom de la morale boursière et de la déontologie, devait confesser l'existence d'un trou béant dans ses comptes, plus de 600 millions de francs auxquels il fallait ajouter, *par la suite, 700 millions* de francs d'argent frais pour provisionner d'autres sinistres de sociétés de Bourse, une quinzaine. *« Qui gardera les gardiens eux-mêmes ? »* gémissait déjà, il y a mille huit cents ans, le poète latin Juvénal... Ce fut la Berezina. Et aussi la « seconde mort » d'une Compagnie dont les agents venaient de perdre leur statut d'officiers ministériels et se trouvaient renvoyés au marché et au droit commun.

On a glosé à l'infini sur les causes de cet effondrement, moral autant que financier. L'explosion de transactions à partir de 1984 fit craquer, puis imploser les frêles structures *administratives des charges d'agents* de change. On cite également les dramatiques carences de la gestion et du contrôle : ainsi, les autorités du MATIF avaient constaté, avec effroi, que la charge JFA Buisson n'avait pu fournir de données valables sur les opérations des six mois précédents sur le marché.

En outre, un énorme retard s'était accumulé dans le règlement final des opérations boursières, non pas au niveau de la clientèle, qui était immédiatement satisfaite pour l'exécution de ses ordres d'achat et de vente, mais à celui des charges d'agent de change, qui compensent entre elles les transactions effectuées *quotidiennement sur* le marché et procèdent aux paiements et aux livraisons de titres. Ce retard, communément appelé « suspens », lorsqu'il excède trois mois, génère de nombreux litiges et fait planer une lourde hypothèque sur les résultats des charges. A certains moments, il porta sur plusieurs dizaines de milliards de francs, et son apurement a donné lieu parfois à des surprises *pénibles*, comme celle qu'a éprouvée la Banque Morgan après son rachat de la charge Nivard-Flornoy, en se trouvant face à un « trou » global de 154 millions de francs après règlement final des fameux « suspens ».

En fait, la disparition de la Compagnie des agents de change, sous sa forme ancienne de société de personnes, a *sonné le glas d'un système* de plus en plus dépassé. D'un côté, la surface financière des charges, mesurée par leurs fonds propres, était insuffisante par rapport à la dimension nouvelle du marché et aux risques encourus, d'où l'entrée des banques. De l'autre, l'approche commerciale des agents de change, en vigueur depuis près d'un siècle et fondée le plus souvent sur des relations personnelles avec les banques donneuses d'ordres et des clients *plus ou moins fortunés*, apparaissait de plus en plus désuète.

Aujourd'hui, les sociétés de Bourse, leurs analystes et leurs gestionnaires doivent solliciter le client en lui démontrant la qualité de leurs études et de leurs pronostics. C'est un tout autre style et, à la vérité, une petite révolution. En ce sens, la place financière de Paris est devenue majeure et la Compagnie des agents de change, sous sa forme ancienne, en est morte.

FRANÇOIS RENARD

L'été se lève sur la première Bourse de l'Est

Après quarante-deux ans d'interruption, la Hongrie se dote à nouveau d'un marché de valeurs mobilières pour réaliser son vaste programme de privatisations

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

CE premier jour de l'été vient d'être salué par l'inauguration de la Bourse de Budapest. Si depuis deux ans dans cette perspective, les investisseurs tentent de s'initier aux techniques boursières, le développement d'une telle initiative se heurte à des difficultés de taille, une inflation galopante, l'absence de culture finan*cière de toute une génération, sans* parler de la concurrence difficile avec Vienne.

De tous les pays d'Europe de l'Est, la Hongrie est celui qui en matière financière a évolué le plus vite. Au début des années 80, les autorités magyares décidèrent de se préparer à la réouverture de la Bourse qui avait fonctionné pendant *près d'un siècle, de 1864 à 1948*, avant d'être supprimée avec l'apparition du régime communiste. En 1982, une loi instaurait alors la possibilité d'émettre des obligations. La *première valeur de ce type sera* émise l'année suivante, et actuellement pas moins de 400 titres sont *recencés, représentant 30 milliards* de forints (environ 3 milliards de francs). Les premières actions sont apparues plus tard et ne se sont vraiment développées que depuis la loi de 1988 autorisant les entreprises d'Etat à se transformer en sociétés anonymes. Sur les 350 firmes ayant *opté pour un tel statut, seules 60* sont aujourd'hui cotées et l'activité réelle ne porte que sur une douzaine d'entre elles.

C'est donc sur la base d'un marché essentiellement obligataire qu'a été réhabilitée la notion de Bourse en décembre *1987. Pas moins de* vingt-huit intervenants (quatre agents de change et vingt-quatre firmes filiales de groupes financiers) ont décidé de participer aux premiers pas de cette place financière en se réunissant dans une petite salle au premier étage de l'International Trade Center dans le centre de Budapest. *D'une journée* par semaine, le nombre de ses séances a été porté à trois (mardi, mercredi, jeudi) d'une heure chacune depuis le mois d'octobre 1989. Les techniques de cotation ont été apprises à Francfort, Londres ou Milan, seules places financières européennes à montrer *de l'intérêt à une telle initiative...*

Jeudi 21 juin, trois mois après la promulgation de la loi créant la Bourse de Budapest, l'ouverture officielle du marché s'est faite dans *cette salle. Toutefois, à la fin de* l'année, les boursiers rejoindront leurs nouveaux locaux actuellement en cours d'aménagement. En s'installant, quelques centaines de mètres *plus loin, dans l'immeuble réservé* à la Banque de Budapest de crédit et développement, la Bourse occupera alors un lieu plus spacieux. Toutefois, elle ne retrouvera pas son implantation originelle occupée par les installations de la télévision.

Obstacles économique et culturel

Continuité de lieu, mais aussi continuité d'activité. Le démarrage *officiel du marché en ce premier* jour de l'été n'a en rien modifié le déroulement de cette brève séance de cotation, si ce n'est qu'elle a connu plus d'affluence, qu'elle a été ponctuée par des discours de personnalités et par l'annonce de nouvelles introductions de valeurs, *comme celles de l'agence de voyages* Ibusz, de la chaîne de magasins Skala et de la Banque de Budapest. Mais structurellement la majorité des transactions continue à s'effec*tuer hors Bourse, directement entre* les banquiers.

Pour développer cet embryon de marché, les autorités boursières ont à affronter deux obstacles majeurs d'ordre économique et culturel.

Les premières obligations émises au milieu des années *80* ont été extrêmement bien accueillies par le public, mais l'engouement fut de brève durée. En 1987, l'introduction d'un nouvel impôt sur le revenu et surtout la hausse des prix ne rendait plus intéressants de tels placements. Et la tendance n'a fait que s'aggraver depuis dans ce pays où l'inflation avoisine les 20 %. Aucun intérêt donc d'acheter des obligations ou des actions qui pâtissent de *plus d'une fiscalité très lourde*. Les Hongrois, déjà peu enclins à l'épargne, préfèrent donc investir leur peu d'économies dans le seul placement rentable à leurs yeux : les devises étrangères.

La plaquette de présentation de la Bourse insiste, quant à elle, sur l'absence de culture, en consacrant dans sa présentation chronologique ces quelques mots : *« 1948 : année où la Bourse de Budapest a été supprimée parallèlement à la transformation socialiste du pays. Durant les décennies suivantes, plusieurs générations ont été élevées sans aucune connaissance du rôle et des fonctions économiques de la Bourse. »*

Pour tenter de combler cette lacune, les autorités envisagent de *vastes formations afin d'initier les* gens à l'économie de marché. Des campagnes télévisées sont prévues avant le lancement des privatisations. *« C'est le domaine où le chemin restant à parcourir est le plus long »*, reconnaît Mme Gyöngyi Agoston, la jeune directrice de la Bourse. *Mais de tels programmes sont oné*reux et certaines banques reconnaissent même ne pas avoir assez de moyens à consacrer à leur formation interne.

Si, pour ces multiples raisons, l'épargne hongroise devrait dans un premier temps être difficile à drainer vers ce nouveau marché financier, il ne reste plus qu'à séduire les *investisseurs étrangers. Mais là*, l'inexpérience et la petite taille de cette jeune place risque de ralentir les ardeurs, sans parler des incertitudes économiques ou des problèmes inhérents à la non-convertibilité du forint. Les gestionnaires peu enclins traditionnellement aux risques préféreront *investir* sur les valeurs hongroises indirectement, *via* l'Autriche. Les financiers de Budapest ne s'y sont pas trompés et comptent profiter de l'engouement sur la place viennoise depuis plusieurs mois pour lancer leur propre place. Dans cette perspective, la majeure partie du capital d'Ibusz mis en vente depuis le 21 juin est proposée sur le marché autrichien (*le Monde* du 19 mai).

Mais cette initiative ne risque-t-elle pas d'avoir l'effet contraire à celui attendu ? Plutôt que d'insuffler un élan à la première Bourse d'Europe de l'Est, elle pourrait entraver son développement et la reléguer à un simple rôle de Bourse satellite dans l'orbite autrichienne.

D. G.

Amsterdam affiche ses ambitions

La place néerlandaise vient de lancer le premier indice européen des valeurs

LA Bourse d'Amsterdam a décidé de montrer les crocs. La place batave a la ferme intention de s'imposer comme un centre financier de premier ordre sur le Vieux Continent. *« Je ne crois pas à l'hégémonie de Londres sur les transactions boursières en Europe. Mais plutôt à la coexistence de trois à quatre centres financiers régionaux d'importance »*, affirme avec constance M. Fop Hoogendijk, *ancien membre du directoire* d'AMRO, le principal établissement de crédit des Pays-Bas.

Cette haute figure des milieux bancaires inclut bien entendu Amsterdam sur cette *short list*. Ambition avouée : faire de la place *néerlandaise la capitale boursière* du Benelux. Objectif tacite : s'imposer comme la seule Bourse du continent capable de faire de l'ombre à la City de Londres. Paris nourrit d'ailleurs le même projet. Mais entre ces deux places aux dents longues l'heure n'est plus aux *prévenances. L'affaire de la Berd* a laissé des traces.

La bataille est donc lancée. Fort de sa prééminence sur le marché des options – l'European Option Exchange (EOE) d'Amsterdam est le premier et le plus ancien marché d'Europe sur ce type d'instruments, devant Londres, avec 26 % des transactions réalisées dans la *CEE*, – la place néerlandaise s'apprête à griller sur le poteau la plupart de ces homologues de la Communauté. Amsterdam va en effet lancer dès le 15 juillet prochain un indice européen, regroupant les cent principales valeurs communautaires. *« Les Américains ont le Dow Jones, les Japonais le Nikkei. Il manque un indice européen. C'est pourquoi nous créons l'European Top One Hundred »*, explique Tjerk Westerterp, le directeur général de l'EOE.

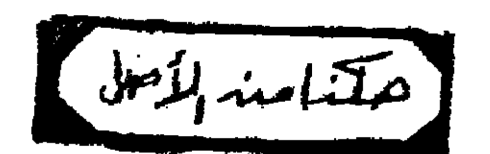
Coté en écus

Parmi les valeurs sélectionnées figurent quinze « blue chips » françaises : *PSA, Lafarge Coppée*, BSN, LVMH, la Navigation mixte, la CGE, la Compagnie du Midi, Michelin, la Société générale, Thomson-CSF, Elf-Aquitaine, la *Générale des eaux, Michelin et* Saint-Gobain. Le concept de valeur communautaire a par ailleurs été quelque peu élargi puisque l'indice devrait inclure des sociétés suisses et suédoises.

Particularité : l'European Top One Hundred – calculé en temps réel – sera coté en écus. Les promoteurs de cet indice n'excluent pas une sous-cotation en dollars pour s'attirer les faveurs des places américaines. L'AMEX (American Stock Exchange), la deuxième Bourse de New-York, qui s'est imposé sur le marché des warrants (droits de souscription avec options de vente ou d'achat) sur *indices boursiers étrangers*, a négocié une priorité pour lancer un produit sur le futur indice créé à Amsterdam.

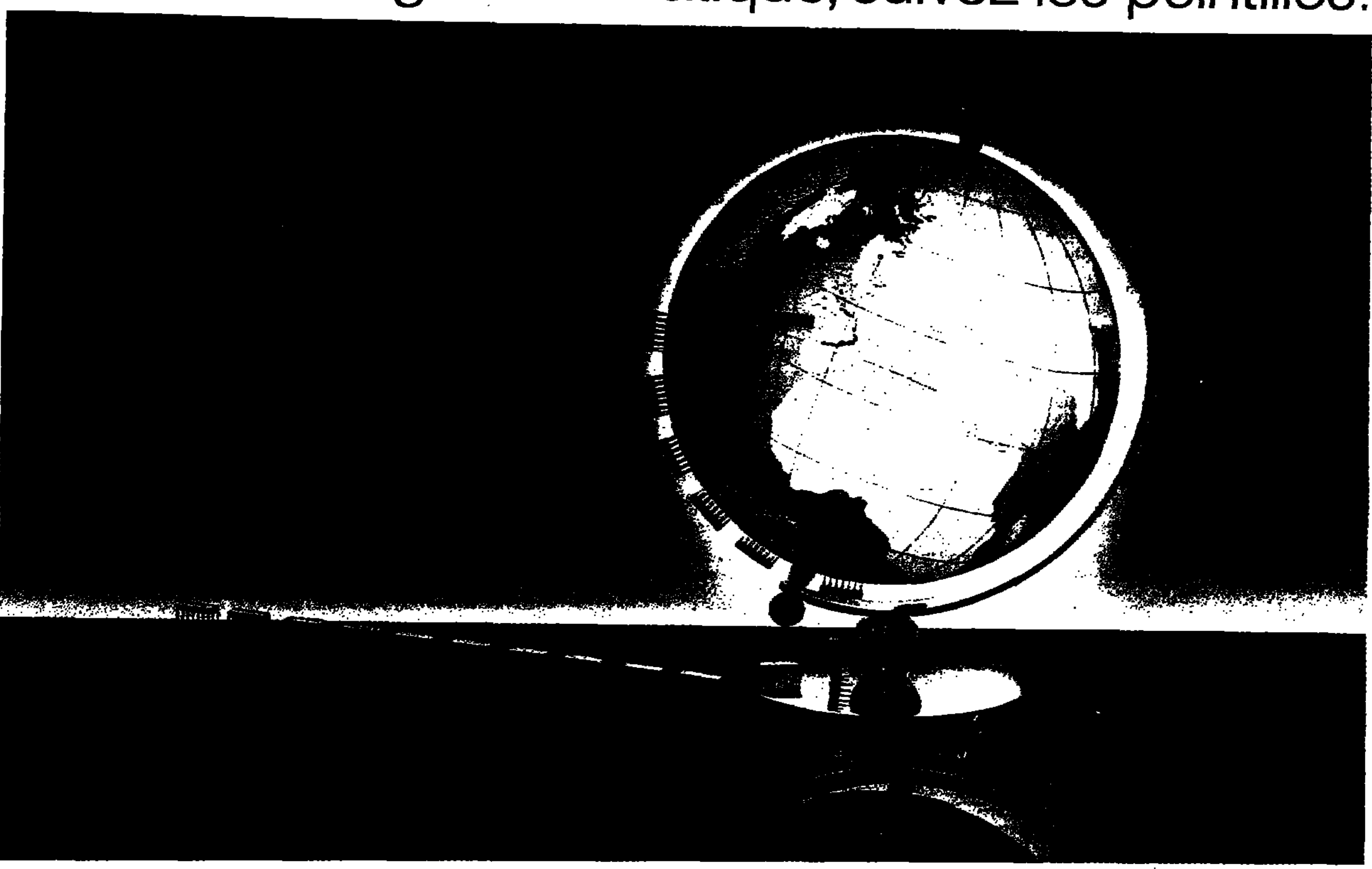
Soutenus par les pouvoirs publics, qui ont récemment décidé de supprimer la taxe sur les transactions boursières (le fameux « impôt de Bourse »), les responsables des marchés néerlandais *mènent ainsi* une politique commerciale agressive. Tout en priant pour que les taux d'intérêt ne s'envolent pas trop haut, pas trop vite.

CAROLINE MONNOT



SIEMENS

Pour découvrir le meilleur de la technologie informatique, suivez les pointillés.

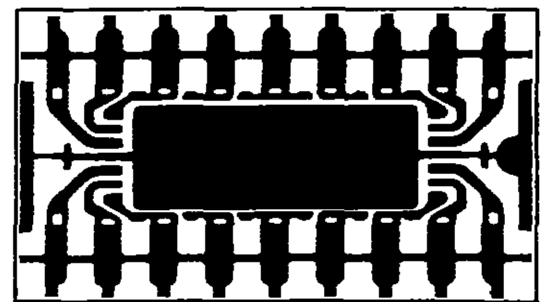


IN2. Un modèle de centre de compétence mondial du Groupe Siemens. Implanté en France.

Le monde est grand mais c'est tout naturellement vers la France que Siemens, premier constructeur européen en informatique, s'est tourné pour développer sa dimension européenne.
La France et IN2.
Aujourd'hui, l'alliance de la créativité de l'ingénierie française et de la puissance technologique de Siemens a un nom : IN2 Groupe Siemens.
S'appuyant sur deux sites industriels : Plaisir près de Paris pour la mini-informatique et Haubourdin pour la micro-informatique, cette nouvelle société ainsi créée propose une offre complète d'ordinateurs, utilisant les principaux standards internationaux et allant des micro-ordinateurs personnels aux plus grands systèmes centraux. Gage d'ouverture et de pérennité.
En investissant en France à long terme, Siemens affiche clairement sa stratégie : faire d'IN2 un centre de compétence mondial qui conçoit et fabrique des produits pour l'ensemble du groupe, dans les grands standards du marché (la gamme PICK ainsi que certains mini et micro-ordinateurs sous UNIX® et MS-DOS®). Enfin, au-delà de la fourniture des systèmes, offrir aux utilisateurs le meilleur service et la meilleure sécurité des investissements.

Une telle entreprise n'aurait pas été possible sans un réel partenariat entre les ingénieurs et chercheurs français d'IN2 et de Siemens.
Aujourd'hui, les 6.000 hommes et femmes de Siemens en France réalisent 1,2 milliard de francs à l'exportation. Ajouter à cela une forte valeur ajoutée de 2 milliards de francs et des achats auprès de ses partenaires français de 2,3 milliards de francs, le résultat est un beau bilan pour l'économie française. Et un bel exemple de partenariat entre 2 pays européens.

®Marques déposées par ATT et Microsoft.



Si vous voulez en savoir plus sur Siemens, contactez :
Siemens SA
39-47 Boulevard Ornano
93527 St-Denis Cedex 2
Tél. : 49.22.31.00

Les revers de fortune de Donald Trump

Pendant plus de dix ans, Donald Trump a transformé en or tout ce qu'il touchait... avec l'argent des autres. Il lui faut maintenant passer à la caisse

NEW-YORK

de notre correspondant

« *PENDANT des années, j'ai surpris des tas de gens. Et la plus grosse surprise est à venir...* ». En fêtant ses quarante-quatre ans le 16 juin à Atlantic-City – une petite cité balnéaire sinistre, située à deux heures de route de New-York et qui veut rivaliser avec Las Vegas – Donald Trump arbore encore un large sourire. De façade. Depuis plusieurs jours, les mêmes banquiers qui, il n'y a pas si longtemps, collectionnaient les innombrables «cover stories» que la presse économique et les gazettes de supermarché consacraient à leur client-fétiche sont à ses trousses. Ils ont admis – un peu tard – que le magnifique édifice construit à sa propre gloire par cet ancien promoteur immobilier du Queens devenu la coqueluche de l'Upper East Side, le quartier chic de Manhattan, reposait sur des bases singulièrement vermoulues.

La vérité s'est imposée en moins d'un mois. Le même délai qu'il a fallu pour voir Robert Campeau, le numéro un de la grande distribution aux Etats-Unis, s'effondrer sur ses rayons. *Idem* pour Drexel Burnham Lambert, l'orgueilleuse banque d'affaires new-yorkaise, contrainte, toute honte bue, de vendre la semaine dernière aux enchères ses gommes et ses crayons (en fait ses ordinateurs, ses bureaux et les tee-shirts à son effigie...) pour payer une infime partie de sa faillite. A la mi-mai, dans un modeste article paru en pages intérieures, le *Wall Street Journal* sonnait l'alarme : Donald Trump mettait en vente la dizaine d'appareils assurant chaque jour la desserte aérienne entre New-York et Boston d'une part, Washington d'autre part. Une affaire rachetée il y a à peine un an à Eastern Airlines, la compagnie de Frank Lorenzo toujours en banqueroute, pour 365 millions de dollars.

Certes, en dépit des efforts déployés pour battre Panam qui assure la même liaison, la Trump Shuttle perdait régulièrement de l'argent, mais de là à la mettre en vente en catimini... Quelques jours plus tard, coup de tonnerre. Dans un article repris par les chaînes de télévision, le magazine *Forbes* annonce que l'empire de Donald ne vaut plus tripette. On est bien loin des 3 milliards de dollars avancés il y a à peine trois ans par la presse économique, voire de l'estimation de 1,7 milliard formulée fin 1989 par cette publication.

Compte tenu de la dette écrasante qui pèse sur chacun des hôtels, casinos, résidences, voire sur son yacht au luxe tapageur, tous frappés du patronyme devenu nom commun, Donald Trump ne «vaut» plus que 500 millions de dollars. Un prix théorique qui suppose une vente des actifs au prix du jour. Avant qu'ils ne se déprécient sous le double effet d'une conjoncture maussade (dans l'immobilier et les jeux, les deux piliers de Trump Organisation, la société-holding du groupe) et d'une image ternie.

Ce dernier point a son importance. Au moins autant que les 2,3 milliards de dollars d'endettement calculés par *Forbes* (soit 255 millions de seuls intérêts à régler chaque année) auxquels il faut ajouter plus de 700 millions de «junk bonds» sur un milliard de dollars investis dans la dernière réalisation de « Citizen Trump » : le Taj Mahal, son troisième – et grandiose – casino d'Atlantic-City construit autour de trois mille machines à sous.

Une situation financière opaque

Pendant un temps, le bâtisseur de cathédrales converties en mètres carrés de bureaux et en tables de black jack a encore les faveurs du public. On le plaint même très sincèrement lorsqu'il perd en octobre dernier trois de ses adjoints (dont le grand maître de ses casinos) dans un accident d'hélicoptère en route pour Atlantic-City. Mais c'est le lit à baldaquin de sa chambre à coucher, abondamment photographié pour la presse du cœur, qui lui vaudra sa première mise à l'écart.

Qu'un homme d'affaires que d'aucun(e)s trouvent plutôt beau garçon s'éprenne d'une starlette et délaisse son épouse, voilà qui n'intéresse guère la place publique. Ni les banquiers. Mais quand le couple, étroitement uni dans les affaires, se déchire à pleines pages dans les tabloïds new-yorkais, les épisodes conjugaux prennent une tout autre dimension. Surtout quand les cinq lettres écarlates TRUMP, apposées sur toutes les tours, et longtemps synonymes de réussite (d'où une valeur marchande supplémentaire que Donald n'hésitait pas à monnayer), éclairent d'une lumière blafarde un divorce aux rebondissements grotesques et une situation financière jusque-là singulièrement opaque.

Donald Trump a longtemps eu la cote. Sans que ses nombreuses affaires, et encore moins la société qui coiffe le tout, soient inscrites sur le plus petit marché boursier. Ce qui l'aurait naturellement contraint à publier les informations légales qu'exige toute inscription à la cote. On sait tout sur l'enfance de Donald Trump, la façon dont il a roulé ses concurrents et adversaires, tout le bien qu'il pense de son grand frère, le fait qu'il puisse se passer d'attaché-case (1). En revanche, un flou total règne sur la situation financière de son entreprise que ne compensent guère les interviews données au compte-gouttes, simplement pour entretenir l'intérêt sur ce personnage qui se veut aussi irrésistible que mythique.

Jusqu'au dernier moment, il a cherché à nier l'évidence, s'insurgeant avec violence contre cette tendance au «bashing» (le matraquage) qu'il ressentait – à juste titre – dans les médias. Mais les faits sont là. Avant de laisser – peut-être – la place à l'huissier, les vingt-cinq principaux banquiers qui ont eu l'insigne honneur de lui prêter de l'argent sur sa simple bonne mine sont venus frapper à sa porte. *«Les discussions sont courtoises et chacun s'efforce d'avancer»*, affirme l'un des privilégiés admis au tour de table. En fait, ils s'efforcent surtout de sortir au plus vite de ce qui s'annonce déjà comme un désastre pour leur futurs comptes de provisions pour risques.

Tordre le bras

Le 15 juin, Donald Trump n'a pas pu régler 43 millions de dollars d'intérêts sur ses «junk bonds». Pas plus que 30 millions restant dus sur un prêt consenti par l'un des grands noms de la finance new-yorkaise. Voilà qui manque d'élégance. Mais le promoteur-croupier dispose encore de quelques cartes. *«Nous ne sommes pas au bout de nos surprises»*, annonçait-il la semaine dernière en soufflant les bougies de son gâteau d'anniversaire.

De fait, Donald sait que «ses» banquiers ne peuvent pas lui tordre le bras trop fort. Sous peine de perdre les 2 milliards de dollars qu'il leur doit. Alors, il a poussé l'audace jusqu'à leur demander 60 millions. Juste pour payer les intérêts sur des emprunts venant à échéance. Quitte à mettre en gage la Trump Tower, où il a élu domicile en 1982, lorsque furent posés les derniers murs en marbre rose.

En revanche, il fera tout pour sauver le *Plaza Hotel*, le palace qui domine Central Park. Sans doute pour remercier Ivana, son épouse, qui assure la bonne marche de l'affaire, de ne pas chercher à l'enfoncer en ce moment après lui avoir réclamé une pension exorbitante pour son divorce. L'ancienne championne de ski – et top model – est une femme de cœur. *«Donald et moi sommes des partenaires. Dans le mariage comme dans les affaires»*, réplique-t-elle aux détracteurs. Mais il est difficile d'échapper à la «Trump mania». Pour ne pas être en reste sur son mari, aujourd'hui déboulonné, elle a lancé sous licence l'*Ivana Collection*, une série de vêtements du soir assortis d'une ligne de bagages, de cosmétiques et de lingerie portant sa griffe. Pour parfaire sa nouvelle image, Ivana vient même de faire la couverture du dernier numéro du *Vogue* américain. Comme Donald au bon vieux temps.

SERGE MARTI

(1) «*Donald Trump. Le plaisir des affaires*», éditions Ergo-Press, Carère distribution, 300 p.

Les griffes françaises sur le marché mondial

L'an dernier, le luxe français a encore amélioré ses performances. Mais une étude récente montre que ses positions sur le marché mondial ne sont pas inexpugnables

MÊME si certains commencent à s'inquiéter des conséquences de la chute du yen sur leurs prochains chiffres d'affaires, la plupart des industriels français du luxe ont toutes les raisons de se réjouir des résultats de 1989. L'an dernier en effet, les entreprises membres du Comité Colbert ont réalisé un chiffre d'affaires total de 27,127 milliards de francs, en hausse de plus de 25 % par rapport à 1988. Tous les secteurs ont progressé, mais c'est celui de la couture et des accessoires qui emporte la palme avec une hausse de 42 % des ventes. Les exportations, qui représentent 69 % du chiffre d'affaires, ont, elles, progressé de 27 %. Ces résultats, qui seront rendus publics le 27 juin prochain, justifient le colloque organisé le 7 juin dernier sur le thème : « L'industrie du luxe, un atout pour la France ». Quatre cents personnes avaient participé à cette rencontre organisée à l'Institut d'études politiques par le Comité Colbert qui réunit 70 entreprises parmi les plus belles marques françaises. Une étude réalisée par le cabinet McKinsey, véritable photographie de la place du luxe français sur le marché mondial, servait de présentation aux débats.

Cruauté de l'Histoire et des images : les organisateurs du colloque n'avaient pas résisté à l'envie de projeter les extraits d'une conférence de presse du président Georges Pompidou, qui déclarait en septembre 1972 : *« Chère vieille France ! (...) La haute couture et de bonnes exportations, du cognac, du champagne, des bordeaux et du bourgogne : c'est terminé. La France a commencé et largement entamé une révolution industrielle. »* Vingt ans plus tard à peine, l'étude de McKinsey indique que, si le luxe pèse seulement 0,5 % du PIB, les 20 000 emplois créés dans ce secteur en quatre ans représentent 3 % de la totalité des nouveaux emplois pendant la même période. Avec 22 milliards de francs réalisés à l'exportation, le luxe gomme un tiers du déficit commercial de la France.

Une fois passée cette autosatisfaction, le but de l'étude consistait à dépister les atouts et les handicaps de l'industrie nationale. Pour cela, le cabinet McKinsey, qui a travaillé gracieusement, a adressé un questionnaire à 432 entreprises correspondant à une définition préalable du luxe avec comme critères notamment la marque, la création, la qualité et le prix élevé du produit. Ils ont ensuite divisé leurs conclusions en trois chapitres : la position de leadership, les défis, les pistes de développement.

La position de leadership : Les marques françaises sont les seules *« généralistes »* du luxe. Dans sept secteurs (accessoires de mode-maroquinerie, champagne, cristallerie, haute couture - prêt-à-porter de luxe, parfumerie, spiritueux et vin), elles détiennent plus de 50 % d'un marché mondial évalué pour 1989 à 298 milliards de francs. De 1985 à 1989, il a crû en moyenne de 8 % par an et les marques françaises ont augmenté de 3 % leurs parts de marché grâce notamment aux spiritueux, chaussures, et cosmétiques. *Cependant les auteurs du rapport* ont détecté quelques faiblesses. Lorsque la concurrence locale est forte, les marques françaises enregistrent de moins bonnes performances : aux Etats-Unis et au Japon par exemple, les cosmétiques français se vendent mal. Plus grave : dans des secteurs traditionnels comme la haute couture, le prêt-à-porter ou les vins, les parts de marché se sont érodées. Les Italiens en ont particulièrement profité qui au cours des quatre dernières années peuvent se targuer d'une croissance de 14 % contre 10 % seulement pour les Français.

Les défis : La France n'a plus le monopole du luxe qu'elle a détenu jusqu'au début des années 60 et elle est confrontée à une concurrence de plus en plus forte. Italiens, Américains, Allemands et Britanniques se sont mis à leur tour à créer des marques. Du coup les lancements de produits sont de plus en plus nombreux et coûtent de plus en plus cher. Certains industriels traditionnels se sont convertis au luxe et brouillent le paysage. C'est notamment le cas dans les vins et spiritueux. L'évolution de la distribution contraint les industriels du luxe à beaucoup de sagacité. Enfin certaines particularités locales ou réglementations peuvent influer sur la demande.

Les pistes de réflexion. Pour aider les marques françaises à accroître leur position dominante, les auteurs du rapport ont défini douze axes, parmi lesquels la consolidation des savoir-faire, le renforcement de la gestion des réseaux de distribution et la préservation de l'image en cas de déclinaison de la marque. Ils suggèrent aussi de mener quelques actions collectives pour *« renforcer la place de la France comme carrefour mondial du luxe et assurer la promotion de son image »*.

F. Ch.

BIBLIOGRAPHIE

« La Guerre du cacao »

L*A Guerre du cacao*, sous-titrée *histoire secrète d'un embargo* (1), a les formes et le rythme, les détails crus (parfois excessifs) d'un polar où rien n'est caché au lecteur, ni l'aspect physique des protagonistes, ni leurs jurons, ni leurs gestes grossiers, ni leurs arrière-pensées inavouables. A croire que les trois auteurs ont fait preuve d'une grande imagination. Leur propos est pourtant des plus sérieux. Au moment où les relations franco-africaines montrent autant leurs limites que leur incroyable rigidité à l'égard des liens du passé, *la Guerre du cacao* apporte une pièce convaincante du compromis – pour ne pas dire de la compromission – entre l'Elysée et la Côte-d'Ivoire, sa vitrine sur le continent noir qu'il regarde aujourd'hui comme un remords.

Lorsqu'à l'été 1988 le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny décrète l'embargo sur son cacao, le négoce international voit rouge. Selon des techniques habituelles, les grands marchands ont vendu à l'avance des fèves ivoiriennes qu'ils ne possédaient pas. Parmi ceux-là, la firme française Sucres et Denrées, dirigée de fraîche date par Serge Varsano, un jeune PDG de trente-deux ans que les auteurs décrivent comme un personnage ambitieux, pressé de montrer ce qu'il sait faire. Comme les cours mondiaux s'effondrent, le «Vieux» (Houphouët) se raidit : plus une fève ne sortira de Côte-d'Ivoire. La Malaisie profite de l'aubaine pour placer son cacao. Les industriels diversifient leurs approvisionnements. La Côte-d'Ivoire, qui ne rembourse plus sa dette depuis le printemps 1987, s'enfonce dans le marasme pendant qu'une récolte record commence à pourrir dans la moiteur tropicale.

Piaffant de renouer avec les gros coups inaugurés par son père Maurice, le «roi du sucre» dans les années 60, Serge Varsano réagit par une action d'éclat. Au «Vieux» désespéré, il propose (contre l'avis de ses propres collaborateurs) d'acheter 400 000 tonnes de cacao, la moitié de la production du pays, et d'en stocker 200 000 tonnes pour faire remonter le marché. Le «bélier de Yamoussoukro» est aux abois. Il accepte.

Patron du cacao chez Philipp Brothers, la firme américaine concurrente de Sucres et Denrées, Derek Chambers, n'est pas près de digérer ce contrat du siècle. Lui aussi convoitait la récolte ivoirienne. Pour gagner cette manche, Serge Varsano n'a pas seulement séduit le président Houphouët Boigny. D'après les auteurs, il a reçu l'appui de Jean-Christophe Mitterrand, le fils du chef de l'Etat, responsable à l'Elysée de la cellule africaine. Alors que la crise ivoirienne grossit, l'administration française est divisée. Le Trésor, à l'inverse du ministère de la coopération, prône la stratégie de l'abandon, note que la Côte-d'Ivoire représente seulement 0,5 % des échanges extérieurs de la France. Les investisseurs privés quittent l'Afrique, qui coûte 12 milliards de francs par an au budget de l'Etat. Les partisans d'une modernisation de l'économie française se prononcent pour la remise en cause de la priorité africaine. A l'Elysée aussi, le successeur de Guy Penne aux Affaires africaines, M. Jean Audibert, n'en démord pas : *il n'est pas question que la France «verse des deniers publics à une entreprise privée pour permettre le bouclage d'une affaire purement commerciale»*.

C'est pourtant ce qui arrivera. En décembre 1988, la Caisse centrale de coopération économique débloque 400 millions de francs au titre du *«soutien aux filières agricoles»* de la Côte-d'Ivoire. Le même jour, cette dernière versera la somme à la compagnie Sucres et Denrées pour financer une opération de stockage de 200 000 tonnes de cacao. Les auteurs affirment que ce stockage n'a jamais eu lieu... En quittant (furieux) l'Elysée pour devenir ambassadeur de France en Algérie, Jean Audibert dira au président de la République : *«Si vous maintenez votre fils, vous vous exposez.»*

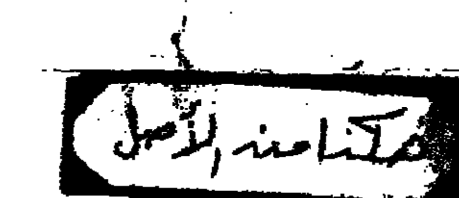
Affaires de dupes

Comment Paris a-t-il pu participer à une telle combinaison, pour le moins critiquable ? En Côte-d'Ivoire, lit-on dans *la Guerre du cacao*, *«Jean-Christophe Mitterrand ne jouit pas d'une cote démesurée. Il lui faudrait une opération d'éclat. Serge Varsavo la propose : stocker le cacao de Côte-d'Ivoire et faire remonter ainsi les cours de Londres. Politiquement l'idée est séduisante. Sous des apparences tiers-mondistes, la France fera un geste qui ne coûtera pas trop cher tout en profitant à sa principale maison de négoce, engagée dans une lutte sans merci avec le géant américain Philipp Brothers»*.

Affaire de dupes en vérité tant pour la Côte-d'Ivoire que pour l'Elysée qui n'a rien réglé du tout et s'est affaibli – en particulier Jean-Christophe Mitterrand – dans la mésaventure. Les auteurs laissent entendre que les 400 millions de francs versés à Sucres et Denrées dépassent largement les coûts estimés du stockage, d'autant que celui-ci a été escamoté. En signant au printemps 1989 un contrat de 300 000 tonnes de cacao ivoirien, Philipp Brothers a rendu au négociant français la monnaie de sa pièce et les passes d'armes décrites dans l'ouvrage sont dignes d'une bagarre de loups affamés. Retenons que cette guerre n'a pas eu de vainqueur éclatant, même si les auteurs laissent penser que Derek Chambers est plus malin et finalement plus fort que Serge Varsano. L'accaparement partiel par le président Houphouët-Boigny d'une partie de la récolte ivoirienne relativise son rôle de victime, tout en éclairant sur les provenances de la cassette personnelle qui lui permet de se réconcilier avec Dieu dans la basilique de Yamoussoukro boudée par Jean-Paul II...

ERIC FOTTORINO

(1) *La Guerre du cacao, histoire secrète d'un embargo*, de Jean-Louis Gombeaud, Corinne Moutout et Stephen Smith. Calmann-Lévy. 217 p. 89 F.



AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION DEVIENT DASSAULT AVIATION

Alors que notre société a connu un bon exercice 1989, avec un chiffre d'affaires consolidé de 19.518 millions de francs en hausse de 3,7% sur 1988 et un résultat net consolidé de 583 millions de francs en progression de 36%, l'avenir peut être envisagé avec confiance : d'ores et déjà le carnet de commandes s'élève à plus de 40 milliards de francs.

Ces performances ont été réalisées dans un environnement difficile caractérisé par les bouleversements politiques et économiques que connait le monde.

C'est dans ce contexte que notre groupe industriel accentue son déploiement dans les domaines civil et spatial et prend la nouvelle dénomination DASSAULT AVIATION.

Bientôt nos efforts nous permettront de rééquilibrer nos différents pôles d'activité et de réaliser 45% de notre chiffre d'affaires dans les activités non militaires.

C'est un grand défi que le Groupe a relevé. Un bon équilibre a été trouvé. Les programmes MIRAGE 2000 et RAFALE, deux des avions de combat les plus modernes du monde en l'an 2000, le programme ATLANTIQUE 2 de patrouille maritime et le programme ALPHA JET, d'entrainement et d'appui, procurent à DASSAULT AVIATION la gamme la plus complète d'avions militaires. La société se place également parmi les tous premiers constructeurs mondiaux d'avions d'affaires, notamment grâce à la formidable réussite commerciale des avions FALCON 50 et 900, à la sortie prochaine du FALCON 2000 et elle s'affirme comme l'un des grands partenaires mondiaux de l'industrie spatiale.

Beaucoup de ces programmes ont été réalisés en coopération avec de grands noms de l'industrie aéronautique mondiale et demain c'est dans ce même esprit de coopération que seront concrétisés de nouveaux projets.

Face à cette nouvelle donne, l'outil industriel a été adapté, d'importants investissements en Recherche et Développement ont été entrepris, des hommes de talent sont mobilisés autour d'un projet d'entreprise ambitieux.

C'est un nouveau groupe industriel qui émerge. DASSAULT AVIATION est prêt à affronter l'avenir.



MARCHÉS FINANCIERS

Nouvelle concentration dans la distribution

Promodès et Codec négocient un rapprochement

Le groupe succursaliste Promodès (enseignes Continent, Champion, Shopi) a engagé des négociations avec la coopérative de commerçants Codec (enseignes Lion, Codec, Codi) en vue d'un rapprochement, qui pourrait se concrétiser avant la fin de l'année. Promodès a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires consolidé de 51,9 milliards de francs, dont 54 % en France (le reste essentiellement en Espagne et aux Etats-Unis), et un bénéfice net de 1,7 milliard.

Promodès exploite 69 hypermarchés et emploie un peu plus de trente-trois mille personnes. Codec, coopérative de commerçants fondée en 1924, regroupe 764 sociétaires, qui ont réalisé en 1989 un chiffre d'affaires consolidé de 17,8 milliards de francs, et un bénéfice de 15,8 millions de francs, après mise en œuvre d'un «plan social» de réorganisation du groupe.

Le groupe Codec, qui avait, en 1984, racheté le groupe Viniprix, avec pour objectif la revente des magasins acquis à ses sociétaires, a rencontré depuis des difficultés croissantes, devant recourir en 1987 à l'émission de billets de trésorerie et mettant en place un plan de cession d'actifs de 225 millions de francs.

Les conditions juridiques et financières d'un rapprochement sont en cours de négociation. La création d'une filiale 50/50 commune aux deux groupes est envisagée, le préalable accepté étant le maintien de l'enseigne et des marques Codec. La *difficulté réside dans le mariage d'une* coopérative avec une entreprise capitaliste. L'accord de chacun des sociétaires, dont le patrimoine doit être protégé, est en effet indispensable pour que le projet d'une centrale d'achats commune, la rationalisation de la gestion, voire le franchisage puissent devenir opérationnels.

Après l'attaque par M. Pelège

La SAE va reclasser environ un quart de son capital

A l'issue d'une assemblée générale houleuse, pendant laquelle l'ancien président de la SAE, M. Maurice Mathieu (détenteur d'une part non négligeable d'actions), s'en est vivement pris à M. Michel Pelège, M. Jean-Claude Jammes, président du groupe, a annoncé que 25 à 30 % du capital *allait faire l'objet d'un reclassement*. L'intention des dirigeants du groupe serait de répartir ces titres entre cinq ou sept grands actionnaires, dont la moitié seraient étrangers. On sait qu'il y aurait parmi eux un groupe espagnol. La Caisse des dépôts, qui possède 8,8 % de la SAE, est prête à céder une partie de ses actions pour faciliter le reclassement. Au cours de l'assemblée générale du 20 juin, 68,7 % du capital étaient représentés et identifié, ce qui signifie qu'au moins 30 % du capital est très dispersé entre des quantités de petits porteurs. Sur ce total le promoteur Michel Pelège et ses alliés représentaient le tiers des droits de vote, et les actionnaires traditionnels de la SAE environ deux tiers.

Même si M. Pelège a accepté de ramener sa participation dans le total du capital de la SAE à 20 %, comme il s'y était engagé au début de l'année, les cicatrices de la récente bataille boursière et financière sont loin d'être effacées.

NEW-YORK, 20 juin =

Stabilité

Dans un marché volatil, la Bourse de New York a terminé la journée de mercredi sur une légère hausse, l'indice Dow Jones gagnant 1,74 point à 2 895,30 points.

Quelque 138 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en baisse a dépassé celui *des hausses : 763 contre 668 ;* 557 titres demeuraient inchangés.

Selon les observateurs, les investisseurs institutionnels s'abstiennent largement depuis le début de la semaine, les inquiétudes sur l'évolution des taux *d'intérêt et les bénéfices des* entreprises américaines ralentissant leurs initiatives.

La progression des taux d'intérêt obligataires s'accélérait à la mi-séance après le rapport de la Réserve Fédérale américaine (Fed) sur l'activité économique. Cette dernière devrait rester faible avec une inflation proche des niveaux actuels, ce qui laisse penser que *la FED n'assouplira pas*, tout au moins dans l'immédiat, sa politique monétaire.

Dow Chemical a perdu 1-1/8 à 61-1/8, Monsanto 1-1/4 à 48-3/4 et J. C. Penney 1-3/8 à 62-3/4. Upjhon a gagné 2 à 42, Warner Lambert 1-5/8 à 63 et Hilton Hotel 1-1/4 à 57-1/4.

VALEURS	Cours du 19 juin	Cours du 20 juin
Alcoa	65	66
ATT	42 3/8	43 1/8
Boeing	58 1/2	58 1/8
Chase Manhattan Bank	24 3/8	23 3/4
Du Pont de Nemours	39 1/4	39 1/8
Eastman Kodak	62 3/8	41 1/4
Exxon	47 3/8	47 7/8
Ford	45	44 7/8
General Electric	69 3/4	70 1/4
General Motors	49 1/4	49 1/2
Goodyear	33 3/4	33 5/8
IBM	118 3/4	118
ITT	58 1/4	58 7/8
Mobil Oil	62 3/8	62 3/4
Pfizer	64 7/8	64 3/4
Schlumberger	58 3/8	59 3/8
Texaco	57 3/8	57 7/8
UAL Corp. ex-Allegis	158 1/4	156
Union Carbide	19 5/8	19 5/8
USX	32 3/4	32 3/4
Westinghouse	36 1/2	36 1/2
Xerox Corp	48 3/8	48

LONDRES, 20 juin =

Peu de variations

Pour la seconde séance consécutive, la Bourse de Londres a fait du surplace mercredi après avoir néanmoins enregistré une hausse sensible en début de séance.

L'indice Footsie des cent valeurs a terminé en progrès de seulement 1,5 point à 2 371,2. Il avait perdu 0,8 point mardi.

Les *fonds d'Etat ont bénéficié* de la bonne tenue de la livre sterling et gagné jusqu'à près d'un point par endroits.

Le marché a été encore très calme avec 434 millions de titres échangés, un bon nombre de boursiers préférant actuellement plus les champs de courses d'Ascot que les salles de marché.

Les valeurs de défense ont continué à perdre du terrain après l'annonce de restrictions budgétaires dans ce secteur lundi. British Aerospace a perdu 26 pence à 520.

Imperial Chemical Industries est tombé de 30 pence à 1 182 *pence après avoir été* accusé d'être responsable de pollutions en Californie. La possible mise au point de nouveaux traite*ments du sida a fait chuter* Wellcome, qui produit le seul traitement actuellement autorisé.

PARIS, 21 juin ↑

L'avance reprend

Pour la troisième journée consécutive, la tendance s'est orientée à la hausse jeudi à la Bourse de Paris. Mais, cette fois, le mouvement s'est accentué au fil des cotations au lieu de se ralentir *comme la veille. En progrès insi*gnifiant à l'ouverture (+0,03 %), l'indice CAC-40 enregistrait vers 13 h 15 une avance déjà sensible de 0,66 %. Plus tard dans l'après-midi, la hausse se limitait toutefois à 0,50 %

Cette séance n'était pas ordinaire, puisque marquée par la liquidation générale de mai, elle ponctuait ainsi le mois boursier, qui, c'est le moins que l'on puisse en dire, n'a pas été brillant. Cependant, ces trois jours de *hausse* ont contribué à réduire quelque peu l'écart important enregistré d'un mois sur l'autre. Perdante de plus de 6 % en début *de semaine, la liquidation* ne l'était plus que de 4,8 %.

Pourquoi cet ultime sursaut en fin de période ? Manifestement, en haut lieu, on s'efforce de dédramatiser la fâcheuse impression causée par la petite phrase assas*sine sur la taxation des gains réa*lisés en dormant. En outre, les analyses de conjoncture se multiplient pour prévoir en France une *croissance plus importante que* prévu pour 1990 et même 1991. Après le BIPE, COE, OFCE, REXECO et la Banque de France, *c'est au tour des économistes* d'entreprise (AFEDE) de publier leur diagnostic. Selon eux, le taux de l'expansion sera de 3,4 % cette année et *de 3,2 % la sui*vante alors que le gouvernement avait pronostiqué en avril sur des taux, respectivement de 3,2 % et de 2,8 %. Bref, tout laisse à penser que l'atterrissage se fera en douceur.

TOKYO, 21 juin =

Stabilité

La Bourse de Tokyo a cédé jeudi en fin de journée une partie de l'avance enregistrée à l'ouver*ture, terminant quasiment au* même niveau que mercredi. L'indice Nikkei a perdu 0,49 yen à 32 087,27. Mercredi cet indice avait progressé de 47,38 yens.

Le volume d'échanges a progressé à environ 250 millions d'actions contre 220 millions d'unités mercredi matin et 400 millions pour l'ensemble de la journée.

Les boursiers ont noté que le Nikkei avait ouvert en hausse de plus de 229 yens (+0,7 %) à 32 316,88 yens dans les trente premières minutes de transac*tions, mais s'était replié par la* suite en raison de prises de bénéfice réalisées par des opérateurs attentistes. La baisse du yen face au dollar a jeté un froid sur le marché, déclaraient les boursiers.

VALEURS	Cours du 20 juin	Cours du 21 juin
Akai	1 040	1 040
Bridgestone	1 490	1 500
Canon	1 730	1 790
Fuji Bank	2 650	2 670
Honda Motors	1 740	1 740
Matsushita Electric	2 100	2 100
Mitsubishi Heavy	1 040	1 010
Sony Corp.	8 470	8 530
Toyota Motors	2 590	2 570

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Sabena : bénéfices en hausse... sauf dans l'aérien.** – La compagnie belge Sabena a enregistré pour 1989 un bénéfice net (part du groupe) de 658 millions de francs belges (environ 107 *millions de francs français*), contre 334 millions en 1988. Mais ce résultat est dû aux bénéfices des filiales qui ont atteint 722 millions de francs belges. En *revanche le transport aérien, activité* principale de Sabena par suite d'une année difficile (grèves des contrôleurs aériens, du personnel navigant, crise *belgo-zaïroise*), *a vu baisser de 2 % son* chiffre d'affaires, tombé à 41,89 milliards de francs belges, ce qui a entraîné une perte d'exploitation de 1,25 milliard de francs belges.

□ **Un japonais sur le MATIF : Daïwa.** – Une firme japonaise fait son entrée sur le MATIF. Il s'agit de Daïwa *Europe (France), appartenant au groupe* Daïwa Securities, deuxième maison de titres japonaise mais également deuxième société de placement mondiale en termes de bénéfice net. MATIF SA a donné son agrément à cette candidature en qualité d'adhérent compensateur individuel. Présent sur les marchés de Chicago (CBOT) et de Singapour (SYMEX), premier intervenant sur le LIFFE (GB) parmi les sociétés japonaises membres du marché, par l'intermédiaire de sa filiale anglaise Daïwa Europe ltd, le groupe Daïwa Securities a bien compris l'importance de l'Europe de 1992. L'acquisition d'un siège sur le MATIF vient renforcer la stratégie de présence du groupe nippon sur les grands marchés internationaux de futures et d'options et cela afin de mieux répondre aux exigences de sa clientèle.

□ **Fichtel und Sachs contrôle la totalité de Sachs Allinquant.** – Fichtel und Sachs, filiale du groupe allemand Mannesmann, a racheté à la société Luchaire sa participation dans Sachs Allinquant, société créée il y a un an *pour accueillir les actifs de Sielas*, le fabricant des amortisseurs français Allinquant, en difficulté. Luchaire avait repris Sielas en dépôt de bilan en 1985 en imposant cette solution franco-française à Fichtel und Sachs, déjà candidat. Mais le redressement fut impossible, et Luchaire avait dû céder la majorité à Fichtel und Sachs. Sachs Allinquant a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 177 millions de francs, et *devient filiale à part entière de Fichtel* und Sachs, qui renforce ainsi sa troisième place mondiale dans la fabrication d'amortisseurs pour les automobiles.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	439	438
Asystel	105	....
B.A.C.	231	231
B. Demachy Ass.	578	575
Bqe Tarneaud	178	....
B.I.C.M.	850	850
Boiron (Ly)	385	385
Boisset (Lyon)	240	....
Câbles de Lyon	3362	3388
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1230	1236
Calberson	540	545
Cardif	700	700
C.E.E.	354	350 50
C.E.G.E.P.	279	284
C.F.P.I.	279	287 90
Ciments d'Origny	716	725
C.N.I.M.	1305	1325
Codetour	315	315
Comareg	360	357
Conforama	1142	1142
Creeks	398	394
Dafsa	210 50	....
Dauphin	718	720
Desquenne et Giral	263	265
Devanlay	1361	1351
Deville	499	517
Dolisos	185 80	180
Editions Belfond	280	288 80
Elysee Invest.	15 10	14 95
Europ. Propulsion	397	400 10
Finacor	198	198
Gerono r	824	801
GFF (group.fon.f.)	482	481 10
Grand Livre	468	469
Gravograph	245	249
Guintoli	1100	1100
I.C.C.	289	284
IDIA	331	340
Idianova	165	165
I.M.S.	1290	1275

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
IN2	300	300
I.P.B.M.	138 10	138 10
Loca investis.	303	305
Locamic	142	140
Matra Comm.	195	200 50
Métall. Minière	235	230
Molex	233	236
Navale-Delmas	1250	1250
Olivetti Logabax	590	599
Om. Gest. Fin.	580	572
Pinault	520	520
Presbourg	93	93
Présence Assur.	530	520
Publ.Filipacchi	799	775
Razel	680	661
Rémy et Associés	373 50	368 20
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	321	321
St-H. Matignon	269	262 10
S.C.G.P.M.	652	652
Segin (Li)	346	336
Select Invest (Ly)	103	104
Serbo	532	532
S.M.T. Goupil	265	257
Sopra	211 60	211 60
Supra	205	190 90 o
TF1	325	322 90
Thermador H. (Ly)	365	364
Unilog	189 90	....
Union Fin. de Fr.	481	480
Viel et Cie	184 50	185
Y. St-Laurent Groupe	1111	1116

Marché des options négociables le 20 juin 1990

Nombre de contrats : 16 801.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier
Bouygues	600	46	–	–	–
CGE	600	27,10	38,50	0,50	14,50
Elf-Aquitaine	680	6,50	24	–	32
Eurotunnel SA-PLC	50	0,50	3,50	3	5,50
Euro Disneyland SC	110	0,33	–	–	–
Havas	637	13	–	5	20
Lafarge-Coppée	425	45	55	–	–
Michelin	120	1,99	5,50	6	9
Midi	1 300	–	62	–	–
Paribas	640	7,01	–	10	–
Pernod-Ricard	1 250	–	–	26	–
Peugeot SA	720	100	–	0,01	–
Rhône-Poulenc CI	440	–	23	2	–
Saint-Gobain	560	5	–	10	20
Source Perrier	1 700	–	42	110	–
Société générale	560	10,50	33	8	–
Suez Financière	440	7	24	6	17
Thomson-CSF	140	0,20	2	19	24,50

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 20 juin 1990

Nombre de contrats : *45 049*

COURS	ÉCHÉANCES Juin 90	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90
Dernier	101,30	101,42	101,42
Précédent	101,16	101,24	101,40

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
103	0,40	0,81	2,07	2,45

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,6485 F ↑

Le dollar s'est échangé, jeudi en fin de *matinée, sur* un marché calme, sensiblement aux mêmes niveaux que la veille, à 5,6485 F français, 1,68 deutschemark, 154,7 yens, 1,72 livre sterling. A signaler une baisse du deutschemark, à 3,3595 F français.

FRANCFORT	20 juin	21 juin
Dollar (en DM)	1,6825	1,6785
TOKYO	**20 juin**	**21 juin**
Dollar (en yens)	153,98	154,60

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (21 juin) ..... 9 11/16 - 9 13/16 %

New-York (20 juin) .... 8 3/16 - 8 1/4 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	19 juin	20 juin
Valeurs françaises	97,30	97,20
Valeurs étrangères	93,40	94,10
(SBF, *base 100 : 31-12-81)*		
Indice général CAC	534,14	539,23
(SBF, *base 1000 : 31-12-87)*		
Indice CAC 40	2 000,14	2 003,66

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	19 juin	20 juin
Industrielles	2 893,56	2 895,05

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	19 juin	20 juin
Industrielles	1 907,40	1 903,40
Mines d'or	172,30	169,60
Fonds d'Etat	79,25	79,85

TOKYO

	20 juin	21 juin
Nikkei Dow Jones	32 085,76	32 087,27
Indice général	2 366,80	2 362

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,6350	5,6370	+ 69	+ 79	+ 153	+ 173	+ 485	+ 545
$ can.	4,7998	4,8056	– 165	– 117	– 316	– 260	– 817	– 706
Yen (100)	3,6461	3,6497	+ 66	+ 87	+ 151	+ 176	+ 462	+ 533
DM	3,3588	3,3614	+ 43	+ 57	+ 87	+ 117	+ 259	+ 313
Florin	2,9862	2,9889	+ 35	+ 47	+ 73	+ 93	+ 216	+ 267
FB (100)	16,3618	16,3771	– 37	+ 87	– 17	+ 193	+ 266	+ 723
FS	3,9908	3,9950	+ 23	+ 39	+ 60	+ 83	+ 264	+ 329
L (1 000)	4,5794	4,5848	– 79	– 33	– 128	– 73	– 299	– 206
£	9,7260	9,7379	– 411	– 366	– 838	– 764	– 2164	– 1984

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 1/16	8 5/16	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 5/16	8 7/16
Yen	7 1/4	7 1/2	7 5/16	7 7/16	7 5/16	7 7/16	7 3/8	7 1/2
DM	7 11/16	7 15/16	7 7/8	8	7 15/16	8 1/16	8 3/8	8 1/2
Florin	7 3/4	8 1/4	8 1/16	8 3/16	8 3/16	8 5/16	8 1/2	8 5/8
F.B. (100)	9 3/8	9 5/8	9 9/16	9 13/16	9 9/16	9 13/16	9 9/16	9 13/16
F.S.	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9	8 7/8	9	8 11/16	8 13/16
L (1000)	3 1/4	4 1/4	10 7/8	11 3/8	10 7/8	11 3/8	11	11 1/2
£	14 3/4	15	14 7/8	15	14 7/8	15	14 13/16	14 15/16
F franç.	9 11/16	9 15/16	9 3/4	9 7/8	9 7/8	10	10 3/16	10 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 21 JUIN

Cours relevés à 14 h 31

Règlement mensuel

COMPTANT (sélection)

Obligations

Actions

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	950	960
Akzo Nv Sico	381	....
Alcan Aluminium	124	123
Algemene B.Ned	113 50	111
American Brands	350	360
Arbed	875	859
Asturienne Mines	221	....
Banco Popular Espa.	470	475
Banque Ottomane	1890	1892
B.Reglements Int.	36490	34310
Can.Pacifique	98 10	101
Chrysler Corp.	96 50	....
C.I.R.	24 20	25 10
Commerzbank	912	930
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	345 10	342 20
GBL (Brux Lamb.)	646	641
Gevaert	1280	....
Glaxo Holdings Ltd	77 10	77 90
Goodyear Tire	197 80	....
Grace and Co (WR)	167	165
GTE Corp.	360	....
Honeywell Inc.	558	518
Johannesburg	1445	....
Kubota	36	35 50
Latonia	312	312
Midland Bank	30	....
Noranda Mines	92	92 10
Olivetti priv.	20 80	....
pakhoed hold.	526	....
Pfizer Inc.	365	382
Procter Gamble	450	435
Ricoh	41 20	....
Robeco	294 30	295
Rodamco NV	240 50	239 50
Rolinco	294 30	295
Sapem	9	9 10
Sema Group	53	53 50
SKF Aktiebolaget	150	158
Tenneco Inc.	350	369
Thorn Electrical	73	72 80
Toray Ind.	31	30 80
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1500	1585
West Rand Cons.	9 40	9 05
Whitman Corp.	156	155

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	315 *	315
Boiron	850	850
Calciphos	162 50	162 50
C G H Cogedor	90 50	76 655
C. Occid. Forestière	130	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	360	....
Coparex	580	585
Europ. Accum.	69	65 10
Gachot S.A.	121	119
Guy Degrenne	480	....
Haribo Ricqles Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	456	425
Media Imm.	240	....
Nicolas	925	....
Particip. Percier	380 20	....
Rorento N.V.	175 10	175 30
St-Gobain-Emballage	1990	2321 d
Serna Matra	330	325
S.E.P.R.	1610	....
Sici	390	....
S.P.R. act. B	730	....
Ufimex	380	....
Wonder	968	755 o

SICAV (sélection) 20/6

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21/6	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 639	5 648	5 470	5 870
Ecu	6 940	6 936	....	....
Allemagne (100 dm)	336 150	335 890	326 500	347
Belgique (100 F)	16 373	16 356	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	298 630	298 630	289 500	309 500
Italie (1000 lires)	4 583	4 582	4 350	4 850
Danemark (100 krd)	88 430	88 390	84	92
Gde-Bretagne (1 L)	9 711	9 724	9 300	10 100
Grèce (100 drachmes)	3 435	3 436	4 060	4 050
Suisse (100 f)	398 670	398 600	386	408
Suède (100 krs)	92 890	92 980	89	96 500
Norvège (100 k)	87 410	87 370	84	92
Autriche (100 sch)	47 790	47 741	46 500	49 600
Espagne (100 pes)	5 456	5 460	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 835	3 834	3 650	4 350
Canada (1 $ can)	4 813	4 808	4 650	5 050
Japon (100 yens)	3 662	3 648	3 680	3 860

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/6
Or fin (kilo en barre)	63250	63850
Or fin (en lingot)	63300	63950
Napoléon (20f)	388	391
Pièce Fr (10 f)	402	400
Pièce Suisse (20 f)	413	412
Pièce Latine (20 f)	369	369
Souverain	471	468
Pièce 20 dollars	2295	2300
Pièce 10 dollars	1220	1220
Pièce 5 dollars	785	775
Pièce 50 pesos	2405	2440
Pièce 10 florins	378	377

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

D'une magnitude supérieure à 7

Un violent séisme en Iran a fait deux milliers de morts

Un tremblement de terre de magnitude supérieure à 7 (7,2 selon le Centre sismologique euro-méditerranéen de Strasbourg, 7,7 selon le US Geological Survey) s'est produit le 21 juin à 0 h 36 heure locale (23 h 06 le 20 juin, heure de Paris) dans le nord-ouest de l'Iran.

D'après un bilan provisoire établi jeudi en début d'après-midi, il y aurait plus de 1 900 morts et des milliers de blessés. L'épicentre du séisme est situé non loin de la mer Caspienne, un peu au nord de Racht (une ville de 300 000 habitants). En outre, le tremblement de terre est survenu en pleine nuit, ce qui est toujours plus meurtrier qu'un séisme se produisant pendant la journée. Selon l'agence de presse iranienne, six provinces ont été affectées par le tremblement de terre : celles de Téhéran, de Gilan, de Mazandaran, d'Azerbaïdjan oriental, d'Hamedan et de Zandjan. Parmi les villes les plus touchées, on cite Racht, Lahijan, Langeroud, Astaneh et Ashrafiyeh. Mais il faut s'attendre à ce que de nombreux bourgs et villages aient, eux aussi, subi de graves dégâts et de nombreuses pertes en vies humaines.

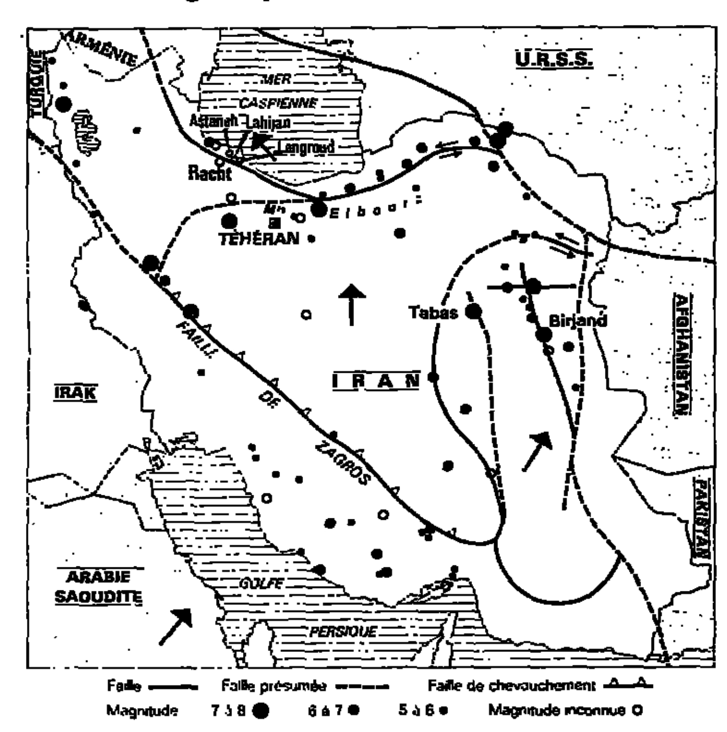
Les autorités ont appelé à l'aide. Ambulances, camions, matériel et secouristes s'efforcent de gagner la région sinistrée. Mais les routes ont été coupées par des éboulements en de nombreux endroits. Des hélicoptères ont été envoyés au secours des habitants de la chaîne de l'Elbourz, déjà très isolés en temps normal.

[L'Iran est soumis à de fréquentes secousses sismiques. Il est coincé, en effet, entre l'Arabie qui pivote vers le nord-est et l'Eurasie. Et très nombreuses sont les failles dont les sursauts sont meurtriers et destructeurs.

Le tremblement de terre qui vient de l'endeuiller une nouvelle fois *s'est produit dans le système* Caucase-Elbourz. C'est-à-dire qu'il appartient au même système responsable du séisme de magnitude 6,9 qui a ravagé l'Arménie le 7 décembre 1988.

Au cours des trente dernières années, l'Iran a subi des séismes meurtriers, notamment, à Lar (1960, 400 morts) ; à Qazvin (1962, 12 200 morts) ; dans le Khorassan (*1968, plus de 10 000 morts*) ; à Gorgan (1970, 200 morts) ; dans la région de Ghir (1972, 5 400 morts) ; *autour de Bandar-Abbas* (1977, plusieurs centaines de morts) ; à Tabas (1978, plus de 10 000 morts) ; dans la région de Kerman (1981, plus de 1 000 morts et, six semaines plus tard, plusieurs milliers de morts), etc.]

Une région particulièrement exposée



Faille —— Faille présumée - - - - Faille de chevauchement ▲▲
Magnitude 7 à 8 ● 6 à 7 ● 5 à 6 • Magnitude inconnue ○

La réunion du comité central du PCF

M. Marchais cherche à « ficeler » M. Fiterman

La première des trois journées de travail du comité central du Parti communiste français, réuni depuis mercredi 20 juin, a été marquée par la présentation d'un long rapport de M. Georges Marchais consacré à la préparation du 27e congrès, prévu du 18 au 22 décembre. Tout en se défendant de vouloir *« ficeler »*, le débat, le secrétaire général du PCF s'est employé à réduire ses contestataires à l'impuissance.

Dans le huis-clos du comité central, mercredi matin, M. Georges Marchais a ouvert la discussion en parlant pendant deux heures et demie. Mais, dès la sixième page de son rapport, qui en comptait soixante-quinze, la messe était dite. Les quelques contestataires, au premier rang desquels figure désormais M. Charles Fiterman, comprirent très vite, sans en éprouver d'ailleurs la moindre surprise, que le secrétaire général du parti n'avait pas l'intention de leur laisser la moindre marge de manœuvre. *« Entre ceux qui pensent que notre parti doit continuer d'être le Parti communiste et ceux qui pensent qu'il doit y renoncer, je ne vois pas quel compromis pourrait être trouvé*, a dit d'emblée M. Marchais. *Nécessairement le 27e congrès tranchera : l'une de ces positions sera adoptée, l'autre rejetée. »* Présentés ainsi comme des partisans du « renoncement », M. Fiterman et ses amis devront se compter.

L'argumentation de M. Marchais procède d'une implacable logique fondée sur un postulat imparable à partir du moment où il fait fi des évidences actuelles : le Parti communiste français se trouve sur la voie du renouveau. M. Marchais affirme que la *« quasi-totalité »* des dirigeants du parti approuvent les orientations de l'état-major. Il n'est donc pas nécessaire de perdre son temps avec les arguties d'une poignée de minoritaires. M. Marchais estime que les propositions avancées par son parti dans la vie quotidienne des Français ne recueillent jamais, selon *« toutes les études d'opinion »*, un soutien *« inférieur à 20-25 % »*. Ce qui atteste l'existence d'un potentiel électoral important. M. Marchais juge que l'image de son parti *« s'est améliorée »* et offre à ces électeurs potentiels *« une garantie de solidité »* de bon augure en ces temps de *« dégoût »* de la *« classe politique »*. Il considère que *« l'idée fausse et profondément injuste »* selon laquelle le PCF préférerait, au fond, *« la droite au Parti socialiste »* a *« beaucoup reculé »*, même si le PCF ne peut être *« confondu avec François Mitterrand, dont les dix ans de présidence vont se traduire par le fait que les riches sont devenus plus riches et les pauvres plus pauvres »*. Bref, pour M. Marchais, au-delà des *« clivages »*, des *« rudes échanges d'idées »* et des évidents *« désaccords »*, les conditions d'un redressement du parti sont aujourd'hui réunies pour peu qu'à la base les militants ne continuent pas à *« mésestimer »* la *« partie grandissante du monde du travail »* que représentent les *« couches nouvelles »*, en particulier le monde des *« techniciens, ingénieurs, cadres et chercheurs »*. A quoi bon, dans cette vision optimiste des choses, s'encombrer des états d'âme de quelques camarades peu représentatifs ?

« Le statu quo sur l'air de l'ouverture »

Il n'est même pas besoin d'user d'anathème contre eux. La condescendance suffit. Visant l'appui donné par le Parti communiste italien au mouvement des « rénovateurs » et autres « reconstructeurs », le secrétaire général du PCF a pris un ton patelin : *« Quelle pitié de voir que le parti de Gramsci, Togliatti et Berlinguer en est là... »*, à parrainer officiellement *« le petit groupe des anciens amis de Pierre Juquin et Claude Llabrès, qui ne sont plus membres de notre parti, et celui de Marcel Rigout, Claude Poperen et Félix Damette, qui ont choisi de le demeurer... »* Et si M. Félix Damette s'est permis d'estimer, selon l'interprétation de M. Marchais, *que « la nation était désormais une notion dépassée »* et que l' *« attachement intransigeant »* du PCF à la souveraineté de la nation était *« une marque d'archaïsme et même ... de stalinisme »*, il n'y a là que *« bassesse »*. Toutes ces tentatives sont vouées au *« fiasco »*.

M. Marchais a donc opposé une fin de non-recevoir aux propositions avancées notamment par M. Fiterman dans son entretien du 5 mai dernier avec *le Monde*. Pas question d'engager dans l'immédiat une procédure de révision des statuts du parti, qui devrait aboutir, selon les contestataires, à l'abandon du centralisme démocratique. Certes, un *« dépoussiérage »* serait *« bienvenu, ici ou là »*, et le texte du préambule des statuts n'est peut-être pas sans défaut. Faut-il pour autant inclure un changement de statuts à l'ordre du jour du 27e congrès ? *« Le bureau politique ne le pense pas. »* Quant à l'idée de faire *« élire directement les délégués au congrès par les communistes, une ou plusieurs cellules constituant, en somme, une circonscription électorale »*, c'est, de l'avis de M. Marchais, *« une proposition d'apparence démocratique »*, mais seulement en apparence car cette suggestion, *« en fait, réduirait la contribution des communistes à leur congrès à leur seul bulletin de vote »*, la discussion préalable portant alors *« sur le choix du meilleur d'entre eux à mandater pour parler en leur nom au congrès »*. En outre, cette idée risquerait de se retourner contre ses inspirateurs : *« Cette procédure, compte tenu du soutien dont bénéficie notre politique au sein du parti, empêcherait probablement toute présence au congrès de camarades en désaccord avec celle-ci »*, a fraternellement souligné M. Marchais. Pas question, néammoins, de recourir à une sorte de proportionnelle interne en obligeant les délégations aux différentes instances à inclure *« des représentants des diverses opinions qui se seront exprimées »*. Ni de retenir *« l'obligation de présenter plusieurs candidats à chaque poste de responsabilité à pourvoir »*. *« Les communistes élisent qui bon leur semble et je pense que c'est très bien ainsi »*, a confié M. Marchais.

Souci d'ouverture

Pas question, enfin et surtout, de tomber dans le travers des courants organisés chers au PS. M. Fiterman avait recommandé de *« ne pas s'enfermer »*, avant le congrès, *« dans la diffusion d'un texte exhaustif engageant au départ les membres du comité central »* et de *« favoriser la plus large discussion et la plus large expression possibles. »* M. Marchais lui a répondu *« niet »* tout en assurant que le congrès ne serait pas *« bouclé »* à l'avance : *« Il faut un texte qui soit le même partout et dans lequel le comité central fasse connaître son avis et ses propositions. A partir de là, tout est ouvert... »*

Pour prouver ce souci d'ouverture à l'égard de la *« minorité »* et sa volonté d'*« écoute réciproque »*, M. Marchais propose que la commission d'une vingtaine de membres qui sera chargée de rédiger le projet d'orientation du congrès soit ouverte aux porte-parole des contestataires, et sans nul doute à M. Fiterman lui-même. Ainsi, il ne pourra pas être dit que la minorité n'aura pas pu s'exprimer. Piégé, M. Fiterman ! L'ancien ministre d'Etat sera invité à défendre son point de vue, et la commission s'offrira même le luxe de ne pas le négliger puisque, au bout du compte, de toute façon, le débat sera tranché dans le sens de la majorité.

Au terme des délibérations, les minoritaires exprimaient en général un sentiment d'accablement. Les uns avaient trouvé M. Marchais, sous ses airs conciliants, *« arrogant, sûr de lui et dominateur »*. *« C'est le* statu quo *sur l'air de l'ouverture »*, disaient-ils. *« Il n'y a plus d'espace, Marchais a tout dit d'un ton très aimable*, estimaient les autres. *C'est le stalinisme à visage humain... »*

M. Fiterman est intervenu dans la discussion, profil bas, tout en demi-teinte, en se bornant à résumer ses propres propositions pour un congrès *« créateur »*, selon l'adjectif monté à la « une », mercredi matin, par *l'Humanité* : présentation d'un rapport d'activité, discussion d'un texte d'orientation, abandon de la règle du mandat impératif par les membres du comité central... Ficelé, M. Fiterman ! Mais faisant comme si de rien n'était. Comme s'il ne s'agissait plus, pour lui, que de sauver la face devant un Georges Marchais très... ficelle dans l'art de gérer le fonctionnement de son parti.

ALAIN ROLLAT

□ **SURINAME : le dirigeant rebelle *Ronny Brunswijck libéré*.** – La France a décidé de libérer le dirigeant rebelle surinamien Ronny Brunswijck pour *« raison d'Etat »*, a annoncé, mercredi 20 juin, le procureur de la République à Cayenne (Guyane française). Le leader de la guérilla serait autorisé à séjourner en France (où il était interdit de séjour depuis 1984) en attendant une réponse à sa demande de droit d'asile aux Pays-Bas.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

L'esprit des lois

C'EST curieux, il me semblait bien avoir appris sur *les bancs de l'école* que les pouvoirs, en démocratie, étaient également répartis entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Le premier inspire les lois, soumises au second et confiées au contrôle du troisième. Ah ! bon, vous aussi ? Ben, dites donc, si c'est ça qu'on leur raconte aujourd'hui aux gosses dans les cours d'éducation civique, *ils doivent bien se marrer*. De quoi on parle là ? Ça ne correspond plus du tout à l'organigramme de la maison France, cette absurde division du pouvoir.

Maintenant pour qu'une entreprise soit performante, faut un patron, un vrai, un seul. Le président-directeur général de la République dispose, son bras droit propose, et si les actionnaires, réunis au Palais-Bourbon, s'opposent, on les envoie sur les roses. *Quant au petit personnel*, les employés des tribunaux, ou on les sonne : Vous serez bien aimables de laver plus blanc les députés qui se sont auto-amnistiés avec la bénédiction du patron. Ou on les laisse croupir à l'office en leur allouant royalement 1,36 % du budget de l'Etat.

Oui, vous avez bien lu : 1,36 % ! Quatre fois moins que *ce qu'on dépense* pour les flics et dix fois moins que ce qu'on consacre à la défense. Normal, la défense d'un pays, surtout en temps de paix, passe avant celle de ses citoyens en conflits quotidiens, minables victimes de malfaçons dans la construction de leur bicoque, d'accidents de bagnole ou de licenciements abusifs. Enfin, voyez, des bricoles qui n'intéressent que les intéressés.

De temps en temps, les magistrats poussaient un coup de gueule. On ne peut plus exercer notre fonction, notre métier, pardon, un métier totalement déconsidéré, prolétarisé. Ça peut pas continuer comme ça. A quoi on leur répondait : *Prenez exemple* sur vos plaideurs, patientez. Là, *on a d'autres chats à fouetter* : les infirmières, les profs, les toubibs, les matons...

Résultat, les voilà réduits, en se croisant les bras, à violer la lettre de la loi qu'ils sont censés faire respecter. La lettre seulement. L'esprit, il y a belle lurette qu'il est trahi. La Ve République *s'en est chargé. Le plus constitu*tionnellement du monde. Le jour même de sa naissance.

M. Nelson Mandela a été accueilli en héros à New-York

C'est par la pointe sud de Manhattan, après un arrêt symbolique devant la statue de la Liberté, que M. Nelson Mandela a fait son entrée, mercredi 20 juin, à New-York, première étape d'un périple de onze jours qui le conduira dans sept autres grandes villes des Etats-Unis (1).

NEW-YORK

de notre correspondant

La ville n'avait pas connu un tel dispositif de sécurité depuis la visite du pape Jean-Paul II en 1979 : plus de douze mille policiers, appuyés par des gardes à cheval et un ballet incessant d'hélicoptères, ont quadrillé Manhattan au fur et à mesure des déplacements du vice-président du Congrès national africain, accompagné par son épouse Winnie et d'autres représentants de l'ANC.

Des dizaines de milliers de personnes se pressaient sur le parcours du cortège, toutes communautés confondues – mais, naturellement, avec une forte majorité de Noirs, – pour réclamer une *« Afrique du Sud libre »* et le maintien des sanctions économiques contre ce pays tant que *l'apartheid n'aura pas été totalement* démantelé.

Précédé par une joyeuse cohorte de danseurs, de musiciens et de représentants des cinquante-cinq *organisations* à l'origine de sa visite aux Etats-Unis, M. Mandela, entouré par le maire de la ville, M. David Dinkins, et par MM. Cuomo et Florio, les gouverneurs des Etats de New-York et du New-Jersey, a remonté Broadway, à bord d'un véhicule aux vitres blindées, jusqu'à la place de la Mairie, où l'attendaient ses invités.

Là, le chef historique de l'ANC a reçu des mains de M. Dinkins les clés de la ville et l'engagement du *« premier maire noir »* de New-York (la remarque est de M. Mandela) d'*« interdire tout commerce avec New-York »* à ceux qui *« feraient des affaires avec l'Afrique du Sud »*. A plusieurs reprises, M. Mandela a tenu à affirmer le préalable que constitue pour lui le maintien des sanctions contre son pays tant que la ségrégation n'a pas complètement disparu.

L'abolition de l'apartheid *« mesquin »*, decidée la veille par le Parlement du Cap, n'a pas fait fléchir M. Mandela. Son tour du monde à marche forcée en faveur de la liberté et de la dignité de son *peuple* est aussi destiné à recueillir des fonds pour permettre à l'ANC de poursuivre ses objectifs politiques.

SERGE MARTI

(1) Boston, Washington, Atlanta, Miami, Detroit, Los Angeles et Oakland.

Selon M. Giscard d'Estaing

Réduire l'écart économique entre la France et l'Allemagne est une priorité

Réduire l'écart économique entre la France et la RFA, inciter à la création d'une monnaie européenne commune, participer à l'achèvement de la Communauté des Douze et proposer un plan de restructuration de l'OTAN sont les quatre priorités auxquelles la France doit se consacrer, a affirmé M. Valéry Giscard d'Estaing mercredi 20 juin au Sénat.

Selon l'ancien président de la République, qui était invité à s'exprimer devant la commission des affaires étrangères du Sénat, mieux vaut créer une monnaie commune, *« à la gestion de laquelle la France pourrait participer »*, qu'édifier une zone de stabilité monétaire autour du deutschemark.

□ **La Géorgie et l'Ouzbékistan affirment leur souveraineté vis-à-vis de Moscou.** – Le Parlement de la République soviétique d'Ouzbékistan a *voté mercredi 20 juin* un texte déclarant sa souveraineté *« dans une fédération soviétique renouvelée »*, a rapporté l'agence Tass *(nos dernières éditions du 21 juin)*.

Le Parlement de Géorgie a décidé le même jour de former une commission chargée d'étudier la mise en application d'un décret, adopté le 9 mars dernier, annulant l'intégration de cette république à l'Union soviétique en 1921. Les *députés géorgiens ont par ailleurs* voté une loi sur l'indépendance économique. – (*Reuter, AFP, AP*).

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 21 juin 1990
a été tiré à 509 626 exemplaires.

LECTURES EN VACANCES

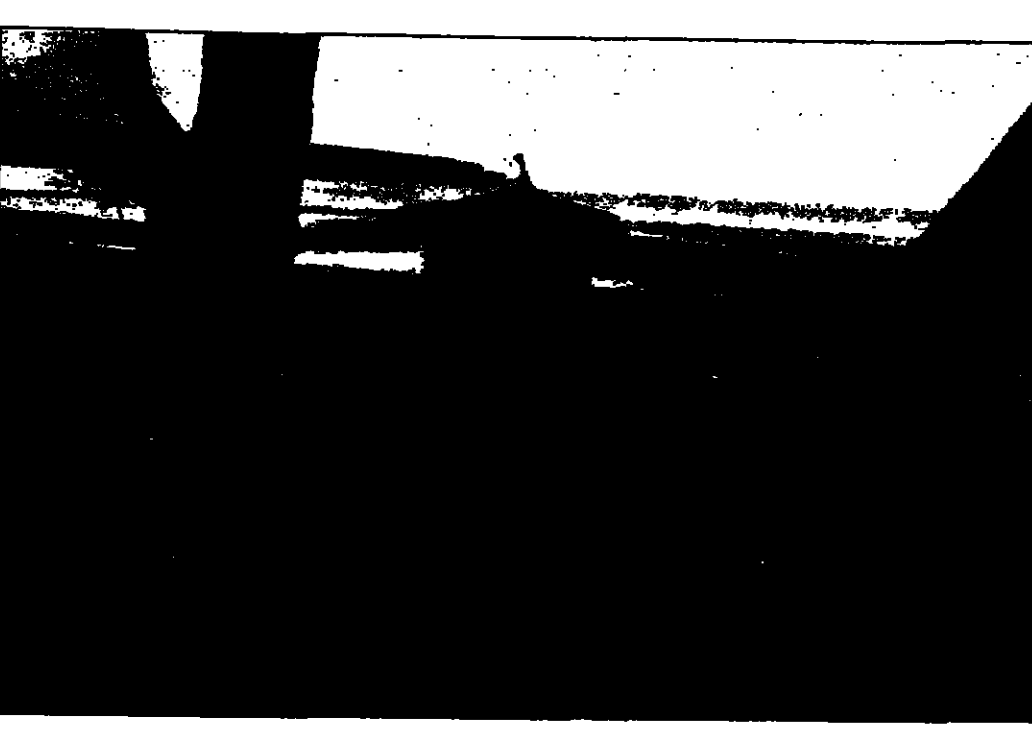
Le malentendu exotique

De la Patagonie à l'Afrique, quand le passé, le présent et l'onirique se confondent

UN FLÂNEUR EN PATAGONIE
de William Henry Hudson.
Traduit de l'anglais
par Victor Llona.
La Table ronde, 246 p., 92 F.

ROUTE D'OXIANE
de Robert Byron.
Traduit de l'anglais
par Michel Pétris.
Quai Voltaire, 382 p., 140 F.

SUR LES TRACES DE L'AFRIQUE FANTÔME
200 photographies
de Françoise Huguier,
texte de Michel Cressole.
Maeght éditeur, 240 p., 360 F.



Françoise Huguier, Djibouti, la plage.

Les expressions sont innombrables qui désignent le bout du monde. Si les Français parlent de « Perpette-les-Ouches » ou de « Pétaouschnok », s'ils vous envoient vous *« faire voir chez les Grecs »* comme les Mexicains *« à Chihuahua »*, les Argentins – plus graves et moins précis – vous indiquent un endroit *« où le diable a perdu son poncho »*. Et si, naïvement, vous insistez pour savoir où se trouve ce diable vauvert, ils finiront par vous lâcher un nom : Patagonie.

La Patagonie est un ultime cap d'exil. Cela se lit dans les livres de Bruce Chatwyn (1) et de Paul Theroux (2). Cendrars l'avait compris aussi qui disait : *« Il n'y a que la Patagonie, la Patagonie, qui convienne à mon immense tristesse »*, et Nicolas Hulot, en intitulant son show télévisuel « Ushuaïa » (le bourg le plus austral du monde), l'utilise comme métaphore de l'extrême.

Les bouts du monde – *via* les médias – nous ont rattrapés, mais qui connaît vraiment la Patagonie ? Une chose est sûre : personne ne la connaîtra jamais comme William Henry Hudson l'a connue en 1870. Car cet homme, qui a toujours gardé l'esprit d'enfance, a trouvé là une terre d'élection, un pays providentiel. Tout lui convient : le gris ardoise des collines, le cri de l'oiseau sauvage, l'odeur de l'herbe aux fines, les peupliers de Lombardie, les petits déjeuners faits d'oie froide bouillie et de café, le magnétisme des fleuves et l'effet hypnotique de la neige.

Hudson a l'œil aiguisé par l'enthousiasme. Chaque chose lui semble une fête, même les pires – un naufrage et une balle dans le genou – sont accueillies comme des aubaines. Tout coïncide : le climat et le tempérament. Son bonheur païen sera taxé de pathologique.

Prenons-y garde. *Un flâneur en Patagonie*, écrit dans une mansarde londonienne, longtemps après l'aventure, est fait de morceaux choisis. Hudson s'y ressouvient de quelques moments précis. Il les agrandit à sa manière. Ce qui nous vaut des passages d'anthologie : l'observation des mouches qui volent sur son lit de convalescence, l'histoire d'une vache devenue reine des cochons sauvages, le portrait d'un chien en exil, l'aventure d'un Indien blanc, l'anecdote d'un gaucho qui chausse sa première paire de lunettes et n'en croit pas ses yeux, les malices d'un joueur de cartes et la mort d'un hibou magellanique. Joseph Conrad et Jorge Luis Borges y ont succombé. L'un a pu dire : *« Hudson écrit comme l'herbe pousse »* et l'autre, Robinson de bibliothèque, élabore le mythe du degré zéro de l'écologie : *« Vous ne trouverez rien, là-bas. Il n'y a rien en Patagonie. Et c'est bien pourquoi Hudson l'aimait. »*

Naturaliste autodidacte, ornithologue passionnel, William Henry Hudson apparaît comme une sorte de possédé. Un type ensorcelé par la terre et les bêtes qu'il étudie. Du haut de son 1,95 mètre viriliste et animiste, à la recherche d'une femme européenne qui aurait les yeux *totalement* verts, et pensant aux gens qui sont mal dans leur peau, il s'exclame : Essayez la Patagonie !

Un gentleman dévergondé

Le ton change avec Robert Byron. Ce voyageur est un esthète-historien raffiné. Un aventurier doublé d'un homme de salon. Un gentleman passablement dévergondé. Sa *Route d'Oxiane*, publié en 1937, rapporte un voyage de onze mois à travers la Perse et l'Afghanistan. On gagne l'Oxiane – ex-royaume grec de Bactriane et carrefour de toutes les influences (Inde, Chine, Russie, Iran) – par petites étapes ponctuées de sanctuaires, de grottes, de minarets, de dômes, de mausolées et de ruines. Comme l'auteur, on perd ses pensées dans un rêve combiné d'histoire ancienne, d'hommes enturbannés et de paysages...

Byron – savant qui travaille à son compte – est un infatigable chasseur de monuments. Son idée : remonter aux sources de l'architecture islamique pour la replacer dans une histoire plus large. S'essayer à l'analyse spectrale d'une civilisation. Faire la part des apports nomades. Mais tout cela serait certainement fastidieux si l'auteur n'avait le génie de rapporter sans cesse le passé au présent. *Route d'Oxiane* vous parle aussi bien de Gonbad-é-Kabous, *« qui est à mettre au rang des plus hautes réalisations architecturales de l'humanité »*, de la mosquée de Cheikh Lotfollah à Ispahan (*« je n'avais jamais rencontré splendeur pareille auparavant »*) que d'un Suédois de rencontre, acheteur d'intestins de mouton pour confectionner des peaux de saucisses !

Le culte du détail vagabond semble même, au terme du récit, prendre le pas sur le parti pris culturel du reportage, et l'auteur avoue : *« La fascination qu'exerçait sur Proust le nom de « Guermantes » n'est pas sans analogie avec la fascination qu'a exercée sur moi le mot « Turkestan ». Les espoirs de Proust furent trahis par le teint de Mme de Guermantes. Nous avons trouvé le Turkestan dans l'éclat d'un été précoce. »*

Bruce Chatwyn avait voyagé sur les traces de Byron et tenait *Route d'Oxiane* pour un *« texte sacré »*. Le même démarche a inspiré la photographe Françoise Huguier, qui a mis ses pas dans les pas de Michel Leiris et rapporte, après vingt et un mois d'efforts et 20 000 kilomètres de route, une émouvante collection d'images. Michel Cressole, reporter à *Libération*, a tenu le journal de cette aventure.

Sur les traces de l'Afrique fantôme, reprenant, soixante ans plus tard, l'itinéraire de l'expédition Dakar-Djibouti, conduite par Marcel Griaule, se met donc aux trousses d'un *« rêve d'Afrique »*. Du coup, le livre de Michel Leiris – chef-d'œuvre d'ethnoanalyse – se transforme en une sorte de portulan littéraire : un poème ambulatoire à déchiffrer. Le passé, le présent et l'onirique s'y confondent.

Coquetteries baroques

Et Michel Cressole, ostensiblement, cultive le caractère hybride de l'entreprise. Son voyage *bis*, excursion au cœur d'une Afrique néo-réelle (*« le silence sur le sida est le principal exotisme de ce voyage »*), se perd parfois en coquetteries baroques : *« A mi-hauteur, sur un plateau rocheux creusé d'alvéoles surnaturelles, où les lianes racommodent les cassures des blocs lisses en surplomb à la façon des ruines d'Angkor, le prêtre antique et son épouse vivent en troglodytes du mont Athos dans un jardin japonais rempli d'anges sacrificatoires au fumet tibétain. »* Plus loin, il parle d'un *« fest-noz d'adolescents »*, se souvient de Saint-Tropez et du rocher de Monaco, et les cases de pierres lui rappellent *« des fromageries d'Auvergne avec des tas de bûches rangées par le décorateur d'*Heidi ».

L'incongruïté, l'anachronisme et le caractère composite de ce qu'il voit enchante Michel Cressole. Il dénonce assez bien le malentendu exotique mais, après Michel Leiris, ses trouvailles font figure d'exercices d'insolence. Regardez plutôt les photos, fortes et neuves, mélancoliques souvent, frappantes d'empathie, et – vous l'aurez compris – relisez *l'Afrique fantôme* (3). Ce livre-là vaut tous les autres réunis.

Jacques Meunier

(1) En Patagonie, Grasset.
(2) *Patagonie Express*, Grasset.
(3) Gallimard.

Un Cyrano sicilien

Voici, avec le Bâtard de Palerme, *un monument historique de la littérature italienne contemporaine*

LE BÂTARD DE PALERME
de Luigi Natoli.
Traduit de l'italien
par Maruza Loria
et Serge Quadruppani.
Ed. A.M. Métailié, 778 p., 150 F.

Inutile de chercher, même dans les dictionnaires italiens, le nom ou les pseudonymes (William Galt, Maurus) de cet auteur de vingt-cinq romans, qui, sans jamais violer l'Histoire, fût-ce dans les situations romanesques les plus haletantes, croustillantes, échevelées, lui a fait de fort beaux enfants, pleins de feu et d'une taille gargantuesque ; pour certaines moutures hexagonales, dont on saupoudre les librairies, on en tirerait bien deux cent cinquante, mais tristes, mais ennuyeux, mais exsangues.

Tout le contraire de Luigi Natoli (1857-1941), lequel, en outre, a écrit des centaines de récits groupés sous le titre *Histoires et légendes*, et une grande *Histoire de la Sicile*. Erudition sûre, plume puissante et alerte, Féval, Sue et Alexandre Dumas tout ensemble pour ce qu'on appelle la « narrativité pure », mais aussi héritier du père Hugo et cousin d'Edmond Rostand. Et Sicilien avant tout ; donc, comme Pirandello, comme Sciascia, universel.

Dans *le Bâtard de Palerme*, les deux thèmes principaux, qui s'entretissent à l'infini et forment la trame de mille aventures haletantes, sont précisément la recherche de l'identité du héros, Blasco – *« Je devais être quelqu'un,* se dit-il, *même si mes parents m'avaient abandonné »*, – et de l'identité d'un pays, une île aux civilisations mêlées, la Sicile spoliée et abandonnée tout au long des siècles, et pas seulement à l'époque où se passe le roman, début dix-huitième, juste après les traités d'Utrecht qui mirent fin à la guerre de Succession d'Espagne, et par lesquels le roi d'Espagne cédait, avant de la récupérer quelques années plus tard, la Sicile à Victor-Amédée de Savoie. D'où l'amertume de tout un peuple peint dans sa vie et ses rites : *« D'un maître à un autre ; là est notre destin ! »*

Jean-Noël Schifano

Lire la suite page 38

DERNIÈRES LIVRAISONS

RELIGIONS

GEORGES MINOIS : *L'Eglise et la Science. Histoire d'un malentendu, tome 1 : De saint Augustin à Galilée.* – L'étude des relations mouvementées entre les exigences de la foi et celles de la vérité scientifique, passées en dix-sept siècles de la méfiance à la réconciliation, puis de la tolérance à la séparation, avant que ne se crée une ébauche de science indépendante. *Le deuxième tome conduira de* Galilée à Jean-Paul II, c'est-à-dire de la rupture aux nouvelles tentatives de synthèse. (Fayard, 487 p., 150 F.)

PHILOSOPHIE

DOMINIQUE LECOURT : *Contre la peur. De la science à l'éthique, une aventure infinie.* – Contre l'idéologie « anti-science » qui accuse la science de détruire la planète mais aussi contre l'idéologie scientiste qui en fait une religion, une tentative pour réhabiliter la pensée scientifique, *« une pensée qui ne progresse qu'en détruisant ses certitudes »*, et pour fonder une éthique qui rende à la science sa vocation première : celle d'une aventure infinie. (Hachette, coll. « Les essais du vingtième siècle », 159 p., 69 F.)

GEORG SIMMEL : *Philosophie de la modernité/ II.* – Introduit et traduit de l'allemand par Jean-Louis Vieillard-Baron, ce second *volume rassemble des essais sur l'esthétique et la modernité* – à travers les œuvres de Goethe, Rodin ou Stefan George, – la religion, l'esprit allemand... Ce volume contient également le testament philosophique de Simmel. (Payot, 310 p., 190F.)

LETTRES ALLEMANDES

JAKOB MICHAEL REINHOLD LENZ : *L'Ermite de la forêt.* – Ecrit par le dramaturge allemand Lenz en 1776, juste avant son effondrement mental, ce bref roman épistolaire, « *pendant aux* Souffrances de Werther », était inédit en français. Traduit et présenté par François Mathieu. (José Corti, 160 p., 85F.)

WOLFGANG BORCHERT : *Lettres de Russie et autres poèmes .* – *« S'il existe, disons, une poésie de* l'insoutenable, *Borchert en est certainement l'un des premiers maîtres »*, écrit, dans sa postface, Jean-Pierre Vallotton, qui a traduit ces quelques poèmes tendus et poignants. Né à Francfort en 1921, Borchert est mort en 1947. Pendant la guerre, il eut à souffrir la persécution de la part des nazis : *« Douce et âpre la vie, / âpre le bonheur et doux le triste sort. / La fleur de vie si rouge fleurit – / la fleur de mort fleurit bleue auprès. »* (Arfuyen, bilingue, 48 p., 55F.)

REINMAR DE HAGUENEAU : Chants d'amour. – Première traduction française de ces poèmes qui appartiennent à la « Renaissance du douzième siècle » et à la tradition courtoise. Le lyrisme amoureux du *Minnesang* a atteint ici l'une de ses plus hautes expressions. Traduit du moyen haut-allemand par Béatrice Weis. Postface de Dorothea Walz. (Arfuyen, bilingue, 80 p., 75 F.)

Les Turcs redécouvrent Théophile Gautier

Remarquée jadis par ses publications savantes sur les relations *franco-ottomanes*, *l'héritage turc* de la Bulgarie ou le judaïsme stambouliote, la section francophone de la petite maison d'édition ISIS à Istanbul vient de relancer ses activités en publiant notamment, dans une édition joliment illustrée, le long (trois cents pages) et savoureux texte de Théophile Gautier, intitulé *Constantinople*, fruit d'un voyage de 1852. Du Ramadan chez le Grand Turc aux mystères du mont Bougourlou, l'auteur du *Capitaine Fracasse* s'en donne à cœur joie et ses lecteurs aussi.

Cette réédition d'un introuvable a bénéficié du concours de l'université de Haute-Alsace. Un professeur de cet établissement, M. Jacques Huré, ancien enseignant à Ankara, a rédigé une large et éclairante introduction pour ce *Constantinople* bienvenu.

Dans un genre plus austère, ISIS sort, en même temps, l'essai de Mme Semra Galip, chercheuse francophone turque de Chypre. *De l'Empire à la République* est une étude serrée de cent soixante pages sur *« le cas turc de modernisation défensive »*. Un sujet toujours d'actualité en Anatolie. Les ouvrages d'ISIS sont diffusés en France par les librairies orientalistes, comme Samuclian à Paris.

J.- P. P.- H.

► **Editions ISIS, Semsibey Sok-10, Beylerbeyi, 81-210 Istanboul, Turquie. Tél. : 321-38-51.**

Autour d'Istanbul

Istanbul a les savants qu'elle mérite. Au premier rang, l'orientaliste de Princeton, l'Anglais Bernard Lewis, qui a marqué une génération de chercheurs tout en *faisant, tour de force*, les délices d'un vaste public. *Istanbul et la civilisation ottomane*, dont l'édition originale remonte à 1963, est conforme aux mêmes exigences de clarté, de lucidité et de précision ; elles lui ont permis de vieillir sans rides. Voici une présentation animée des origines et de l'ascension des Turcs ottomans, une analyse de leurs principes et de leurs méthodes de gouvernement, un tableau de l'administration d'Istanbul la bien gardée où, selon le poète, *« tout mérite atteint la gloire, toute perfection arrive à maturité, tout talent trouve la mesure de sa valeur »*.

Bernard Lewis s'appuie sur des sources, ottomanes ou européennes, *largement citées – ce qui nous permet* d'entrevoir avec un horloger anglais, derrière une grille, les concubines du Grand Seigneur, pour leurs jeux court vêtues d'une cotonnade *« aussi fine que la gaze car je pouvais deviner la peau de leurs cuisses à travers elle »* ; qui nous plonge aussi au cœur des controverses sur le commerce du vin, l'introduction du café et du tabac dans la cité *« pleine d'islam »*, Istanbul.

Le livre de Bernard Lewis, s'arrêtant au seuil des premières volontés de réformes et d'occidentalisation manifestées par les sultans à partir du dix-huitième siècle, introduit directement à la lecture du remarquable *Islam et laïcité : la naissance de la Turquie moderne* (Fayard, 1988). Dévoilant les réflexions des Ottomans sur leur propre civilisation, il fait aussi pendant à un troisième titre du même auteur, *Comment l'Islam découvrit l'Europe* (La Découverte, 1984). Et pour une promenade plus détaillée dans Istanbul au sommet de sa gloire, la *Vie quotidienne*, très concrète et plaisante, écrite en 1965 par Robert Mantran, vient de connaître une réédition méritée, assortie d'une mise à jour. (Hachette, 332 p., 118 F.)

Pierre Chuvin

► **ISTANBUL ET LA CIVILISATION OTTOMANE,** *de Bernard Lewis, traduit de l'anglais par Yves Thoraval. J.-C. Lattès, 100 p., 220 F.*

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



D.R.

Salman Rushdie.

Un bilan de la saison 1989-1990

Les immortels et le fugitif

ELLE est tout de même un peu étonnante, cette première sélection publiée par les Goncourt (*le Monde* du 15 juin) en vue de l'attribution de leur prix en novembre prochain. Pas tellement parce qu'on y trouve deux ou trois titres aberrants qui n'ont avec la littérature qu'une relation lointaine – le mot « roman » y flotte comme un pavillon de complaisance – et des auteurs déjà trop primés pour être véritablement en lice, ces dérapages et ces gentillesses font partie du « genre » particulier qu'est devenue au fil des ans cette liste à surprises, remaniée plusieurs fois, subtil dosage de fausses espérances et de courtoisie diplomatique. Non, l'étonnant est que n'y figure pas le seul titre français qui dans l'année littéraire (faisons-la commencer juste après les prix d'hiver) se soit imposé comme un événement indiscutable, *A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie* d'Hervé Guibert.

On a déjà dit, en temps voulu, dans ces colonnes, tout le bien que l'on pensait des romans de Guibert en général, de ses ouvrages les plus récents en particulier et du dernier plus que tout autre. Mais le recul de quelques mois et la dispersion de l'orage médiatique auquel Guibert a fait courageusement face – à « Apostrophes » notamment – n'ont pu que confirmer notre opinion. Ce roman d'une mort annoncée, ce journal d'un sida ordinaire, après lequel son auteur renonce à écrire davantage est bien plus qu'un très beau livre, qu'un témoignage bouleversant sur le mal de cette fin de siècle, il est de ces livres très rares, entièrement traversés par la pure nécessité de sauver leur auteur, où l'on peut relever exactement la frontière entre la littérature la plus aiguë, la plus urgente, et le reste. Il est possible que Guibert soit sélectionné dans une prochaine liste, l'ignorer semble à vrai dire impossible. Mais une fois nommé, il sera difficile d'en couronner un autre que lui.

UN autre roman s'est distingué depuis l'automne, sans tapage mais sûrement, celui de Patrick Modiano, *Voyage de Noces*, qui est déjà depuis *Rue des boutiques obscures* à l'abri du Goncourt. On y reconnaît tous les thèmes chers à Modiano et le ton mélancolique, élégant qui est le sien, porté ici à son point d'excellence, d'émotion parfaite. Tous les romans de *Modiano* se ressemblent, sans doute, et *Voyage de Noces* encore plus que les autres. On ne s'en plaindra pas. François Nourissier a tracé dans *Bratislava* un féroce portrait d'écrivain vieillissant, observateur minutieux de ses moindres défaillances. On n'est pas plus méchant avec une aussi froide abnégation que dans cet essai d'autopsie anticipée. Jean-Marc Roberts avec *l'Angoisse du tigre* a dénoncé – comme auparavant dans *Méchant* – le masque posé par ses soins sur son visage et que plusieurs de ses personnages empruntent à plaisir tour à tour. Mais quand le visage glisse avec le masque, le geste de la vérité devient assez cruel, même si la main est légère.

Yann Queffélec, qu'on avait cru perdu en mer depuis *la Femme sous l'horizon*, est revenu en force avec *Le Maître des chimères*, son meilleur roman, miroir exagéré d'un menteur qui s'avoue et se délivre devant nous, miroir d'exorciste.

Des auteurs nouveaux sont apparus, dont on est en droit d'espérer une suite favorable, si affinités. Régine Detambel, avec *l'Amputation, l'Orchestre* et *la Semeuse*, a montré une belle technique de la brièveté et du talent dans la poursuite de quelques obsessions. Lydie Salvayre, avec *la Déclaration*, a donné les preuves d'un tempérament redoutable dont on veut tout craindre délicieusement.

Patrick Roegiers a laissé voir un premier aperçu de ses passions avouables avec un hommage ébouillanté au homard *(Beau regard)*, et Dominique Noguez a disséqué un outil méconnu *(Sémiologie du parapluie)* et produit un concentré savoureux et réjouissant de la denrée la plus absente des librairies, l'humour *(les Deux Veuves)*.

En revanche, de grandes figures de la mode se sont pris les pieds dans le tapis rouge : Mme Duras, lors d'une expédition chez les pauvres dont il ne restera qu'un refrain, *« les brothers et les sisters à la casa » (la Pluie d'été)*, et le bouillant M. Attali qui, à propos de son *Premier jour après moi*, a confessé dans nos téléviseurs ébahis, vouloir écrire pour l'éternité. Laissons reposer.

S'IL en est un que l'éternité tenaille et taraude, c'est Milan Kundera qui, dès la rentrée, a lancé sa bulle d'*Immortalité* en tête des ventes et des couvertures de journaux. Ses premiers lecteurs n'apprécient pas tous le genre mixte de roman et d'essai qui est, depuis plusieurs titres, sa nouvelle manière, parfois un peu pédagogique.

D'aucuns soupçonnent ce succès de n'être qu'un feu de paille attisé par des chroniqueurs bien dupes. C'est sans doute trop sévère, et Kundera ne nous tromperait pas aujourd'hui s'il ne nous avait d'abord séduits pour de bonnes raisons qui, elles, ont résisté au temps.

Du reste, on peut déclarer tous les écrivains immortels, pour calmer les nerfs de chacun, et parce que c'est peut-être vrai, un jour ou l'autre. Quand Leonardo Sciascia nous quitte sur un chef-d'œuvre *(le Chevalier et la Mort)*, quand Truman Capote résiste aux coups de pelle de son biographe-fossoyeur, l'affreux Gerald Clarke, quand Italo Calvino nous envoie de l'au-delà ses cours de littérature *(Leçons américaines)* et ses dernières (?) nouvelles *(Sous le soleil jaguar)*, il faut bien convenir que la mort chez l'écrivain travaille différemment, avec des aller-retour. Ainsi Henri-Pierre Roché nous revient avec les Carnets des *Années de Jules et Jim*, Jean Paulhan avec *La vie est pleine de choses redoutables*, et André Suarès fait une tentative remarquée de sortie du purgatoire, avec une biographie de Robert Parienté et un recueil d'essais, *Ames et visages*.

A PROPOS d'essais, dont la production florissante depuis plusieurs années a les faveurs du public dans le domaine de l'histoire et de la biographie, on notera *le Village des cannibales* d'Alain Corbin (auteur du remarquable *Territoire du vide)*, un de nos meilleurs historiens culturels. Henry James ne nous quitte plus, non seulement grâce à la monumentale biographie de Léon Edel (cf. l'article d'Hector Bianciotti dans *le Monde* du 15 juin) mais par la publication de ses nouvelles et de ses excellentes chroniques de voyage *(Heures italiennes)*.

Dans le domaine strictement littéraire, deux essais se sont détachés de façon singulière. L'un par l'ampleur de son érudition, la profondeur de ses analyses, *l'Enchantement littéraire*, d'Yves Vadé, sur les rapports de la magie et de l'écriture au dix-neuvième siècle, de Chateaubriand à Rimbaud ; l'autre par sa finesse, son approche toute personnelle d'un écrivain fasciné par le modèle réel d'un héros de roman, *le Cygne de Proust*, qu'Henri Raczymow a consacré à Charles Haas, inspirateur du Swann de *la Recherche*. Raczymow, lui aussi hanté par le spectre de l'immortalité, qui fut décidément le maître-mot de la saison passée.

A l'Ouest, peu de nouveau. Quelques grands noms se sont essoufflés. Norman Mailer, en publiant ses fonds de tiroir, *Publicités pour moi-même*, confirme l'égarement d'un ancien talent devenu trop indulgent avec lui-même. John Updike *(Confiance... Confiance...)* piétine agréablement, dans un aimable sur-place, sans trouver une nouvelle ressource à son œuvre qui pâlit. Mario Vargas Llosa, qui vient de manquer de beaucoup la magistrature suprême au Pérou, avait auparavant manqué de peu un court roman érotique, *Eloge de la marâtre*, ainsi qu'un roman ethnographique, *L'homme qui parle*, assez laborieux. Gabriel Garcia Marquez, malgré la luxuriance exotique et « tropicalisée » de son style, ou à cause d'elle, n'a pas ressuscité Simon Bolivar *(le Général dans son labyrinthe)*. De jeunes auteurs aux visées moins ambitieuses ne devraient pas trouver là une raison de renforcer leur modestie, même si elle les sert plutôt jusqu'à présent. Ainsi Jay McInerney aux Etats-Unis *(Toute ma vie)* et David Leavitt *(Tendresses partagées)* s'annoncent comme deux chroniqueurs drôles et brillants des mœurs de leur temps, avec un petit faible pour les mauvaises, ça va de soi.

LES morts les plus certains de l'immortalité sont les classiques, et c'est pourquoi il ne faut pas cesser de les traiter sur le même pied que les vivants qui, du fait de la précarité de leur existence – et de la nôtre – prétendraient volontiers devoir bénéficier d'un coupe-file, d'un tarif plus rapide. Mais non, vous n'êtes pas plus pressés que Balzac qui nous a encore fait plaisir la semaine dernière. Ni plus que Carroll, doublement canonisé par Jean Cattégno et Francis Lacassin, Carroll, apôtre du calembour, martyr de la petite socquette. Car les classiques ne sont pas tous des gens sages protégés du bizarre, tant s'en faut. On l'a vu avec la réédition de *Monsieur Nicolas*, de Restif de La Bretonne, extravagante autobiographie d'un fou de l'écriture qui, avec son manteau noir, sa tête de hibou et sa lanterne à la main, dut passer de son vivant pour un fou tout court. Comme ce cher Frederick Rolfe, dit baron Corvo, pauvre et snob, misanthrope et adorateur de la jeunesse, seul dans sa gondole qui lui tenait lieu de chambre parfois (*Lettres de Venise*), dont on aimerait voir promptement rééditer l'œuvre déjà traduite mais indisponible. Lui aussi, un classique, dans la marge.

Mais au moment de choisir le visage de l'écrivain qui doit illustrer ce bilan, partiel et partial, de fin d'année, on ne retiendra pas le plus serein, le plus immortel, le plus classique, mais celui d'un fugitif dont la liberté et l'existence en sursis nous imposent d'être solidaires, l'auteur des *Versets sataniques*, Salman Rushdie.

La deuxième découverte de l'Amérique

On réédite les récits de voyage d'Humboldt : il était à la fois géographe, climatologue, linguiste, historien, sociologue, anthropologue et architecte

VUE DES CORDILLÈRES ET MONUMENTS DES PEUPLES INDIGÈNES DE L'AMÉRIQUE
d'Alexandre de Humboldt.
Editions Erasme, université Parix-X-Nanterre,
coll. « Memoria Americana » dirigée par Charles Minguet, Amos Segala et Jean-Paul Duviols,
350 p., 390 F.

ESSAI POLITIQUE SUR L'ILE DE CUBA
d'Alexandre de Humboldt.
Editions Erasme,
coll. « Memoria Americana »,
210 p., 270 F.

Le 16 juillet 1799, Alexandre de Humboldt, accompagné d'un savant français, Aimé Bonpland, débarque en Amérique. Il a trente ans ; il appartient à une grande famille d'érudits et d'hommes politiques prussiens. Son frère aîné Guillaume, philologue, ami de Goethe et de Schiller est, en cette fin de siècle, en mission d'études dans le Paris de Bonaparte ; il sera quelques années plus tard ministre de l'intérieur à Berlin.

Pendant presque cinq ans, Humboldt et son compagnon vont sillonner les chemins et les sentiers de l'Amérique tropicale, passant du Venezuela à Cuba, de la Nouvelle-Grenade (la Colombie) à l'Equateur, du Pérou à la Nouvelle-Espagne (le Mexique). En digne disciple des encyclopédistes, il observe tout, il prend des notes sur tout. Il est géographe, climatologue, linguiste, historien, sociologue, anthropologue, architecte. Imprégné de romantisme, il est fasciné par le spectacle de la nature, passionné par la description des paysages, mais homme de science, il ne laisse jamais l'émotion brouiller l'observation précise, ensevelir la mesure exacte, évacuer le détail signifiant. Jamais non plus il ne se permet de théoriser, laissant en quelque sorte les idées jaillir de ses descriptions elles-mêmes.

Rentré en Europe après un dernier séjour à Cuba, Humboldt entreprend la rédaction de son récit de voyage. L'entreprise durera longtemps ; elle sera monumentale : vingt volumes en grand in-folio, plus dix volumes en grand in-quarto, 1 300 planches gravées en noir et en couleurs. Humboldt engloutira dans cette entreprise une partie de sa fortune. Ce *Voyage aux régions équinoxiales du Nouveau Continent* est, du vivant même de l'auteur, devenu une rareté bibliographique. De l'œuvre majeure de Humboldt, on ne pouvait guère lire jusqu'à présent que des guenilles, des morceaux choisis. Le projet d'édition, mis au point à l'université de Paris-X-Nanterre fait donc beaucoup plus que réparer une injustice : il nous place de plain-pied avec l'un des esprits les plus merveilleusement ouverts d'une époque dévorée par le besoin de savoir et de comprendre.

Vingt volumes sont prévus. Ils reprendront, en fac-similé, les trente volumes de l'édition monumentale. Ils en reprendront également les planches. Car Humboldt ne se contente pas d'écrire dans une langue française parfaite : il accumule les plans, les croquis et, lors de la préparation de ses livres, il visite toutes les bibliothèques publiques et privées d'Europe susceptibles de détenir des documents sur l'Amérique pré et post-colombienne. Confrontant ses propres relevés avec ce que les conquérants espagnols ont pu piller et amasser, il fait graver des planches superbes mais qui ne sont pas là pour ajouter au plaisir esthétique. Humboldt veut donner à voir, persuadé qu'un dessin exact renseigne plus justement que le plus objectif des discours.

Les préjugés européens

Humboldt se méfie de la littérature. Celle-ci, suivant à la trace les colonisateurs armés ou, dans une optique philosophique contraire, développant le thème du « bon sauvage », de l'amérindien ingénu et pittoresque, a créé une Amérique de fiction, peuplée de tous les imaginaires européens, des préjugés, des rêveries, des utopies. Humboldt balaie cette Amérique européocentriste. Disciple de Diderot beaucoup plus que de Voltaire ou de Rousseau, il ne s'intéresse qu'au savoir positif, quitte, lorsque les faits sont assez sûrement établis, à se risquer dans des rapprochements et des comparaisons entre l'évolution de la civilisation des anciens Mexicains et ceux de certains peuples d'Asie.


Col. VIOLET

Un disciple de Diderot

Les *Vues des cordillères et monuments des peuples indigènes de l'Amérique* sont, de ce point de vue, si nouvelles, si surprenantes pour un esprit européen, bercé depuis trois siècles par des récits pittoresques et idéologiquement orientés, qu'on a pu parler, à propos de Humboldt, d'une « deuxième découverte de l'Amérique ».

Charles Minguet avait publié il y a vingt ans chez Maspéro une très intéressante biographie de *Alexandre de Humboldt, historien et géographe de l'Amérique espagnole*. Il y montrait notamment comment le savant prussien, approfondissant les intuitions de Montesquieu, avait développé de manière originale le concept de géographie politique. *L'Essai politique sur l'île de Cuba* est une surprenante illustration de la méthode totalisante d'Humboldt. Cuba est un carrefour entre l'Europe, l'Amérique et l'Afrique ; et l'historien libéral ne manque pas, avec une vigueur que déployèrent bien peu de ses contemporains, de dénoncer l'esclavage et l'économie de traite. Mais il le fait avec des arguments qui ne sont pas seulement humanitaires. Il accumule les données statistiques, qu'il manie avec une extrême rigueur, il analyse les comptabilités, il enregistre les flux des balances commerciales ; bref, il emploie les méthodes les plus sophistiquées de l'économie politique naissante pour les confronter au fait colonial, à la structure de la population, aux tensions ethniques locales et montrer que la mer des Caraïbes peut devenir « la Méditerranée des Antilles », un centre de rayonnement de civilisation pour peu que les hommes ne s'endorment pas dans une « *funeste sécurité* » et que « *la crainte du danger* » leur arrache les concessions humanitaires qu'exigent leurs propres intérêts.

C'est merveilleux d'intelligence, de curiosité opiniâtre, d'observation inlassable qui court des hommes aux plantes, des chansons aux courants marins, des outils à la météorologie, des langues à la texture des pierres. Et le tout, sans jamais quitter ou presque le domaine des choses comptées, mesurées et minutieusement décrites, s'élève dans une vaste vision du *Cosmos* – c'est le titre du testament scientifique et philosophique qui clôt l'œuvre de Humboldt – dans lequel s'interpénètrent en une seule histoire tous les temps et tous les règnes de la nature, hommes compris.

Pierre Lepape

Traité de la vie au désert

Charles M. Doughty vécut, en 1878, deux ans d'une dangereuse errance parmi les Bédouins. Pour découvrir la grandeur d'être au pays du manque absolu

ARABIA DESERTA
de Charles M. Doughty.
Traduction de Jacques Marty,
introduction de T.E. Lawrence,
dossier critique
de François Pouillon.
Payot, 375 p., 160 F.

*« Parler d'*Arabia Deserta *n'est pas chose aisée. J'ai étudié cet ouvrage depuis dix ans, et j'en suis arrivé à le considérer non pas comme un livre entre beaucoup d'autres, mais comme tout particulier, comme une véritable Bible en son genre. »* L'auteur d'un tel éloge est un expert : T.E. Lawrence en personne, qui venait de publier *les Sept Piliers de la sagesse* et s'empressait de rendre un hommage appuyé à son devancier. *« Avoir réalisé un pareil voyage suffirait à remplir la vie d'un homme moyen. Doughty, pour sa part, n'eût jamais été satisfait avant d'avoir par son livre justifié son entreprise, aussi bien que l'entreprise justifiait la rédaction du livre. A ce double titre, de longtemps il ne trouvera pas de rival. »*

Lawrence insiste ici sur la dimension de l'œuvre de Doughty : plus qu'un carnet de route, plus qu'une étude minutieuse, scientifique, sur les lieux et les gens d'Arabie, il s'agit en fait d'une sorte de livre total dont la forme n'est pas moins exceptionnelle que la succession des aventures de l'auteur. Contre l'état de *« déchéance »* qu'il attribue à la langue de son temps, Doughty s'acharne à retrouver, par un travail systématique sur le vocabulaire et la syntaxe, la vigueur de l'anglais élisabéthain. D'où, comme le note François Pouillon, *« une écriture somptueuse mais délibérément archaïque, à la limite de l'excentricité »*. D'où, également, l'effarement des éditeurs, les réticences de nombreux lecteurs, et la vénération indéfectible de quelques-uns.

Publié en 1888, soit dix ans après la fin du périple, *Travels in Arabia Deserta* se présentait comme un récit de douze cents pages. Réédité en 1921, avec la préface de Lawrence, il ne connaît une vaste diffusion qu'à travers les « textes choisis » par Edward Garnett en 1931. Ce choix donne à lire un quart de l'original, et c'est ce montage, traduit en français en 1947, qui reparaît aujourd'hui.

Deux ans d'une éprouvante et dangereuse errance parmi les campements des Bédouins, seul, démuni, mais intraitable pour ce qui est du respect de soi, voilà le parcours de Doughty en Arabie. Géologue de formation, il est en quête de sites bibliques et ce qu'il trouve, c'est le désert, avec ses pèlerins, ses nomades, ses bohémiens, ses oasis ; et ce qu'il découvre, c'est la grandeur d'être au pays du manque absolu. *« Il faut que le voyageur soit aux yeux des hommes un être digne de respirer sous la voûte du ciel de Dieu, fût-ce sans professer une religion ; il suffit que batte en lui un cœur humain intègre et connaissant de longtemps la souffrance ; dès lors, que la route soit remplie de maux à subir, peu importe : il pourra circuler jusqu'au bout du monde. De ce pays mort, s'il n'y succombe pas, il n'aura à rapporter que la perpétuelle fatigue de ses membres. »*

Injurié, volé, poursuivi

Parti sans escorte, d'abord avec la caravane du pèlerinage de La Mecque, puis au hasard des pistes, Doughty suit une voie heurtée, endure une sorte de calvaire en des contrées farouches, intolérantes, violentes. Jamais il n'abandonne sa superbe, sa lucidité, son coup d'œil. Sur les terres mêmes de l'islam originel, il refuse de se faire passer pour musulman, non par bravade mais simplement parce qu'il veut, en toute circonstance, être ce qu'il est. Cette exigence lui vaudra d'être injurié, volé, poursuivi et souvent en réel danger de mort, elle lui vaudra aussi de garder intactes ses facultés de perception et de jugement. Doughty ne « joue » pas au Bédouin, Doughty ne donne pas le change, par là il est sans compromission, sans fausseté, sans mépris. Son regard est d'une étonnante franchise et d'une prodigieuse acuité.

Qu'il décrive des formations géologiques, une chasse au faucon, les préparatifs d'un changement de camp ou les mœurs des nomades, il s'oblige à la plus scrupuleuse précision. N'obéissant à aucune convention et parfaitement insensible à l'orientalisme de salon qui multipliait déjà ses leurres, il note implacablement des faits d'expérience jusqu'à proposer un véritable traité de la vie au désert.

Doughty sait aussi prendre de la hauteur, quitter le commerce des hommes et se laisser, littéralement, envahir par le désert. Ce sont alors des instants de lyrisme sombre, presque de commotion *« en face de la divine structure du monde élémentaire ! Sommeil de lion des forces cosmogoniques, où l'âme tombe engloutie comme une mouche ! Qu'est-ce que la vie dans "empire de la matière inanimée ? L'accident d'une seconde, un geste sans consistance, l'usurpation parasitaire qui tombe, à peine surgie. Le grand cratère d'Anaz m'apparut comme chevauchant le chaos rocheux, à quelque 12 milles de distance. C'eût été une entreprise désespérée que de tenter d'y parvenir à travers ce fouillis de laves tour à tour dressées en récifs et creusées en précipices, à travers ces basaltes coupants et qui roulent sous les pieds ».* A quand la traduction intégrale de ce grand livre ?

André Velter

— LA VIE DU LIVRE —

Un hurluberlu aux tropiques

Redmond O'Hanlon, un voyageur burlesque qui rapporte des harengs plutôt que des toisons d'or et manque ses expéditions pour réussir ses livres

LA VRAIE VIE EST AILLEURS
de Jean-Michel Belorgey.
Lattès, 414 p., 150 F.

HELP ! MA CROISIÈRE EN AMAZONIE
de Redmond O'Hanlon.
Traduit de l'anglais par Gérard Piloquet.
Payot, coll. « Voyageurs », 410 p., 150 F.

Le voyage a le vent en poupe. On réédite les récits d'exploration, on imprime les journaux de bord, on traduit les classiques du *travel writing*. Une modeste petite industrie s'installe. Les collections prolifèrent. Cela désespère, bien entendu, les purs et durs de la première heure : si l'aventure devient un fonds de commerce, alors autant se faire notaire...

Réflexe élitiste ? Peut-être. A moins qu'il ne s'agisse d'une ultime tentative pour sauvegarder l'individu et que, derrière *« l'horreur du domicile »* invoquée par Baudelaire, ne se cache l'horreur déguisée de toute normalité. Les allumés de l'ailleurs sont aussi des chantres de l'Autre, des adeptes du bizarre et de l'exotique. Le goût du relatif, du divers, du multiple – qui fait partie du bagage ordinaire de l'écrivain voyageur – implique le refus de l'Un et, par voie de conséquence, le refus d'appartenir à tel ou tel genre.

Jean-Michel Belorgey, dans *La vraie vie est ailleurs*, a dressé un catalogue presque complet (mais où sont Jean Reverzy, Frédéric Prokosch, Curt Nimuendaju et Jan Yoors ?) des histoires de rupture avec l'Occident. Il s'intéresse aux voyageurs sans retour et cite plutôt des « récits de séjour » que des « récits de voyage ». En s'attachant à la dimension sexuelle de leur aventure, il montre que les « transfuges » sont souvent des déçus du sexe et qu'une sorte d'incertitude, d'étrangeté en eux, les pousse à changer de camp et d'horizon ethnique. Il confond délibérément les symptômes et l'explication. A cette remarque près, *La vraie vie est ailleurs* est une fabuleuse collection de voyageurs excentriques et s'impose comme la première tentative un peu crédible d'approche thématique du sujet. Notons encore, pour souligner la témérité de l'auteur, que son entreprise avait une évidente limite : le vrai transfuge n'écrit pas, il disparaît. La meilleure des bibliographies ne saurait donc remplacer une enquête sur le terrain.

L'étoffe d'un anti-héros

De tous les voyageurs du moment, Redmond O'Hanlon est sans doute le plus sympathique. Ses livres, fondés sur le *« j'étais là, telle chose m'advint »* de La Fontaine, sont d'une grande simplicité et, à part peut-être *le Voyage des innocents* (1) et *le Tour du monde d'un humoriste* (2) de Mark Twain, il n'en est pas de plus drôles. O'Hanlon a l'étoffe d'un anti-héros exemplaire.

« Clown génial », dit de lui son ami Richard Holmes, et c'est vrai qu'il se promène dans les jungles humides comme dans des abécédaires en folie. Il accumule les contretemps et les incidents de parcours. Le côté farceur et beckettien de ses pochades ethnologiques vitamine une littérature qui pèche parfois par nombrilisme. Après ses tribulations au cœur de Bornéo (3), le voici maintenant dans l'Amazonie vénézuélienne en quête d'une poignée d'Indiens Yanomanis. Son livre, intitulé originellement *In Trouble Again*, soit, grossièrement. « Encore une fois dans la merde », a été pudiquement rendu par : *Help ! ma croisière en Amazonie*. Nous lui aurions préféré « le Cul du monde », qui convenait mieux au caractère régressif et scatologique du propos. Passons.

La fange tropicale et la bauge amazonienne sont survolées par des oiseaux rutilants. Redmond O'Hanlon nous donne un récit pareillement *« sauvage, spirituel, obsédant »*, une manière de cauchemar entrecoupé de fous rires. *La Chasse au snark* revue et corrigée par les Monty Python. Ses compagnons d'expédition ont l'air de figurants dans « Benny Hill », et ne parlons pas du demi-sel londonien, petit bonhomme frappé de *delirium tremens*, qui, esseulé, au milieu de 6 millions de kilomètres carrés d'exubérance végétale, se met à crier : *« Où est passée ma sauce toma-a-a-te ? »* O'Hanlon a appris à rire avec Shakespeare, très certainement.

Le lecteur averti trouvera que les sauvages d'O'Hanlon sont « exagérés », mais il faut dire que le charme du livre tient justement dans la montée irrationnelle de la peur, dans la panique progressive que ces hommes nus inspirent aux porteurs (comme au temps des colonies !), et surtout dans l'astuce du guide qui, pour exploiter les données précédentes, fait de la surenchère auprès du chef d'expédition. Redmond O'Hanlon, candide consentant, à mesure que l'équipée progresse, n'arrête pas de mettre la main au porte-monnaie...

Help ! vaut le détour. Surtout que l'auteur a émaillé son texte d'observations ornithologiques surréalistes, de souvenirs macabres et d'exquises trouvailles verbales. En réalité, venant après Waterton, William Beebe et Eric Newby, O'Hanlon s'inscrit dans la tradition du picaresque anglais, fondée par Thomas Nashe, avec – tout un programme – *le Voyageur malchanceux*, en 1954.

Un donquichottisme narquois

O'Hanlon est un voyageur burlesque qui rapporte des harengs plutôt que des toisons d'or. Un Stanley qui ne retrouvera jamais Livingstone. Un Indiana Jones qui rate ses effets. Tout se passe comme s'il manquait ses expéditions pour mieux réussir ses livres. Son donquichottisme narquois devrait normalement donner un coup de vieux aux exploits contrefaits et aux tartarinades que, régulièrement, la télévision nous propose. L'un de ses complices, l'écrivain Martin Amis, note : *« Quand Redmond O'Hanlon entreprend ses quêtes éreintantes, il ne cherche pas, en fait, le rhinocéros blanc de Bornéo ni les Indiens Yanomanis. Il est à la poursuite du grand récit de voyage. »*

Loin du *Livre des records*, où s'inscriront bientôt le premier Paris-Strasbourg en tondeuse à gazon et le Tour de France en pédalo (je plaisante), O'Hanlon, anachronique et rigolard, érudit et désinvolte, rêve d'un voyage vernien désormais impossible. Et, puisqu'il ne sera jamais Alfred Wallace, ni Richard Spruce, ni Henry Walter Bates, ni Othon Schomburgk, alors autant être Redmond O'Hanlon : l'hurluberlu des tropiques.

J. M.

(1) *La Découverte.*
(2) Editions maritimes et d'outre-mer.
(3) « Le Monde des livres » du 18 novembre 1988.

Michel Jobert avocat des Vandales

Le périple « inouï et génial » d'une tribu germanique de mauvaise réputation

VANDALES !
de Michel Jobert.
Albin Michel, 270 p., 98 F.

Attention, une nouvelle mode historique arrive ! Les Vandales ! Voltaire, le premier, pour désigner ses contemporains destructeurs de monuments anciens, transforma en substantif infamant le nom de cette tribu germaine qui déferla sur la Gaule en 406.

Ces Vandales-là n'étaient pas pires que d'autres migrateurs de ce temps. Ils pouvaient même arguer de l'arrivée impromptue sur leur sol d'alors, la Hongrie actuelle, d'autres envahisseurs, eux-mêmes talonnés par la grande vague nomade d'Asie.

La Révolution française renforça encore la mauvaise réputations de ces primo-Hongrois, lorsque l'abbé Grégoire présenta à la Convention son fameux *Rapport contre le vandalisme* (1). Vandales, vandalisme, vandaliser n'ont cessé dès lors d'appartenir à notre vocabulaire courant, sans que pour autant on se soucie guère de la souche de ces termes.

Ce n'est plus le cas. Nicolas Saudray vient d'achever une pièce *Conversation avec les Vandales*. Dans son travail encore inédit, l'auteur de *la Maison des prophètes* (Points-Seuil) met en mouvement les scènes oubliées qui, autour de l'an 500, firent *frémir* le «monde civilisé» entier, lorsque saint Augustin lui-même, le penseur berbéro-latin d'audience universelle, dut affronter les Vandales battant les murs de sa ville d'Hippone (Bône, Annaba depuis l'indépendance algérienne).

Car la destinée particulière des Vandales et ce qui, plus que leur « vandalisme », devrait piquer l'intérêt, c'est l'immense serpentin qu'ils dessinèrent du Rhin à Carthage, *via* l'Ibérie. Ils eurent aussi un chef d'une exceptionnelle énergie, Genséric, sur lequel une biographie est en préparation.

En attendant, on peut sans aucun déplaisir, au contraire, se plonger dans le roman historique intitulé tout simplement *Vandales !* que vient de publier Michel Jobert.

L'ancien ministre de Georges Pompidou et de François Mitterrand est, on le sait, resté très attaché à son sol natal maghrébin, inspirateur sans doute de ses meilleures pages de littérature (*la Rivière aux grenades*) ou d'essai (*Maghreb à l'ombre de ses mains*), chez par Albin Michel.

Les oubliettes de Byzance

La turbulente peuplade est-européenne l'a donc intéressé comme l'un des « laboureurs » du Maghreb où elle aborda dès 429 (après avoir zébré la France de 406 à 409, puis passé en Espagne), et en tant que porteur d'une extravagante aventure humaine étalée en Afrique sur plus d'un siècle (429 - 534), et pourtant presque sans aucun lendemain. Car après la reconquête de Carthage par les Byzantins, nos Vandales disparaissent à jamais dans les oubliettes de l'Histoire. A travers un texte romanesque où il a utilisé tout autant les quelques études de la première partie de ce siècle (Martroye, Gautier, Courtois) que son imagination nourrie de paysages euro-maghrébins, Michel Jobert nous entraîne à bride abattue dans les bagages de ces migrateurs impénitents, toujours anxieux, toujours poussés plus loin par d'autres migrants – jusqu'au goulot carthaginois qui fut finalement leur Capoue et leur tombeau.

Parfois c'est un peu trop rapide, on halète, on se perd presque parmi les personnages vrais ou inventés mêlés, du tempétueux roi Genséric à l'aïeule Héraclinde, restée fidèle à Soslan, dieu solaire. L'évocation des pérégrinations de Genséric et de sa smala, mi-armée, mi-gynécée, progressant vers la Tunisie actuelle, parmi la débandade des Latino-Berbères, est en revanche particulièrement réussie, rappelant les meilleures pages du cheminement des barbares dans *Salammbô* de Flaubert, thème carthaginois d'une époque antérieure.

Au total ces ravageurs naïfs, audacieux et goulus, Michel Jobert nous les rend presque sympathiques, avec juste ce qui convient de compassion pour des perdants. Il parvient à insérer dans notre esprit, à la dépréciative case « vandale », cette *« randonnée inouïe et géniale »* qui, jadis, stria notre géographie.

J.-P. Péroncel-Hugoz

(1) Jacques Cellard, *Ah ! ça ira, ça ira...* (ces mots que nous devons à la Révolution), Balland, 1983, 352 p., 129F.

Aux quatre coins du monde

• **Les Riches Heures de Tanger**, *de Dominique Pons*. – L'histoire déroutante d'une ville qui fut romaine, marocaine, portugaise, espagnole, puis anglaise, avant de devenir internationale en 1923 à la suite de négociations entre l'Angleterre, la France et l'Espagne. Mais, à partir de 1956, le Maroc indépendant ne peut accepter le statut particulier de cette ville cosmopolite : neutralité politique et militaire, liberté économique ; et son histoire exceptionnelle s'achève. (La Table ronde, 365 p., 150 F.)

• **Les Chemins de la Garonne**, *de Joseph Ribas*, photographies de J. Valat. – Des Pyrénées à Toulouse, les regards du photographe et de l'écrivain se déplacent de site en site en suivant la Garonne qui « dessine l'espace » et les légendes qui imprègent le paysage. Cet album de « paysages d'art » fait redécouvrir une cinquantaine de lieux qui nous semblaient familiers. (Milan, 176 pages illustrées, 250 F.)

• **Guide bleu : la Corse.** – La nouvelle édition rassemble toutes les informations pratiques sur la Corse sans négliger les charmes littéraires de l'île. Après les synthèses essentielles sur l'héritage historique, les paysages, l'économie et la société, le guide détaille pour chaque site les itinéraires et les curiosités. Un atlas, des index et une bibliographie complètent l'ensemble. (Hachette, Guides bleus, 418 p., 148 F.)

• **La Route de Samarkand au temps de Tamerlan**, *de Ruy Gonzalez de Clavijo*. – Relation du voyage de l'ambassadeur de Castille à la cour de Tamerlan de 1403 à 1406. Ce voyage de la fin du Moyen Age dans la cité caravanière affermit les relations qui commencent à s'établir par l'intermédiaire de marchands et de missionnaires. La préface et le prologue précisent le contexte politique et historique de la prise de contact entre les rois chrétiens d'Occident et Tamerlan, le souverain turco-mongol qui constitue son empire éphémère autour de Samarkand et de la mer Caspienne dans la fin du quatorzième siècle, avant l'effondrement au début du quinzième siècle. (Traduit par Lucien Kehren, Imprimerie nationale, 355 p.)

• **Guadalquivir**, *de Jacques Durand et Jacques Maigne*. – Descente le long d'un fleuve mythique de la source à l'embouchure, en compagnie de deux journalistes qui font découvrir l'Andalousie, ses paysages et son histoire, la ferveur religieuse et la douceur de vivre. (Seghers, coll. « Etonnants voyageurs », 235 p. 175 F.)

• **Carnets indiens**, *de Guido Gozzano*. – Pour voyager dans un pays disparu, l'Inde de 1912, il faut lire les dix-sept récits, parus pour la plupart dans des journaux italiens de 1914 à 1916, de ce poète piémontais. Le voyage, onirique autant que géographique, conduit à travers ce pays où *« l'homme de lettres est continûment exposé au regret aigu, au dépit indéfinissable qu'on éprouve quand la réalité imite la littérature »*. (Traduit de l'italien par Muriel Galbot, Actes Sud, coll. « Terres d'aventure », 175 p., 98 F.)

• **Bivouacs à Bornéo**, *de Pierre Pfeffer*. – Réédition d'un ouvrage paru en 1963. Témoignage d'un naturaliste du Museum national d'histoire naturelle parti en expédition à Bornéo en 1955-1957 et qui a vécu un an au cœur de l'île avec les groupes dayaks et penans, aujourd'hui menacés par la destruction de la forêt. (Arthaud, 203 p., 98 F.)

• **Tibet secret**, *de Fosco Maraini*. – Nouvelle édition d'un livre publié en 1952 qui retrace l'expédition de l'orientaliste italien Giuseppe Tucci, de 1937 à 1948. Ce récit, auquel s'ajoutent pour la réédition de nouvelles photographies, des extraits du journal de l'auteur, un chapitre sur Lhassa et une bibliographie, permet de retrouver le Tibet tel qu'il était avant l'occupation chinoise. (Traduit de l'italien par Juliette Bernard et Sabine Valici-Bosio, Arthaud, 410 p., 135 F.)

• **Une enfance en brousse congolaise**, *de Pierre Pellerin*. – Dans le même esprit que les deux ouvrages précédents, témoignage sur la brousse congolaise et les colonies dans les années 20. (Arthaud, 161 p., 85 F.)

• **Le Cap Horn**, *de François Pedron*. – Dans une collection abondamment illustrée, la présentation de la conquête progressive du Cap Horn. (Albin Michel, coll. « Extrême », préface de Nicolas Hulot, 175 p., 140 F.)

• **Miroirs d'un désastre. Chronique de la conquête espagnole de l'Amérique latine**, *de Gérard Chaliand*. – A partir des différents récits et témoignages de la conquête espagnole de l'Amérique latine, Gérard Chaliand publie une chronique de cette extraordinaire et cruelle aventure. Comment une poignée d'hommes, désavoués et pourchassés par le pouvoir politique espagnol, se lançant sans espoir de retour sur des chemins inconnus, sont parvenus à force de ruses, de cynisme, de diplomatie et d'audace, à vaincre un puissant empire, puis à conquérir un continent. A partir d'un sérieux travail de compilation et de relecture géopolitique, Chaliand a construit un « roman vrai » tout à fait passionnant. (Plon, 334 p., 130 F.)

• **1492 : les aventures de Juan Cabezon de Castille**, *d'Homero Aridjis*. – Homero Aridjis, romancier, journaliste et diplomate mexicain, a écrit, lui, la chronique d'une année capitale dans l'histoire de l'Occident : 1492. Cette année-là, Isabelle la Catholique et son mari Ferdinand, appuyés par Rome, signent l'expulsion des juifs de l'Espagne, gagnent la guerre de Grenade contre les musulmans, alors que Christophe Colomb découvre l'Amérique. L'Espagne se choisit, pour des siècles, un autre destin que celui que lui promettait sa géographie. Abandonnant un passé de tolérance et de riche civilisation intellectuelle au carrefour des trois grandes religions de la Méditerranée, elle bascule vers l'Atlantique et les mirages dorés d'un continent inconnu. Elle y connaîtra la puissance, la richesse avant d'y rencontrer la décadence. Aridjis, à travers l'histoire de Juan Cabezon, descendant de juifs convertis, peint un tableau haut en couleur de la vie quotidienne de l'Espagne du quinzième siècle, dans une langue savoureuse et emportée. (Traduit de l'espagnol (Mexique) par Jean-Claude Masson, Le Seuil, 370 p., 120 F.)

M.-O. P. et P. L.

Cet été, rêvez en Omnibus...



FENIMORE CO[illegible]:
Le roman de Bas-de-Cuir.
Le tueur de daims / Le dernier des Mohicans / Le lac Ontario / Les pionniers / La Prairie.
[illegible] de Claude Aziza. [illegible] pages [illegible]

ED. McBAIN :
Chroniques du 87e District.
Faites-moi confiance / Victime au choix / Crédit illimité / Souffler n'est pas jouer / Soupe aux poulets / Pas d'avenir pour le futur / Rançon sur un thème mineur / La main dans le sac / A la bonne heure.
Préface de Jacques Baudou. 832 pages - 115 F.

P.G. WODEHOUSE :
Jeeves.
Un regard tendre, ironique et drôle sur la bonne société britannique. Un couple irrésistible, Bertram Wooster et son valet Jeeves. Huit des meilleurs titres du grand humoriste anglais [illegible] en un volume [illegible].
Préface de François Rivière. [illegible] pages [illegible]

HEN[illegible]:
Les semailles et les moissons.
Les semailles et les moissons / Amélie / La grive / Tendre et violente Elisabeth / La rencontre.
1402 pages - 128 F.

PIERRE LOTI :
Romans.
Aziyadé / Le mariage de Loti / Le roman d'un spahi / Mon frère Yves / Pêcheur d'Islande / Madame Chrysanthème / Ramuntcho / Les désenchantées.
Préface de Claude Gagnière. 1082 pages - 128 F.

PETER CHEYNEY :
Cigarettes, whisky et petites pépées.
Rendez-vous avec Callaghan / Les courbes du destin / Aucune importance / Navrée de vous avoir dérangé / Elles ne disent jamais quand ! / L'impossible héritage / Les femmes ne sont pas des anges / Salut Caution ! Comment va, Callaghan ?
Préface de François Rivière. 1080 pages - 115 F.

ELLERY QUEEN :
Sept énigmes.
Le mystère du soulier blanc / Le mystérieux M. X / Le mystère de l'allumette / L'arche de Noé / Le village de verre / Le cas de l'inspecteur Queen / Et le huitième jour...
Préface de Maurice-Bernard Endrèbe. 1020 pages - 115 F.

MAZO DE LA ROCHE :
Les Jalna.
Les frères Whiteoak / L'héritage des Whiteoak / Jalna / Les Whiteoak de Jalna.
1088 pages - 135 F.

A.E. VAN VOGT :
Les portes de l'éternité.
Le cycle du non-A.
Le monde du non-A / Les joueurs du non-A / La fin du non-A.
Le cycle des marchands d'armes.
Les Armureries d'Isher / Les Fabricants d'armes.
Préface de Jacques Goimard. 870 pages - 145 F.

CECIL SAINT-LAURENT :
Caroline Chérie.
Caroline Chérie / Le Fils de Caroline Chérie / Les Caprices de Caroline.
1690 pages - 150 F.

TOUT SIMENON :
Tome 11.
Le train / Maigret et le voleur paresseux / La porte / Les autres / Maigret et les braves gens / Maigret et le client du samedi / Maigret et le clochard / Les anneaux de Bicêtre.
832 pages - 115 F.

TOUT SIMENON :
Tome 12.
La colère de Maigret / La rue aux trois poussins / La chambre bleue / L'homme au petit chien / Maigret et le fantôme / Maigret se défend / Le petit saint / Le train de Venise.
896 pages - 115 F.

COLLECTION OMNIBUS : PRESSES DE LA CITÉ

REGARD

LECTURES EN VACANCES

ROMANS HISTORIQUES

Romanesque échevelé

Les amateurs seront satisfaits : voilà une belle moisson d'aventures, de crimes, d'exotisme et de reconstitutions historiques

Si l'orée du Bicentenaire contraignait auteurs et éditeurs á se pencher sur l'avant, le pendant et l'après-Révolution française, l'année 1990, moins gâtée sur le plan de la commémoration, renoue avec la belle tradition du roman d'été d'amour et d'aventures, historiques ou exotiques.

En témoignent d'abord les couvertures, inspirées avec un bonheur très éclectique de Brueghel le Vieux, Hopper, Thénier le Jeune, et de bien d'autres peintres, guerriers, orientalistes, pompiers, ou les trois à la fois. Dromadaires, navires et chevaux, symboles universels d'action et d'évasion, prennent la part du lion.

Certains éditeurs mettent à profit cet engouement saisonnier pour rééditer des classiques étrangers, méconnus ou oubliés. Ainsi *les Quatre Plumes blanches*, d'Alfred E.W. Mason, adapté à plusieurs reprises au cinéma muet puis parlant, trace l'itinéraire épique d'un jeune officier britannique, Harry Feversham, militaire de famille et de carrière, qui se place dans les situations les plus épineuses pour mieux combattre sa trop vive imagination qui dégénère volontiers en peur panique... Il y a du Stevenson et du Conrad dans cet aventurier obsédé par ses propres insuffisances. Oscar Wilde, puis Graham Greene, qui prisaient infiniment ce roman, ne s'y sont pas trompés.

Nul navigateur, professionnel ou amateur, ne peut ni ne doit ignorer, paraît-il, le nom et les exploits (réels ceux-ci), de Joshua Slocum, premier et sans doute le plus attachant des « navigateurs en solitaire », ce qui est d'ailleurs le titre de ses Mémoires, parus il y a près d'un siècle et présentement réédités dans une nouvelle et excellente traduction de Florence Herbulot.

Pour ceux qui aiment l'océan mais redoutent ses pièges, lire le livre de cet aristocrate de la mer (il a poussé l'élégance jusqu'à disparaître à la fin de sa vie avec son fameux *Spray*), peut-être un heureux palliatif, d'autant que son journal de bord, à la fois minutieux, drôle, et bourré de détails cocasses, vaut tous les récits imaginaires.

Son curriculum vitae, publié au début du livre, donne dans sa sécheresse un aperçu de cette vie de marin hors du commun, alternativement commerçant et guerrier, baleinier, tueur de mutins, écrivain, charpentier de marine – pour survivre après avoir refusé le commandement d'un vapeur, – seul à restaurer son bateau – une épave – pendant deux ans (à une époque où les sponsors se faisaient cruellement remarquer par leur absence), avant de partir de Boston pour le tour du monde...

A l'inverse, les amoureux du roman de terroir trouveront avec *Maren* (1907), de Johann Hinrich Fehrs, une héroïne servante-maîtresse digne de Thomas Hardy, d'Erckmann-Chatrian ou de Karen Blixen. Le Holstein, froide province frontalière coincée entre l'Allemagne du Nord et le Danemark, sert de théâtre à ce drame paysan. Traduit par Jean Niqueux, spécialiste des dialectes germaniques, ce récit est axé sur un thème cher à la littérature du dix-neuvième siècle, celui de la mésalliance, par l'âge, la naissance, la langue, la fortune, l'inclination... La langue est simple, directe, pleine d'attraits. Maren, amoureuse, généreuse, machiavélique, est un personnage de femme bien séduisant.

A ceux qui préfèrent les déserts brûlants aux froids terroirs germaniques et que *les Quatre Plumes blanches* n'auraient pas rassasiés, signalons trois livres d'inspiration très différente, mais tous trois centrés sur notre continent ancestral. Si Jean-Yves Proverbio a choisi de nous conter dans son *Troisième Nil* l'amitié virile et contrariée de deux ennemis héréditaires, le jeune lieutenant écossais Sean MacLoughlin, et l'émir Hassein, au cœur d'un Soudan enflammé par le djihad, quelques années avant que le capitaine Marchand ne vienne y mettre son grain de sel, Claude le Borgne, lui, opte dans sa *Prison nomade* pour le Sahara occidental, où il expédie son héros, Joachim, jeune matelot breton, qui ne trouve rien de mieux que de se faire capturer par les Maures, réduire en esclavage, avant de se transformer en chamelier émérite – ne nous y trompons pas, le véritable héros de ce roman est le chameau, figure haute en couleur trop souvent ignorée par les écrivains.

Sorciers africains

Marc de Gouvenain renoue, pour sa part, avec la belle tradition du récit de voyage sans fard ni déguisement dans ce *Retour en Ethiopie* – une Ethiopie qui ne se réduit apparemment pas à une bande de généraux sanguinaires et aux conflits de l'Erythrée et de l'Ogaden. Les souvenirs de l'auteur sont agrémentés de jolis petits croquis d'autochtones, humains et arthropodes se livrant à leurs occupations habituelles.

Mais peut-être qu'aux insectes et autres sorciers africains vous préférerez les drames européens. Qu'à cela ne tienne, la matière ne manque pas : Ken Follett, après nous avoir régalés de romans d'espionnage à haute teneur en amour, cruauté, et suspense (*l'Arme à l'œil, le Code Rébecca*), s'attaque, en digne émule de Walter Scott, au douzième siècle et aux dynasties franco-anglaises, dans *Aliena*, deuxième volet (et certainement pas dernier) des *Piliers de la Terre*, vaste brassage d'actions lâches, héroïques ou traîtresses. Dès le début du livre, Follett frappe fort, décrivant par le menu le viol collectif d'une prostituée paysanne par des preux qui n'avaient probablement pas lu leur code de chevalerie au paragraphe « amour courtois ». Le livre ne se résume pas à cela : *Aliéna*, c'est aussi une bien belle histoire d'amour entre une femme d'affaires avisée et un poète inventeur de machines... Des personnages d'exception qui méritent le détour.

Moins exacerbé en surface, mais tout aussi violent sur le fond, le *Judith* de Joseph Bialot, auteur volontiers sanguinaire (qui ne se souvient de son *Salon du prêt-à-saigner* ?), touche à un drame de l'âge classique, la tragédie des huguenots assassinés, envoyés aux galères, chassés de France à une époque ou RPR signifiait « religion prétendument réformée ». Judith, la belle protestante, vit ce drame, alors qu'à Paris la première police d'Etat digne de ce nom, organisée et galvanisée par le célèbre La Reynie, traque les empoisonneurs disciples de la Brinvilliers. Le rapprochement n'est pas gratuit. Ces deux événements marquants de la fin du dix-septième siècle, la révocation de l'Edit de Nantes et l'affaire des poisons, sont liés : la Compagnie du Saint-Sacrement et ses confesseurs consentent à fermer les yeux sur les crimes de cour à condition que le glaive séculier s'abatte sur les huguenots...

Un Paris truculent et pouilleux

Denise François, pour sa part, amoureuse du quartier des Buttes-Chaumont, nous entraîne avec fougue dans son *Auberge du grand balcon* et le Paris des années 1830 où révolution rime avec Belleville et Montfaucon, le Paris d'Eugène Sue restitué avec une précision anatomique, un Paris truculent et pouilleux, encore très proche de l'Ancien Régime, un Paris soumis à une terrible et sournoise invasion, celle de la dernière des grandes pestes : le choléra.

Invasions encore, innombrables et incessantes, que celles des barbares, des Romains, des Germains, de toutes les peuplades d'Europe ou presque à travers la pauvre Lorraine, de 52 avant JC, jusqu'au milieu du douzième siècle (et plus tard). Francis Fèvre, dans son *Chemin de France*, a choisi d'en étaler la douloureuse chronologie à travers le destin d'un petit village, Kreutzviller, depuis l'installation de la tribu gauloise des Médiomatriques jusqu'au sac du village par les Suédois pendant la guerre de Trente Ans. Lesdits Médiomatriques, gageons-le, se seraient plutôt installés à la pointe du Finistère s'ils avaient deviné ce qui les attendait, eux et leurs descendants.

Paris en 1830, la Lorraine de – 52 à 1750, c'est beau, mais les individus dans tout ça ? Grâce à Yves Cazaux, voici ressurgie de l'ombre la vigoureuse personnalité de Jean-Vincent d'Abbadie, *Baron de Saint-Castin*, d'Artagnan qui a préféré les Amériques aux ferrets de la Reine, un chef de guérilla cadet de Gascogne qui a épousé une princesse indienne, la belle Pidianské (rebaptisée Mathilde) et mené la vie dure aux Anglais, en Acadie, pendant un bon demi-siècle avant d'être lâché par son propre gouvernement. Saint-Castin est de cette race d'aventuriers conquérants nés deux siècles trop tôt, que la IIIe République impérialiste a grandement appréciés sans toujours les trouver, alors que l'Ancien Régime et son système d'héritage nobiliaire fondé sur la primogéniture les produisait à l'envi sans savoir qu'en faire, ce qui rend d'ailleurs ces glorieux perdants d'autant plus sympathiques.

« Ellen Gilchrist is terrific »

Autre destin individuel, contemporain ou presque celui-ci, *Amanda*, conté avec verve et allant par Ellen Gilchrist. Amanda, fille pauvre et catholique du sud des Etats-Unis, élevée par un oncle qui la hait, dispose apparemment de bien peu d'atouts. C'est compter sans son exceptionnelle vitalité – et celle de son auteur. « *Ellen Gilchrist is terrific* », annonce Norman Mailer sans que l'on sache très bien s'il s'agit d'une promesse ou d'un avertissement. « *Terrific* », en tout cas, Amanda l'est, redoutable créature dont la force et l'égocentrisme fascinent, avant de les détruire, ces créatures imparfaites, veules, au psychisme défaillant, que l'on nomme les hommes.

Le *Billy Phelan* de William Kennedy est démocrate et catholique, comme Amanda. C'est leur seul point commun. Bookmaker au grand cœur, Phelan est une figure attachante des bas-fonds d'Albany (capitale de l'Etat de New-York) dans les années 30. Joueur de billard et de bowling émérite, Billy est de ces personnages qui ne se sentent à l'aise qu'au cœur de la corruption sans se corrompre eux-mêmes, sauvés par une grâce mystérieuse qui est peut-être simplement leur manque d'intérêt pour le pouvoir et pour l'argent.

Hollywood, avec le pouvoir et l'argent, nous y voici, justement, pour clore ce périple américain. Gore Vidal, spécialiste des romans à format, contenu et titre quasi bibliques, s'attache à décrire sur une période charnière (qui va de 1916 à 1924), les rapports de fascination réciproque entre les politiciens et le cinéma naissant. Une relation violente et passionnelle qui atteindra son apogée bien plus tard, avec le maccarthysme, avant de disparaître au profit d'une autre union malsaine : celle de la politique et de la télévision. Le prochain roman de Gore Vidal ?

Enfin, signalons d'un mot une excellente affaire. Le Mercure de France réédite les trois premiers romans de l'Anglais Frederick Forsyth en un seul volume : *Chacal, Odessa, les Chiens de guerre*. Pour tous ceux qui aiment pénétrer de vastes complots politico-criminels ou financiers, décrits avec une extraordinaire précision qui n'exclut ni l'humour tout britannique ni un sens du suspense inimitable, pas une seconde d'hésitation : trois bons romans sous une jolie couverture et pour 169 francs, c'est donné.

Alexis Lecaye

Bibliographie

Les Quatre Plumes blanches, *de A. E. W. Mason*, trad. de l'anglais par Pierre Nozam, éditions Phébus, 289 p., 118 F.

Joshua Slocum, navigateur en solitaire, trad. de l'anglais par Florence Herbulot, Buchet-Chastel, 211 p., 140 F.

Maren, *de Johann Hinrich*, trad. de l'holsteinois par Jean Niqueux, Phébus, 447 p., 148 F.

Le Troisième Nil, *de Jean-Yves Proverbio*, Lattès, 335 p., 105 F.

La Prison nomade, *de Claude Le Borgne*, François Bourin, 320 p., 119 F.

Retour en Ethiopie, *de Marc de Gouvenain*, Actes Sud, 155 p., 95 F.

Les Piliers de la Terre, Aliéna, *de Ken Follett*, trad. de l'anglais par Jean Rosenthal, Stock, 607 p., 130 F.

Judith, le vent du sud, *de Joseph Bialot*, Belfond, 309 p., 110 F.

L'Auberge du Grand Balcon, *de Denise François*, Filipacchi, 450 p., 119 F.

Le Chemin de France, *de Francis Fèvre*, Presses de la Renaissance, 408 p., 120 F.

Le Baron de Saint-Castin, *d'Yves Cazaux*, Albin Michel, 431 p., 135 F.

Amanda, *d'Ellen Gilchrist*, trad. de l'anglais (Etats-Unis) par Martine Béqulé, Editions Alinéa, 22, rue Victor-Leydet, 13100 Aix-en-Provence, 317 p., 110 F.

Billy Phelan, *de William Kennedy*, trad. de l'anglais (Etats-Unis) par Claude Grimal, Belfond, 295 p., 130 F.

Hollywood, *de Gore Vidal*, trad. de l'anglais (Etats-Unis) per Gérard Joulié, Editions de Fallois/L'Age d'homme, 535 p., 140 F.

Chacal, Odessa, les chiens de guerre, *de Frederick Forsyth*, trad. de l'anglais par Henri Robillot et Claude et Anny Mourthé, Mille Pages/Mercure de France, 1 056 p., 169 F.

Un Cyrano sicilien

Suite de la page 33

Eh bien non ! Et c'est là le second thème : la conscience de cette exploitation fait germer et exploser la rébellion dans les esprits, qui ne veulent plus de cette société féodale – elle le fut, en Sicile, jusque dans les années 50 – dont la justice « *est la plus monstrueuse des iniquités* ». Et Leonardo Sciascia lut Natoli, notamment *le Bâtard de Palerme*, dès avant ses quatorze ans, et bien des situations et des personnages historiques de Natoli, sans compter l'esprit d'érudition et de révolte, se retrouveront dans l'œuvre de l'auteur de Racalmuto ; outre l'honnêteté sans faille du citoyen en quête de l'âpre vérité.

Natoli est né trois ans avant le débarquement garibaldien des Mille en Sicile et dix ans après la publication d'un livre fondamental du socialiste hégélien Andrea Luigi Mazzini, *De l'Italie dans ses rapports avec la liberté et la civilisation*, dont *le Manifeste* de Marx et Engels reprend bien des thèmes.

A l'âge de trois ans, le petit Luigi commence son éducation politique : avec ses parents, il est arrêté par la police bourbonienne et mis sous les verrous dans la terrible prison de la Vicaria – la même que l'on retrouve dans le roman. Pourquoi cette arrestation ? C'est que, à l'annonce de l'imminente arrivée de Garibaldi, la mère de Luigi fit endosser à ses enfants la fameuse chemise rouge, alors que son mari était un fonctionnaire de l'administration bourbonienne. Tous les biens de la famille furent confisqués et brûlés. Un souvenir qui s'enracine dans le cœur de l'enfant et produit bien des pages dans ses livres.

A dix-sept ans, Luigi Natoli écrit dans les journaux ; à vingt-trois, il gagne sa vie en enseignant dans les lycées de plusieurs villes d'Italie. Acharné à la tâche dix-huit heures par jour, c'est qu'il doit aussi nourrir les cinq enfants de sa première femme et les dix de la deuxième : ce qui dément gaillardement le *aut libri aut liberi* de Nietzsche !... Pendant le fascisme, bien qu'il tire plutôt le diable par la queue – « *J'ai beaucoup travaillé*, écrit-il dans son testament, où, comme toute richesse, il ne lègue que ses portraits, *et je n'ai tiré de mon travail que peu de profit, car j'ai été économiquement inutile...* » : fière et rare humilité, si sicilienne pourtant, chez ce scripteur fabuleux de l'Histoire, – il refuse une offre de Mussolini soi-même. On le démissionne aussitôt de l'enseignement...

Alors qu'il se trouve sur son lit de mort, un prêtre se présente à son chevet, au nom de ses supérieurs, afin qu'il désavoue *in extremis* son roman consacré au frère Diego La Mattina, histoire homonyme (reprise par Sciascia dans *la Mort de l'Inquisiteur*, « *un de mes livres que je préfère* », disait-il) d'un augustinien de Racalmuto, qui finit, au dix-septième siècle, sur un bûcher de l'Inquisition après avoir lutté contre les atroces injustices du clergé manœuvré par les Espagnols. En échange de ce reniement, le prêtre promet à Natoli qu'on fera disparaître de l'« Index » tous ses autres livres. « *L'Histoire ne se peut désavouer ou recouvrir d'un voile*, répond le mourant. *Ni moi ni le pape n'avons un tel pouvoir.* »

Voilà l'homme de courage et d'archives qui fera vivre dans ses romans, plus vrais que nature, la grande comédie humaine de la justice et de l'injustice, de la justice contre la pitié, de la haine et de l'amour, de la richesse et de la pauvreté, de la vengeance et de la réparation. Et, notamment, dans ce chef-d'œuvre de cruauté et de générosité qu'est l'histoire de la secte vengeresse des Beati Paoli, *le Bâtard de Palerme*, publié d'abord en livraisons dans le *Giornale di Sicilia* (1909), et édité pour la première fois en volume, à Palerme, en 1921 ; hasard objectif : c'est l'année de naissance de Leonardo Sciascia. Pas de livre qui soit plus populaire en Sicile : comme pour les histoires de paladins, on en a longtemps fait des lectures à haute voix au coin des rues ; on suit, dans la ville, livre en main comme une Bible, les parcours des personnages ; très diffusé en Amérique, c'est le best-seller de la « little Italy ».

Le cadre, les mœurs y sont aussi rigoureusement historiques



Luigi Natoli

que chez Sciascia. Mais nous passons, avec Natoli, du cinéma d'art et d'essai à l'écran géant, du muet (que Sciascia regrettait) au son Dolby !...

Tout commence par un accouchement difficile entouré de meurtres et d'empoisonnements et se poursuit, sur presque huit cents pages, au galop des passions, des noces et des carnavals, des théâtres lyriques onduleux de voix de castrats et des crèches de Serpotta et des duels à la torche, des palais ruisselants de miroirs, de lumières et d'ors et des taudis d'un peuple de l'ombre et des haillons, des voluptés et des souffrances, au milieu de bonheurs de descriptions par à-plats et dans le grand art de l'écrivain, qui sait camper les personnages et faire battre leur cœur au rythme des phrases. L'humour, l'ironie plus effilée qu'un poignard, l'amitié signée dans le sang, la traîtrise, les amours, la tendresse, les jalousies féroces, les mélancolies des retours sur soi sitôt suivies d'horions, de cris, de cavalcades, d'enlèvements...

L'Histoire défile à un train d'enfer sous le sabot doré des occupants venus du Nord, devant la morgue des nobles et derrière les masques nocturnes des Beati Paoli déchirant dans l'ombre les mailles serrées d'un réseau de pouvoirs arbitraires : « *La justice du roi est administrée par des hommes qui voient en elle non la source de leurs devoirs, mais celle de leurs revenus.* » Autour de Blasco de Castiglione – « *Moi, bâtard sans nom ! Moi, graine d'épeautre jetée au vent du monde* », – ce chevalier errant des temps modernes, à la fois Roland, Quichotte et Cyrano, solitaire et rebelle par habitude et par instinct, qui se bat à lui seul pour défendre son honneur d'homme devant les princes ou prendre le parti des sans-défense, comme les « trois » mousquetaires, mais tout en sachant que la justice est « *un masque tragique sur le visage d'un bouffon* », et que souvent « *l'heure est à rire de cette longue plaisanterie qu'est la vie* », c'est le tourbillon des passions, où Gabriella l'ardente duchesse et Violante la suave pucelle viennent se brûler ; et, sur une lame de Tolède, s'empaler les sbires déguisés en prêtres, dans l'opéra baroque d'un monde où se reflètent étonnamment les mensonges et les convulsions de notre époque.

Après *les Fiancés* de Manzoni, *les Princes de Francalanza* de De Roberto, *la Storia* d'Elsa Morante et *le Nom de la rose* d'Umberto Eco, voici, enfin traduit, avec *le Bâtard de Palerme*, le cinquième monument historique de la littérature italienne contemporaine.

Jean-Noël Schifano

Trente-cinq livres pour l'été

‹MANS

MACHINE
René Belletto
‹hines ultramodernes et vieilles ‹hinations. Par un « ingénieur » ‹oman (P.O.L., 412 p., 110 F).

‹AMI QUI NE M'A PAS ‹VÉ LA VIE
‹ervé Guibert
témoignage cruel et poignant ‹ le sida (Gallimard, 267 p., ‹F).

‹AGE DE NOCES
‹atrick Modiano
‹onnages troubles, quartiers ‹omatiques, « la magie ‹liano » (Gallimard, 157 p., ‹F).

‹PETITE MARCHANDE ‹PROSE
‹aniel Pennac
‹assion des êtres et la jubilation ‹mots. Par un transfuge de la ‹rie noire » (Gallimard, 370 p., ‹).

‹TRES ÉTRANGÈRES

‹ON PALACE
‹aul Auster
‹western « quichottien » par le ‹ séduisant des nouveaux ‹nciers américains. Traduit de ‹lais (Etats-Unis), par Christine ‹oeuf (Actes Sud, 363 p., ‹F).

‹HISTOIRE DU MONDE ‹X CHAPITRES ET DEMI
‹ian Barnes
‹açon inédite et très humoris- ‹ de relater « l'Histoire du ‹le ». Traduit de l'anglais par ‹el Courtois-Fourcy (Stock, ‹., 120 F).

‹NS AMÉRICAINES, ‹mémoire pour le prochain ‹aire
‹ Calvino
‹e sur l'écriture et l'art de pas- ‹de chaque chose à son ‹aire. Traduit de l'italien par ‹ Hersant (Gallimard, 204 p.,

LE TOMBEAU DE PALINURE
de Cyril Connolly
Les dévergondages littéraires d'un éblouissant écrivain anglais qui dialogua avec Pascal, Chamfort, Sainte-Beuve. Traduit de l'anglais par Michel Arnaud (Fayard, 212 p., 95 F).

L'IMMORTALITÉ
de Milan Kundera
Variations libres sur l'immortalité par un virtuose du roman. Traduit du tchèque par Eva Bloch (Gallimard, 412 p., 110 F).

LA PLUIE JAUNE
de Julio Llamazares
Le beau et triste chant de la solitude et du délaissement humain par un jeune écrivain espagnol. Traduit de l'espagnol par Michèle Planel (Verdier, 150 p., 80 F).

ET MON FANTOME EN RIT ENCORE
de Somerset Maugham
Le journal, publié en 1949, de cet auteur prolifique : certainement son chef-d'œuvre. Traduit de l'anglais par Corinne Derblum (Ed. du Rocher, 406 p., 120 F).

LA NEIGE DE L'AMIRAL
d'Alvaro Mutis
Sous forme d'un journal, l'aventure de la remontée d'un fleuve par le romancier colombien. Traduit de l'espagnol par Annie Morvan (Ed. Sylvie Messinger, 218 p., 96 F).

MADAME T.
de Camil Petrescu
La condition d'un poète maudit dans la Roumanie des années 20. Traduit du roumain par J.-L. Courniol (Ed. Jacqueline Chambon, 380 p., 110 F).

LE CHEVALIER ET LA MORT
de Leonardo Sciascia
Fable politique ou sotie policière, une des dernières nouvelles du Sicilien disparu. Traduit de l'italien par Claude Ambroise (Fayard, 140 p., 72 F).

LE TEMPLE
de Stephen Spender
Témoignage sur une génération littéraire en Angleterre et en Allemagne dans les années 30. Traduit de l'anglais par Guillaume Villeneuve (Bourgois, 310 p., 120 F).

BRIGITTA
de Adalbert Stifter
Un superbe récit d'apprentissage par l'un des maîtres de la prose allemande du dix-neuvième siècle, encore trop peu connu et traduit en France. Traduit de l'allemand par Marie-Hélène Clément et Silka Hass (Ed. Fourbis, 122 p., 69 F).

HISTOIRE LITTÉRAIRE

CARNETS D'UN VOYAGEUR ROMANTIQUE
de Richard Holmes
Un voyage en France sur les traces de Shelley et Stevenson qui révèle la vocation d'un biographe. Traduit de l'anglais par Isabelle Py Balibar (Payot, 354 p., 185 F).

LES ANNÉES JULES ET JIM
Carnets, première partie 1920-1921,
d'Henri-Pierre Roché
Un journal longtemps inédit. L'histoire de l'étrange trio que forma l'auteur avec Helen et Franz Hessel. Edition établie par Blandine Masson, Antoine Raybaud et André Dimanche, annotations de Karin Grund, avant-propos de François Truffaut (Éd. André Dimanche, 488 p., 180 F, dist. Distique).

LA VIE EST PLEINE DE CHOSES REDOUTABLES
de Jean Paulhan
Les textes autobiographiques d'un rhétoricien à l'humour délicieux et discret. Textes établis et annotés par Claire Paulhan (Seghers, 360 p., 175 F).

LE VOYAGE EN ÉGYPTE
de Jean-Claude Simoën
Recueil de textes et de peintures des voyageurs du dix-neuvième siècle en Egypte (Lattès, 315 p., 495 F).

AMES ET VISAGES
d'André Suarès
Une promenade dans la littérature française en compagnie d'un grand portraitiste. Edition établie et présentée par Michel Drouin (Gallimard, 308 p., 140 F).

MAUPASSANT
d'Henri Troyat
Biographie minutieuse et émouvante d'un écrivain brutal (Flammarion, 286 p., 110 F).

L'ENCHANTEMENT LITTÉRAIRE
Ecriture et magie, de Chateaubriand à Rimbaud
d'Yves Vadé
Enquête sur la « magie » littéraire dans la littérature française (Gallimard, coll. « Bibliothèque des idées », 489 p., 190 F).

VOYAGES, ESSAIS ET CARNETS INTIMES

CARNETS (1952-1956)
d'André du Bouchet
Présentés par Michel Collot, ces carnets correspondent aux premières années du travail poétique de du Bouchet et en constituent la passionnante genèse (Plon, 122 p., 100 F).

LETTRES D'AOUT
d'Alain Bonfand
L'art et l'amour se conjuguent dans ces lettres singulières à l'Absente. Le désœuvrement s'y fait émotion, la vacuité effort du regard et de la pensée (La Différence, 238 p., 79 F).

SMARA
Carnet de route d'un fou du désert
de Michel Vieuchange
L'expérience bouleversante de la solitude et de la mort, par un jeune Français qui s'est perdu dans le désert saharien en 1930 (Phébus, 260 p., 118 F).

L'ÉTONNEMENT DU VOYAGEUR
de Claude Roy
Carnets d'un homme qui écrit comme on se dévisage et comme on s'étonne (Gallimard, 374 p., 120 F).

CAMPAGNES DE RUSSIE
de Jean-Loup Trassard
Un voyage de vingt-cinq jours pour découvrir l'immense campagne russe (Gallimard, 268 p., 92 F).

PANÉGYRIQUE
de Guy Debord
Les Mémoires d'un écrivain méconnu et sans concession (Ed. Gérard Lebovici, 92 p., 80 F).

LA PERSUASION ET LA RHÉTORIQUE
de Carlo Michelstaedter
Un jeune philosophe italien mort à vingt-trois ans : une étoile filante pour un petit volume flamboyant. Traduit de l'italien par Marilène Raiola, présenté par Sergio Campanella. (Ed. de l'Eclat, 206 p., 87 F).

HISTOIRE

BOUKHARINE MA PASSION
d'Anna Larina Boukharina
Le témoignage de la veuve du dirigeant soviétique nous invite à réviser notre conception du personnage. Traduit du russe par Véronique Garros et Denis Paillard (Gallimard, coll. « Au vif du sujet », 410 p., 160 F).

LE VILLAGE DES CANNIBALES
d'Alain Corbin
En 1870, un jeune noble est massacré, sans raison apparente, par des paysans de Dordogne (Aubier, 204 p., 88 F).

L'INNOCENCE PERDUE
de Neil Sheehan
Un journaliste fait le récit, à travers l'expérience d'un colonel, de la guerre du Vietnam. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Roland Mehl et Denis Beneich (Seuil, 662 p., 140 F).

L'OR ET LE FER
Bismarck et son banquier Bleichroder
de Fritz Stern
Incapable de faire vivre ensemble la vieille aristocratie prussienne et la nouvelle bourgeoisie juive, l'Allemagne impériale a ouvert la voie aux catastrophes de notre siècle. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Odile Demange (Fayard, 736 p., 195 F).

Sempé sans paroles

VACANCES
de Sempé
Préface de Jacques Réda
Denoël/Galerie Bartsch et Chariau
96 p. 195 F.

Sempé est en vacances, c'est-à-dire au travail. Il nous observe, car c'est bien nous qu'il dessine, c'est bien soi que l'on contemple dans ces pages limpides, que l'on soit charcutier ou PDG, ouvrier ou journaliste. Dans les fêtes de village ou sur les plages, il nous croque lucidement, tendrement, silencieusement.

Pas une voix dans ce nouveau recueil presque tout en couleurs, où les dessins sont muets, sans légendes. Il n'y a presque pas de gags non plus. Sempé présente ici ses personnages avant le moment comique, qui surviendra plus tard, hors du dessin. Comme dans cette vieille pension des bords de mer où, sous la pluie, les estivants semblent attendre l'arrivée de M. Hulot.

Ils sont pourtant là, les M. Lambert, les petits Nicolas, les Catherine Certitude, tous les personnages si familiers de Sempé, mais ils ne parlent pas, ils ne commentent pas, ils sourient à peine. Ils sont là à ne rien faire. Ils sont en vacances.

« Vacances », c'est le titre du recueil, et le seul mot du livre. Sempé illustre la grande trêve estivale mais aussi l' « état de vacance ». Il saisit nos moments de vide, ces moments de creux imperceptibles, de douleur indicible, que peu d'artistes ont su vraiment représenter et que Sempé s'est, humblement, proposé de dessiner.

Alain Salles

Le Monde en librairie



LA TERRE TOUJOURS RECOMMENCÉE

par Yvonne Rebeyrol. Préface de Claude Allègre

Le récit passionnant de trente ans de progrès des sciences de la Terre à travers la théorie de la tectonique des plaques. Avec des reportages, des portraits, des débats et de nombreux graphiques.

Coédition LA DÉCOUVERTE/LE MONDE

424 pages, 220 F

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE : MUTATIONS 1975-1990

[illegible]

Une synthèse originale de quatorze années du *Bilan économique et social* du *Monde* qui permet de prendre du champ pour décrire et analyser les temps forts des métamorphoses de l'économie française.

[illegible]

240 pages, 98 F

LE JOURNAL DE L'ANNÉE 1989

sous la direction de Jean Planchais et Christophe Levantal

Un an d'actualité, d'événements et d'Histoire restitué sous la plume des meilleurs spécialistes. Un ouvrage indispensable pour comprendre l'ampleur des bouleversements en cours à l'Est et dans le monde entier.

Coédition LAROUSSE/LE MONDE

384 pages, 225 F

L'ANNÉE 1989 DANS « LE MONDE »

par Edouard Masurel

Cet ouvrage rassemble les chronologies mensuelles parues dans *le Monde*, enrichies d'un index détaillé.

Préface d'André Fontaine.

Coédition GALLIMARD/LE MONDE

Collection « FOLIO ACTUEL »

272 pages, 27,50 F



Les deux Giono

Il y a Jean qui rit et Jean qui se lamente, Jean le sage et Jean le menteur. Pierre Citron raconte la vie d'un solitaire qui rêvait d'embrasser le monde

GIONO
de Pierre Citron.
Seuil, 665 p., 160 F.

Le 11 novembre 1940, Jean Giono sort de la forteresse Saint-Nicolas où l'a mené, deux mois plus tôt, la reprise en tract de plusieurs de ses textes, déclarations et pétitions pacifistes. Il a quarante-cinq ans, il se jette dans un livre : *Pour saluer Melville* (1). La tentation d'être un homme d'action s'est dissipée. Du prophète de Contadour, une autre voix sourd, paradoxalement personnelle. En peignant Melville, le rouspéteur qui déteste les villes, cache son grand rire sauvage dans sa barbe, avance en trébuchant, poussé par son ange qui souffle un vent étouffant, mange deux riz doubles, se déguise en marin, et tremble en pensant à ce que va dire sa femme si elle ne le voit pas revenir en tenue d'écrivain célèbre, Giono se livre davantage qu'en des centaines de pages d'autobiographie un peu arrangée, qu'en des heures d'entretiens radiophoniques charmeuses, et remplies de détails imaginaires (2). Comme il l'explique suavement, s'il mentionne un fait général, c'est quelquefois vrai ; quand il se met à donner des détails précis, il invente presque à coup sûr.

Quand Melville se plaint : *« J'ai envie de pantoufles comme tout le monde »*, on voit bien que, protégé par le *« soigneux désordre »* de son imagination, Giono se déclare. Il n'ira plus, voyageur immobile, que dans la *dangereuse croisière de ses rêves »*. Seulement voilà, ce *livre dans lequel je suis allé carrément tout entier, d'un seul coup, eh bien, il est arrivé trop tard »*. Melville parle de *Moby Dick*. Giono parle de lui. Et ses livres, qui, toute sa vie, vont lui apporter gloire et subsistance, ses livres qui chantent le *« chant du monde »*, et la joie, et l'exultation d'un tempérament énorme et lyrique, prêt à embrasser le monde, sont la lamentation d'un homme traversé par sa propre force de voix, trop grande pour lui. Comme lui dit Henry Poulaille : *« Tes livres sont d'un gars costaud, et tu dois être l'homme de tes livres. »* Giono fait ce qu'il peut.

C'est ce que s'est appliqué à raconter Pierre Citron dans la biographie minutieuse qui paraît au Seuil, tandis qu'en contrepoint Gallimard publie les conversations de Giono avec Jean Amrouche et Marguerite Taos Amrouche. Année après année, livre après livre, Pierre Citron essaie de reconstituer, entre vérités et inventions, entre fausses et vraies légendes, un Giono qui est évidemment bien autre chose et bien davantage que le merveilleux conteur à la voix d'or, l'homme de la Provence, défenseur des paysans, écolo et pacifiste, au comportement douteux sous l'Occupation.

Ce n'est d'ailleurs pas dans son récit des années 1940-1945 que Citron est le meilleur : il pardonne trop à l'avance à son personnage ses lâchetés, ses erreurs ou ses sottises. Il est avocat et non plus enquêteur, il plaide. Cela se sent. En revanche, il a su recréer la vie au Paraïs, « le Paradis ». La maison de Manosque de ce travailleur de force, de ce coureur de fond qu'est Giono. Il l'éternise, cloué à sa table huit heures par jour, avec une ardeur lente et réfléchie, établissant sans trêve de nouvelles listes d'opus (car c'est ainsi qu'il nomme son travail) de *Colline* – le livre préféré avec le *Melville* – au très beau *Fragments d'un paradis* opus 26, en passant par le célèbre *Hussard sur le toit*, opus 28, écrit au sortir de la guerre, comme une décalogie qui doit être une revanche... *« ...De l'ardeur, de l'ardeur en fusion. Un volcan se dégorge dans mon assiette quand je vais pour manger. Un flot de Durance me ruisselle dessus quand je vais pour dormir... »* Il y aura soixante-quatre opus...



Jean Giono : la réalité, sans cesse, le rattrape.

RAPHO

Amoureux de Stendhal

Au Paraïs, il n'y a pas que l'air exquis de Manosque, les oliviers, le bleu, les pierres, les souvenirs d'enfant de l'homme qui plantait des arbres au hasard des glands, jetés comme on fait de la magie. Si Giono excelle à laisser de l'air autour de ses personnages, à ne pas fixer les choses avec précision, c'est que la maison est aussi une prison. *« Il y a toute la famille du côté de ma mère qui sont d'horribles gens qui ne se consoleront jamais de ne m'avoir pas tenu en esclavage, comme ils l'ont fait de mon père... Ma mère n'aime que son frère, elle lui parle, le pomponne, et ils vont dans Manosque où on me déteste aussi, ma mère et lui, avec leurs visages de martyrs. Drôle de paradis. »* On croirait Jules Renard, ou Jouhandeau.

Pierre Citron, progressivement, non sans ce *« soigneux désordre »* dont parlait Giono à propos de son Melville, mais se gardant bien d'inventer, on en est sûr, fait ainsi surgir deux silhouettes de son massif héros. Giono n'est pas un paysan matois doté d'une voix divine, mais cet amoureux de Stendhal, de l'Arioste, du bonheur inaccessible, qui a fait *« deux parts dans ses rouages »*. Un passage de *Jean le Bleu* le peint ainsi : *« Vingt ou trente petites roues pour la politesse digne et la belle écriture. Toute cette partie du mécanisme, on l'appelait « Viens ici » et ça gagnait 30 francs par mois, et ça servait à acheter des pommes de terre. La grande partie, nul n'y touchait. »* Giono est cet homme qui écrit : *« La réalité ne me sert que par reflet »*. C'est *« une matière presque inutilisable pour moi »*, mais il se trompe sur son propre compte : c'est une matière qui l'oblige à se sauver par la magie et le mensonge, et l'invention énorme.

Pierre Citron nous montre, outre le mage de Contadour et le sage de Manosque, un Giono menteur, incapable de remplir une fiche d'hôtel sans truquer les noms et les dates, capable de déclarer devant l'intéressée : *« Nous ne pouvons jamais sortir le soir parce que ma belle-mère boit. »*

Giono est moderne parce qu'il est ce déserteur impénitent et paniqué, serré à la gorge par son besoin de fuir, protégé comme par une cuirasse par son didactisme de la joie, et ses rêves d'engloutissement dans la nature, par son chant qui le ramène pourtant toujours au même personnage solitaire, au *« même drame de la solitude, au même antagonisme contre les dieux »*.

Giono est moderne car, dans ce combat, la réalité sans cesse le rattrape, et qu'alors surgissent les figures du vieux Dominici réinventé, d'une Italie déchirante, d'un Melville immense, du hussard Angelo, traversant cette peau si mince d'un homme pas si costaud, cette peau qu'il dit être comme un enduit de glu qui *« colle mes viscères à vif sur le monde »*. C'est ce qui explique si bien le rêve de s'envoler.

Geneviève Brisac

(1) Gallimard.
(2) *Conversations avec Giono*, de Jean Amrouche et Marguerite Taos Amrouche. Gallimard, 331 p., 155 p.

Lucide Rivarol

RIVAROL
LE FRANÇAIS
PAR EXCELLENCE
de Jean Lessay.
Librairie académique, Perrin, 346 p., 140 F.

Chateaubriand considérait que l'esprit de Rivarol nuisait à son talent, sa parole à sa plume. Avec mesure, le prince de Ligne regrettait *« son abus d'esprit »*. D'autres, comme Taine, qui le pilla, ou Faguet, qui le rabaissa, emboîtèrent le pas. Ce ne fut pas l'avis de Jünger, pour ne citer que lui. Dans le but d'étayer son propos, l'écrivain allemand encensa d'abord l'art de la conversation. *« A son apogée*, dit-il, *il est loisible de considérer la conversation comme un chef-d'œuvre, tout comme au Japon la composition d'un bouquet. Son caractère éphémère ne s'y oppose pas, puisqu'en dernier ressort tout est éphémère. » « Rivarol*, ajoute-t-il, *était né pour elle comme le poisson pour nager ou l'oiseau pour chanter. »*

Jean Lessay nous parle avec ferveur de Rivarol. *Le Français par excellence* (mot emprunté à Voltaire) est le sous-titre de sa biographie. On y voit comment Antoine Rivaroli, dit le comte de Rivarol, fils d'un cabaretier, né à Bagnols-sur-Cèze en 1753, devint et demeure un exemple pour les gardiens de notre langue à l'heure où un *« slang international »* (selon René Dumesnil) pervertit la pensée et berne l'exactitude.

Du Languedoc, qu'il quitta adolescent et ne revit jamais, à Berlin, où il mourut à quarante-huit ans entouré de fidèles, les éblouissant par ses propos malgré les souffrances, on suit l'existence de ce *« champion de la grammaire »*, ce *« virtuose le plus accompli du style »*, dont l'érudition n'amoindrissait ni l'instinct ni l'intuition. *« Qu'ai-je besoin de souscrire* à l'Encyclopédie ? *Rivarol vient chez moi ! »*, disait un seigneur de l'époque.

Les temps étaient durs pour les émigrés ; l'exil mortel aux faibles. Déraciné, Rivarol jamais ne rogna son indépendance d'esprit et ne freina son audace. Ce frivole, ce polémiste maniaque, cet épicurien admirateur de Pascal, qui *« ne vécut pas comme bien d'autres aux dépens de son nom, mais donna à ce nom du prestige »*, faisait rire et réfléchir à la fois.

« César viendra »

Sa profondeur, son sens de l'analyse firent que l'histoire ne le grugea pas. Il sentit que l'égoïsme de la cour et la pusillanimité du roi ne pouvaient engendrer que la fin d'une époque. Il prédit l'avènement de Napoléon dès les commencements de la Révolution : *« César viendra, gardez-vous d'en douter. »* Jusqu'aux folies idéologiques et aux terreurs de notre siècle qu'il annonça, car il résista à tous les fanatismes et sut discerner *« les faiblesses de la sincérité aussi bien que celles de l'artifice »*.

Jean Lessay est de ceux que l'histoire inspire. Ses biographies de La Fayette, de Washington, de Thomas Paine en témoignent. Sa passion pour les personnages dont il ravive le souvenir ne le pousse jamais à la complaisance. *« Lorsque les hommes s'égorgent au nom de quelques principes philosophiques ou politiques ; lorsqu'ils le font pour établir la domination de leurs dogmes, la philosophie a alors le malheur d'enfanter des esprits dont les excès déshonorent son nom »*, écrivait en substance Rivarol. Jean Lessay est pénétré de cette mise en garde. Sa quête de la vérité en découle.

Louis Nucera

Les masques d'Alfred de Vigny

Figure légendaire du romantisme,
le poète fut pourtant l'objet de fréquentes attaques.
Nicole Casanova s'attache à restituer sans fard une personnalité complexe.

VIGNY
SOUS LE MASQUE DE FER
de Nicole Casanova.
Calmann-Lévy.
334 p., 130 F.

La réputation d'éloquent styliste d'Alfred de Vigny (1797-1863) n'est plus à établir, même si son œuvre, de par ses multiples références bibliques et sa *froide concentration*, semble promise à un cercle de plus en plus restreint de lecteurs érudits. Mais la réputation de l'homme qu'il fut historiquement, dans une époque affolée par les révolutions de 1830 et de 1848, demeure entachée d'ambiguïté. Niant le serein hiératisme que Vigny le poète symbolise encore, Nicole Casanova propose, dans cette nouvelle biographie, un portrait chaleureusement humanisé, souvent allusif et personnel, parfois défensif, de l'auteur des *Destinées* (1864).

En butte, de son vivant, aux attaques de ses contemporains, aux insinuations de Sainte-Beuve, aux coups bas de l'Académie française, où il n'avait accédé qu'à grand-peine, Alfred de Vigny voulut mettre ses papiers en de bonnes mains, pieuses et fidèles : il nomma Louise Lachaud – fille de Virginie Ancelot, dont il fréquenta le salon littéraire – légataire universelle, et Louis Ratisbonne – son disciple – exécuteur testamentaire. Et précisa qu'on ne devait accompagner d'aucun appareil critique ses ouvrages à venir : *« L'expérience a démontré que, pour exciter et renouveler la curiosité publique, les éditeurs souillent par des préfaces et des annotations douteuses, quand elles ne sont pas hostiles, perfides et malveillantes, les éditions posthumes des œuvres célèbres »*, écrivit-il en 1863.

Mais si Louis Ratisbonne n'ajouta rien aux textes autobiographiques qui allaient constituer le *Journal d'un poète*, il censura tout ce qui touchait au ralliement du comte à l'Empire – ralliement qui, en dissociant le triumvirat du romantisme, formé avec Hugo et Lamartine, avait véritablement scandalisé les âmes républicaines.

Ces carnets si partiellement décryptés furent, à sa mort, dispersés puis revendus plus tard aux enchères : parmi les acquéreurs se trouva Henri Guillemin, qui exploita alors des documents inédits, parfois codés. Avec un certain cynisme, son livre (1) révéla, avec force citations, jusqu'où était allé le bonapartisme de l'exquis « gentilhomme » : *« Je ne vois pas pourquoi l'on dissimulerait, quand on en a fait la découverte, que le comte Alfred de Vigny s'est conduit, des années durant, au bénéfice du Second Empire, en indicateur de police »*, disait Guillemin.

François Mauriac, vouant aux gémonies ce *« Guillemin* [qui] *a inventé la chasse aux manuscrits, inspiré par le désir d'atteindre la réputation de morts illustres... »*, répliqua, choqué et à bout d'arguments : *« L'auteur d'*Eloa, *l'auteur des* Destinées, *ne peut pas être un indicateur de police, et, en fait, il n'en est pas un. »* Nicole Casanova, quant à elle, réduit ces accablants rapports qui dénoncent les agissements suspects des nommés Boreau, Joly, Perrot, etc., à des *« notes légèrement paranoïaques »*, destinées à un seul usage personnel...

« Ce cœur chimérique et tendre »

Trois ans après le brûlot lancé par Guillemin, Jean Sangnier – descendant de Louise Lachaud et fils de Marc Sangnier, fondateur du Sillon, – publia le décryptage intégral de la totalité du fonds littéraire confié en 1863 à son arrière-grand-mère. Cette publication (2) devait non seulement servir l'histoire littéraire, répondre à la demande de « vignistes » frustrés par l'inaccessibilité des archives, mais aussi redorer le blason terni de l'écrivain à la noble origine, aux vertus aristocratiques, au destin supérieur, dont Guillemin avait déboulonné la statue légendaire, en aveugle serviteur de la vérité historique.

On en était donc globalement là dans les années 50 : pour les uns, Vigny restait le « pur esprit », l'inaltérable figure du romantisme poétique, en amont de Victor Hugo et d'Alphonse de Lamartine ; pour les autres, le « comte Alfred » se révélait un dangereux individu, délateur et terriblement paranoïaque...

Marcel Arland, dans un court texte qu'il consacra à l'auteur de *Stello* (3), tira parti de cette dramatisation appauvrissante pour reconsidérer la personnalité complexe – rendue enfin à sa nudité sans masque – de celui que Vigny se proposait d'incarner pour la postérité : *« Cet homme, à qui ne manquent ni l'orgueil, ni le courage, ni les faiblesses, ce cœur chimérique et tendre, trouble, blessé d'un rien, déchiré dans l'amour comme dans la gloire et l'amitié, ce comte Alfred de Vigny, dernier du nom, a besoin de se raidir et de chercher une armature.* [...] *C'est dans cette mesure que Vigny incarne l'une des plus belles heures de notre poésie et de notre sensibilité. »*

Nicole Casanova ne démontre pas autre chose, qui met au jour, dans son comportement social, amoureux, intellectuel, un Vigny secret, protégé et contraint en même temps par cette attitude de retrait, ces manières compassées et courtoises, cette nostalgie d'une ancienne noblesse enfuie, cette dignité extrême qu'il exprimait de tout son être : *« De Vigny ne touchait jamais à la terre par nécessité*, écrivit Alexandre Dumas. *Quand il reployait ses ailes, et qu'il se posait, par hasard, sur la cime d'une montagne, c'était une concession qu'il faisait à l'humanité... »*

Cette absence au monde, que tous ont dénoncée ou admirée chez Vigny, composait la défense d'un homme trompé, dès l'enfance, par ses aspirations, meurtri par une vie conjugale sans grâce et stérile, humilié par des amours avilissantes – un homme pareil au Masque de fer, prisonnier inconnu qui meurt sans avoir ôté son masque rouillé par ses propres larmes : *« Une sensibilité extrême, refoulée dès l'enfance par les maîtres et à l'armée par les officiers supérieurs, demeura enfermée dans le coin le plus secret du cœur »*, confia Vigny dans le *Journal d'un poète*, le 20 mai 1832.

Suivant à la lettre le message d'un fragment autobiographique de 1844 – *« Je n'ai jamais vu un masque sur un visage sans être tenté de l'arracher »*, – Nicole Casanova tente de détacher de la vie profonde d'Alfred de Vigny ces lambeaux d'humanité douloureuse qui, seuls, peuvent faire comprendre le masque derrière lequel il se cacha avec pudeur et discipline, et corriger les masques successifs que lui imposèrent ses disciples, zélateurs et détracteurs.

Claire Paulhan

(1) *M. de Vigny, homme d'ordre et poète.* Ed. Gallimard, 1955.

(2) Alfred de Vigny, *Mémoires inédits. Fragments et projets.* Ed. Gallimard, 1958.

(3) *Tableau de la littérature française*, volume III, Ed. Gallimard, 1974.

Lamartine, le parent pauvre

Une somme alerte
pour un homme trop négligé

LAMARTINE
de Xavier de La Fournière.
Librairie académique Perrin.
320 p., 130 F.

De toute évidence, Lamartine reste le type même du « parent pauvre » dans la famille littéraire du dix-neuvième siècle. Alors, joie de voir paraître un gros ouvrage en son honneur ! Tout est bon de ce qui peut ramener l'attention sur ce personnage aujourd'hui si négligé, si mal connu, et qui cependant, poète, vaut mieux que sa réputation et, homme politique, a laissé dans notre histoire nationale une trace noble, inoubliable. Honneur, donc, à l'ouvrage alerte que vient de lui consacrer Xavier de La Fournière.

Bien sûr – et forcément – des inexactitudes, quelques légèretés à propos de choses graves, et, sur Lamartine en 1848, une page consternante. L'inexactitude principale concerne cette Nina de Pierreclau que le biographe s'imagine vivant à deux pas de Milly. Hé non ! elle habitait Cormatin – qui est à bonne distance de Milly – dans ce splendide château que lui avait laissé son père (un aventurier nommé Desoteux) et qu'elle avait apporté en dot à son mari Pierreclau (beaucoup trompé).

Je pense aussi que Xavier de La Fournière n'a pas mesuré la profondeur du remords laissé dans l'âme de Lamartine par son aventure avec Antoniella, l'employée napolitaine. Il s'était amusé avec elle, comme avec tant d'autres (au début de 1812, il a vingt et un ans), alors qu'elle l'avait aimé avec un emportement total et la poignante et naïve illusion qu'il pourrait faire d'elle sa compagne. Et il a sur elle, parlant à son camarade et ami Virieu, ces mots inconsciemment atroces : *« Où le cœur va-t-il se nicher ? »* Chez une ouvrière ! C'est grotesque...

Encore un regret : Xavier de La Fournière croit que la mort de Julie Charles n'a rien changé dans la pensée religieuse de Lamartine, où la foi, en 1817, tenait peu de place. C'est oublier les notes du petit carnet intime : quand Julie va mieux et que Lamartine reprend espoir : *« Ô mon Dieu, ayez pitié de nous ! »* Quand il apprend sa mort : *« Ô mon Dieu, recevez-nous dans votre sein. »*

Mais le pire – et qui fait mal – c'est l'incompréhension absolue de ce biographe (qui n'est certes pas historien) quant à la tragédie, au piège, à l'abomination de ce que les Falloux et les Montalembert préparèrent, sous les pas de Lamartine, avec les Ateliers nationaux, cette caricature finalement utilisée comme détonateur pour renverser un gouvernant devenu dangereux pour les « grands intérêts ». Soyons du moins reconnaissants à l'auteur d'avoir osé citer la phrase hideuse de Tocqueville sur Lamartine : *« Toujours prêt à bouleverser le monde pour se distraire »* (et : *« Je n'ai jamais connu d'esprit moins sincère ni qui eût un mépris plus complet pour la vérité »*). Il faut dire, à la décharge de Tocqueville, que Lamartine nourrissait des projets fous et criminels : la nationalisation des chemins de fer et l'impôt sur le revenu.

Un « athlète du sexe » ?

Ce qui retient sans cesse et tout particulièrement l'attention du nouveau biographe, c'est la vie « sentimentale » de Lamartine. Son chapitre sur Julie Charles est pénétrant, comme aussi l'image qu'il nous donne, vivante et juste, je crois, de Lena de Larche, à propos de laquelle Xavier de La Fournière n'omet pas de citer cet aveu de Lamartine à Virieu, le 26 avril 1819 (il a vingt-neuf ans) : *« Je n'ai pas une force vitale avec un tempérament, même médiocre, à plus forte raison avec un tempérament d'Italie [...]. J'en sens le besoin, et si je m'y livre, je suis anéanti. »* Ce dont Xavier de La Fournière s'autorise pour voir en Lamartine *« un très piètre athlète du sexe »*.

Mais sans doute n'a-t-il pas lu les lettres – enfin révélées, et admirablement présentées, par Marie-Renée Morin – de Lamartine adolescent à Virieu. On y découvre que, de dix-huit à vingt-cinq ans, Lamartine s'est dépensé, sexuellement, avec une extrême prodigalité (et un fâcheux accident vénérien de mai 1813, qui le faisait encore *« saigner »* dans l'été 1814). Ce qui explique un peu sa vigueur rapidement exténuée en 1819.

Des pages très fines et très remarquables sur les difficiles fiançailles de Lamartine avec Mary-Ann Birch ; et surtout une sérieuse étude sur les rapports de Lamartine et de sa nièce Valentina. Je crois, moi aussi, qu'il y eut, entre eux, des liens charnels. Mais quand ? Après le décès de l'épouse, en 1863 ? Lamartine avait alors soixante-treize ans... On voudrait un document-preuve concernant la « dispense » qu'aurait accordée Pie IX à l'oncle désireux d'épouser sa nièce. Et il semble bien (mais, là aussi, la preuve manque) que l'étrange Père Hyacinthe ait célébré, clandestinement, ce mariage « religieux » de Lamartine.

Seule certitude : le décret impérial du 31 août 1868 qui permet à *« Mlle de Cessiat »* de s'appeler désormais, officiellement, *« Mme de Lamartine »*. Elle a quarante-sept ans, alors, et Lamartine (soixante-dix-huit ans) n'a plus que six mois à vivre.

Henri Guillemin

Jules Renard le Nivernais

A l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la mort de Jules Renard, un colloque consacré à son œuvre et inauguré par François Mitterrand s'est déroulé du 8 au 10 juin dans la Nièvre. *Un colloque* qui, fidèle à l'esprit libre de *l'écrivain nivernais, a pris* l'allure d'une promenade au cœur de la campagne où Jules Renard a puisé l'inspiration de ses œuvres « bucoliques » – *Poil de carotte, les Histoires naturelles, Ragotte*... Là s'est inscrit aussi l'essentiel de son engagement *politique*, puisque Jules Renard, idéo*logiquement proche* de Jean Jaurès, a été le maire socialiste de Chitry-les-Mines.

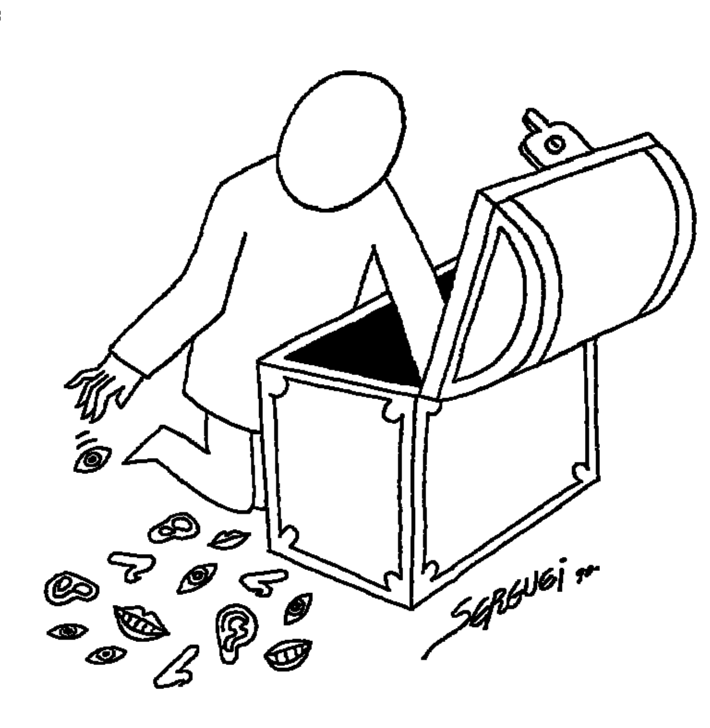
Les interventions, à la fois vives et rigoureuses, des universitaires – notamment celle de Pierre Brunel – ont réussi à délivrer l'œuvre de Jules Renard des stéréotypes qui lui étaient attachés. On a montré sa vitalité caustique, les vertus intactes de son ironie, et incité le nombreux public à lire d'autres ouvrages que *Poil de carotte* ou le *Journal*.

Jean-Noël Pancrazi

À L'EST
LA MÉMOIRE RETROUVÉE
Sous la direction d'Alain Brossat, Sonia Combe, Jean-Yves Potel et Jean-Charles Szurek.
Préface de Jacques Le Goff.
La Découverte, 570 p., 250 F.

SOCIETES

par Georges Balandier



Les recompositions de la mémoire

DU passé, nul ne fait table rase, en aucune société, en aucun temps. Il est toujours présent, toujours actif. Tout forme mémoire, autour de nous, en nous, et non pas seulement en ces conservatoires que sont les divers patrimoines. Mémoire multiple, diffuse, masquée aussi, mutilée souvent, que les circonstances conduisent à utiliser, à « programmer » à la façon d'une mémoire informatique. Aucun peuple, aucune société, aucun individu ne saurait exister et définir son identité en état d'amnésie ; la mémoire trouve des refuges lorsque les pouvoirs veulent la rendre captive ou l'abolir. Mais, les sciences sociales et l'histoire nous l'apprennent, la relation des hommes à la mémoire est toujours complexe, ambiguë, affectée par les calculs et les émotions. Elle ne va pas sans l'oubli, le refoulement, le tri sélectif. Elle s'inscrit dans l'espace de l'imaginaire et du symbolique, elle les nourrit. Surtout, elle est constamment un enjeu politique : elle se trouve sous la surveillance du pouvoir en place, et les adversaires de celui-ci lui empruntent certaines de leurs armes.

La chute des totalitarismes de l'Est européen redonne à la mémoire collective le plus vaste et le plus foisonnant des champs de manifestation. Le grand dégel la fait surgir de toutes les fractures d'un monde que le communisme stalinien avait unifié et figé, par tous les moyens de la violence. C'est à ces pays des renaissances et des combats de la mémoire qu'est consacrée une série d'études, due à un groupe alliant des témoins de l'événement et des spécialistes des sciences humaines.

LA mémoire collective – dont l'Europe orientale devient la « terre élective » – est le centre de ces recherches, et non pas l'analyse politique des situations. Une fois les maîtres de l'oubli *« abattus »*, ouvertes les prisons où elle était enfermée, elle envahit un monde en fusion et d'un coup *« possédé par le passé »*. C'est du rapport de la mémoire au pouvoir totalitaire et à l'événement libérateur, de la relation de la mémoire à l'histoire immédiate qu'il est ici question. Et, dans ce mouvement, la connaissance s'effectue en quelque sorte à chaud, dans les turbulences, les ambiguïtés, les incertitudes identitaires, les rivalités et les conflits. Il faut, selon la formule des présentateurs de l'ouvrage, se transformer en *« chasseur de mémoire »*.

En cette chasse, la mémoire se saisit sous trois aspects principaux : *« effacée, manipulée, disputée »*. L'effacement affecte plus que les sources d'information alimentant la conscience historique, il atteint les lieux, leur dénomination, leur dramatisation ritualisée. Les toponymes deviennent un enjeu politique. Les célébrations du régime nouveau se transforment d'autant plus en une liturgie que sa légitimité est déficitaire et que son enracinement historique est faible. Certains des lieux – comme le manoir polonais, le *dwor*, objet de l'un des articles – sont voués à la destruction parcequ'ils évoquent une *« mauvaise tradition »*. Les mythes anciens, contraires, doivent périr avec leurs supports.

LA mémoire manipulée se montre pleinement dans l'organisation du culte des fondateurs. Mais, si la libération entraîne une désacralisation et une passion iconoclaste, il n'en subsiste pas moins une relation ambivalente. Les statues de Staline sont abattues, mais la pratique populaire entretient encore la *« religion léninienne »*, une sorte de dévotion accordée à une icône. Le rejet actuel ne peut tout abolir, pas plus que la révolution n'avait pu imposer une rupture totale avec le passé. De même, la commémoration s'ajuste aux circonstances, se charge d'apports opportuns ; jusqu'à en être paradoxale. Ainsi en RDA, où la capitulation allemande devint la référence fondatrice, le signe des résistances héroïques au régime nazi, le moment originaire d'une communauté d'hommes *« victimes du fascisme et du militarisme »*. L'une des études de ce bel ensemble rapporte et interprète des histoires de vie : celles de ceux qui souffrirent doublement, avant l'avènement du communisme, après leur éviction du pouvoir sous l'effet du stalinisme. Il s'y montre un affrontement de la mémoire personnelle et de la mémoire *« officielle »*, une inhibition où tout s'annule afin de taire la servilité, la peur, la répression subie. La clôture de la mémoire se traduit en règle du silence.

Les événements de l'année passée ont imposé, entre autres revendications, celle du *« droit à la mémoire »*. Dès la fin des années 70 en Union soviétique, des écrivains, des créateurs, et non plus les seuls dissidents, commençaient à en faire le thème de leurs œuvres ; ils osaient *« explorer les taches blanches de leur histoire »*. C'est maintenant, et pour tous, que l'heure est à la mémoire – cet *« océan sans rivages »*. Le passé revient par élargissements successifs, par vagues qui se contrarient et se mélangent, qui entraînent des recompositions changeantes. On aperçoit malgré tout ce qui est en jeu. Et, tout d'abord, une thérapie ou, mieux, une *catharsis* par laquelle la société se libère d'un passé oppressant, marque la fin du temps de la soumission et de l'oubli. C'est, ensuite, une reconquête mise au service du rétablissement d'une identité et d'une généalogie collectives altérées par le stalinisme, une entreprise nécessaire au refaçonnage du lien social. La mémoire apparaît ainsi comme la reprise d'un « acquis » et la condition de l'action.

MAIS, il faut le souligner, le singulier est trompeur. La renaissance est celle de mémoires affrontées, engagées dans de véritables batailles, *« vendettistes »* parce que liées à des enjeux différents ou contraires. La mémoire est toujours plurielle, fragmentée ; en URSS, les mouvements Memorial et Pamiat sont à cet égard des révélateurs. Le premier lutte contre l'oubli des victimes de la période stalinienne, tente de redonner une vigueur au civisme, de contribuer à une transformation démocratique ; tant il apparaît que la démocratie ne va pas sans mémoire libre. Le second vise la sauvegarde de l'héritage, provoque le retour des traditions, réactive les différents courants du nationalisme russe – et même les exclusions dont ceux-ci étaient porteurs. D'une part une mémoire antistalinienne, d'autre part une mémoire nationale, qui obéissent à deux logiques radicalement distinctes. Dans les turbulences et les incertitudes du présent, les recompositions de la mémoire peuvent aussi exacerber les divisions, les particularismes et les confrontations, ranimer les passions néfastes.

Les responsables de cet ouvrage collectif – essentiel pour la compréhension des événements de l'Est – ne manquent pas de nous rappeler que la question de la mémoire est aussi la nôtre. La modernité nous a, pour des raisons autres et évidemment moins tragiques, mis en état de déficit. Certains n'hésitent ni à proclamer la déroute de notre mémoire, ni à dénoncer la substitution de multiples mémoires artificielles à la mémoire vivante. L'*« obsession commémorative »* manifeste un sentiment d'arrachement au passé, un affaiblissement de la légitimation par la tradition, une inquiétude face à une histoire immédiate éclatée et d'orientation incertaine. Les donneurs de certitude en peuvent d'autant mieux tendre leurs pièges à mémoire afin d'imposer leur ordre.

□ Signalons en complément l'ouvrage de Henry Bogdan, *Histoire des pays de l'Est, des origines à nos jours*, (Perrin, 624 p., 140 F). Signalons aussi, puisque l'événement entraîne l'oubli du marxisme, la constance de Joseph Gabel à sauvegarder la dialectique et ses acquis avec *Etudes dialectiques* (Méridiens Klincksieck, 156 p., 80 F).

Le parfum des jours

ODEUR DU TEMPS, DEUXIÈME SUITE
de Maurice Deleforge.
Editions Kim, Dunkerque,
170 p., 100 F.

Rien n'est plus indigeste que certaines chroniques d'actualité, resservies froides plusieurs années après leur parution. Egrenées dans un journal au fil des événements, elles emportaient l'enthousiasme. Enfermées sous la jaquette d'un ouvrage, elles tombent des mains.

Mais Maurice Deleforge se fiche bien de nos événements. L'actualité qu'il traque, lui, à longueur d'année est d'une autre nature. Ses chroniques, parues de 1981 à 1989 dans diverses publications, dont *la Croix*, semblent se bonifier avec le temps et trouver leur vraie place, toutes ensemble, sur papier velin. Les sujets les plus graves se succèdent dans ces pages, selon l'ordre des saisons : une gelée de groseille, une poussette d'enfant, *« un matin frisquet où l'haleine blanche des écoliers se voyait si fort que leur bicyclette semblait marcher à la vapeur »* ... Mais, mine de rien, il y est question aussi du Tour de France et du roi des Belges, de Milos Forman, de la comète de Halley... Car Maurice Deleforge ne vit pas sur un petit nuage, contrairement à ce que laisserait croire se barbe fleurie de Père Noël : ce professeur de littérature partage ses journées, depuis un quart de siècle, avec des apprentis greffiers de l'histoire immédiate. N'a-t-il pas formé *« quelques douzaines de douzaines de journalistes d'appellation contrôlée »* à l'Ecole supérieure de journalisme de Lille, dont il est directeur des études depuis une éternité ?

Le titre choisi pour ce deuxième recueil de chroniques, *Odeur du temps*, méritait explication. *« A la différence de l'argent, qui n'en a pas, le temps pourrait bien avoir son odeur, qui varie avec les saisons, les heures du jour et les âges de la vie. »* Maurice Deleforge n'a pas seulement du nez, mais une plume admirable. *« On n'écrit bien, je crois, on ne trouve le ton juste, qu'en s'adressant à des visages »*, remarque cet amoureux de la langue française. Avec ce constat, sous forme de témoignage : *« A mesure qu'il prend de l'âge, tout homme avance dans sa langue maternelle ainsi qu'en forêt profonde. »*

Robert Solé

Autres parutions

● *La Fin de ma Russie. Journal 1914-1919*, de la princesse Catherine Sayn-Wittgenstein. – Le témoignage d'une jeune fille de l'aristocratie russe qui a vécu les années de guerre puis de révolution avant de gagner la Roumanie avec sa famille à la fin de 1918. (Edition préparée par Maria Razumovsky, traduite de l'allemand par Vera Michalski-Hoffman, les Editions Noir sur Blanc, 273 p., 120 F.)

● *Les Saisons de Moscou, 1933-1990*, de Lila Lounguina. – Recueillis par Claude Kiejman, journaliste à France-Culture et à *l'Evénement du jeudi*, les souvenirs d'une intellectuelle moscovite sur la vie en URSS, de Staline à Gorbatchev. (Plon, 222 p., 150 F.)

● *Dictionnaire des nationalités et des minorités en URSS*, de Roger Caratini. – Des Abazas du Caucase aux Zyriènes de l'Oural, une recension des quelque trois cents ethnies qui peuplent l'Union soviétique, le plus grand Etat multinational du monde. (Larousse, 272 p. dont 15 cartes, 145 F.)

● *L'Autre Europe. Crise et fin du communisme*, de Jacques Rupnik. – Entre l'Allemagne et l'URSS, ses deux adversaires historiques, *« une nouvelle Europe centrale est en gestation »*. (Odile Jacob, 385 p., 140 F.)

Les orphelins de Bernard Pivot

Suite de la première page.

Partout, ce ne sont qu'éloges, regrets, sanglots étouffés. « *Personne n'a jamais eu une telle influence sur le métier* », commente Jean-Claude Lattès, directeur du Livre du groupe Hachette. « *Il a enlevé la littérature à ses ghettos, et montré qu'un Nabokov ou un Albert Cohen pouvaient être lus par n'importe qui* », renchérit Olivier Orban. « *A lui seul,* analyse l'ancien éditeur André Balland, *il incarnait tous les lecteurs de France. Chacun se reconnaissait dans Pivot.* »

« *La sensibilité pour le grand public et le respect pour les livres, c'est un cocktail toujours gagnant* », complète Teresa Cremisi, bras droit d'Antoine Gallimard. « *Je ne crois même pas,* conclut Yves Berger, directeur littéraire chez Grasset, *qu'un éditeur soit aujourd'hui capable de se souvenir de l'avant-Pivot.* » La toute-puissance de la presse écrite, d'un Pierre-Henri Simon, d'un Kléber Haedens, semble si loin !

Très peu secrète, la recette de la potion magique a été maintes fois livrée : introduire, dans l'univers intimidant du livre, un brave M. Tout-le-monde, amateur de beaujolais et supporter des Verts de Saint-Etienne, qui n'ait aucun complexe à demander, entre un « *c'est pas possible* » et un « *dites donc* » : « *Alors, Gustave Flaubert, allez, là, entre nous, Madame Bovary, c'est vous ?* »

Le tout doublé d'une indépendance sans faille à l'égard de toutes les coteries et chapelles. Certes, *Lire*, le magazine fondé par Pivot, est affilié au groupe Express : le producteur d'« Apostrophes » ne s'est cependant jamais senti obligé d'inviter les collaborateurs de l'hebdomadaire auteurs de livres. Certes, Pivot dispute chaque dimanche une partie de tennis avec l'éditeur Olivier Orban : on n'a pourtant pas noté d'affluence suspecte d'auteurs Orban à « Apostrophes ». Et les jurés du prix Renaudot ont dû se consoler ! L'animateur a aimablement décliné leur invitation à les rejoindre.



« Avec un nouvel officiant, la messe sera-t-elle aussi suivie ? ».

L'homme de science et la bête de scène

Certes, « *j'ai eu mes chouchous, c'est la vie, je ne suis pas de glace* », reconnaît l'intéressé. L'invitation systématique d'Henri Vincenot, la fulgurante ascension littéraire de France Huser, ne sont-elles pas à ranger au nombre de ces « faveurs » du prince du vendredi soir ? Mais, « *s'il avait des chouchous, c'étaient des auteurs, pas des maisons d'édition* », conclut Teresa Cremisi.

Cette prodigieuse machine à vulgariser avait bien sûr des limites. L'aventure désormais proverbiale du linguiste Claude Hagège suffit à le démontrer. Son livre, *l'Homme de paroles*, était promis à l'audience confidentielle des travaux savants et ardus. Alors directrice de collection chez Fayard, Odile Jacob avait abandonné le manuscrit sans regrets en partant fonder sa propre maison.

Mais une attachée de presse persuasive parvint à convaincre une assistante de Pivot que l'homme de science était aussi une bête de scène. On connaît la suite : un éblouissant numéro de duettistes entre Raymond Devos et Claude Hagège ; le livre qui s'envole vers les soixante-dix mille exemplaires ; et, quelques jours après, le retour dans les librairies d'acheteurs furieux de n'avoir pu dépasser la page douze du livre de ce monsieur si sympathique.

« *A long terme, ce type d'effet est catastrophique* », accuse Eric Vigne, conseiller littéraire chez Gallimard. Et de souligner : « *C'est une formidable illusion de croire que la télévision puisse servir le livre. C'est un média autonome, avec ses propres grammaires. Nous ne pourrons jamais le maîtriser.* »

Point de vue ultraminoritaire, que partage un Edouard de Andreis, PDG des éditions Rivages, même s'il ne snobe pas « Apostrophes » : « *Nous ne souffrirons pas de la disparition de l'émission,* dit-il. *Pour le démarrage d'un livre, je parie sur la presse. On continuera, comme avant, à faire les livres qu'on a envie de faire.* »

Certes, les « grandes » maisons d'édition surclassent nettement les « petites » sur le plateau d'« Apostrophes ». Privilège ? « *Ridicule,* balaie catégoriquement Yves Berger. *C'est tout simplement parce que la production littéraire de qualité se trouve concentrée au sein des grandes maisons, et que les petites ne publient que ce que les grandes ont refusé.* »

Les « petites » apprécieront, mais Bernard Pivot fit si bien figure de divinité qu'il laissa bien peu d'espace aux concurrents potentiels. Patrick Poivre d'Arvor en sait quelque chose qui, souhaitant inviter des auteurs dans son émission « Ex Libris », se heurta souvent à des refus embarrassés : « on » attendait encore la réponse de Pivot.

Les maléfices du sorcier

L'humiliation culmina quand un auteur martiniquais, Raphaël Confiant, fit le sourd plusieurs semaines, sur les conseils de son éditeur Grasset, pour échapper aux sollicitations de l'équipe d'« Ex Libris ». Il est vrai que la maison Grasset est la seule à proclamer tout haut ce que toute l'édition ne murmure qu'avec des promesses angoissées de *off the record*. « *L'émission de PPDA ne fait pas vendre un seul livre* », assure Yves Berger.

Fulmination sans doute excessive. PPDA tient à disposition de qui le souhaite « *une liste d'une vingtaine de titres* », dont le seul passage à « Ex Libris » aurait assuré le lancement. Ainsi par exemple l'ouvrage de physique de Stephen Hawking ou les Mémoires du « Chinois » Nguyen Van Loc, ancien « grand flic » à Marseille.

Certains libraires opinent. « *Ex Libris » est moins performant qu'« Apostrophes », mais une bonne prestation donne tout de même sa chance à un auteur* », confirme Jean-Marc Levent, représentant du groupe Hachette pour la rive gauche de Paris. Bref, les « miracles », c'est-à-dire l'atteinte de scores himalayens par des livres promis à une audience confidentielle, sont tout de même restés une spécialité de Pivot.

Ainsi le roman de William Boyd, alors inconnu en France, *Comme neige au soleil*. « *Si vous ne l'aimez pas, je vous le rembourse* », promet-il aux téléspectateurs. « *Le lendemain, les gens venaient réclamer le livre de Pivot* », se rappelle André Balland. La vente atteindra soixante-dix mille exemplaires... « *Avec Pivot, un ouvrage qui avait dix mille exemplaires dans le ventre pouvait tripler* », regrette aujourd'hui Olivier Orban.

Ecrasant pouvoir ! L'animateur put pleinement en mesurer l'étendue en se trouvant plusieurs fois en face d'éditeurs moyens qui lui assuraient : « *Si je n'ai pas un livre à « Apostrophes » dans les deux mois, ma maison saute.* » « *Cela m'a posé un vrai problème de conscience,* explique Pivot. *Ça m'a donné le bourdon. Mais j'ai toujours fini par refuser. Ce n'est pas mon rôle de sauver des maisons d'édition.* »

A l'inverse, le Sorcier était aussi capable de maléfices : qu'il exprime, à propos d'un ouvrage, la critique la plus légère sur une faute de syntaxe, une redite ou une lourdeur, et la carrière du livre était alors condamnée. Au point que, la mort dans l'âme, il dut parfois renoncer à toute remarque.

De l'affolement à l'expectative

A l'annonce du départ du Père Noël, on comprend donc que l'édition plonge dans la perplexité. « *Notre chiffre d'affaires va chuter, c'est sûr* », pronostique sombrement Yves Berger. « *On vend moins qu'avant et on vendra encore moins désormais* », renchérit Odile Jacob. Le grand *lamento* s'est tout de même assourdi lorsqu'un communiqué d'Antenne 2 a annoncé la bonne nouvelle : Pivot partait, certes, mais Bernard Rapp arrivait.

« *L'édition est passée de l'affolement à l'expectative* », explique Claude Durand, PDG de Fayard. « *Pivot n'avait d'influence que sur un créneau particulier de l'édition, la littérature générale,* relativise Jean-Claude Lattès. *C'est-à-dire en gros le quart du chiffre d'affaires total de la profession.* » Ouf !

« *Dans le passé, à chaque fois qu'un grand critique de la presse écrite partait en retraite, les éditeurs pleuraient, c'était une catastrophe nationale,* se souvient avec amusement Lattès. *Or l'édition a survécu. Cette fois encore, les éditeurs devront faire preuve d'imagination, et trouver d'autres techniques de lancement. Au fond, c'est plutôt stimulant.* »

Le départ de Pivot va-t-il pour autant rendre leur rôle d'antan aux feuilletonistes de la presse écrite, dépossédés de leurs magistères par l'audiovisuel ? Certains, comme Olivier Orban, l'espèrent sans trop y croire. « *Aujourd'hui, il n'y a pas de grand critique littéraire qui soit un incontestable baromètre de la hiérarchie des valeurs. C'est regrettable, mais la critique n'est plus capable de lancer un livre.* »

Une seule chose paraît sûre : le départ de Pivot pourrait bien redonner du lustre à la profession de libraire, quelque peu éclipsée par la suprématie d'« Apostrophes ». « *Il va falloir mieux communiquer avec eux,* reconnaît Dominique Missika, directrice littéraire chez Payot. *La communication n'est pas à réinventer mais à inventer purement et simplement. On en est au degré zéro.* »

Les télémaniaques du samedi matin

Et il est au moins une catégorie – parmi eux – qui voit sans chagrin disparaître la suprématie pivotesque : les petits libraires qui, depuis quinze ans, se voyaient envahis le samedi matin par des télémaniaques pavloviens en mal de lecture dominicale venant chercher un livre sans se souvenir ni de l'auteur ni du titre, parce qu'« *hier soir, chez Pivot* »...

Incontestablement, le phénomène « Apostrophes » a bouleversé les conditions de travail de cette profession, soudain privée d'une grande partie de son rôle de découvreur et de conseiller influent. Obligés chaque semaine de déballer les imposants stocks de livres « pivotables » envoyés d'office par les éditeurs, de les remballer si le miracle ne s'était pas produit, avant de les renvoyer à leurs frais vers les maisons d'édition – système qui les fait hurler, – « *ils sont presque devenus des manutentionnaires* », constate un représentant.

« *A présent, les gens perdus dans les grandes surfaces viendront chez nous profiter des compétences du libraire,* explique ainsi Michel Thierry, gérant de la librairie Siloë à Laval. *Les libraires devront être eux-mêmes des petits Pivot.* »

Gérant d'une librairie plus importante (Ombres Blanches, 900 mètres carrés à Toulouse), Christian Thorel relativise pour sa part les effets de l'émission phare du vendredi soir : « *De toute façon, dans la dernière période, quatre émissions sur cinq ne produisaient quasiment aucun effet sur les ventes. « Apostrophes » a surtout servi à enfoncer des clous, à promouvoir des auteurs qui, en tout état de cause, auraient fait de bonnes ventes.* » « *Enfin, c'était tout de même une émission qui faisait parler du livre* », nuance Mme Marianne Gladieux, gérante de la librairie Autant en emporte le vent, à Paris-12e.

L'inconnue Rapp

Libraires, représentants, éditeurs : pour tout ce petit monde aujourd'hui confronté à la nouveauté d'un paysage sans Pivot, la principale inconnue s'appelle en réalité... Bernard Rapp. Le successeur de Pivot sera-t-il capable de conserver à la cause sacrée de la lecture les téléspectateurs entraînés dans les librairies par le joueur de flûte d'« Apostrophes » ? Autrement dit, peut-on faire de la sorcellerie sans le Grand Sorcier ? « *Avec un nouvel officiant, la messe sera-t-elle aussi suivie ?* », s'interroge Claude Durand.

L'actuel animateur de « My télé is rich », qui partage avec son prédécesseur un regard gentiment ironique sur ses contemporains et une totale indépendance à l'égard des chapelles, promet que sa future émission « *ne sera pas une révolution par rapport à Bernard Pivot* ». Même jour, même heure de diffusion à quelques minutes près... Ce sera une émission pour « *faire partager son plaisir de la lecture* » et ne pas gâcher un solide « *fonds de commerce* ».

Et puis, pour les inconditionnels, les inconsolables, une émission culturelle, parlant de tout, et donc aussi des livres, n'est-elle pas programmée sur Antenne 2 à partir de l'année prochaine ? Son animateur ? Un certain Bernard Pivot, bien entendu... Comme le dit Jean-Claude Lattès avec le sourire : « *Dans six mois, tout le monde attend le retour de Tarzan...* »

Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann

une année d'écriture 1990

FICTION : Hélène Cixous, George Sand, Clarice Lispector, Yûko Tsushima, Jeanne Hyvrard, Nélida Piñon, Michèle Ramond, Sandra Reberschak, Pham Thi Hoai, Elisabeth Bing

ESSAIS : Ingeborg Bachmann, Naoual el Saadaoui...

LA PHILOSOPHE : Gabrielle Suchon

PSYCHANALYSE : Sudhir Kakar, F. Ferraro, A. Nunziante Cesaro, Karen Horney, Margaret Little

POLITIQUE : États généraux des femmes, 1989

BIOGRAPHIES : Havelock Ellis, M. M. Einstein, Simone Weil.

des femmes
Antoinette Fouque

LECTURES EN VACANCES

L'ANNEE EN CHIFFRES

Ce que les Français ont plébiscité

Du Grand pas vers le Bon Dieu, *de Jean Vautrin, au* Billy Bathgate, *de E.L. Doctorow, 178 titres à succès.*

Ce que les Français ont lu cette année, depuis la rentrée littéraire de septembre... Ou plutôt, parmi les nouveautés, ce qu'ils ont acheté. Les deux actes ne sont pas identiques, si l'on en croit le sondage réalisé à l'initiative de France-Loisirs (voir l'article de Pierre Lepape). Il ne s'agit pas, bien sûr, de livrer ici une liste précise et exhaustive (d'autant que ne sont pris en compte ni les éditions de poche ni les clubs de livres), mais de dresser un rapide panorama de la saison littéraire. Cette année, les éditeurs ne se plaignent pas. Certains, emportés sans doute par leur optimisme recouvré, donnent toutefois l'impression d'« arrondir » leurs chiffres, à la hausse, un peu plus encore qu'à l'accoutumée. A défaut de pouvoir prouver qu'ils mentent, on ne saurait trop conseiller aux auteurs de regarder attentivement les chiffres qui sont avancés et de demander à être payés en conséquence. Quoi qu'il en soit, on peut continuer de préférer les approximations des *éditeurs aux sondages aboutissant* à *faire croire que* Paul-Loup Sulitzer est un écrivain, à toutes ces évaluations pseudo-scientifiques dont il est grand temps de remettre en question non la validité technique, mais la pertinence culturelle.

Dans les prix littéraires, Grasset, comme souvent, se taille la part du lion : c'est assez logique pour une maison qui consacre tant d'énergie à sa stratégie de prix. Jean Vautrin, qui avait opportunément quitté Mazarine pour Grasset, a vu son *Grand Pas vers le Bon Dieu* récompensé par un Goncourt qui vogue vers les 350 000 exemplaires. Le Médicis est revenu à Serge Doubrovsky (*le Livre brisé*, autour de 100 000) ; le Médicis essai à Vaclav Jamek (*Traité des courtes merveilles*, autour de 30 000) ; l'Interallié à Alain Gerber (*le Verger du Diable*, entre 50 000 et 100 000) ; le prix des Libraires à Claude Duneton (*Rire d'homme entre deux pluies*, entre 30 000 et 50 000).

Pour son prix Renaudot, *les Comptoirs du Sud*, de Philippe Doumenc, Le Seuil annonce quelque *100 000* exemplaires. C'est possible. Mais si on jouait aux cartes, on demanderait à voir. Parmi les autres prix, quatre ont récompensé des auteurs Gallimard : le Femina (Sylvie Germain, *Jours de colère*, autour de 60 000) ; le prix du Livre Inter (Daniel Pennac, *la Petite Marchande de prose*, plus de 80 000) ; le prix Colette (Hervé Guibert, *A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie*, plus de 90 000) : le grand prix du Roman de l'Académie française, attribué le 14 juin (Paule Constant, *White Spirit*, entre 15 000 et 20 000).

Le prix des Maisons de la presse a été attribué, d'une part, à *la Mémoire des cèdres*, de Jacqueline Messadki (Laffont, autour de 55 000), de l'autre, à *Rue des Bons-Enfants*, de Patrick Cauvin (Albin Michel, autour de 80 000). Enfin, pour le premier Goncourt du premier roman, on a distingué Hélène de Monferrand (*les Amies d'Héloïse*, éditions de Fallois, plus de 25 000).

Parmi les essais et documents, on relève peu de très gros succès. au-dessus de 100 000 exemplaires : *le Président*, de Franz-Olivier Giesbert (Seuil, déjà 200 000) ; *Plus grands que l'amour*, de Dominique Lapierre, sur le sida (Laffont, plus de 170 000) ; *l'Argent fou*, d'Alain Minc (Grasset, 100 000), et *Dieu en questions*, d'André Frossard (Stock, 100 000). Mais beaucoup d'éditeurs annoncent de *« bons chiffres, au-dessus de 30 000 exemplaires, ce qui est un bien meilleur signe »*.

On regrettera toutefois que les Français, révélant ainsi trop évidemment leurs « parts d'ombre », la mémoire et le plaisir, aient peu acheté *le Crime et la mémoire*, d'Alfred Grosser (Flammarion, 9 000), et *Casanova, la contagion du plaisir*, de Jean-Didier Vincent (Odile Jacob, 15 000). En revanche, *les Amours fidèles*, de Denise et Pierre Stagnara, chez Fayard, ont trouvé quelque 30 000 acheteurs.

Odile Jacob, pour le reste de sa production, affiche quelques beaux succès, notamment *la Diététique du cerveau*, de Jean-Marie Bourre (autour de 50 000) ; *Matière à penser*, de Jean-Pierre Changeux et Alain Connes (autour de 40 000) ; *Gros Temps sur la planète*, de Pierre Morel et Claude Duplessis (autour de 40 000) ; *Espaces d'une vie*, de Ricardo Bofill (autour de 35 000) ; *Manifeste pour une fin de siècle obscure*, de Max Gallo (autour de 40 000).

Chez Fayard, l'année a été bonne, avec *la Roue de la fortune*, de Pierre Moussa (30 000) ; *le Métier de patron*, de Jean-Louis Servan-Schreiber (60 000) ; *les Vrais Penseurs de notre temps*, de Guy Sorman (70 000) ; *Lignes d'horizon*, de Jacques Attali (78 000 ; par ailleurs, le deuxième roman d'Attali, *le Premier Jour après moi*, atteint 55 000 exemplaires) ; *la Troisième République*, de Pierre Miquel (25 000) ; *le Tour du monde d'un écologiste*, de Jean-Marie Pelt (40 000) ; *Moi ta fille*, de Christiane Collange (75 000).

Chez Flammarion, on cite les 40 000 exemplaires d'*Esquisse d'une philosophie du mensonge*, de Jean-François Kahn ; les 30 000 exemplaires de *la Médiacratie*, de François-Henri de Virieu, mais aussi les moins attendus 15 000 exemplaires d'*Idées reçues*, d'Albert Jacquard, et les 10 000 du *Savant et la foi*, de Jean Delumeau. Chez Grasset, on relève *les Visiteurs de l'ombre*, de Marcel Chalet et Thierry Wolton (entre 30 000 et 50 000). Chez Calmann-Lévy, *la République des loups*, d'Airy Routier (35 000), *le Pouvoir sans visage*, de Pierre Marion (20 000).

On sait que les pays de l'Est font recette ces temps-ci, ce qui permet à Calmann-Lévy d'annoncer 40 000 exemplaires de *Jusqu'au bout*, de Boris Eltsine, et le Seuil déjà 40 000 exemplaires des *Mémoires* de Sakharov parus au début de juin... De même, s'il est vrai que l'Américain Neil Sheehan a déjà vendu 50 000 exemplaires de son très beau livre sur John Paul Vann, *l'Innocence perdue* (Seuil), *on ne peut que s'en féliciter*. En revanche, on ne s'étonnera pas du succès de l'*Autoportrait d'une psychanalyste* de Françoise Dolto (Seuil, 65 000 exemplaires) ou de *La Suisse lave plus blanc*, de Jean Ziegler (Seuil, autour de 80 000 exemplaires). Mais on aimerait bien aussi vérifier les 40 000 exemplaires annoncés par Albin Michel pour *La chienne qui miaule*, de Philippe de Villiers, les 30 000 exemplaires de *l'Histoire secrète de SOS-Racisme*, de Serge Malik, toujours chez Albin Michel, les 40 000 exemplaires annoncés par Payot pour *le Pays des asphodèles*, d'Adrienne Durand-Tullou.

Chez Plon, on est plus modeste, en citant les 20 000 exemplaires de l'album de Philippe de Gaulle sur son père, les *17 000* exemplaires des *Mémoires turbulents*, d'Alexandre Minkowski, les 12 000 exemplaires de *Cancer aide-toi, la science t'aidera*, de Claude Jasmin, les 18 000 exemplaires de *Quand Rome condamne*, de François Leprieur, dans la collection « Terre humaine ». Chez Denoël aussi, avec les 10 000 exemplaires de *Boiter n'est pas pécher*, de Lucien Israël. Tout comme chez Belfond avec les 20 000 exemplaires de *Dieu et les siens*, de Florence Murracciole. Chez Laffont, on met les Mémoires de Nancy Reagan, *A mon tour*, à 50 000 exemplaires ; ceux d'Henriette Nizan, *Libres Mémoires*, à plus de 20 000 exemplaires. Toujours dans les Mémoires, *Une vie*, d'Elia Kazan, est entre 30 000 et 50 000 exemplaires (Grasset) ; *Profession menteur*, de François Périer, dépasse les 50 000 exemplaires (le Pré aux clercs) et, chez le même éditeur, *Ma part des choses*, de Georges de Caunes, est autour de 20 000 exemplaires. Au Pré aux clercs, le succès, comme l'an dernier, vient aussi de Jean-Pierre Coffe avec *le Vrai Vivre*, qui dépasse les 50 000 exemplaires.

Enfin, chez Hachette, *la Vie quotidienne dans les maisons closes 1830-1930*, de Laure Adler, sorti récemment, atteint déjà 15 000, tandis qu'à La Découverte le traditionnel *Etat du monde* dépasse les 30 000 exemplaires.

Le genre biographique, comme toujours, a ses lecteurs. Les biographies historiques de Fayard se vendent souvent autour de 10 000 exemplaires. Cette année, l'exception est le *Louis XV* de Michel Antoine (30 000 exemplaires). Parmi les autres biographies de l'année, citons *Michel Foucault*, de Didier Eribon (autour de 30 000 exemplaires), *Maupassant*, d'Henri Troyat (autour de 40 000 exemplaires), tous deux chez Flammarion ; *Théodore Monod*, d'Isabelle Jarry (autour de 20 000 exemplaires), et *Nelson Mandela*, de Jean Guiloineau (de 15 000 à 20 000 exemplaires), tous deux chez Plon ; *Bernard Grasset, vie et passion d'un éditeur*, de Jean Bothorel (Grasset, entre 10 000 et 20 000) ; dans la collection « Elle était une fois » de Laffont, *Nini patte en l'air*, de Françoise Dorin (45 000) ; chez Lattès, le *Jean Moulin* de Daniel Cordier (deux volumes, autour de 30 000), *les Yeux noirs*, de Dominique Bona, une biographie des sœurs Heredia (autour de 20 000), la *Du Barry* de Dominique Muller (de 15 000 à 20 000) et le *Gainsbourg* d'Yves Salgues (autour de 30 000) ; aux Presses de la Renaissance, le *Valentine Hugo* de Cathy Bernheim (plus de 30 000). Enfin, Gallimard se réjouit des 10 000 exemplaires de la biographie de *Truman Capote* par Gerald Clarke, ce qui nous ramène vers la littérature de fiction, dont certaines ventes, cette année, sont réconfortantes.

Les romans à plus de 200 000 exemplaires. Qui ne se réjouirait de voir en tête des succès de « vrais » écrivains ? Ce n'est pas si courant, et ils sont trois : Milan Kundera avec *l'Immortalité* (Gallimard, autour de 200 000), Salman Rushdie avec *les Versets sataniques* (Bourgois, 210 000) et, bien sûr, Umberto Eco avec *le Pendule de Foucault* (Grasset, 300 000).

Entre 200 000 et 100 000, on trouve Gabriel Garcia Marquez avec *le Général dans le labyrinthe* (Grasset), Robert Sabatier et *la Souris verte* (Albin Michel), John Le Carré et *la Maison Russie* (Laffont), et Alexandre Jardin avec *Fanfan*, sorti en mars dernier (Flammarion).

Entre 100 000 et 50 000 se retrouvent les habitués du succès, de Patrick Modiano, *Voyage de noces* (Gallimard), à Marguerite Duras, *la Pluie d'été* (POL), en passant par Tahar Ben Jelloun, *Jour de silence à Tanger* (Seuil), Françoise Mallet-Joris, *Adriana Sposa*, Nicole Avril, *Dans les jardins de mon père* (tous deux chez Flammarion), Gilles Lapouge, *les Folies Kœnigsmark* (Albin Michel), Elie Wiesel, *l'Oublié*, Seuil), P.D. James, *Par action et par omission* et *A visage couvert* (Fayard), Yann Queffélec, *le Maître des chimères* (Julliard). Chez les auteurs dits « grand public », on remarque Brigitte Le Varlet, *le Bel Amour*, Ysabelle Lacamp, *l'Eléphant bleu* (tous deux chez Albin Michel), Irène Frain, *Histoire de Lou* (Régine Deforges), Jeanine Boissard, *la Reconquête* (Fayard). Plus inattendu est le beau succès de Katherine Pancol avec *Les hommes cruels ne courent pas les rues* (Seuil).

Entre 50 000 et 30 000 se placent, comme souvent, les « valeurs sûres ». A commencer par de grands écrivains avec, cette année, Claude Simon, *l'Acacia* (Minuit), Nathalie Sarraute, *Tu ne t'aimes pas* (Gallimard), Doris Lessing, *le Cinquième Enfant* (Albin Michel) ; Ismaïl Kadaré, *le Concert* (Fayard), Italo Calvino, *Sous le soleil Jaguar* (Seuil).

Marguerite Yourcenar, avec un recueil posthume d'essais littéraires – assez inégaux – assure sa place dans cette catégorie des « valeurs sûres » tout comme Jean d'Ormesson avec *Garçon, de quoi écrire*, des entretiens avec François Sureau (tous deux chez Gallimard). Julia Kristeva fait, elle, une belle entrée avec son premier roman, *les Samouraïs* (Fayard). Et Jean Echenoz confirme les espoirs que son éditeur met en lui avec *Lac* (Minuit).

Plus attendus étaient les « habitués » du palmarès. Parmi eux, François Nourissier, *Bratislava*, Yves Berger, *la Pierre et le Saguaro* (tous deux chez Grasset) ; Pascal Guignard, *les Escaliers de Chambord*, Daniel Boulanger, *Mes coquins* (tous deux chez Gallimard) ; Andrée Chédid, *l'Enfant multiple* (Flammarion), Pierre-Jean Rémy, *Toscanes*, Michel Ragon, *la Mémoire des vaincus* (tous deux chez Albin Michel) ; Remo Forlani, *Gouttière* (Ramsay), Madeleine Chapsal, *Si aimée si seule*, Patrick Süskind, *la Contrebasse* (tous deux chez Fayard) ; Julian Barnes, *Histoire du monde en dix chapitres* (Stock) ; Jean Raspail, *les Pêcheurs de lune*, Christian Signol, *la Rivière Espérance* (tous deux chez Laffont) ; Patrick Grainville, *l'Orgie, la neige*, Jean-Marc Roberts, *l'Angoisse du tigre*, William Boyd, *la Chasse au lézard* – des nouvelles – (tous trois au Seuil) ; Cavanna, *Mignonne, allons voir...* (Belfond) ; Françoise Xenakis, *Chéri, tu viens pour la photo* (Lattès).

Entre 30 000 et 20 000, on remarque plusieurs auteurs étrangers qui ont été pour leurs éditeurs de bonnes surprises. Par exemple, Christoph Ransmayr avec *le Dernier des mondes* (POL/Flammarion) et Ishiguro avec *les Vestiges du jour* (Presses de la Renaissance). Mentionnons aussi Nina Berberova, *De cape et de larmes*, Paul Auster, *Moon Palace* (tous deux chez Actes Sud), Alison Lurie, *la Vérité sur Lorin Jones* et *Conflits de famille* (Rivages), Toni Morrison, *Beloved* (Christian Bourgois), Patricia Highsmith, *Cadavres exquis* – des nouvelles. – Ruth Rendell, *la Maison aux escaliers* (tous deux chez Calmann-Lévy), et, parmi les Français, Anne Wiazemski, *Mon beau navire* (Gallimard), Pierre Magnan, *les Mystères de Séraphin Monge* (Denoël), Hubert Monteilhet, *la Part des anges*, Yves Beauchemin, *Juliette Pomerleau* (tous deux chez Fallois), Mouloudji, *le Petit Invité* (Balland).

Entre 20 000 et 10 000 : ceux qui l'ont violemment moquée seront sans doute déçus de trouver là Simone de Beauvoir pour deux gros volumes de *Lettres à Sartre* et pour son *Journal de guerre* (Gallimard). Julien Green est aussi dans cette catégorie pour un nouveau volume de son journal, *l'Expatrié* (Seuil). Tout comme Gabriel Matzneff, lui aussi pour son journal *Mes amours décomposés* (Gallimard).

Citons aussi, dans des genres très divers : *Jeu de société*, de David Lodge (Rivages) ; *l'Amour noir*, de Michel Grisolia, *Avenida B.* de Christine Bravo, *les Nuits fauves*, de Cyril Collard (tous trois chez Flammarion) ; la nouvelle édition du *Journal* d'Anne Frank, *Baptiste ou la Dernière Saison*, d'Alain Absire, *le Fils de Marthe*, de Marie Chaix (tous trois chez Calmann-Lévy) ; *Un enfant sage*, de Jean-Denis Bredin (Gallimard) ; *le Frère rouge*, de Michel Tatu et Michel Meyer (Albin Michel) ; *Jardin du passé*, du Prix Nobel égyptien Naguib Mahfouz ; *Ce bel aujourd'hui*, de Jacques Lacarrière (tous deux chez Lattès).

Par ailleurs, sans que l'on puisse parler de succès au sens strictement quantitatif et commercial du terme, *on a plaisir à mentionner certains* éditeurs qui prennent des risques pour encourager ce qu'ils aiment et commencent à en être récompensés. Au tout premier rang on trouve les Presses de la Renaissance avec un très bon romancier irlandais, John Mac Gahern, *l'Obscur* (8 000), et, avec leurs collections de nouvelles françaises et étrangères : Georges-Olivier Chateaureynaud, *le Jardin dans l'île* (8 000) ; Alain Absire, *Mémoires du bout du monde* (8 000) ; l'Indien Satyajit Ray, *Autres Nouvelles du Bengale* (7 000), prix de la FNAC.

Il convient de saluer aussi les éditions de la Différence et leur collection de poésie au format de poche « Orphée » (les volumes sont tirés à 5 000 exemplaires et certains *sont épuisés*), *pour avoir publié* les Mémoires de Maurice Girodias et entrepris l'édition des œuvres complètes de Henry James.

Et puis, pêle-mêle, quelques bonnes *surprises de la saison littéraire*, à des titres divers : *le Voyage en Egypte*, de Jean-Claude Simoën, un album de 495 F (20 000, Lattès) ; le catalogue de l'exposition Van Gogh en deux volumes chez Albin Michel, 850 F (10 000) ; *le Paradis*, de Dante, dans la nouvelle traduction de Jacqueline Risset (6 000, Flammarion) ; *Une éducation philosophique*, d'André Comte Sponville (10 000, PUF) ; le premier roman de l'Italien Ermanno Cavazzoni, que Fellini a adapté, *le Poème des lunatiques* (6 000, POL), le texte du *Maharabatha*, de Jean-Claude Carrière (*20 000, Belfond*) ; *Faust* et des *Poèmes*, de Fernando Pessoa chez Christian Bourgois (6 000) ; *l'Insupportable Bassington*, de Saki (6 000), *la Déclaration*, le premier roman de Lydie Salvayre (6 000), *l'Orchestre et la Semeuse*, *l'Amputation*, les premiers textes de Régine Detambel (6 000) (tous chez Julliard) ; *Saturne et la mélancolie*, de Jean Starobinski (Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 7 000).

Enfin, dans les titres récemment sortis, qui *« démarrent bien »*, comme disent leurs éditeurs, on relève *l'Empire nocturne*, de Jean-François Deniau (qui vient d'obtenir le prix Paul-Morand de l'Académie française pour l'ensemble de son œuvre), chez Orban ; *la Machine*, de René Belletto, chez POL ; le *Petit Lexique de la langue créole et des oiseaux*, de J.M.G. Le Clézio, chez Seghers, la biographie de Simone Signoret par Catherine David (Laffont), celle d'Hubert Beuve-Méry par Laurent Greisamer (Fayard), le nouveau François de Closets, *la Grande Manip* (Seuil), *la Femme de David*, le dernier Troyat, *et le Mari de l'ambassadeur*, le nouveau Frédérique Hébrard (tous deux chez Flammarion), et *Billy Bathgate*, de Doctorow, un excellent auteur américain qu'on aimerait bien voir les Français emporter en vacances (Julliard). S'il faut dire un dernier mot, ce sera : piochez donc dans tous ces livres parus depuis septembre pour vos jours de congés, et délaissez les prétendus « livres d'été ».

Josyane Savigneau

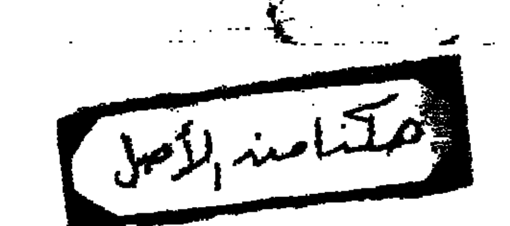
Les « grandes »

Avec une moyenne de cinq ou six titres par an à leur catalogue, les « petites » maisons d'édition ont à cœur de faire vivre et perdurer un fonds de littérature internationale. Bien que fort différentes les unes des autres, la curiosité, un certain goût du risque, des traductions soignées, sont quelques-uns des traits qui les caractérisent et, pour beaucoup, une relative modestie des ventes.

Par exemple, aux éditions Le Temps qu'il fait, à Cognac, Georges Monti avoue sa réussite avec *Il n'y avait plus qu'à marcher* de Giono (2 000 exemplaires). A Grenoble, chez Jérôme Millon, le *Livre des subtilités des créatures divines* en deux volumes, d'Hildegarde de Bingen, mystique du douzième siècle, parvient en tête avec 1 000 et 700 exemplaires.

Les prix et les distinctions sont, bien entendu, une aide. Chez Phébus, *le Palais des nuages* de Patrick Carré, prix du Premier Roman, s'est vendu à 24 000 exemplaires. Aux éditions Verdier, les 9 500 exemplaires vendus de *Toreros de salon* ne sont pas sans rapport avec l'attribution du prix Nobel, en octobre 1989, à l'écrivain espagnol Camilo José Cela. De la même façon, Naguib Mahfouz, « nobelisé » en 1988, est, cette année encore, en tête des ventes du catalogue de Sindbad, avec *le Jour de l'assassinat du leader*. Mais on ne sait quelle pudeur bien française a déterminé Sindbad, comme Bernard Barrault, à ne « plus » ou « jamais » communiquer de chiffres. Bernard Barrault avoue quand même que c'est à *l'Homme aux pâtes, de Michel Field, et au Ventre de la Chine* que se sont intéressés les lecteurs cette année. Dans un registre proche, *l'Histoire du thé*, de Paul Butel, a fait la réussite annuelle des éditions Desjonquères (4 000 exemplaires).

Les écrivains des pays de l'Est ont indéniablement suscité l'intérêt. Ainsi aux éditions de l'Aube, les réflexions de Vaclav Havel, *Quelques mots sur la parole*, et le recueil d'entretiens *Interrogatoire à distance*, se sont respectivement vendus à 6 000 et 8 000 exemplaires ; grand classique de l'entre-deux-guerres, *Madame T*, de l'écrivain roumain Camil Petrescu, publié chez Jacqueline Chambon, a rencontré 4 500 lecteurs ; quant au premier texte de Cioran, *Sur les cimes du désespoir*, il s'est vendu à plus de 6 000 exemplaires aux éditions de l'Herne. Il arrive aussi que des auteurs à succès garantissent une performance inhabituelle. C'est le cas de Jean Lacouture chez Arlea, avec *Enquête sur l'auteur* (13 000 exemplaires) ; ou de Jeanne Bourin, mère de l'éditeur



Une étude SOFRES - France-Loisirs - « le Monde »

Les millionnaires de la lecture

Richard Bohringer, Alexandre Jardin, Erik Orsenna et Philippe Labro ont eu plus de deux millions de lecteurs. Henri Troyat désigné comme « l'écrivain français le plus important du vingtième siècle ».

Dans leur *Journal*, les frères Goncourt établissaient déjà une différence entre les livres qu'on lit et ce qu'ils nommaient « les livres meublants », ces bouquins qu'on achète sous l'effet d'une impulsion, ou parce que c'est la mode ou encore parce qu'il est gratifiant de les posséder dans sa bibliothèque, mais qu'on n'ouvre jamais ou qu'on abandonne définitivement après quelques pages.

A l'inverse, il existe des livres qui circulent beaucoup, qu'on se prête, qu'on échange, qu'on emprunte dans les bibliothèques publiques ou les cabinets de lecture et dont le lectorat dépasse largement les ventes. Les livres les plus achetés sont connus. Des listes de meilleures ventes – de la semaine, du mois, de l'année – sont publiées par plusieurs journaux et périodiques.

Pour France-Loisirs et *le Monde*, la SOFRES a donc établi, en recoupant ces différentes listes, une série de quarante titres – les plus achetés entre avril 1989 et avril 1990 – et a demandé aux personnes interrogées lesquels ils avaient lus pendant cette période. Certains titres – comme *l'Exposition coloniale* d'Erik Orsenna, prix Goncourt à l'automne 1988, ont paru plusieurs mois avant la période qui nous intéresse. A l'inverse, des ouvrages publiés au cours de ces derniers mois n'ont pas encore fait le plein de leurs lecteurs et se trouvent donc probablement sous-estimés. La photographie réalisée n'en est pas moins saisissante.

Pour mesurer plus exactement l'impact des best sellers sur la lecture, il fallait préalablement connaître les habitudes de lecture des Français. L'enquête commandée par le ministère de la culture sur les pratiques culturelles donne des résultats très proches de ceux obtenus par le sondage SOFRES pour France-Loisirs et *le Monde* : au cours des trois derniers mois, 36,2 % n'ont lu aucun livre, 19,1 % un ou deux livres et, à l'autre bout de la chaîne, 7,9 % ont lu plus de onze livres. Ce qui, reporté sur une base annuelle, correspond à une moyenne de lecture de 14,8 livres par an, avec des écarts considérables puisque plus d'un tiers de la population ne lit pratiquement pas, cependant qu'à peine 10 % de la population effectue, à elle seule, les deux tiers des actes de lecture (400 millions de livres lus sur un total de 618 millions).

Ces « gros lecteurs » lisent quarante livres par an et plus, soit près d'un livre par semaine. En revanche, les « petits lecteurs » ne lisent que de manière sporadique, pendant leurs vacances peut-être : 61 % des personnes interrogées n'avaient aucune lecture en cours pendant la période de l'enquête.

Le poids de la médiatisation

Quatre livres sont bimillionnaires en lecteurs : *C'est beau une ville la nuit*, de Richard Bohringer (2 799 000), *le Zèbre*, d'Alexandre Jardin (2 720 000), *l'Exposition coloniale)*, d'Erik Orsenna (2 053 000), et *Un été dans l'Ouest*, de Philippe Labro (2 024 000). Si l'on compare ces chiffres à ceux des ventes, toutes éditions confondues – 800 000 pour Bohringer, 730 000 pour Jardin, 705 220 pour Orsenna, 540 000 pour Labro, – on constate que ces titres-vedettes ont eu trois à quatre lecteurs par livre acheté.

Les dix-huit livres les plus lus l'ont été par plus d'un million de lecteurs. Le roman, cela ne surprendra pas, se taille la part du lion. On note cependant à la huitième place *le Horsain*, de Bernard Alexandre (1 600 000 lecteurs) ; à la quinzième, *Paroles pour adolescents*, de Françoise Dolto (1 134 000 ; à la dix-septième, *la Grande Illusion*, d'Alain Minc (1 035 000). Mais ce qui frappe davantage que la faveur dont jouit le romanesque traditionnel – Irène Frain (5e), Jeanne Bourin (6e), P.-L. Sulitzer (7e), Geneviève Dormann (10e) ou Régine Deforges (11e), – c'est l'importance de la médiatisation dans le choix de la lecture. Outre le comédien Richard Bohringer et le journaliste Philippe Labro, nous trouvons en effet, dans la liste des plus lus, Nicolas Hulot et ses *Chemins de traverse* (1 560 000 lecteurs), Alain Decaux racontant la Révolution aux enfants (1 239 000), Guy Bedos, ses *Petites drôleries et autres méchancetés* (1 010 000).

Bohringer est presque aussi lu par les hommes (46 %) que par les femmes. C'est une exception. Pour l'ensemble des titres retenus, les lectrices participent au succès de manière prépondérante ; elles représentent 70 % du lectorat de Sulitzer, 67 % de celui de Labro, 66 % de celui de Jardin. Bohringer fait encore exception en attirant le lectorat jeune des quinze - vingt-quatre ans (plus d'un quart de ses lecteurs) alors que celui-ci est sous-représenté par ailleurs (4 % des lecteurs d'Orsenna, 9 % de ceux de Bourin). A l'inverse, les lecteurs âgés de soixante-cinq ans et plus (18 % de la population) sont de forts lecteurs de best-sellers et tout particulièrement de l'abbé Alexandre (39 %), de Jeanne Bourin (36 %) et de Philippe Labro (31 %).

L'étude de la lecture selon les catégories socio-professionnelles réserve également quelques surprises. On y constate que *le Horsain*, le journal d'un curé de campagne de Bernard Alexandre, n'a pas été lu chez les agriculteurs, mais que 54 % de ses lecteurs se recrutent chez les « inactifs ». 27 % des lecteurs d'Orsenna appartiennent à des familles de cadres supérieurs et de professions libérales et 32 % habitent la région parisienne. Cette région (15 % de la population totale) lit davantage que le reste de la France, davantage surtout que les communes rurales. On pourra donc s'étonner que *le Zèbre* d'Alexandre Jardin comptabilise 28 % de ses lecteurs dans les communes de moins de 2 000 habitants, alors que Labro apparaît comme un auteur pour petites villes : 27 % de ses lecteurs habitent dans des communes de 2 000 à 20 000 habitants.

L'enquête montre également le rôle, nouveau, que jouent les bibliothèques dans la circulation des livres : elles se taillent désormais une part égale à celle de l'*emprunt aux amis et* à la famille, l'achat en librairie et la vente par correspondance conservant leurs positions.

Proust, cet inconnu

Une question était également posée qui concernait l'appréciation des lecteurs sur ces quarante best-sellers. Les cinq ouvrages ayant obtenu la meilleure cote de satisfaction ne figurent pas dans la liste des vingt livres les plus lus. Il s'agit du *Mal noir*, de Nina Berberova, de *l'Œuvre de Dieu, la part du diable*, de John Irving, de *la Vie éternelle, roman*, de Jacques Attali, d'*Une prière pour Owen*, encore de John Irving, et de *Printemps et autres saisons* de J.-M.-G. Le Clézio. En revanche, deux livres apparaissent très contestés par leurs lecteurs : *les Derniers Jours de Charles Baudelaire*, de Bernard-Henri Lévy (7 % d'opinions très positives, 33 % d'opinions négatives ou très négatives), et *Crocodiles* de Philippe Djian (6 % de « vraiment beaucoup aimé » contre 20 % de « pas tellement » à « vraiment pas du tout »).

Henri Troyat est *« l'écrivain français le plus important du vingtième siècle »*. Telle est l'opinion de nos concitoyens. Les personnes interrogées avaient la possibilité de citer cinq noms. En fait, très peu l'ont fait – par hésitation ? par ignorance ?, – la plupart se limitant à un ou à deux. L'auteur de *la Gouvernante française*, qui figurait à la onzième place dans la liste des livres les plus lus cette année, est cité par 11,1 % des personnes interrogées, loin devant Camus (7 %), Sagan (6,3 %), Sartre (5,8 %), Sulitzer (5,4 %), Bernard Clavel (5,3 %), Pagnol (5,1 %), Decaux (4,6 %). Viennent ensuite Bazin, Malraux, Bourin, Deforges, qui précèdent Mauriac et Simenon.

Proust ? Céline ? Gide ? Breton ? Giono ? Bernanos ? Inconnus. Sur les quatorze noms les plus cités, huit sont ceux d'auteurs (pour certains, on n'ose parler d'écrivains) vivants. Aucun n'a cessé d'écrire avant 1960. La mémoire littéraire des Français, pour ne pas parler de leur culture et de ce qu'ils sont censés apprendre à l'école, semble la chose du monde la plus volatile. On ne s'étonnera donc pas que seuls 0,9 % d'entre eux se soient souvenus du titre *(Un grand pas vers le bon Dieu)* et de l'auteur (Jean Vautrin) du dernier prix Goncourt.

P. L.

□ **FICHE TECHNIQUE.** – Les données commentées ci-dessus sont extraites d'une enquête réalisée par la SOFRES en mai 1990 sur deux échantillons de 2 000 personnes, représentatifs, selon la méthode des quotas, de la population française métropolitaine âgée de quinze ans et plus, correspondant à un ensemble de 41,8 millions d'individus.

ventes des « petits » éditeurs

François Bourin, dont les *Pérignines* ont attiré 220 000 lecteurs.

Les « classiques » ne sont pas abandonnés. Chez Arlea, *Apprendre à vivre*, de Sénèque, a dépassé les 4 500 exemplaires ; chez José Corti, l'édition désormais intégrale du *Manuscrit trouvé à Saragosse*, de Jan Potochki (paru en juin 1989), s'est vendu à 25 000 exemplaires, chiffre exceptionnel. Enfin, aux éditions Salvy, *Avril enchanté*, de la romancière anglaise Elizabeth von Arnim, a conquis plus de 7 000 lecteurs.

Certains auteurs étrangers régulièrement traduits depuis une quinzaine d'années bénéficient à présent d'une audience soutenue. Ainsi de l'Espagnol Manuel Vazquez Montalban, pour son roman *Happy End* chez Complexe (6 000 exemplaires) ; de la Brésilienne Clarisse Lispector, avec *Liens de famille*, aux éditions des Femmes (4 500). Plus récemment redécouverts, l'écrivain russe, Evgueni Zamiatine, dont *l'Inondation* (paru en mai 1989) et *la Caverne* ont constitué un véritable succès chez Solin (5 000 et 4 000 exemplaires) ; et l'écrivain tchèque d'expression allemande Hermann Ungar, aux éditions Ombres, dont on a pu lire cette année *la Classe* et *le Voyage de Colbert* (2 800 et 2 500 exemplaires).

Parmi les découvertes, il faut signaler celle des écrivains grecs Nikos Kavvadias, avec *le Quart*, vendu à 4 000 exemplaires chez Climats, et Georges Cheimonas, avec *les Bâtisseurs*, publié par Maurice Nadeau (1 500 exemplaires) ; celle de la singulière Dorothy Richardson, dont les éditions Bernard Coutaz ont déjà publié trois des treize parties de son unique roman, *Pèlerinage* (cette année : *Rayons de miel* et *le Tunnel*, 1 000 exemplaires chacun). Ou encore celle de Rosetta Loy, dont le beau roman *les Routes de poussière*, s'est vendu à 8 000 exemplaires chez Alinea. L'Italie encore, une des spécialités des éditions Le Promeneur, avec *Un prince romain* d'Aldo Palazzeschi (3 000 exemplaires), et *les Agents secrets de Venise* au XVIIIe siècle, de Giovanni Comisso (2 500). Aux éditions Desjonquères, *Vie, aventures et mort de Don Juan*, de Giovanni Macchia s'est vendu à 2 500 exemplaires.

Toujours séduisante, l'aventure solitaire, maritime, ou liée à l'exploration des extrêmes. Les fabuleuses *Mémoires du capitan Alonso de Contreras* ont bénéfiquement inauguré le catalogue de la toute jeune maison d'édition de Viviane Hamy (3 500 exemplaires) ; chez Phébus, *Smara, carnets de route d'un fou du désert*, de Michel Vieuchange, a dépassé les 7 000 exemplaires ; classique des années 30, *la Route d'Oxiane*, de Robert Byron publié chez Quai Voltaire a séduit 2 500 lecteurs ; aux éditions Souffles, les deux pôles ont eu le premier rôle dans les meilleures ventes, avec *le Livre de l'Antarctique*, de John May (12 000 exemplaires), et *Klondike, la ruée vers l'or*, de James E. Michener (8 000 exemplaires). Enfin, chez Maren Sell, c'est le premier roman de l'écrivain autrichien Christoph Ransmayr, *les Effrois de la glace et des ténèbres*, qui a créé l'événement (10 000 exemplaires).

Aux éditions Galilée, *la Transparence du mal, essai sur les phénomènes extrêmes*, de Jean Baudrillard, est parti à plus de 10 000 exemplaires. Même chiffre chez Picquier pour l'étonnant document de David E. Kaplan et Alec Dubro, *Yakusa, la mafia japonaise*. En dépit de son prix relativement élevé (450 francs), *l'Encyclopédie de l'histoire juive*, publiée par Liana Levi s'est vendue à 3 500 exemplaires. Enfin, également lié à l'actualité, chez Lieu commun, *le Seigneur du lotus blanc, le dalaï-lama*, de Claude B. Levenson, s'est vendu à 30 000 exemplaires.

Valérie Cadet.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Voyages en Russie

LE VOYAGE EN RUSSIE
Anthologie des voyageurs français aux 18e et 19e siècles
par Claude de Grève.
Robert Laffont,
coll. « Bouquins ». 1 340 p., 130 F.

LE CAUCASE
d'Alexandre Dumas père.
Ed. François Bourin, 180 p., 135 F.

UN RUSSE EN ARMÉNIE
Souvenirs d'un pays qui fut
par André Bitov.
Traduit du russe par Dmitri Sesemann.
Albin Michel, 232 p., 98 F.

UNE IMAGE DE LA TERRE RUSSE
Photos de Jean-Loup Trassard.
Ed. Le temps qu'il fait, 60 p., 96 F.



Une photo de Jean-Loup Trassard : « Franchie la rivière par un bac à treuil, la piste continue sur les herbages inondables... »

« *AVANT l'invention des bateaux à vapeur et des chemins de fer, ce n'était pas une médiocre entreprise que d'aller à Moscou (...). Tout enfant, Moscou préoccupait notre imagination et nous restions souvent en extase sur le quai Voltaire devant la vitrine d'un marchand de gravures, où étaient exposées de grandes vues panoramiques de Moscou. Ces clochers en forme d'oignon, ces coupoles surmontées de croix à chaînettes. Ces maisons peintes,ces personnages à large barbe et à chapeau évasé, ces femmes coiffées de popoïvnik et portant la tunique courte à ceinture sous le bras nous semblaient appartenir au monde de la Lune et l'idée d'y faire jamais un voyage ne se présentait pas à notre esprit : d'ailleurs, puisque Moscou était brûlée, quel intérêt pouvait offrir ce monceau de cendres ?* » Visitant la Russie, en 1858-1859,Théophile Gautier, qui, contrairement à d'autres voyageurs diplomates et fonctionnaires enclins à critiquer la politique despotique de ce pays lointain, ne se veut que « touriste », a finalement retrouvé les images et les rêves de son enfance. Est-il en Europe, est-il en Asie cet empire des tsars qui va exercer une fascination incroyable sur des générations de « voyageurs-écrivains », « journalistes-voyageurs » ou fonctionnaires de tout grade ? Est-il somptueux ou misérable, ce pays gigantesque ? Ou les deux à la fois ?

Le *Voyage en Russie*, gros volume consacré par Claude de Grève, professeur à l'université de Paris-X,à une anthologie des écrits des voyageurs français des dix-huitième et dix-neuvième siècles, fournit au lecteur une masse d'informations,d'anecdotes et de « choses vues » qui ne sont pas forcément une incitation au voyage ; mais un guide d'une exceptionnelle richesse qui, même après deux siècles, met en pleine lumière des constantes que soixante-dix ans de soviétisme n'ont pas fait disparaître. Une équipée lointaine, le plus souvent dépourvue de confort,qui laisse transparaître constamment le sentiment d'étrangeté,d'exotisme, qui s'empare du voyageur quel qu'il soit.

« *Il serait peu décent d'inclure parmi les voyageurs en Russie Napoléon et les militaires de son armée, eussent-ils été l'auteur de Mémoires,pas plus qu'il ne serait convenable de citer les soldats de la Sainte Alliance dans un* Voyage en France », signale dans sa préface, avec une certaine causticité, l'auteur de cette anthologie de voyageurs, diplomates, savants, religieux, en mission dans ces terres à peu près inconnues. Les premiers textes retenus ici datent du milieu du dix-huitième siècle, d'abord sous le règne d'Elisabeth, la seconde fille de Pierre le Grand, puis sous celui de la Grande Catherine, grande militante en faveur de la philosophie de nos encyclopédistes Saint-Pétersbourg n'a que cinquante ans.

Au dix-huitième siècle, la plupart des « voyageurs » qui ont laissé des Mémoires sont des inconnus de la littérature : outre des diplomates ; La Messelière, un des rares envoyés de Louis XV favorable au gouvernement russe, le comte de Ségur, ancien soldat de La Fayette,et le prince de Ligne qui purent profiter, en 1787, du voyage en Crimée que Potemkine organisa pour sa souveraine ; les religieux, l'abbé Georgel, parti pour la Russie à près de soixante-dix ans après avoir été impliqué en 1786, avec son protecteur, le cardinal de Rohan, dans la célèbre affaire du Collier de la reine, l'abbé Chappe,membre de l'Académie des sciences,parti pour la Sibérie en 1761 avec pour mission d'observer le passage de Vénus sur le Soleil ; des capitaines de dragons devenus précepteurs, pédagogues ou historiens, etc., on trouve aussi le futur auteur de *Paul et Virginie*, le jeune Bernardin de Saint-Pierre, venu tenter fortune en Russie avec un « *Projet d'une compagnie pour la découverte d'un passage aux Indes par la Russie* » ; le Vénitien Casanova, qui prétend vouloir introduire l'industrie de la soie en Russie ; et Denis Diderot dont l'impératrice, grande admiratrice du libéralisme des encyclopédistes, appréciera peu les conseils de limitation de despotisme. Et même Voltaire, qui fut longtemps sur le point d'aller en Russie, mais qui n'y alla jamais, et qui consacra un livre (farci d'erreurs) à la gloire de Pierre le Grand, élaborant l'histoire imaginaire d' « *un pays qui n'était que celui des ours il y a cinquante ans* », et où, dorénavant, on parle français et on joue *Zaïre*... Après la Révolution, vinrent des émigrés, le peintre Elisabeth-Louise Vigée-Lebrun, Joseph de Maistre, l'auteur des *Soirées de Saint-Pétersbourg ou Entretien sur le gouvernement temporel de la Providence*,puis, plus tard, Mme de Staël, qui écrira, entre 1810 et 1813, *Dix années d'exil*.

Au dix-neuvième siècle, c'est le marquis de Custine qui est le plus célèbre des « voyageurs » pour la virulence de son livre-pamphlet *la Russie en 1839*, à peu près introuvable jusqu'à la réédition d'extraits en collection « Folio »il y a une dizaine d'années en raison de ... l'actualité de ses descriptions. L'anthologie nous donne en outre des passages d'écrits de Théophile Gautier, Jan Potocki,Honoré de Balzac, qui viendra à Berditchev en Ukraine épouser Mme Hanska et mourir le mois suivant, Alexandre Dumas père qui, de juin 1858 à mars 1859, fait un voyage à la taille d'un long feuilleton de Paris à Berlin, Stettin, la Baltique, Saint-Pétersbourg, Moscou, Nijni-Novgorod, la Caspienne et la traversée du Caucase, évoquant le combat contre l'armée russe de Chamyl dans la montagne du Daghestan (1), s'arrêtant à Derbent, Bakou, Tiflis, pour s'embarquer à Poti vers Trébizonde et Marseille... On pourrait ajouter d'autres auteurs,tel le livre de cette grande archéologue que fut Jane Dieulafoy et qui dans *Une amazone en Orient* raconte bien Erivan et le chemin, qui par Djoulfa, mène en Perse, « *au mépris du fanatisme des mollahs* (2) ».

AU Caucase, Alexandre Dumas père est toujours célèbre ; c'est une bonne idée qu'a eue François Bourin de rééditer, avec *En Russie*, ce reportage géant, plein, trop plein parfois, de détails, mais infiniment pittoresque et *sérieusement documenté sur cette* région indomptable où coexistent et s'affrontent jusqu'à nos jours plusieurs dizaines de peuples : Arméniens, Abkhazes, Lezghiens, Tchetchènes,Azéris, Tatars, Géorgiens, Russes... Une contrée biblique, de vieille culture, de grande cuisine, Géorgie orthodoxe où les grandioses festins valent bien une messe, région christianisée depuis le quatrième siècle, mais où la chrétienté n'exclut pas les résidus de religions païennes où l'Arménien vient prier à Etchmiadzine ou à Geghard,tourné vers ce mont Ararat, où même on ne désespère pas de trouver un jour l'Arche de Noé.

Mont Ararat, montagne sacrée des Arméniens, hors du territoire de la République d'Arménie, visible de l'autre côté de la frontière, chez les Turcs.

« *Ce pays m'a bouleversé parce qu'il était autre que la Russie* », explique le romancier, André Bitov, dans *Un Russe en Arménie*, un livre de voyage d'aujourd'hui, écrit il y a vingt ans par un homme qui pour la première fois éprouve le sentiment de se rendre à l'étranger dans cette Arménie que l'on situe pourtant à l'intérieur des frontières de l'empire soviétique. (« *Je t'en prie, n'écris pas que l'Arménie est un pays ensoleillé et hospitalier* », implore un ami). Un non-Arménien nous livre un reportage, et, à l'issue d'une « leçon de langue » (avec un alphabet inchangé depuis un millénaire et demi), d'une « leçon d'histoire », d'une « leçon de *géographie* », *d'une visite* au patriarche,à l'issue d'une rencontre dans les rues d'Erivan avec Aelita, une Arménienne de dix-sept ans ne parlant pas un mot de russe, éprouve avec une profonde émotion le choc des cultures, se retrouvant, qu'il le veuille ou non « russe par le sang ». Plus riche d'inspiration, plus russe aussi par la contamination avec une authentique existence nationale. « *Quand on écrit, on apprend ce que l'on ignorait auparavant. Ecrire, c'est une méthode de connaissance* », écrit l'auteur de *la Maison Pouckhine*, avouant sa surprise « *de découvrir que ce monde que je croyais mien appartenait à tout le monde. Désappointé d'avoir perdu cette exclusivité, j'ai entrepris de faire le connaissance des aborigènes de ce monde, ne fût-ce qu'en leur serrant la main* ». Un beau livre de la découverte de soi.

Notons aussi que vient de paraître un petit album de photographies qui complète les *Campagnes de Russie* de Jean-Loup Trassard (3). Un repas de fête chez les cosaques d'aujourd'hui fait écho au chapitre sur la « cuisine » du *Voyage en Russie* de la collection « Bouquins » :le rituel du repas copieusement arrosé, la recette des côtelettes Pojarski,la technique de la pêche de l'esturgeon et de la récolte du caviar, un grand festin en Colchide. C'est un peu de la terre russe que nous restitue Trassard avec ces humbles photos en noir et blanc : notes de voyage prises au niveau de l'herbe, au niveau des chemins de terre, de la boue sèche, des ornières,des flaques d'une pluie récente qui reflètent le ciel, sur les chemins de terre qui conduisent dans la profondeur du pays.

(1) A propos de Chamyl, il faut lire le beau livre de Lesley Blanch, *les Sabres du paradis*. Editions Lattès. (Voir *le Monde* du 16 février 1990.)

(2) Aux Editions Phébus viennent de paraître les trois volumes de Jane Dieulafoy : *Une amazone en Orient. L'Orient sous le voile* (*De Chiraz à Bagdad 1881-1882*). *En mission chez les Immortels* ; (*Journal des fouilles de Suse 1884-1886*).

(3) Gallimard voir « le Monde des livres » du 27 octobre 1989.

